

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

REGION DE L'EXTRÊME-NORD

DEPARTEMENT DU DIAMARE

COMMUNE D'ARRONDISSEMENT DE MAROUA 3^{ème}



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work - Fatherland

FAR-NORTH REGION

DIAMARE'S DIVISION

MAROUA 3^{ème}SUBDIVISION COUNCIL

PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNE DE MAROUA 3^{ème}



OAL D'ACCOMPAGNEMENT:

Tammounde
Speranza

Tel: (+ 237) 696 27 15 30
Email:tammounde.speranza@gmail.com
B.P:122 Maroua, Cameroun.

FINANCEMENT DU :



Avril 2016

SOMMAIRE

SOMMAIRE	2
LISTE DES ABREVIATIONS.....	5
LISTE DES TABLEAUX.....	8
LISTE DES PHOTOS.....	11
LISTE DES CARTES.....	12
LISTE DES FIGURES	13
LISTE DES ANNEXES	14
RESUME	15
INTRODUCTION.....	17
1.1 Contexte et justification	17
1.2 Objectifs du PCD	18
1.3 Structure du document	18
CHAPITRE I : METHODOLOGIE.....	19
I.1 Préparation de l'ensemble du processus	19
I.1.1 Préparation pédagogique	19
I.1.2 Préparation administrative.....	19
I.1.3 Préparation opérationnelle sur le terrain	20
I.2 Collecte et traitement des informations	20
I.2.1. Consolidation des données du diagnostic et cartographie	24
I.2.2 Atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation	24
I.2.3. Mise en place du mécanisme de suivi évaluation participatif.....	25
CHAPITRE II : PRESENTATION SOMMAIRE DE LA COMMUNE DE MAROUA 3 ^{ème} MOKOLO .	26
II.1. Localisation de la commune	26
II.2 Description du milieu biophysique.....	27
II.2.1 le climat	27
II.2.2 les sols	28
II.2.3 Le relief.....	28
II.2.4 L'hydrographie	29
II.2.5 La flore, la végétation et la faune.....	29
II.3 Ressources naturelles de la commune	30
II.4 Milieu humain	31
II.4.1 Historique de la commune de Maroua 3 ^{ème}	31
II.4.2 Taille et structure de la population	31

II.4.3 Ethnies, religions et organisation sociale	32
II.4.4 Principales activités économiques	33
II.5 Principales infrastructures par secteur.....	36
II.5.1 Infrastructures de l'éducation de base.....	36
II.5.2 Infrastructures des enseignements secondaires.....	36
II.5.3 Infrastructures sanitaires	37
II.5.4 Infrastructures hydrauliques	38
II.5.5 Infrastructures marchandes	38
II.5.6 Autres infrastructures sociales	39
II.5.6 Infrastructures de communication et de télécommunication	40
II.5.7 Infrastructures routières	40
II.6 Principales potentialités et ressources de la Commune	41
CHAPITRE III : SYNTHESE DES DIAGNOSTICS	43
III.1. Synthèse du DIC	44
III.1.1 Gestion des ressources humaines	44
III.1.2 Gestion des ressources financières	46
III.1.3 Gestion du patrimoine communal	49
III.1.4 Gestion des relations.....	53
III.1.5 Axes de renforcement de la commune	55
III.2 Synthèse du DEUC.....	56
III.2.1 Synthèse des couches vulnérables	56
III.2.2. Besoins des couches vulnérables	57
III.2.3. Synthèse des corps de métier	63
III.2.4 Synthèse sur les Changements climatiques	74
III.2.5. Synthèse sur la petite enfance	75
II.2.6. Développement de l'Economie Locale	79
III.3. Principaux problèmes et besoins identifiés et consolidés par secteur	82
CHAPITRE IV : PLANIFICATION STRATEGIQUE.....	115
IV.1 Vision et objectifs du PCD	115
IV.2. Cadres logiques par secteur.....	116
III. 3. Coût estimatif du PCD	200
III.4 Esquisse du Plan d'utilisation et de gestion des terres de l'espace communal	202
CHAPITRE V. PROGRAMMATION.....	203
V.1 Liste des villages classes par ordre de priorités de financement.....	203
V.2 Ressources mobilisables de la commune	204
V.3 Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) des projets prioritaires.....	205
V.4 Cadre sommaire de gestion environnementale du CDMT	210
V.4.1 Impacts socio-environnementaux potentiels et mesures d'optimisation et d'atténuation des projets à mettre en œuvre dans le CDMT	210
V.4.2 Plan sommaire de gestion de l'environnement du CDMT	214
V.5 Plan d'Investissement Annuel PIA	216

V.6 Plan de passation des marchés du PIA	219
CHAPITRE VI : MECANISME DE SUIVI-EVALUATION	224
VI.1 Composition et attributions du comité de suivi-évaluation du PCD.....	224
VI.1.1 Composition du comité de suivi-évaluation du PCD	224
VI.1.2 Les attributions du Comité de suivi du PCD	224
VI.1.3 Indicateurs de suivi et d'évaluation (par rapport au PIA)	225
VI.1.4 Dispositif, outils et fréquence du reporting	226
VI.1.5 Mécanisme de préparation du PIA et de révision du PCD	227
VI.2 Plan de communication sur la mise en œuvre du PCD	228
CONCLUSION.....	234
BIBLIOGRAPHIE	235
ANNEXES.....	236

LISTE DES ABREVIATIONS

AGR	Activités Génératrices des Revenus
ANDP	Alliance Nationale pour la Démocratie et le Progrès
APEE	Association des Parents d'Elèves et Enseignants
APP	Analyse des Parties Prenantes
ART	Agence de Régulation des Télécommunications
BIP	Budget D'Investissement Public
BP	Budget Prévisionnel
CA	Compte Administratif
CAC	Centimes Additionnels Communaux
CAMTEL	Cameroun Télécommunications
CC	Comité de Concertation
CCD	Cadre Communal de Développement
CDMT	Cadre de Dépenses à Moyen Terme
CES	Collège d'Enseignement Secondaire
CETIC	Collège d'Enseignement Technique Industriel et Commercial
CL	Cadre Logique
CLLS	Comité Local de Lutte Contre le Sida
CM	Conseil Municipal
CNPS	Caisse Nationale de la Prévoyance Sociale
COMES	Conseil Municipal Elargi aux Sectoriels
CSI	Centre de Santé Intégré
CTD	Collectivité Territoriale Décentralisée
CTFC	Centre Technique de la Forêt Communale
CVECA	Caisse Villageoise d'Epargne et de Crédit Autogéré
CVUC	Communes et Villes Unies du Cameroun
COPIL	Comité de Pilotage
DDDIAM	Délégation Départementale du Diamaré
DDES	Délégation Départementale des Enseignements Secondaires
DIC	Diagnostic Institutionnel Communal
DEL	Développement de l'Economie Locale
DGD	Dotation Générale de la Décentralisation
DREN	Délégation Régionale de l'Extrême-Nord
DSCE	Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi
ELECAM	Elections Cameroon
EMF	Etablissement de Micro Finance
ENEO	Energie of Cameroon
FCFA	Francs de la Communauté Française D'Afrique
FEICOM	Fonds Spécial d'Equipeement et d'Intervention Intercommunal
FFOM	Forces, Faiblesses, Opportunités, Menaces
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
GDT	Gestion Durable des Terres
GIC	Groupe d'initiative Commune
GIZ	Coopération Internationale Allemande
IAEB	Inspection d'Arrondissement de l'Education de Base
IOV	Indicateurs Objectivement Vérifiables
IRAD	Institut de Recherche Agricole et de Développement
ISS	Interview Semi-Structurée
IST	Infection Sexuellement Transmissible
LMT	Long et Moyen Terme
MAETUR	Mission d'Aménagement et D'Equipeement des Terrains Urbains et Ruraux

MARP	Méthode Accélérée de Recherche Participative
MDV	Moyens De Vérification
MINADER	Ministère de L'Agriculture et du Développement Rural
MINAS	Ministère des Affaires Sociales
MINATD	Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation
MINCOMMERCE	Ministère du Commerce
MINCULTURE	Ministère de la Culture
MINDCAF	Ministère des Domaines et des Affaires Foncières
MINDEF	Ministère de la Défense
MINHDU	Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain
MINEDUB	Ministère de L'Education de Base
MINEE	Ministère de L'Eau et de L'Energie
MINEFOP	Ministère de L'Emploi et de la Formation Professionnelle
MINEPEDD	Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature et du Développement Durable
MINEPAT	Ministère de L'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire
MINEPIA	Ministère de L'Elevage, des Pêches et des Industries Animales
MINESEC	Ministère des Enseignements Secondaires
MINESUP	Ministère de l'Enseignement Supérieur
MINFI	Ministère des Finances
MINFOF	Ministère des Forêts et de la Faune
MINJEC	Ministère de la Jeunesse et Education Civique
MINMIDT	Ministère des Mines Industries et du Développement Technologique
MINPMEESA	Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, de L'Economie Sociale et Artisanat
MINPOSTEL	Ministère des Postes et Télécommunications
MINPROFF	Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille
MINRESI	Ministère de la Recherche Scientifique et de l'innovation
MINSANTE	Ministère de la Santé Publique
MINSEP	Ministère des Sports et de L'Education Physique
MINTOUL	Ministère du Tourisme et des Loisirs
MINTP	Ministère des Travaux Publics
MINTRANS	Ministère des Transports
MINTSS	Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale
OAL	Organisme d'appui Local
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OS	Objectif Spécifique
PACA	Projet d'Amélioration de la Compétitivité Agricole
PADFA	Programme d'Appui au Développement des Filières Agricoles
PAJER U	Programme d'appui à la Jeunesse Rurale et Urbaine
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PCD	Plan Communal de Développement
PDC	Plan de Développement Communal
PDL	Plan de Développement Local
PDR- EN	Programme de Développement Rural de la Région de L'Extrême –Nord
PDRP	Programme de Développement Rural Participatif
PEV	Programme Elargi de Vaccination
PIA	Plan D'investissement Annuel
PIAASI	Projet Intégré d'Appui aux Acteurs du Secteur Informel
PIP	Projets d'Investissement Prioritaire

PNDP	Programme National de Développement participatif
PNDRT	Programme National de Développement des Racines et Tubercules
PPM	Plan de Passation des Marchés
PSTE	Pays Pauvres Très Endettés
RDPC	Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais
RGPH	Recensement General de la Population et de L'habitat
RM	Recette Municipale
SAR-SM	Section Artisanale et Rurale / Section Ménagère
SDE	Services Déconcentrés de l'Etat
SEMY	Société d'exploitation et de Modernisation du Riz dans la Plaine de Yagoua
SEPO	Succès, Echecs, Potentialités, Obstacles
SG	Secrétaire Général
SIDA	Syndrome Immuno Déficience Acquis
SODECOTON	Société de Développement de Coton
SPM	Service de Passation des Marchés
TDR	Termes De Référence
TIC	Technologies de L'information et de la Communication
TSP	Tableau Synoptique de Planification
UDC	Union Démocratique du Cameroun
UNDP	Union Nationale pour la Démocratie et le Progrès
UNESCO	United Nations For Education, Science And Culture Organization
UNFPA	United Nations Fund For Population
UNICEF	United Nations of International Children's Emergency Funds
VIH	Virus D'Immuno Déficience Humaine

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1. Types de sols et leurs caractérisations	28
Tableau 2. Principales ressources naturelles de la commune	30
Tableau 3. Structure de la population de Maroua 3ème	31
Tableau 4: Ressources naturelles de la commune et leur utilisation	41
Tableau 5: Tableau de synthèse du personnel	44
Tableau 6: Tableau de synthèse sur le conseil municipal.....	45
Tableau 7: Forces et faiblesses des Ressources Humaines de la commune	45
Tableau 8: Tableau de synthèse des ressources financières sur trois exercices	46
Tableau 9: Forces et faiblesses des Ressources Financières de la commune	49
Tableau 10: Synthèse du patrimoine communal	49
Tableau 11: Synthèse du matériel roulant	52
Tableau 12: Forces et faiblesses de la Gestion du patrimoine communal.....	52
Tableau 13: Synthèse sur les relations de la commune	53
Tableau 14: Forces et faiblesses de la Gestion des relations de la commune.....	54
Tableau 15: Forces et faiblesses des Ressources Humaines de la commune	55
Tableau 16: Données sur les groupes vulnérables de la commune	56
Tableau 17: Problèmes/Difficultés-Besoins/Attentes des couches vulnérables	58
Tableau 18: Problèmes/Difficultés-Besoins/Attentes des corps de métier.....	63
Tableau 19: Matrice des changements climatiques	74
Tableau 20: Matrice de captage des données sur la petite enfance	75
Tableau 21: Synthèse des secteurs créateurs des richesses et d'emplois dans la commune.....	80
Tableau 22: Problèmes consolidés-besoins et idée de projets dans le secteur Agriculture	82
Tableau 23: Problèmes consolidés-besoins et idée de projets dans le secteur Elevage.....	82
Tableau 24: Problèmes consolidés-besoins et idée de projets dans le secteur santé	84
Tableau 25: Problèmes consolidés-besoins et idée de projets dans le secteur Travaux publics.....	85
Tableau 26: Problèmes consolidés-besoins et idée de projets dans le secteur Education de base	86
Tableau 27: Récapitulatif des besoins dans l'éducation de base	88
Tableau 28: Problèmes consolidés-besoins et idée de projets dans le secteur Arts et Culture.....	95
Tableau 29: Problèmes consolidés-besoins et idée de projets dans le secteur Promotion de la femme et de la famille	95
Tableau 30: Problèmes consolidés-besoins et idée de projets dans le secteur Affaires Sociales	96
Tableau 31: Problèmes consolidés-besoins et idée de projets dans le secteur Eau et énergie.....	97
Tableau 32: Détails des besoins en eau potable	99
Tableau 33: Problèmes consolidés-besoins et idée de projets dans le secteur Enseignements secondaires	100
Tableau 34: Récapitulatif des besoins dans l'Enseignement Secondaire	102
Tableau 35: Problèmes consolidés-besoins et idée de projets dans le secteur Emploi et formation professionnelle	103
Tableau 36: Problèmes consolidés-besoins et idée de projets dans le secteur Travail et sécurité Sociale	104
Tableau 37: Problèmes consolidés-besoins et idée de projets dans le secteur Tourisme et loisirs.....	104
Tableau 38: Problèmes consolidés-besoins et idée de projets dans le secteur Forêts et Faune.....	105
Tableau 39: Problèmes consolidés-besoins et idée de projets dans le secteur Environnement et Protection de la Nature	105

Tableau 40: Problèmes consolidés-besoins et idée de projets dans le secteur Habitat et développement urbain.....	106
Tableau 41: Problèmes consolidés-besoins et idée de projets dans le secteur Domaines, Cadastre et affaires foncières	107
Tableau 42: Problèmes consolidés-besoins et idée de projets dans le secteur Recherche scientifique et innovation.....	107
Tableau 43: Problèmes consolidés-besoins et idée de projets dans le secteur Commerce	108
Tableau 44: Problèmes consolidés-besoins et idée de projets dans le secteur Jeunesse et Education Civique	109
Tableau 45: Problèmes consolidés-besoins et idée de projets dans le secteur Sport et éducation physique	110
Tableau 46: Problèmes consolidés-besoins et idée de projets dans le secteur Petites et Moyennes Entreprises, Économie Sociale et Artisanat.....	110
Tableau 47: Problèmes consolidés-besoins et idée de projets dans le secteur Industries, mines et développement technologique.....	111
Tableau 48: Problèmes consolidés-besoins et idée de projets dans le secteur Transports	111
Tableau 49: Problèmes consolidés-besoins et idée de projets dans le secteur Postes et télécommunications.....	112
Tableau 50: Problèmes consolidés-besoins et idée de projets dans le secteur Communication.....	112
Tableau 51: Problèmes consolidés-besoins et idée de projets dans le secteur Administration territoriale, décentralisation, sécurité et maintien de l'ordre.....	112
Tableau 52: Problèmes consolidés-besoins et idée de projets dans le secteur Enseignement supérieur	113
Tableau 53: Problèmes consolidés-besoins et idée de projets dans le secteur Gouvernance locale....	114
Tableau 54: Cadre logique du secteur de l'Agriculture.....	116
Tableau 55: Cadre logique secteur de l'Elevage	119
Tableau 56: Cadre logique secteur de la Santé.....	122
Tableau 57: Cadre logique secteur des Travaux publics	126
Tableau 58: Cadre logique secteur de l'Education de base.....	128
Tableau 59: Cadre logique secteur des Arts et de la Culture.....	132
Tableau 60: Cadre logique secteur de la Promotion de la femme et de la famille	134
Tableau 61: Cadre logique secteur des Affaires sociales	138
Tableau 62: Cadre logique secteur de l'Eau.....	141
Tableau 63: Cadre logique secteur de l'Energie.....	143
Tableau 64: Cadre logique secteur de l'Assainissement	145
Tableau 65: Cadre logique secteur des Enseignements secondaires	147
Tableau 66: Cadre logique secteur de l'Emploi et de la formation professionnelle.....	151
Tableau 67: Cadre logique secteur du Travail et de la sécurité sociale.....	155
Tableau 68: Cadre logique secteur du Tourisme et des loisirs	156
Tableau 69: Cadre logique secteur des Forêts et faune	159
Tableau 70: Cadre logique secteur de l'Environnement et de la protection de la nature	161
Tableau 71: Cadre logique secteur de l'Habitat et du développement urbain.....	163
Tableau 72: Cadre logique secteur des Domaines, du cadastre et des affaires foncières.....	165
Tableau 73: Cadre logique secteur de la Recherche scientifique et de l'innovation	167
Tableau 74: Cadre logique secteur de la Jeunesse et éducation civique	170
Tableau 75: Cadre logique secteur des Sports et éducation physique.....	172
Tableau 76: Cadre logique secteur des Petites et moyennes entreprises, de l'économie sociale et de l'artisanat.....	174

Tableau 77: Cadre logique secteur des Industries, des mines et du développement technologique....	176
Tableau 78: Cadre logique secteur des Transports.....	178
Tableau 79: Cadre logique secteur des Postes et télécommunication	180
Tableau 80: Cadre logique secteur de la Communication.....	182
Tableau 81: Cadre logique secteur de l'Administration territoriale, décentralisation, sécurité et maintien de l'ordre	184
Tableau 82: Cadre logique secteur de l'Enseignement supérieur.....	186
Tableau 83: Cadre logique secteur du commerce.....	188
Tableau 84: Cadre logique Institution communale	190
Tableau 85: Cadre logique petite enfance	194
Tableau 86: Cadre logique Changements climatiques	198
Tableau 87: Coût estimatif du PCD	200
Tableau 88: Classement des villages par ordre de priorité de financement	203
Tableau 89: Tableau des ressources mobilisables de la commune et échéances.....	204
Tableau 90: Cadre de dépenses à moyen terme : 2016-2017-2018.....	205
Tableau 91: Impacts socio-environnementaux potentiels et mesures d'optimisation et d'atténuation des projets à mettre en œuvre dans le CDMT.....	210
Tableau 92: Plan sommaire de gestion de l'environnement du CDMT	214
Tableau 93: Plan d'Investissement Annuel 2016	216
Tableau 94: Plan de passation des marchés du PIA	219
Tableau 95: Composition du Comité de suivi du PCD	224
Tableau 96: Indicateur de suivi-évaluation du PIA.....	225
Tableau 97: Plan de communication sur la mise en œuvre du PCD.....	228

LISTE DES PHOTOS

Photo N° 1. Réalisation de la carte du village par des jeunes	21
Photo N° 2. ISS par secteur.....	22
Photo N° 3. Diagramme de Venn réalisé par le groupe des jeunes	23
Photo N° 4. Analyse des causes et effets dans quelques secteurs	23
Photo N° 5. Vue d'un secteur du marché de Douggoi	39
Photo N° 6: Etat des routes en saison de pluie dans certains quartiers	40

LISTE DES CARTES

Carte n° 1. Carte de localisation de la commune de Maroua 3ème.....	27
Carte n° 2: Répartition des écoles primaires dans la commune de Maroua 3ème.....	36
Carte n° 3: Répartition des établissements secondaires dans la commune de Maroua 3ème.....	37
Carte n° 4: Répartition des formations sanitaires de la commune.....	37
Carte n° 5: Répartition des points d'eau de la commune	38
Carte n° 6: Principales infrastructures marchandes de la commune	38
Carte n° 7: Principales infrastructures sociales de la commune	40
Carte n° 8: Esquisse du plan d'utilisation des terres de la commune	202

LISTE DES FIGURES

Figure 1: Répartition ethnique de la commune	33
--	----

LISTE DES ANNEXES

Annexe n° 1: Fiches de projets du PIA	237
Annexe n° 2: Atlas des cartes thématiques de référence	262
Annexe n° 3: Les différentes fiches de présence aux différentes sessions de restitution ou de validation	266
Annexe n° 4: Les arrêtés municipaux : Mise en place COPIL, Mise en place comité de suivi du PCD	278
Annexe n° 5: Rapport consolidé du Diagnostic participatif	286

RESUME

Le Cameroun s'est engagé sur le chemin impérieux de la décentralisation depuis une dizaine d'années déjà. Ce processus, en voie de consolidation, se traduit par un transfert de certaines compétences de l'Etat central vers les collectivités territoriales décentralisées, la gestion participative étant devenue un enjeu majeur pour un développement pérenne, réel et durable. Dans la décentralisation, les populations locales doivent s'approprier toutes les actions de développement tant sur les aspects de planification que ceux de la mise en œuvre et du suivi des actions de développement. L'objectif étant une gestion transparente, équilibrée et démocratique des ressources de la collectivité. C'est dans cette optique que l'Etat et ses bras séculiers (projets et programmes de développement) travaillent à renforcer les capacités des collectivités locales et à responsabiliser les populations pour la réussite de cette nouvelle vision de développement. Le PNDP a ainsi décidé d'aider les collectivités locales à se doter de véritables documents de planification des actions de développement, plus précisément des plans communaux de développement (PCD).

Dans le cas qui est le nôtre, c'est-à-dire celui de la commune de Maroua 3^{ème}, l'OAL TAMMOUNDE a été retenu pour l'élaboration dudit document, à travers l'actualisation de l'ancien Plan de Développement Communal (PDC) élaboré en 2009. L'élaboration du PCD de la commune de Maroua 3^{ème} a commencé par une méticuleuse phase de préparation pédagogique et administrative. Cette phase a permis d'entamer aisément les activités de planification. A cet effet, trois principaux diagnostics participatifs ont été réalisés au sein de la commune respectivement à la mairie (DIC), dans l'espace Urbain (DEUC) et au niveau des villages (DPNV). Ces différents diagnostics ont conduit d'une part à l'identification et l'analyse des atouts et potentialités, des problèmes et des contraintes au développement. D'autre part, ils ont permis d'amener les populations à en prendre conscience, de faire connaître le milieu à tous les acteurs par la collecte participative des informations, d'obtenir le plein engagement de tous les acteurs locaux à œuvrer pour l'amélioration de leurs conditions de vie.

Il ressort de ce travail que la Commune d'arrondissement de Maroua 3^{ème}, peuplée d'environ 86 574 âmes, a été créée par décret présidentiel N° 2007/117 du 24 avril 2007, en même temps que les communes de Maroua 1^{er} et 2^{ème}. Elle dispose d'un certain nombre d'atouts et de potentialités notamment dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage, du commerce, de l'exploitation minière, de l'artisanat, susceptibles d'impulser son développement. Cependant, il existe aussi des pesanteurs, des obstacles, des menaces et des contraintes qui entravent l'amélioration des conditions de vie de ces populations. En outre, il a été relevé un certain nombre de faiblesses au niveau de la Mairie en tant qu'institution qui

devraient être redressées afin d'optimiser son fonctionnement. Il s'agit de la gestion du personnel, de la mobilisation des ressources, de la gestion et entretien du patrimoine et du renforcement du réseau de partenaires. L'analyse des problèmes a ainsi permis l'identification des causes, puis des axes stratégiques et des solutions à mettre en œuvre pour impulser durablement le développement.

Au final, les besoins et idées de projets ont été relevés dans chacun des secteurs diagnostiqués et ont fait l'objet d'une planification stratégique et d'une programmation triennale dont le cout global s'élève à **415 355 620** FCFA. Cette programmation est assortie d'un plan d'investissement Annuel (PIA) évalué à hauteur de **262 855 628** FCFA. En outre, des mesures de mise en œuvre ont été prises dont les axes principaux sont l'élaboration d'un cadre sommaire de gestion environnementale du CDMT, l'élaboration d'un plan de passation des marchés du PIA, l'élaboration d'un plan de communication et la création d'un comité communal de suivi de la mise en œuvre du PCD).

Le présent PCD a pour but de rendre la commune de Maroua 3^{ème} plus performante en matière d'actions de développement, afin d'améliorer durablement les conditions de vie de ses populations. Sa mise en œuvre complète s'élève à un montant total de **5 699 425 000** Francs Cfa.

INTRODUCTION

1.1 Contexte et justification

La stratégie de développement au Cameroun a pris une nouvelle orientation depuis la révision constitutionnelle du 18 janvier 1996. L'Etat a voulu qu'elle soit désormais faite avec la participation des populations à la base. Ceci suppose l'existence et la responsabilisation des démembrements de l'Etat que sont les communes et les communautés urbaines, consacrant ainsi la gestion des affaires publiques au niveau local aux responsables et élus locaux. Aussi, cette approche reconnaît la pertinence et l'efficacité de la gestion participative et de proximité.

La nécessité de la décentralisation en cours de consolidation au Cameroun voudrait que la promotion du développement socioéconomique et culturel soit confiée aux collectivités locales. Ce processus se met progressivement en place depuis quelques années déjà. L'Etat camerounais a ainsi transféré aux collectivités locales décentralisées un certain nombre de compétences administratives, techniques et financières, afin de leur permettre de planifier des actions, de les suivre et de formuler de nouvelles orientations permettant de promouvoir leur propre développement. Les populations locales deviennent ainsi des acteurs clés dans le processus d'amélioration de leurs conditions de vie.

De nombreux bras séculiers de l'Etat (projets et programmes de développement) travaillent dans ce sens, renforçant ainsi les capacités des collectivités locales et à responsabiliser les populations afin qu'elles s'approprient toutes les méandres de ce processus et de cette nouvelle vision de développement. Parmi ces derniers, le Programme National de Développement Participatif (PNDP) occupe une place de choix. Ce programme, qui participe à la facilitation et l'accompagnement, a pour rôle, entre autres, d'aider les collectivités locales à se doter de véritables outils de planification du développement, plus précisément des plans communaux de développement (PCD).

Dans le cas précis de la commune de Maroua 3^{ème}, trois diagnostics participatifs majeurs ont été faits. Il s'agit notamment du Diagnostic de l'Espace Urbain Communal (DEUC), du Diagnostic de l'Institution Communal (DIC) et du Diagnostic Participatif Niveau Villages (DPNV). La collecte des données, leur analyse et interprétation se sont déroulées durant la période allant du 18 Août 2014 à Mai 2015. L'analyse des problèmes a permis d'identifier les besoins prioritaires des populations et quelques idées de projets. Sur la base des ressources mobilisables par la commune, une programmation triennale des investissements à effectuer a été faite à travers un cadre des dépenses à moyen termes (CDMT) assorti d'un plan d'investissement pour la première année. L'ensemble des diagnostics, des analyses, de la planification, de la mobilisation des ressources et de la programmation ont permis en fin de compte l'élaboration du PCD de Maroua 3^{ème}, véritable levier sur lequel repose et doit s'appuyer le développement futur de cet arrondissement.

1.2 Objectifs du PCD

Le Plan Communal de Développement se présente aujourd'hui comme étant un document stratégique du développement local. Il constitue cette boussole qui donne les orientations majeures à suivre par la commune pour penser son développement à court, moyen et long terme. De manière spécifique, les objectifs du PCD se déclinent comme suit :

- Etablir sur la base des différents diagnostics la situation de référence du développement dans la commune ;
- Inventorier les problèmes majeurs au développement et y apporter des solutions ;
- Ressortir tous les besoins et idées de projets de la commune ;
- Présenter clairement la planification des projets et les moyens nécessaires pour leur mise en œuvre ;
- Programmer les activités prioritaires sur trois ans ;
- Proposer un plan de communication et de suivi de la mise en œuvre des projets.

1.3 Structure du document

Le présent document s'articule autour de l'ossature suivante:

- Introduction
- Approche méthodologique
- Présentation sommaire de la commune
- Synthèse des résultats du diagnostic
- Principaux besoins et besoins identifiés et consolidés par secteur
- Planification stratégique
- Programmation
- Mécanisme de suivi-évaluation
- Plan de communication sur la mise en œuvre du PCD
- Conclusion
- Bibliographie
- Annexes

CHAPITRE I :

Le processus d'élaboration du PCD de la commune de Maroua 3^{ème} a respecté une méthodologie basée sur l'approche participative, impliquant toutes les couches des populations et tous les acteurs locaux. L'objectif et l'intérêt d'une telle démarche est d'amener les populations et la commune elles-mêmes (principales actrices) à identifier leurs problèmes, les atouts dont elles disposent, les obstacles et les opportunités au développement, afin que des solutions puissent être trouvées. Cette méthodologie utilisée a favorisé l'appropriation de la démarche, des outils et des enjeux, bref, de tout le processus de planification par les populations de la commune.

I.1 Préparation de l'ensemble du processus

La préparation du processus d'élaboration du PCD de la commune de Maroua 3^{ème} a commencé par une session de formation des OAL de l'Extrême-Nord, organisée par le PNDP à Mokolo dans le Mayo-Tsanaga du 12 au 25 juin 2014. Après cette formation de deux semaines, l'OAL Tammounde a continué ses activités à travers une préparation à la fois pédagogique, administrative et opérationnelle sur le terrain.

I.1.1 Préparation pédagogique

La préparation pédagogique a consisté à :

- Elaborer un projet de chronogramme de l'ensemble des interventions à effectuer dans la commune ;
- Constituer et mobiliser des équipes pluridisciplinaires devant conduire le processus ;
- Prendre contact avec les autorités administratives et traditionnelles ;
- Former les planificateurs et les facilitateurs endogènes objectifs à atteindre, les étapes à respecter, les outils à dérouler pendant le processus par les équipes à déployer ;
- Préparer le papier kraft et acquérir le petit matériel de terrain (markers, stylos, classeurs, crayons, gommes, taille-crayons, règles, blocs notes, rames de papier, etc.) et la boîte à pharmacie.

I.1.2 Préparation administrative

En ce qui est de la préparation administrative, elle a consisté pour l'OAL à :

- Prendre contact avec l'exécutif communal, le comité de pilotage (COPIL), les autorités et les responsables des Communautés ;
- Transmettre les correspondances du Sous-Préfet adressées aux autorités traditionnelles ;
- Valider et diffuser le projet du chronogramme élaboré

- Sensibiliser les différentes parties prenantes en insistant sur la représentativité de tous les groupes d'intérêt;
- Collecter les données de base nécessaires et faire ressortir la situation de référence de la commune, dans son espace urbain et dans ses villages (à l'aide des fiches de collecte des données de bases préétablies).

I.1.3 Préparation opérationnelle sur le terrain

La préparation sur le terrain a facilité et permis l'introduction et l'installation des membres de l'équipe, la rencontre avec les différents responsables, la restitution par les facilitateurs endogène à l'équipe de l'OAL des données recueillies à partir de la fiche de collecte des données de base mise à sa disposition quelques jours plus tôt (niveau village), la proposition et l'adoption du programme et des horaires de travail, la préparation du matériel et le début de la collecte des données.

I.2 Collecte et traitement des informations

La rédaction du présent document a été rendue possible grâce à des opérations de collecte de données et informations. Ces dernières ont été faites suivant un calendrier dûment élaboré par l'OAL, en accord avec toutes les parties prenantes au processus. Des équipes se sont constituées pour faciliter le déploiement sur le terrain et la collecte proprement dite. La première collecte des données s'est faite au niveau de l'institution communale. Il s'est agi du Diagnostic de l'Institution Communale (DIC). Ce dernier a concerné toutes les informations relatives à la commune en tant qu'institution, notamment sur l'état des lieux des ressources humaines, des ressources financières, de son patrimoine ainsi que des relations qu'entretient cette dernière avec ses partenaires. Les principales cibles qui ont permis la collecte de ces informations ont été : le secrétaire général, les membres de l'exécutif, les présidents des commissions, le receveur municipal, le comptable matière, les conseillers municipaux, les autorités administratives, les responsables des services techniques. Les données collectées ont été systématiquement dépouillées, traitées et analysées, aboutissant ainsi à la production d'un rapport. En vue de sa validation, ce rapport a fait l'objet d'une restitution au sein de la commune en présence du COPIL, de l'exécutif municipal et de quelques conseillers du siège.

La seconde opération de collecte s'est appesantie sur Le Diagnostic de l'Espace Urbain Communal (DEUC). La collecte s'est effectuée auprès d'un certain nombre d'acteurs clés dont : l'exécutif communal, les membres du COPIL, les conseillers municipaux du centre urbain, le personnel de la commune, les corps de métier du centre urbain, les couches vulnérables du centre urbain et les sectoriels. Ces données ont également été traitées et analysées, puis restituées en présence de toutes les parties prenantes. A ce niveau, les points d'attention ont été l'état des lieux des couches vulnérables, des corps de métier, de la petite enfance, des changements climatiques et de l'économie locale dans la ville de Maroua 3^{ème}. Les atouts, les potentialités, les contraintes et les problèmes de l'espace urbain dans chaque secteur ont aussi été identifiés. Ce diagnostic a permis de ressortir les microprojets prioritaires sociaux et économiques de l'espace urbain.

La troisième phase de collecte des données quant à elle a porté sur le Diagnostic Participatif Niveau Village (DPNV). Les informations recueillies ici ont porté sur les données d'identification du village ou de la communauté, les données socio culturelles et économiques, la description d'autres activités économiques, les données environnementales, la description des infrastructures, les problèmes et contraintes au développement. Ceci s'est fait tout d'abord en groupes socioprofessionnels (jeunes, hommes, femmes), avant la synthèse et la restitution en plénière.

Après traitement et analyse, les données collectées dans chaque village ont permis de recenser auprès des populations la liste constituée de huit microprojets prioritaires dont cinq sociaux et trois économiques.

Les outils de la MARP les plus utilisés dans la collecte des données ont été :

- ✓ **Les fiches de collecte des données** : Il s'agit ici de la fiche de collecte des données de base et les fiches techniques de collecte. Ces dernières ont permis de collecter les informations pertinentes de base sur les villages (données d'identification, socio culturelles, socioéconomiques, environnementales, ...) auprès des services techniques et administratifs, ainsi que les informations spécifiques sur les infrastructures socioéconomiques.
- ✓ **La cartographie**: Par cartographie, l'on doit entendre une représentation partielle ou totale du milieu physique et biologique du village. Cette représentation qui se fait à main levée par les villageois eux-mêmes, répartis en groupes socioprofessionnels ne respecte pas une échelle donnée. Elle est plutôt approximative, l'essentiel étant de faire ressortir toutes les ressources naturelles ainsi que toutes les infrastructures socio-économiques que regorge ledit village. Elle a permis de faire ressortir les unités de paysages et d'identifier les ressources naturelles, physiques et les infrastructures villageoises.

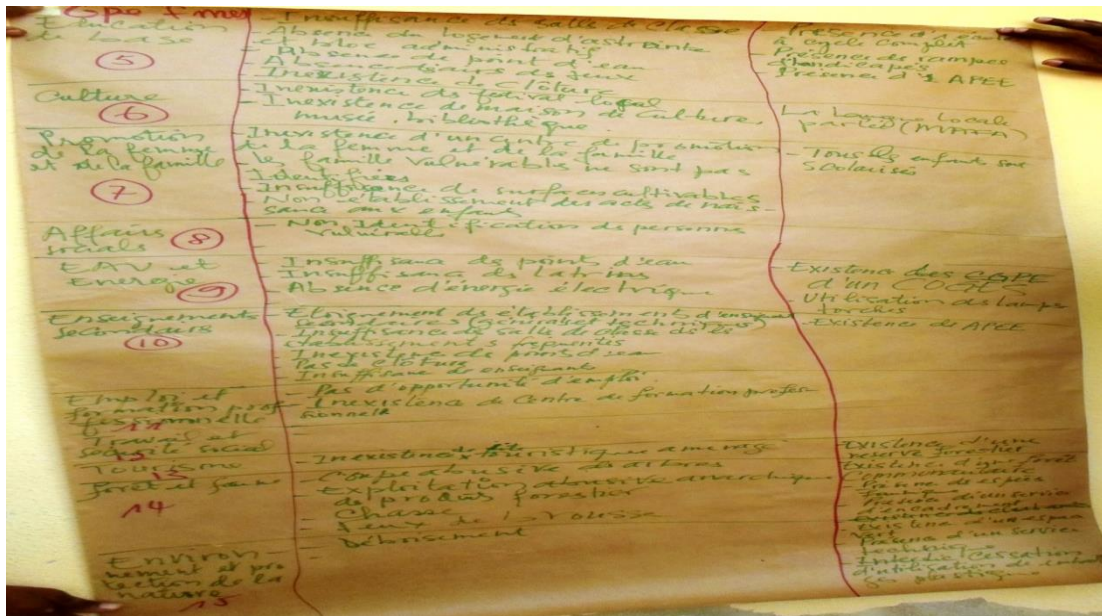
Photo N° 1. Réalisation de la carte du village par des jeunes



- ✓ **L'Interview Semi-Structurée** est un outil qui passe au crible tous les secteurs à planifier, afin de déceler les problèmes, mais aussi les potentialités sur lesquelles on peut compter pour impulser le développement.

Cet outil a permis d'acquérir toutes les informations sur les différents secteurs à planifier et dresser les problèmes et atouts des villages selon les perceptions des groupes socioprofessionnels.

Photo N° 2. ISS par secteur



- ✓ **Le Transect**, est une section (coupe) longitudinale ou transversale du village. C'est un outil qui vise à compléter et vérifier sur place les informations obtenues grâce aux cartes du terroir et aux ISS, découvrir la diversité du terroir villageois et analyser les infrastructures existantes, identifier les tendances et les problèmes de chaque zone du terroir villageois et les solutions possibles pour une meilleure utilisation. Cet outil a permis de vérifier l'exactitude des informations obtenues par d'autres outils, et identifier les atouts, problèmes et contraintes au développement en traversant les différentes unités de paysages.
- ✓ **Le profil historique** est un tableau à trois entrées comprenant notamment la date, les événements et les impacts, et qui présente dans l'ordre chronologique, les événements ayant marqué le village au cours de son histoire dans les domaines économique, social, culturel, agricole, gestion des ressources naturelles, changement climatique etc. Il a permis d'avoir une idée assez claire de l'histoire des villages, en retraçant les grands événements et faits marquants, leur chronologie, ainsi que leur impact sur les villages.
- ✓ **Le diagramme de Venn** est un outil qui consiste à créer un symbole sous forme de cercle pour chaque institution. La grandeur du cercle reflète l'importance de l'institution pour le développement du village. Les interactions entre ces organisations sont symbolisés par des flèches. L'épaisseur des flèches reflétant l'importance de la relation. Le diagramme de Venn est donc à élaborer pour connaître les relations entre les structures internes et externes du village. a permis d'aider les communautés villageoises à identifier les institutions villageoises et les institutions intervenant dans le village, afin d'apprécier les relations entre ces différentes institutions et l'importance de celles-ci pour le développement du village.

Photo N° 3. Diagramme de Venn réalisé par le groupe des jeunes



- ✓ **Le tableau d'analyse simple** qui est une matrice permettant de faire une analyse simplifiée des potentiels causes et effets des problèmes dans chaque secteur, a permis d'analyser les causes et les effets des problèmes majeurs du village par secteur, afin d'identifier les causes sur lesquelles les villageois peuvent agir.

Photo N° 4. Analyse des causes et effets dans quelques secteurs

MATRICE D'ANALYSE SIMPLE DES PROBLEMES			
SECTEUR	PROBLEME CENTRAL	CAUSES	EFFETS
MINAS	Faible épanouissement de la Cause Vulnérable	- Personnes vulnérables non représentées - Non maîtrise de la Cause vulnérable - Marginalisation de la Cause vulnérable - Faible encadrement de la Cause - Insuffisance de structure d'appui - non établissement de l'acte de naissance aux enfants	- délairement de la Cause vulnérable si elle-même - difficultés d'épanouissement
Travaux Publics	Difficulté d'accès au village	- Mauvais état des routes - manque d'entretien routier - absence de barière de pluie - Inexistence des ouvrages de franchissement - activités en arrêt	- difficultés de voyage - Contrainte de la PMA - Degradation de la chaussée - difficultés aux déplacements des biens et des hommes - manque à gagner
PMEESA	Faible promotion de l'économie locale	- Inactivation des artisans - manque de l'intérêt de groupement - Manque d'encadrement	- degradation du métier et la culture - manque à gagner

- ✓ **Le tableau des solutions endogènes** est une matrice qui fait ressortir au niveau local toutes les solutions envisageables pour résorber les difficultés décelées, a permis d'identifier les initiatives et mesures locales pouvant être envisagées et mises sur pied pour solutionner les problèmes rencontrés
- ✓ **Le Cadre de Dépenses à Moyen Terme** est une matrice de programmation des ressources disponibles sur une période triennale. Elle a permis pour sa part de planifier le développement de la commune, (sur la base des projets prioritaires de l'institution communale, de l'espace urbain et des villages) en adéquation avec les ressources mobilisables, sur une période de trois ans.

- ✓ **Le Plan d'Investissement Annuel**, qui n'est rien d'autre que l'extraction pour la mise en œuvre de la première année du CDMT, a permis de mettre en exergue les actions prioritaires de la commune à mettre en œuvre au courant de la première année.

I.2.1. Consolidation des données du diagnostic et cartographie

Après les diagnostics, il a été important de mettre en commun les données collectées pendant les trois diagnostics majeurs (DPNV, DEUC, DIC) à l'effet d'en faire une consolidation. A cet effet, l'OAL Tammounde a mobilisé une équipe de cinq personnes (chefs d'équipes de planification) et organisé en interne un atelier de consolidation. Il a été question tout au long de cet atelier de :

- ✓ Etablir la situation de référence par secteur ;
- ✓ Consolider les données par secteur ;
- ✓ Formuler les problèmes et les analyser par secteur ;
- ✓ Formuler les solutions transversales par secteur;
- ✓ Consolider les matrices des diagnostics des ressources naturelles;
- ✓ Consolider la matrice sur les changements climatiques;
- ✓ Elaborer une esquisse de PUGDT ;
- ✓ Faire des tableaux de synthèse de la situation de référence pour les autres secteurs sans infrastructures sociales.

Au sujet de la cartographie, les différentes cartes sectorielles actualisées ont été obtenues auprès des délégués sectoriels. Les données GPS collectées ont permis d'élaborer les cartes thématiques de la commune. Une fois la consolidation terminée, un atelier de restitution et de validation a été organisé en présence du COPIL et du PNDP. Ce dernier a été sanctionné par un procès-verbal de validation du diagnostic participatif.

I.2.2 Atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation

Un atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation a été organisé dans la ville de Maroua du 18 au 20 Janvier 2016. Les travaux d'une durée de trois jours ont porté sur cinq points majeurs à savoir :

- La planification stratégique pendant laquelle les cadres logiques sectoriels ont été rediscutés en groupes, restitués, amendés et validés. Cette étape a conduit à la synthèse détaillée par secteur des stratégies à mettre en œuvre pour résoudre tous les problèmes prioritaires de la commune, en tenant évidemment compte des facteurs de risque ;
- La présentation par l'exécutif communal des ressources mobilisables, des échéances et des modalités de mobilisation ;
- L'élaboration du CDMT ou programmation triennale ;
- L'élaboration du PIA ou programmation annuelle ;
- L'élaboration du Cadre Sommaire de Gestion Environnemental du CDMT ;
- L'élaboration du Plan de Passation des Marchés ;

I.2.3. Mise en place du mécanisme de suivi évaluation participatif

Afin de s'assurer de la bonne exécution des actions de développement, un mécanisme de suivi évaluation de la mise en œuvre du PCD a été mis sur pied. Le travail à faire a consisté à la sensibilisation des parties prenantes à l'atelier de planification sur l'importance de cet organe et le rôle central qu'il doit jouer dans la mise en œuvre du PCD en cours d'élaboration. La présentation des critères à remplir et le profil des personnes à désigner.

CHAPITRE II : PRESENTATION SOMMAIRE DE LA COMMUNE DE MAROUA 3^{ème} MOKOLO

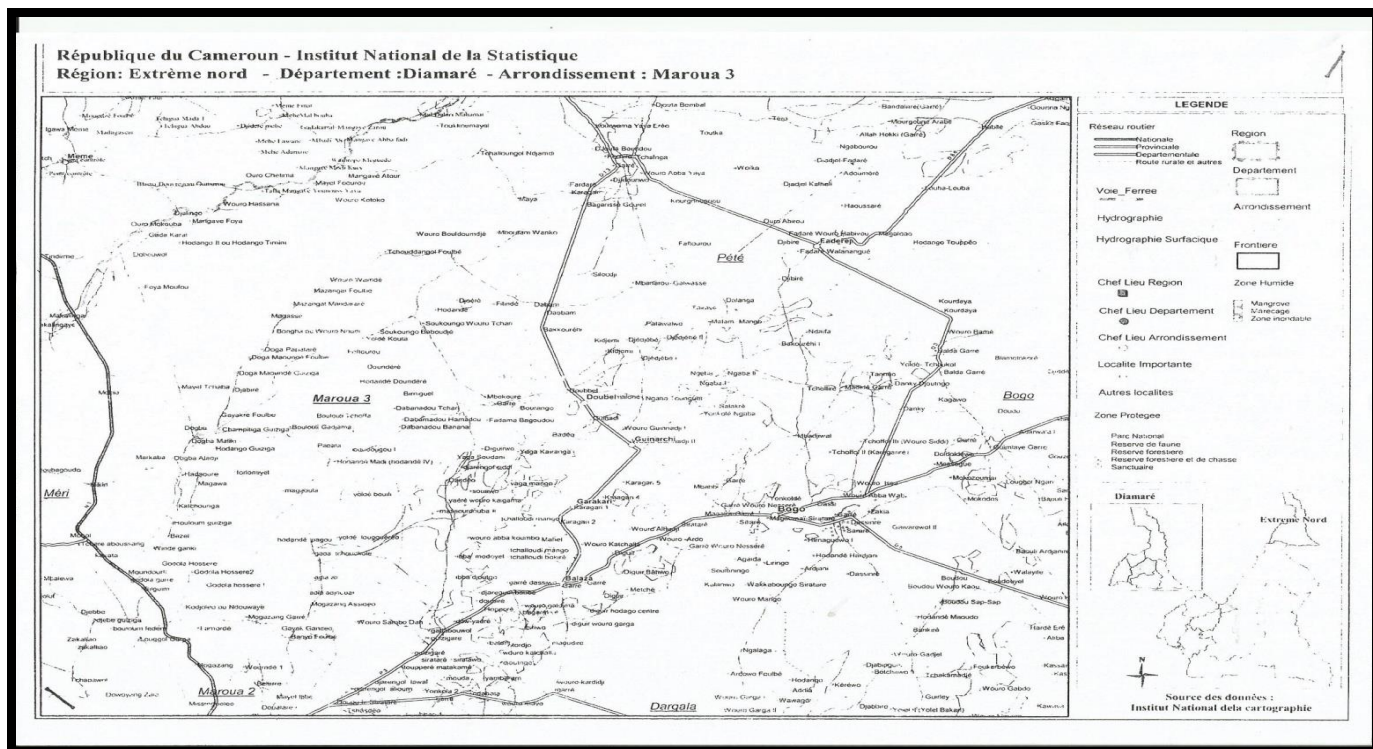
II.1. Localisation de la commune

La commune d'arrondissement de Maroua 3^{ème} est constituée de deux parties : la zone rurale constituée de 20 villages et la zone urbaine constituée de 07 grands quartiers (Founangue, Douggoi, Doursoungo, Louggeo, Sarare, Ouro Lope, Ouro Bikordi). Elle s'étend sur une superficie de 2980 km² et sa population est actuellement estimée à environ 86 574 habitants dont 38 681 en zone urbaine et 47 893 en zone rurale. Elle est une unité administrative du département du Diamaré, région de l'Extrême-Nord Cameroun. La commune de Maroua 3^{ème} est née par décret présidentiel N° 2007/117 du 24 avril 2007, à la suite de l'éclatement de la commune urbaine de Maroua en trois communes d'arrondissement. Elle est limitée:

- ✓ Au Nord par la Commune d'arrondissement de MAROUA 2^{ème};
- ✓ A l'Ouest par la Commune d'arrondissement de MAROUA 1^{er},
- ✓ Au Sud par la Commune de MINDIF ;
- ✓ A l'Est par la Commune de BOGO

La carte ci-dessous représente la Commune de Maroua 3^{ème} dans la région et dans le département du Diamaré.

Carte n° 1. Carte de localisation de la commune de Maroua 3ème



II.2 Description du milieu biophysique

II.2.1 le climat

Le climat est tropical du type sahélien. Il pleut en moyenne 700 millimètres de pluie par an. Les précipitations se concentrent entre le mois de juin et septembre. La saison des pluies dure 3 mois, période au cours de laquelle l'essentiel des travaux champêtres doivent être conduits sous peine de rater la saison agricole. Cette dernière décennie se caractérise par quelques contrastes. Les relevés pluviométriques montrent une baisse drastique du niveau des pluies. Ce phénomène résulte du réchauffement climatique qui affecte le climat mondial. Les perturbations climatiques se font ressentir au niveau des calendriers des différentes activités notamment agricole et pastorales. Les producteurs locaux ont perdu la maîtrise qu'ils ont des différentes variations saisonnières. Par ailleurs, cette perturbation conduit à un certains déséquilibre de l'écologie. La saison sèche dure 9 mois. Elle est rude et sèche. Il parait de plus en plus des phénomènes jusque-là méconnus, qui restent responsables de l'étalement de la saison sèche parfois sur dix mois. Les températures sont variables. Ils sont de l'ordre de 25°C en saison de fraîcheur, de 30°C en saison pluvieuse et culminent à 45°C en périodes de fortes chaleurs. Elles tendent à dépasser ce sommet. En période de fraîcheur elles descendent également plus bas. Cette situation inquiète et perturbent considérablement les calendriers agricoles de cette zone.

Les vents dominants dans la commune de Maroua 3^{ème} sont : La mousson : de direction Ouest-Est, il souffle de mai à septembre et l'harmattan : vent chaud et sec, il souffle du nord vers le sud à partir du mois d'octobre jusqu'à avril.

II.2.2 les sols

Les sols de la commune sont à base des granites discordants ou alcalins et des alluvions. Ils sont généralement de type sédimentaire. La texture de ces sols varie de sableux à argileux. On note à ce titre:

- Les sols nus, à texture argileux qui se trouvent dans les karal
- les hardés
- Les sols à texture sablo argileux,
- Les sols alluvionnaires à texture sablo limoneux, qui se trouvent dans les plaines et surtout sur les abords des mayos et qui constituent le support d'une intense activité agricole.

Tableau 1. Types de sols et leurs caractérisations

Types de sols	CARACTERISTIQUES	PRINCIPALES CULTURES
Vertisols (Karals)	très argileux, capacité de rétention d'eau très élevée	Monoculture de mouskwari (Sorgho SS)
Sols alluviaux	argilo-sableux, sablo-argileux parfois limoneux, riche en matière organique.	Coton, maïs, sorgho, oignon, tomates, patate douce, manioc, cultures maraîchères. Fruitières

Les sols restent une ressource importante en milieu rural. Leur nature et leur composition conditionnent les activités agricoles et pastorales. De par leur texture, il est possible de distinguer deux types de sols. Les sols de proximité des habitations sont de nature argilo sableux, ceux qui sont dans des zones de dépression sont des vertisols destinés à la culture du Muskuwaari. Ces sols se sont appauvris suite à une forte exploitation parfois en monoculture, et quelques fois sous l'effet conjugué d'un manque de jachère et d'aménagement. L'apport en éléments fertilisants est néant.

II.2.3 Le relief

Bien que relativement homogène, le relief de cette commune présente quelques particularités. En effet, il est caractéristique de la plaine du Diamaré. Celui-ci est relativement plat, et s'étend des Monts Mandara jusqu'aux abords du fleuve Logone. Par endroit, celui-ci présente des formations rocheuses assez importantes. C'est le cas de citer la montagne de Djoulgouf. Ce dernier est dominé par une colline de près de 30 mètres de hauteur. C'est ce qui modifie profondément l'allure topographique de cette zone. Elle donne l'impression des villages de piémont dans ses premières allures. Le village est situé sur une assise rocheuse qui contrarie l'accès à la nappe phréatique. En revanche, sur des espaces environnants, la topographie reste assez homogène, c'est-à-dire, sans variation réelle d'altitudes. Il évolue globalement selon un plan incliné vers le Lac Tchad qui constitue son bassin versant. Cependant, malgré la douceur de ses pentes, ce relief reste assez agressif et favorise l'érosion. Compte tenu de la fragilité des sols, l'érosion hydrique constitue un facteur important des dégradations des formations pédologiques.

II.2.4 L'hydrographie

Le Mayo Tsanaga reste le cours d'eau le plus important. Celui-ci traverse la ville de Maroua vers sa partie Nord. Le Mayo Kaliao traverse cette ville à partir du milieu et semble scinder Maroua en deux. Ces cours d'eau se joignent aux environs de Kongola Djiddéo. Ce sont des cours d'eau saisonnier. Ils contribuent au rechargement de la nappe phréatique en période de crue. C'est ce qui réduit d'autant les contraintes liées au manque d'eau. Par ailleurs, des activités de pêche sont menées essentiellement par des jeunes en période de crue. Cette activité n'est pas assez développée au point d'influencer l'économie locale. Ces cours d'eau sont longs de près d'une centaine de kilomètres.

II.2.5 La flore, la végétation et la faune

La formation végétale de cette unité de paysage reste assez pauvre. Elle est typiquement sahélienne. Elle se caractérise par des arbres de petite taille de l'ordre de 10 à 15 mètres. La strate herbacée moins riche, est constituée particulièrement des graminées annuelles. La pression humaine sur les ressources naturelles est telle que le recul des parcs arborés est visible. Les exploitants de bois viennent de la zone urbaine de Maroua pour puiser dans cette ressource. Les zones autour de Djoulgouf et de Ngaba disposent d'un vaste espace au sein desquels des exploitants forestiers coupent continuellement du bois. Il n'a pas été mis en place des mesures de préservation en vue de sauvegarder ces végétaux. Les espèces rares qui ont disparu dans certaines zones peuvent s'y trouver. Les zones périurbaines par contre, sont assez pauvres. Les différentes formations végétales ont été décimées pour l'implantation des habitations. La végétation dans la commune de Maroua 3^{ème} se compose des steppes herbeuses et de strates ligneuses, constituée surtout des épineux (Acacias, Faidherbia, Balanites), dont la forte exploitation provoque la raréfaction de cette ressource. De plus en plus, les espèces végétales sont réduites aux arbustes. Toutefois, il faut noter que cette végétation est clairsemée et constamment surexploitée. Les espèces dominantes sont constituées des ligneux. Certaines de ces plantes sont utilisées dans la pharmacopée traditionnelle.

Il est à convenable de signaler que l'espèce *Azadirachta indica* gagne du terrain dans toute la zone et s'impose comme la formation végétale la plus présente. Il est favorisé par le phénomène de reboisement. Dans la zone urbaine, les routes sont parsemées de cette essence. Cette végétation subit une forte détérioration suite à la poussée démographique, à la création des nouvelles plantations et à la coupe abusive du bois de chauffe et de service.

Quant à la faune, les espèces animales ont quasiment disparues. Bien que disposant d'un espace en friche, la présence humaine en continu a favorisé le retrait des animaux qui devront se retrancher vers les zones où ils se sentent en sécurité. Par ailleurs des petits prédateurs tels que les hyènes et les chats sauvages restent embusqués dans la forêt limitrophe afin de traquer les animaux domestiques. Les anciens ont la fierté de rappeler que naguère, les antilopes et les gros gibiers paissaient autour des villages, c'est ce qui les permettaient de prélever cette ressource afin de compléter la ration alimentaire. Ce témoignage corrobore avec la théorie liée à la dégradation de la biodiversité. Une fois que le gîte des espèces animales est détruit, c'est tout l'écosystème qui se trouve bouleversé. Les animaux se sont retranchés vers les zones de mise en défend notamment la réserve de Waza.

II.3 Ressources naturelles de la commune

Tableau 2. Principales ressources naturelles de la commune

Ressources naturelles	Statut d'emploi + localisation	Potentiel	Utilisateur
Cours d'eau	- Sud Est de la ville ; exploitation de sable lessive, vaisselle, bain,	Important gisement de sable	- Population locale - Vendeur de sable - Entrepreneurs locaux - Blanchisseurs traditionnels
Terres cultivables	- Ensemble des villages de la commune	Sols propices aux cultures céréalières (sorgho SP et SS+maïs) et culture d'oignon	- Agriculteurs locaux - Populations riveraines
Massifs montagneux et graviers	- Nord Est de la commune (Djoulgouf) ; Travaux de construction	Important gisement de graviers	- Populations riveraines
Latérite	- Nord Est de la commune (Djoulgouf) ; Travaux routiers	Gisement de latérite plus ou moins important	- Entreprises de travaux publics - Populations riveraines pour fabrication des briques
Bois	Les villages Djoulgouf, yaéré Ouro Malloum, Fadaré...	Existence de plusieurs espèces d'arbres	- Populations riveraines - vendeurs de bois et charbons - Brasseuses de boisson locale

II.4 Milieu humain

II.4.1 Historique de la commune de Maroua 3^{ème}

La Commune de Maroua 3^{ème} a été créée le 24 Avril 2007 suite au Décret N° 2007/117 du Président de la République. Le passage de Commune rurale à Commune d'arrondissement a été institué par décret Présidentiel N° 2008/017 du 17 Janvier 2008 en même temps que la création de la Communauté Urbaine de Maroua.

Maroua est une agglomération créée avant l'indépendance par le peuple « Guiziga », venu du Soudan en traversant Maidougouri et Lagos. Ces derniers s'installèrent sur la montagne de Doualaré. Autour de cette montagne, on trouvait des petits cailloux blancs appelés « marva » en Guiziga qui signifie « jurer ». Trouvant l'appellation marva difficile à prononcer, les peulhs la transformèrent plutôt en « Maroua ». C'est ainsi que naquit le nom de cette ville. Une guerre tribale éclata un peu plus tard entre les peulhs et les Guiziga et fut à l'origine de la descente de ces derniers vers la plaine. C'est alors qu'on rencontre de nos jours les Guiziga à Moutourwa, à Bololo, Mindif, etc

II.4.2 Taille et structure de la population

La population de la commune de Maroua 3^{ème} est estimée d'après le RGPH de 2005 à environ 86 574 habitants. Soit une densité de 29,05 habitants au km². Le taux d'accroissement de cette population est évalué à 3,4 % par an. À ceci s'ajoute l'explosion démographique due à l'ouverture de l'université de Maroua depuis 2009, cette population est aujourd'hui estimée à 180 000 habitants. Sur l'ensemble de la population, il se dégage un relatif équilibre entre la population masculine (51,9%) et celle féminine (48,1). La même source indique que cette population globale est constituée à 53% des jeunes. Ce qui indique qu'elle dispose d'un fort potentiel dynamique, malheureusement sous-exploité jusqu'ici. Aussi, il convient de noter que Maroua 3^{ème} est majoritairement composée des ruraux (55%). La structure de celle-ci est détaillée dans le tableau suivant :

Tableau 3. Structure de la population de Maroua 3^{ème}

CIBLE	Ensemble Milieu (urbain et rural)		
	Ensemble sexe	Masculin	Féminin
Total Population (Tous âges)	86 574	43 714	42 860
Population scolarisée (6 à 14 ans)	11 717	6 305	5 412
Enfants de moins d'un an	3 580	1 784	1 796
Enfants de moins de 3 ans	9 681	4 862	4 819
Enfants de moins de 5 ans	15 575	7 756	7 819
Enfants de 2 à 8 ans	20 333	10 212	10 121
Population pré-scolarisable (3 à 5 ans)	8 870	4 433	4 437

Enfants de moins de 15 ans	41 131	20 962	20 169
Enfants et adolescents (moins de 18 ans)	47 028	24 043	22 985
Population scolarisable (6 à 14 ans)	22 580	11 667	10 913
Population de 15 à 24 ans	16 189	8 237	7 952
Population de 15 à 49 ans	36 291	17 684	18 607
Personnes âgées de 60 ans et plus	5 199	2 884	2 315
Population totale vivant avec au moins un handicap	1 178	667	511
Population de 2 à 8 ans vivant avec au moins un handicap	196	107	89
Population scolarisable (6 à 14 ans) vivant avec au moins un handicap (6 à 14 ans)	241	126	115
Population pré-scolarisable (3 à 5 ans) vivant avec au moins un handicap (3 à 5 ans)	80	47	33
Enfants de moins de 5 ans vivant avec au moins un handicap	112	65	47
Enfants de moins d'un an vivant avec au moins un handicap	10	4	6
Enfants de 6 à 14 ans non scolarisés qui exercent une activité économique	1 512	762	750
Enfants de moins de 15 ans dont l'un au moins des parents n'est plus en vie	3 004	1 568	1 436
Enfants de moins de 15 ans dont aucun parent biologique ne vit dans le ménage	2 314	1 201	1 113

II.4.3 Ethnies, religions et organisation sociale

La commune de Maroua 3^{ème} qui fait partie intégrante de la chefferie de 1^{er} degré de Maroua est un creuset de diverses ethnies et religions qui cohabitent pacifiquement. On y trouve des peulhs, des Kanouri (bornois), des Guiziga, des Massa, des Mousgoum, des Mofou.

Quant aux religions, on peut les classer en trois grandes chapelles ainsi qu'il suit par ordre d'importance : islam, christianisme et animisme.

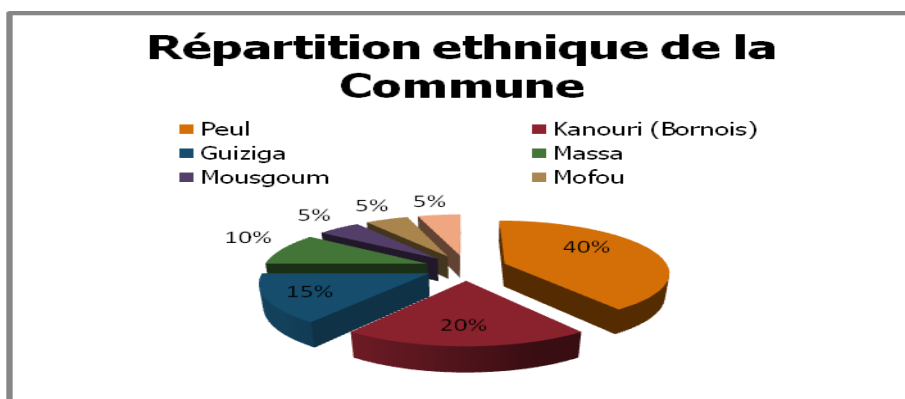
En ce qui concerne l'organisation sociale au sein de cette commune, elle se définit autour des chefferies dont les peuls restent majoritaires. C'est ce qui leur permet d'avoir une certaine influence dans l'organisation politique locale. Ces derniers cohabitent depuis longtemps avec d'autres ethnies notamment les bornouans et les Guiziga. L'organisation traditionnelle de la chefferie met à la tête des

communautés les Lamidots en dessous desquels se trouvent les Lawan, et les Djaoros. La délimitation de l'espace communale reste également les limites l'organisation spatiale traditionnelle. La commune se découpe en six Lawanats et en un Lamidat. elle est bâtie autour de 06 lawanats (le lawanat de Kongola Djolao, Kongola Djiddéo, Kongola Said, Kodek, Balaza Lawane et Djoulgouf), qui sont des chefferies de 2^e degré et 01 lamidat autonome (celui de Balaza Alcali). Chaque lawanat est constitué de plusieurs villages ou quartiers (153) dirigés par des chefs de troisième degré ou djaoros. Ils jouent un rôle important dans la préservation de la paix sociale au sein des communautés avec entre autres missions la gestion des conflits agro-pastoraux et la gestion des terres en liaison avec la hiérarchie qui est la Sous-préfecture de Maroua 3^e.

Les événements d'ordre culturel sont marqués par les fêtes religieuses et les cérémonies de mariage animées par des danses traditionnelles pour la plupart. En matière culturelle, ces populations se reconnaissent chacune dans sa coutume qui représente son patrimoine culturel.

Sur le plan architectural, le phénomène de l'urbanisation est en cours de transformer ces gros villages en une cité urbaine à l'image de Maroua et de sa périphérie. La case peulh est de plus en plus en voie de disparition. On remarque une constellation de maisons à la tôle ondulée. Dans les villages satellites, quelques cases traditionnelles peulh existent. Sa beauté s'observe de l'intérieur. Elle est parée d'étalage et d'ustensiles.

Figure 1: Répartition ethnique de la commune



II.4.4 Principales activités économiques

L'économie locale de la commune est essentiellement portée par trois leviers dominants : l'agriculture, l'élevage et le petit commerce. Ces secteurs occupent près de 80% de la population locale. Ils permettent à une forte proportion sociale de tirer ses moyens de subsistance. Ces différents leviers sont matérialisés par la présence de plusieurs acteurs économiques exerçant dans les secteurs primaire, secondaire et tertiaire.

➤ **L'agriculture**

L'activité agricole reste la principale occupation de la commune. Les principales cultures rencontrées sont:

- ✓ Les céréales tel que : sorgho de saison sèche, sorgho de saison de pluie et le maïs représentant une proportion d'environ 65% des emblavures;
- ✓ Les autres cultures tels que : les arachides, le niébé et le sésame, représentent 15%;
- ✓ Le coton reste la seule culture destinée à l'exportation et représente environ 20 %.

Les autres produits vivriers sont prioritairement destinés à la consommation, et quelque fois à la vente, puisque la vente de ces derniers permet parfois aux paysans de satisfaire leurs besoins économiques. En effet, l'activité agricole occupe 60 % de la population active. Du fait de la faible pluviométrie, les rendements dépassent rarement 1,5 tonne à l'hectare. Les sols sont peu fertiles et nécessitent une fertilisation minérale régulière. En plus du vivrier, il convient constater le développement de plus en plus croissant de la culture maraîchère depuis ces dernières décennies. Les producteurs se spécialisent dans la culture de l'oignon. La production locale est consommée localement où exportée vers les marchés du sud Cameroun. Cette activité agricole se développe surtout autour des parcelles des abords des berges du Mayo Tsanaga. Ces acteurs manquent d'appui à la fois techniques et matériels leur permettant d'étendre les superficies arables. Enfin, la culture du coton est encouragée et soutenue par la SODECOTON. C'est la seule culture d'exportation autour de cette zone. C'est pour cette raison qu'elle encadre et promeut la pratique de ladite culture, en même temps qu'elle met en place des mécanismes visant à assurer le développement des producteurs.

La Commune d'arrondissement de Maroua 3^{ème} comprend 4 postes agricoles dont celui de Kongola, de Kodek, de Balaza Alcali, et de Balaza Lawane. Les chefs de poste en place sont chargés de l'encadrement et structuration des agriculteurs dans leurs activités agricoles.

La non maîtrise des différents techniques culturales tels que : l'assolement, la rotation, la jachère, la maîtrise du calendrier cultural qui est en permanence perturbée suite aux changements climatiques, expose les paysans à une fluctuation importante par rapport à la production globale. Si toutes ces techniques s'appliquaient effectivement, l'on pourrait obtenir des résultats satisfaisants. L'introduction des nouvelles variétés peut aussi améliorer la qualité du rendement.

Par ailleurs, l'on peut constater que la plupart du matériel utilisé est rudimentaire (houe). L'amélioration de la préparation du champ peut se faire par un labour profond à l'aide de la charrue. L'équipement en charrue et paire de bœufs exige la mobilisation d'un fond.

La contrainte qui se pose avec acuité aux agriculteurs reste l'approvisionnement en intrants agricoles. En effet, non seulement les engrais sont rares, mais aussi, les paysans sont peu structurés pour pouvoir procéder aux achats groupés susceptibles de réduire les coûts d'achats. Par ailleurs, le phénomène d'érosion hydrique reste important. Ce dernier occasionne en permanence le lessivage des sols et réduit le rendement des espèces agricoles.

➤ **L'élevage**

L'élevage bovin, ovin, caprin et de la volaille complète les revenus agricoles. Selon les statistiques de la Commune, les espèces bovines sont estimées à 5 000 têtes, les petits ruminants se comptent à

9 472 têtes et la volaille à 8000 têtes. Outre les élevages locaux, les transhumants provenant des différentes zones de la région telle que le Nigéria, le Niger, et le Tchad exploitent les pâturages de cette Commune. Les zones inondables demeurent un lieu de pâturage des animaux pendant une bonne partie de la saison sèche.

Le suivi sanitaire des animaux est mal assuré à cause d'une insuffisance du personnel vétérinaire. Les éleveurs éprouvent des difficultés liées à l'accès aux aliments du bétail. C'est ce qui tend à freiner l'activité d'embouche bovine. Les villages de la zone périurbaine restent attachés à l'activité pastorale malgré le grand bouleversement qu'aurait subi leur espace. Les pâturages ont disparu suite à une extension de la ville de Maroua. Plusieurs familles du fait de la forte concentration humaine au sein de la ville de Maroua, se sont retirées à la périphérie à la recherche d'un milieu assez spacieux moins cher. C'est ce qui a fortement accéléré l'occupation de l'espace de cette zone au détriment des espaces cultivables de cultures et de pâturages. C'est ce qui a tendance à condamner l'activité pastorale. L'élevage extensif n'est pas totalement abandonné. Elle concerne près de 40% de la population active. Elle valorise surtout la transhumance. Les animaux se déplacent en fonction des saisons. Ils paissent dans les riches pâturages des yaérés du Logone et autour du lac Tchad. L'élevage du petit ruminant se trouve partout en nette recul du fait de coûts d'entretien qui se renchérissent d'avantage. La taille des exploitations est de quelques têtes d'animaux. C'est un élevage intra-muros qui arrive à travers les revenus qu'il dégage à soutenir certaines charges de la famille. Autour de des espaces pastoraux de cette commune se développent des épizooties qui sont connues et fortement combattue par les services vétérinaires. Les plus courants restent la fièvre aphteuse, la douve de foie, et d'autres pathologies bactériennes que les services vétérinaires arrivent à éradiquer.

► **Le commerce**

Le commerce a toujours été une activité qui a contribué à la prospérité de ces acteurs. Elle concerne près de 50% de la population active. La proximité de la ville de Maroua les permet d'ouvrir des boutiques au niveau de Marché en milieu urbain, de mener cette activité dans la matinée, et de regagner leur demeure une fois le soir venu. Il faut distinguer plusieurs types de commerces. Certains plus nantis, se sont spécialisés dans la vente des produits tels que les tissus, les pièces de pagnes et des produits de consommation courante. D'autres à faible capital, se consacrent à la vente des produits vivriers. Certains ont parfaitement réussis. Ils importent les produits des pays étrangers ailleurs autour des villages les plus éloignés notamment vers Ngaba et Kaoudjiga, l'activité marchande est demeurée marginale. Les acteurs locaux ont moins concentré leurs efforts dans ce domaine. Elle concerne moins de 15% de la population locale. Ces différents villages manque de marché autour duquel peuvent s'opérer des échanges. Pour écouler leurs productions, certains sont obligés de recourir aux marchés des villages voisins. Les commerçants fructifient leur capital autour activités commerciales qu'ils ont développé notamment de l'élevage. Quelques-uns ont investi dans le commerce du Bétail. Ils achètent des animaux venant du Tchad à vil prix, pour le revendre plus cher autour des différents marchés à bétail de la Région de l'Extrême-Nord.

Toutefois, il faut relever que depuis très récemment, notamment avec l'implantation de l'Université, se sont développées à une vitesse exponentielle d'autres activités génératrices de revenus. Ce sont

surtout les petits métiers (Call-box), le transport (Moto Taxi) et les services d'intérêts publics que sont les secrétariats bureautiques les salons de coiffure et les ateliers de couture.

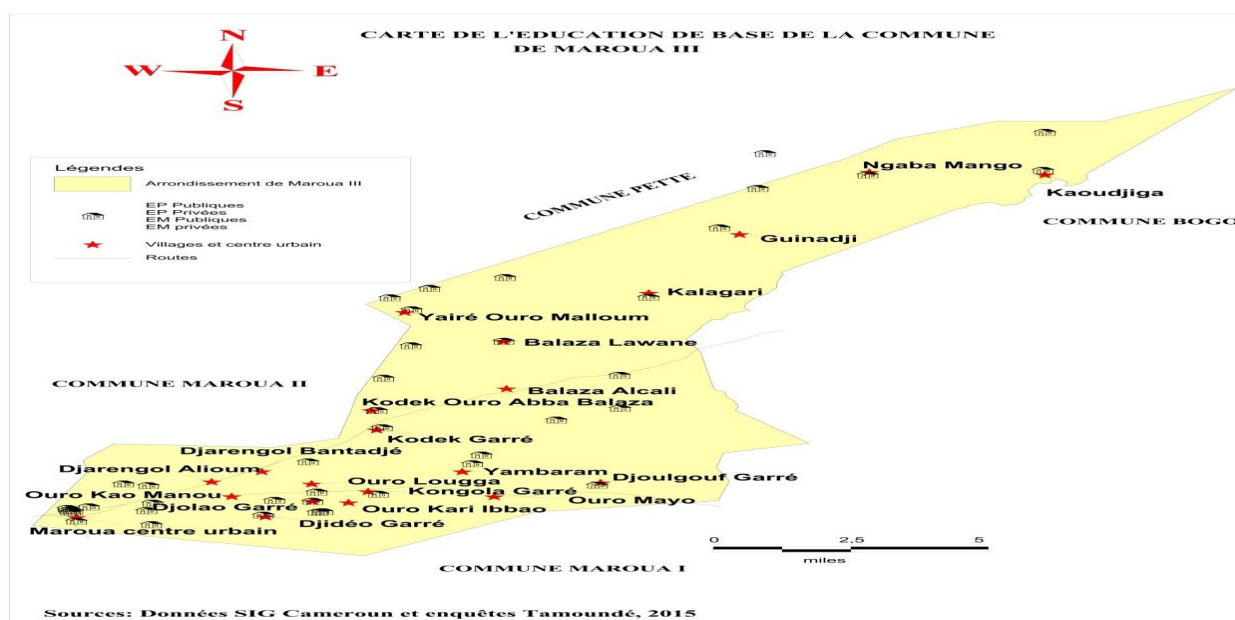
II.5 Principales infrastructures par secteur

II.5.1 Infrastructures de l'éducation de base

Les infrastructures de l'éducation de base disponibles dans la commune de Maroua 3^{ème} sont :

- ◆ 02 centres préscolaires communautaires
- ◆ 08 écoles maternelles dont 06 publiques et 02 privées (au total 06 écoles en zone urbaine et 02 en zone rurale)
- ◆ 39 écoles primaires dont 34 publiques, 03 privées et 02 écoles des parents (11 en milieu urbain et 28 en milieu rural)

Carte n° 2: Répartition des écoles primaires dans la commune de Maroua 3^{ème}

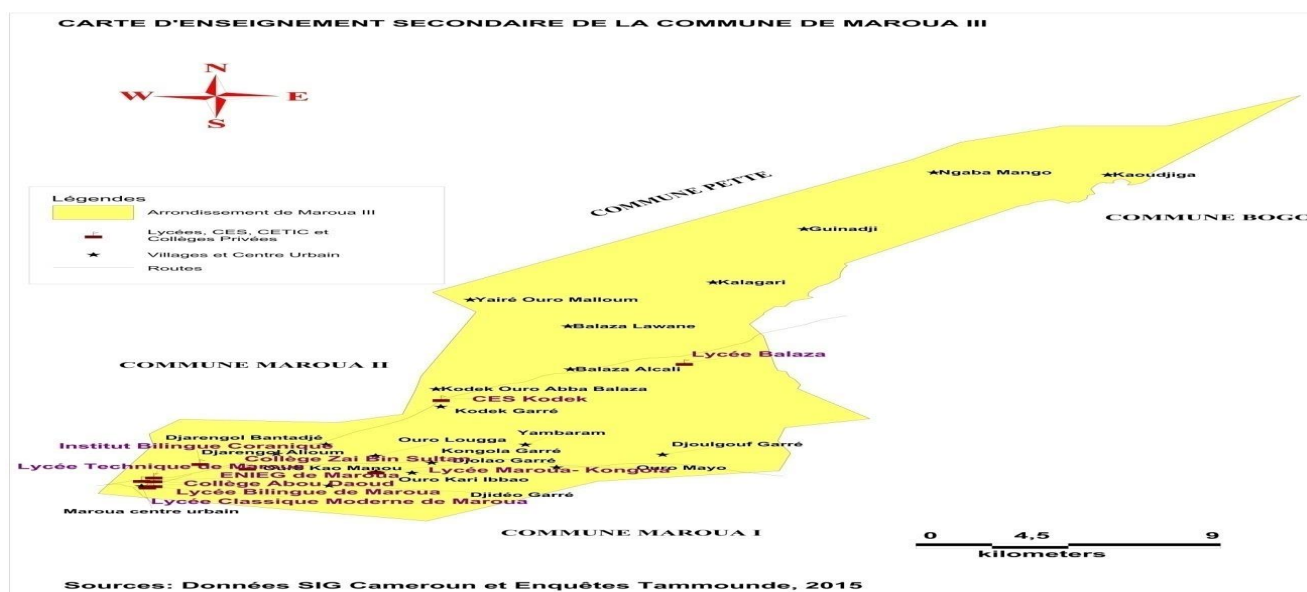


II.5.2 Infrastructures des enseignements secondaires

Les infrastructures des enseignements secondaires qu'on trouve dans la commune sont les suivantes :

- ◆ 04 lycées d'enseignement général dont 02 en milieu rural
- ◆ 01 lycée d'enseignement technique
- ◆ 02 Collèges d'Enseignement Secondaire
- ◆ 02 Etablissements secondaires privés
- ◆ 01 CTM/CETI
- ◆ 01 ENIEG
- ◆ 01 ENIET
- ◆ 06 Centres d'Alphabétisation Fonctionnels

Carte n° 3: Répartition des établissements secondaires dans la commune de Maroua 3ème



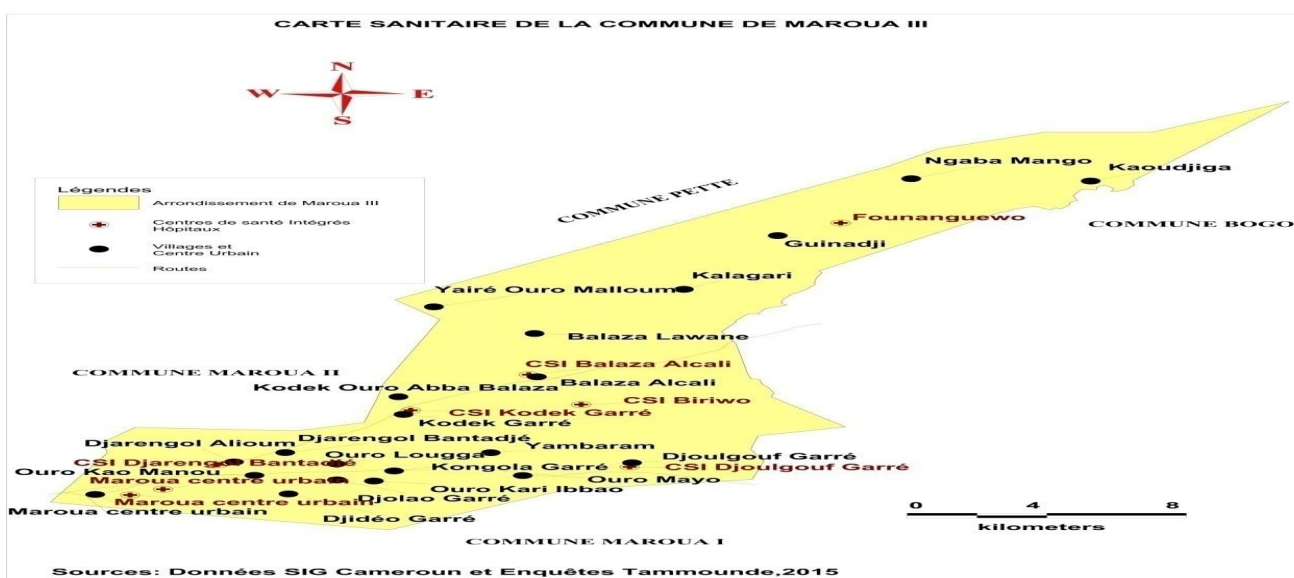
De cette figure, force est de relever cette concentration dominante des établissements secondaires en zone urbaine au détriment des zones rurales.

II.5.3 Infrastructures sanitaires

Sur le plan de la santé, Maroua 3^{ème} dispose de 10 formations dont 09 se situent en zone rurale. Il s'agit de :

- ♦ 08 CSI (Centre de Santé Intégré)
- ♦ 02 Cliniques privées
- ♦ 01 pharmacie

Carte n° 4: Répartition des formations sanitaires de la commune

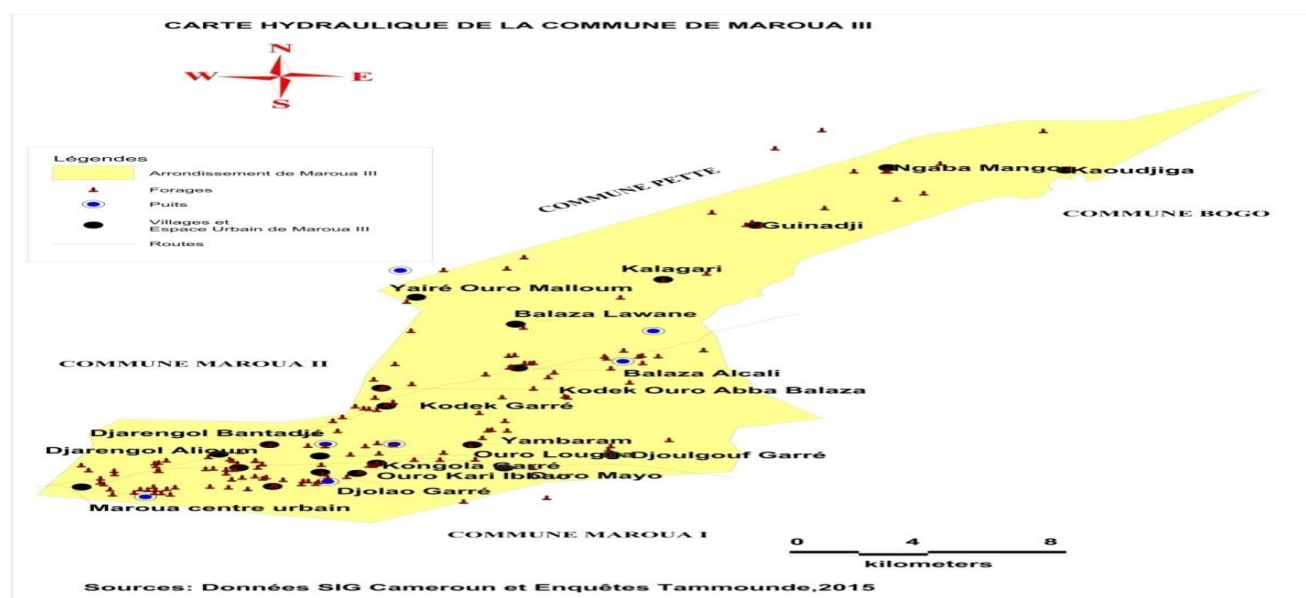


II.5.4 Infrastructures hydrauliques

Les principales infrastructures hydrauliques de la commune sont constituées de :

- ♦ 139 km d'adduction d'eau en commun avec les communes de Maroua I et II
- ♦ 53 forages
- ♦ 48 puits fonctionnels dont 30 aménagés et 18 non aménagés

Carte n° 5: Répartition des points d'eau de la commune



II.5.5 Infrastructures marchandes

Les principales infrastructures marchandes de la commune sont :

- ♦ 05 marchés dont 01 permanent et 04 périodiques
- ♦ 06 magasins
- ♦ 02 abattoirs
- ♦ 01 gare routière

Carte n° 6: Principales infrastructures marchandes de la commune

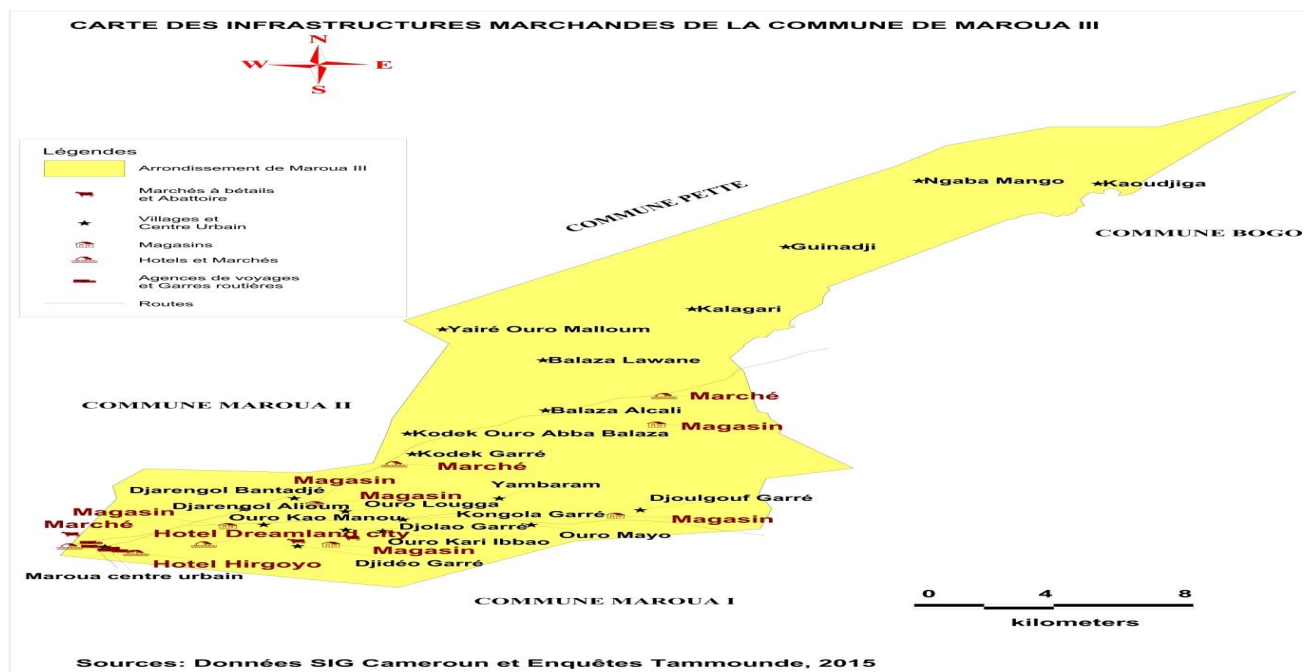


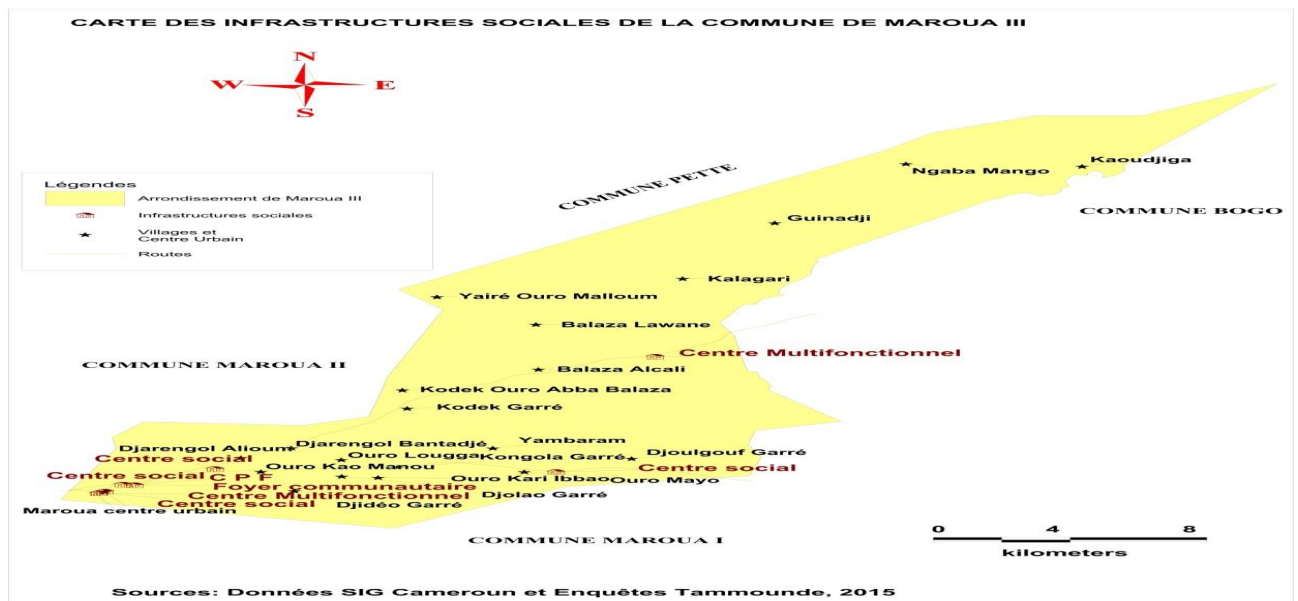
Photo N° 5. Vue d'un secteur du marché de Douggoi



II.5.6 Autres infrastructures sociales

- ◆ 01 CPF (Centre de Promotion de la Femme)
- ◆ 02 Centres multifonctionnels
- ◆ 01 foyer communautaire
- ◆ 04 Centres sociaux d'encadrement

Carte n° 7: Principales infrastructures sociales de la commune



II.5.6 Infrastructures de communication et de télécommunication

En ce qui concerne ce secteur, on a :

- ♦ 13,6 km de fibre optique en commun avec Maroua I et II
- ♦ Antennes relais de 04 opérateurs de téléphonie (Orange, MTN, Camtel, Nexttel)
- ♦ 01 radio communautaire

II.5.7 Infrastructures routières

L'essentiel du réseau routier de la commune de Maroua est constitué de :

- ♦ 06 km de routes bitumées
- ♦ 111 km de routes en terre non bitumées

Photo N° 6: Etat des routes en saison de pluie dans certains quartiers



II.6 Principales potentialités et ressources de la Commune

Tableau 4: Ressources naturelles de la commune et leur utilisation

Ressources naturelles	Statut d'emploi + localisation	Potentiel	Utilisateur	Contrôleur	Mode de gestion	Tendance	Problèmes/contraintes	Actions à entreprendre
Cours d'eau	- Carrière de sable située au Sud Est de Maroua 3e et riveraine des quartiers de Dougoi et Doursoungo	Important gisement de sable	- Populations locales - Vendeurs de sable - Entrepreneurs	- Services de la Mairie		Dégradation des berges du mayo	- Prélèvement anarchique et abusif du sable - Statut des exploitants non défini - Exploitation illégale - Insuffisance des agents de contrôle - Destruction des berges	- Sensibiliser les exploitants sur une gestion rationnelle des sites de prélèvement - Faire le suivi des sites de prélèvement - Protéger les berges des cours d'eau
Terres cultivables	Ensemble des villages de la commune	-sols propices aux cultures de céréales (sorgho SP et SS+maïs) et culture d'oignon	- Agriculteurs locaux - Populations riveraines	- Chefferies traditionnelles - Propriétaires de terres	Libre et non défini	-perte de la fertilité -baisse drastique de rendements	-surexploitation des terres -monoculture récurrente -utilisation abusive des pesticides -conflits agropastoraux	-Gérer rationnellement les terres -Encourager la pratique de la jachère -Utiliser rationnellement les pesticides -Créer un cadre de concertation entre agriculteurs et éleveurs - Former les agriculteurs sur les techniques de restauration des sols.
Graviers	Nord Est de la commune	Carrière de graviers	Populations riveraines	Populations riveraines	Libre et non défini	Non altéré et faible	- Produits non utilisés - Absence d'un mode de	- Mettre en place un système d'exploitation

	(Djougouf)					utilisation	gestion	de la ressource
Latérite	Nord-Est de la commune (Djougouf)	Gisement de latérite	-Entreprises de travaux publics - Populations riveraines pour fabrication des briques de terre	-DDMIMIDT - Services de la Mairie	Accès conditionné par l'obtention de la licence d'exploitation	Surexploitation	- Exploitation non contrôlée - Exploitation illicite - Manque à gagner pour la commune	- Sensibiliser les populations sur les procédures de gestion des sites miniers - Réglementer l'exploitation du site
Bois	Les villages Djougouf, yaéré Ouro Malloum, Fadaré...	Présence de plusieurs essences d'arbres	-Populations riveraines -vendeurs de bois et de charbon	Services du MNFOF	Accès conditionné par la présentation d'une licence d'exploitation	Disparition progressive du couvert végétal et des espèces ligneuses	- Coupe anarchique du bois - Insuffisance d'agents de contrôle - Complaisance des agents forestiers	- Renforcer les comités de vigilance du MNFOF -Augmenter le nombre d'agents forestiers - Reboiser les espaces dénudés

CHAPITRE III : SYNTHESE DES DIAGNOSTICS

III.1. Synthèse du DIC

III.1.1 Gestion des ressources humaines

Tableau 5: Tableau de synthèse du personnel

Type de personnel	Nbre	%	Sexe		Age (an)			Formation de base			Ancienneté (an)			Salaire x 1000			
			H	F	< 30	30-45	>45	CEP et moins	BEPC/ CAP	BAC et plus	< 5	5-10	>10	<30	30-50	50-100	>100
Permanents	15	78,95%	13	04	03	06	06	11	04	00	08	02	05	00	07	07	01
Temporaires	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00
Contractuels	04	21,05%	03	01	00	03	01	00	02	02	02	00	02	00	00	01	03
Total	19	100%	14	05	03	09	07	11	06	02	10	02	07	00	07	08	04

D'après ce tableau de synthèse du Personnel communal, il se dégage que les ressources humaines de la commune sont fortement dominées par les hommes constituant les 73%. Par ailleurs, il est aussi important de relever que cette commune est composée d'un personnel dont le niveau d'étude reste relativement bas. Le diagnostic indique à cet effet que 11 personnes, soit plus de 57% de l'ensemble du personnel dispose le CEPE comme diplôme le plus élevé. Dans le même sillage, cette faiblesse de formation de base se renforce par une insuffisance en termes d'expérience. Car, 52% d'entre eux ont une expérience cumulée inférieure à 5 ans. En ce qui concerne l'âge, l'on peut remarquer que le personnel est relativement jeune. En effet, on constate que près de 48% du personnel est situé dans la tranche de 30-45 ans, et 37% dans la tranche de plus de 45 ans. Ce qui constitue un atout réellement important pour le développement de la commune. S'intéressant aux aspects de salaire, il faut observer que le salaire le plus bas est de 36 500 FCFA gagné par 3 personnes, toutes permanentes. A l'inverse, 43% d'entre elles gagnent entre 50000 et 100000 FCFA.

Tableau 6: Tableau de synthèse sur le conseil municipal

Profession	Nbre	%	Sexe		Age (an)			Nombre de mandats				
			H	F	< 30	30-60	>60	1	2	3	4	5
Agent public	12	35,30	11	01	00	11	01	09	01	01	01	00
Fonction libérale	21	61,76	20	01	01	14	06	13	04	02	01	01
Paysan/ménagères	01	2,94	00	01	01	00	00	01	00	00	00	00
Total	34	100	31	03	02	25	07	23	05	03	02	01

Ce tableau du conseil municipal appelle à une analyse à trois niveaux : leur sexe, Age, et profession de base :

1- Sexe

Le constat à ce niveau est encore plus flagrant que celui observé dans l'ensemble du personnel de la commune (73% d'hommes). Le conseil municipal de la commune de Maroua 3ème est composé à près de 92% des hommes (31) contre seulement 3 femmes. Cette faible représentativité de la gente féminine dans le cercle décisionnel de la commune pourrait constituer en soi un obstacle dans la prise en compte des questions qui concerneraient la femme.

2- Age

Il se dégage que la majorité des conseils municipaux, soit les 74% ont un âge qui oscille entre 30 et 60 ans, tandis que 21% ont déjà plus de 60 ans, et seulement les 9% ont moins 30 ans. Dans l'ensemble, il convient de se rendre compte de ce que le conseil municipal est constitué d'un effectif relativement jeune. Ce qui est un atout non négligeable pour leur efficacité.

3- Catégories socioprofessionnelles

A l'analyse, il ressort que la majorité des conseillers municipaux, soit les 62% de l'ensemble, occupent des fonctions libérales. Alors que les 35% sont les agents publics, et une infime minorité, soit les 3% sont des paysans/Ménagères.

Tableau 7: Forces et faiblesses des Ressources Humaines de la commune

Composante	Forces	Faiblesses
Ressources humaines	- Répartition des tâches au sein de l'exécutif communal ; - Le Conseil Municipal est pluriel en partis politiques (RDPC, UNDP, ANDP) ; 5 grands Conseillers à la Communauté urbaine de Maroua ; - La tenue des sessions est ordinaire et extraordinaire ;	- Faible représentativité des femmes au Conseil municipal ; - Inexistence d'un cahier de charges du personnel communal ; - Inexistence de profil de carrière du Personnel communal ; - La notion de genre est faiblement prise en compte dans le

	- Il y a délégation de pouvoir entre le Maire et ses 4 adjoints ; - Il existe 03 Commissions communales (finances, infrastructures et équipements, affaires sociales et culturelles). - Les salaires mensuels du personnel sont réguliers ; - Les employés sont affiliés à la CNPS	recrutement du Personnel communal (5 femmes sur les 19 employés de la Commune, soit 26,31 %); L'organigramme formel de la Commune (l'arrêté N°00136/A/MINATD/DCTD du 24 Août 2009) est non fonctionnel.
--	---	--

III.1.2 Gestion des ressources financières

Tableau 8: Tableau de synthèse des ressources financières sur trois exercices

ELEMENTS	Exercice 2011				Exercice 2012				Exercice 2013			
	Prévu		Réalisé	Taux de Réal.	Prévu		Réalisé	Taux de Réal.	Prévu		Réalisé	Taux de Réal.
Total Recettes	257 095 699		152 759 699	59,42%	346 481 483		256 247 436	73,96%	363 496 857		123 764 755	34,05%
Total Dépenses	257 095 699		152 192 463	59,20%	346 481 483		255 557 504	73,76%	363 496 857		123 332 922	33,93%
Excédent d'exercice			567 236				689 932				431 833	
Taux d'exécution			99,63%				99,73%				99,65%	
Recettes	Prévu	% sur total	Réalisé			% sur total			Prévu	% sur total	Réalisé	
Fonctionnement	142 095 500	55,26%	84 193 309	55,11%	238 661 483	68,88%	148 527 436	57,96%	164 733 756	45,31%	74 906 155	60,52%
Investissement	115 000 199	44,74%	68 566 390	44,89%	107 820 000	31,11%	107 720 000	42,04%	198 763 101	54,69%	48 858 600	39,48%
Recettes P propres –	65 695 698	25,55%	75 793 523	44,61%	74 665 500	21,54%	24 318 700	9,49%	58 301 100	16,03%	11 705 000	9,45%
Recettes extérieures – E	191 400 000	74, 44 %	76 966 176	55,38%	271 815 983	43,31%	231 948 736	90,51%	305 195 757	83,97%	112 229 755	90,67%
CAC	46 400 000	18,04%	57 466 176	37,62%	121 720 747	35,13%	98 860 000	38,58%	121 442 656	33,40%	63 793 155	51,54%
Recettes fiscales	30 000 199	11,68%	28 258 199	18,56%	38 160 000	11,01%	10 050 500	3,92%	14 295 600	3,93%	5 077 500	4,10%
Taxes communales indirectes	1 400 000	0,54%	17 400 588	11,43%	1 840 000	0,53%	1 019 500	0,39%	2 500 000	0,68%	170 000	0,13%
Recettes totales/habitant	1428		850,00		1924		1424,00		2019		685,00	
Recettes propres/habitant	190		164,26		192,59		73,6		230		35,875	

Dépenses	Prévu	% sur total	Réalisé			% sur total	Réalisé		Prévu	% sur total	Réalisé	
Fonctionnement	109 625 000	42,23%	85 591 396	56,03%	147 451 298	42,55%	98 568 529	38,46%	160 989 055	44,28%	87 409 908	70,62%
Investissement	147 470 000	57,36%	66 601 067	43,76%	198 183 949	57,19%	156 988 975	61,43%	202 507 802	55,72%	35 923 014	29,12%
Fonctionnement/habitant	609		475,00		819		547,00		894		485,61	
Investissement/habitant	819		370,00		1 101		872,16		1 125		199,57	
Fonctionnement	Prévu	% sur total	Réalisé		Prévu	% sur total	Réalisé		Prévu	% sur total	Réalisé	
Dépenses liées au personnel – P	39 671 544	36,18%	27 845 167	18,30%	31 177 798	21,14%	26 121 997	26,50%	32 162 905	19,97%	21 874 325	25,02%
Dépenses pour l'équipe municipale – M												
Dépenses de fonctionnement courant – F	45 141 330	41,17%	39 701 044	46,38%	89 524 500	60,71%	48 075 672	48,77%	51 801 100	32,17%	37 868 925	43,32%
Appui à l'autorité administrative	6 700 000	6,11%	4 600 000	5,37%	6 700 000	4,54%	4 390 000	4,45%	6 700 000	4,16%	4 161 560	4,76%
Entretien du patrimoine communal – C	3 550 000	3,23%	0	0,00%	3 840 000	2,60%	3 771 860	3,82%	26 639 050	16,54%	10 316 416	11,80%
Subventions aux tiers – S	14 526 126	13,28%	13 445 185	15,70%	16 209 000	10,99%	10 658 982	10,81%	43 688 000	27,13%	13 188 682	15,08%
Participation au fonctionnement d'autres structures – A												
Investissement	Prévu	% sur total	Réalisé		Prévu	% sur total	Réalisé		Prévu	% sur total	Réalisé	
Engins – E	1 000 000	0,67%	0		1 000 000	0,50%	945 000	0,60%	2 000 000	0,98%	1 890 000	5,26%
Bâtiments – B	123 170 000	83,52%	44 301 067	66,51%	118 871 047	58,98%	106 050 169	67,55%	142 657 802	70,40%	9 270 000	25,80%
Equipements divers – V	23 300 000	15,79%	22 300 000	33,48%	78 312 902	39,51%	49 993 806	31,84%	57 850 000	28,56%	24 763 014	68,83%
Terrains												
Nombre d'habitants	86 574 habitants											

Le tableau ci-dessus rend compte de l'évolution du budget sur les trois derniers exercices budgétaires. A la lecture, il se dégage une courbe d'évolution en montagne ou mieux en dents de scie. On constate un budget qui connaît une chute drastique de plus de moitié entre les exercices 2012 et 2013. Alors qu'il fait un bond de plus du double entre les exercices 2011 et 2012.

Il ressort que la capacité de mobilisation des fonds propres à la commune est critique. Sur les deux derniers exercices précisément, les ressources globales de la commune étaient constituées à plus de 90% des fonds extérieurs. Ce qui pourrait entre autres justifier le fait de la chute implacable du budget entre les exercices 2012 et 2013 pour la simple raison que les apports extérieurs ont été faiblement mobilisés. Or dans le contexte de la décentralisation actuelle, il serait critique pour des communes de continuer à alimenter leur budget des fonds extérieurs.

il convient de retenir que le Taux de Réalisation (TR) entre les recettes prévues et les recettes effectivement réalisées reste faible. Il est à la moyenne de 55% sur les trois exercices cumulés. Par ailleurs, on note chaque fois un écart important entre les recettes prévues et les recettes effectivement réalisées.

L'analyse des comptes administratifs des trois derniers exercices démontre que les ressources financières de la Commune d'Arrondissement de Maroua 3^{ème} sont décroissantes d'une année à une autre. Aussi, il convient d'observer à la lecture de ce tableau que la commune fait un effort dans l'orientation de son budget. Car, sur les trois exercices, une moyenne de 40% du budget a été orientée à l'investissement.

Sur les trois exercices, il se dégage une relative parité entre les dépenses de fonctionnement (55%) et celles d'investissement (45%). Toutefois, cette parité globale occulte la fraction notoire observée au cours de l'exercice 2013, période au cours de laquelle les dépenses de fonctionnement ont grimpé à plus de 70% du budget global au détriment des dépenses relatives à l'investissement. Or, pour une perspective de développement, il serait souhaitable que les fonds d'investissement soient plus ou égaux aux dépenses de fonctionnement.

En analysant le présent tableau, il ressort que le taux de réalisation des dépenses par habitant entre ce qui a été prévu et ce qui a été réalisé est de l'ordre moyen de 66,33% pour ce qui est du fonctionnement, alors qu'il est de l'ordre moyen de 45% en ce qui concerne l'investissement. Dans le même sillage, il serait intéressant de relever que la dépense de fonctionnement moyenne par habitant a été de l'ordre de 502,23 alors que celle de l'investissement tournait autour de 480,66. Pourtant, il serait encore plus intéressant que les dépenses soient davantage effectuées sur l'investissement.

Tableau 9: Forces et faiblesses des Ressources Financières de la commune

Composante	Forces	Faiblesses
Gestion des ressources financières	• Procédures de délibération et d'adoption du budget respecté ; • Existence d'une procédure formelle d'enregistrement des documents comptables ; • Existence d'une stratégie de collecte des taxes communales. • Existence d'une recette municipale	• Inexistence d'un fichier de contribuable au niveau de la recette municipale; • Incivisme de certains contribuables ; • Inexistence des impôts libérateurs sur l'agriculture ; • Retard dans l'approbation des comptes administratifs ; • Réduction de 50 % de l'impôt libérateur faite par l'état.

III.1.3 Gestion du patrimoine communal

Tableau 10: Synthèse du patrimoine communal

N°	Usage d'immeuble	Superficie	Date de construction	Lieu d'implantation	Nombre de pièces	Valeur En F CFA	Observation
Immeubles et bâtiments de la Commune							
1	Mairie	662,77 m²	1976-1977	Face 3 ^{ème} Sous-préfecture Maroua	15	51 602 623	Bon état
2	Magasin	128 m²	1999	Derrière la Mairie	01	1 500 000	Assez bon état
3	Mairie (ancienne)	114 m²	166	Face 3 ^{ème} Sous-préfecture Maroua	06	5 000 000	Centre social
4	Logement Secrétaire Général	156 m²	1969	Derrière Sous-préfecture Maroua 3 ^{ème}	05	7 000 000	Bon état
5	Résidence Maire	320 m²	1990	Face Délégation du travail	06	21 000 000	Bon état
6	Abattoir Kongola Djiddéo	115,52m²	2004	Kongola Djiddeo	03	8 000 000	Bon état
7	Hangar marché Kodek	160 m²	1992	Marché de Kodek	01	2 000 000	A réfectionner
8	Hangar marché Balaza	160 m²	1993	Marché de Balaza	01	2 000 000	A réfectionner
9	Marché à bétail et un forage équipé d'une pompe électrique à Kongola Djolao	/	2010	Kongola Djolao	01	56 000 000	Etat neuf
10	Bloc de toilette de la Mairie	/	2010	Siège de la Mairie	01	1 500 000	Etat neuf
11	Hangar de marché Kongola Djolao	/	2010	Marché Kongola Djolao	01	2 500 000	Etat neuf
N°	Usage d'immeuble	Superficie	Date de construction	Lieu d'implantation	Nombre de pièces	Valeur En F CFA	Observation
Immeubles et bâtiments de la Commune							
1	Mairie	662,77 m²	1976-1977	Face 3 ^{ème} Sous-préfecture Maroua	15	51 602 623	Bon état

2	Magasin	128 m ²	1999	Derrière la Mairie	01	1 500 000	Assez bon état
3	Mairie (ancienne)	114 m ²	166	Face Sous-préfecture Maroua 3 ^{ème}	06	5 000 000	Centre social
4	Logement Secrétaire Général	156 m ²	1969	Derrière Sous-préfecture Maroua 3 ^{ème}	05	7 000 000	Bon état
5	Résidence Maire	320 m ²	1990	Face Délégation du travail	06	21 000 000	Bon état
6	Abattoir Kongola Djiddéo	115,52m ²	2004	Kongola Djiddeo	03	8 000 000	Bon état
7	Hangar marché Kodek	160 m ²	1992	Marché de Kodek	01	2 000 000	A réfectionner
8	Hangar marché Balaza	160 m ²	1993	Marché de Balaza	01	2 000 000	A réfectionner
9	Marché à bétail et un forage équipé d'une pompe électrique à Kongola Djolao	/	2010	Kongola Djolao	01	56 000 000	Etat neuf
10	Bloc de toilette de la Mairie	/	2010	Siège de la Mairie	01	1 500 000	Etat neuf
11	Hangar de marché Kongola Djolao	/	2010	Marché Kongola Djolao	01	2 500 000	Etat neuf

Tableau 11: Synthèse du matériel roulant

N°	GENRE	MARQUE ET TYPE	USAGE DU VEHICULE	DATE D'ACQUISITION	VALEUR VENALE OU ACTUELLE	OBSERVATION
01	Moto	Moto de marque NANFANG	Service d'hygiène de la Commune	2012	300 000	Bon état 2014
02	Moto	Moto de marque QLING 125	Service recette de la Commune	2012	300 000	Bon état
03	Moto	Moto de marque Yamaha AG 100	Service d'hygiène de la Commune	2009	/	Mauvais état
04	Moto	Moto de marque Yamaha AG 100	Chef service technique et du développement communal	2014	2 600 000	Etat neuf

Il n'existe pas, de façon programmatique, un système d'entretien et de gestion du patrimoine communal qui ne concerne que les motos, le mobilier et l'immobilier. Sans aucune dotation d'amortissement dans le budget communal, ces équipements sont gratuitement utilisés par le personnel.

Tableau 12: Forces et faiblesses de la Gestion du patrimoine communal

Composante	Forces	Faiblesses
Gestion du patrimoine communal	• Existence d'un inventaire du patrimoine communal ; • Présence d'un comptable- matière.	• Inexistence des engins à quatre roues (camion benne et véhicule du Maire) ; • Inexistence du personnel de maintenance des équipements; • Aucune politique d'amortissement des équipements et d'infrastructures n'existe dans la gestion du budget communal.

III.1.4 Gestion des relations

Tableau 13: Synthèse sur les relations de la commune

ORGANISMES	RELATIONS	CONFLITS
Sectoriels (MINFOF, MINEE)	Relations bonnes	En effet, certains sectoriels se plaignent de ne pas être associés aux activités de la Commune
Autres Communes et la CVUC	Aucune relation avec les Communes et le réseau CVUC	/
MINEDUB	Bonne relation, Construction des salles de classe, la mise en place des paquets minimum dans les établissements et les équipements des établissements en tables-bancs	/
MINESEC	Assez bonne relation, dans la construction des salles de classe	/
Chefferies traditionnelles et Congrégations religieuses	Très bonne avec les chefferies traditionnelles. Elle n'entretient aucune relation avec les congrégations religieuses surtout chrétienne.	/
Tutelle (le Préfet)	Administrative et hiérarchie de la Tutelle	/
FEICOM	Le fonds intervient dans la réalisation des forages et salles de classes. Il est un partenaire incontournable car il appuie la Commune dans plusieurs domaines notamment l'achat des véhicules, la fabrication des tables bancs, etc.	/
PNDP	Le programme apporte un appui financier pour les microprojets communautaires, un renforcement des capacités du personnel communal et actualisation du Plan Communal de Développement (PCD) en partenariat avec l'OAL TAMMOUNDE.	/

La Commune de Maroua 3^{ème} n'a pas développé une relation de jumelage avec d'autres communes. Toutefois, elle entretient globalement de très bonnes relations avec les acteurs étatiques, les organismes d'accompagnement et des partenaires au développement : tutelle, FEICOM, PNDP, Services Déconcentrés de l'Etat (SDE), chefferies traditionnelles, Congrégations religieuses, Société civile, Opérateurs économiques, la MIDIMA, etc.

Tableau 14: Forces et faiblesses de la Gestion des relations de la commune

Forces et faiblesses	Composante Gestion des Relations
Contraintes/obstacles	• Non prise en compte dans le budget communal, des frais de participation des sectoriels aux réunions et invitations de la Commune.
Faiblesses	• Absence de coordination des sectoriels avec les agents communaux pour la mise en œuvre des microprojets soutenus dans le cadre du Budget d'Investissement Public (BIP) et des ressources propres.
Echecs	• Certains acteurs estiment être étranglés par diverses taxes ; • L'incivisme fiscal de certains acteurs économiques; • La programmation tardive des marchés publics.
Opportunités/potentialités	• Présence des partenaires au développement tels que le PNDP, FEICOM, PDR-EN ; • Engagement du PNDP dans le renforcement des capacités de l'institution communale ; • Coordination des activités de la Commune au niveau de la Communauté urbaine de Maroua à travers ses grands Conseillers (05).
Succès	• Bonnes relations entre la commune et la Tutelle, puis avec les partenaires au développement (FEICOM, PNDP, MINFOF, MINEE, chefferies traditionnelles, ...).

III.1.5 Axes de renforcement de la commune

Tableau 15: Forces et faiblesses des Ressources Humaines de la commune

N°	Composante	Rubrique	Axes
1	Ressources humaines	Personnel communal	• Mettre en place un plan de formation du Personnel communal; • Elaborer les textes sur le profil de carrière du Personnel communal; • Améliorer le taux de représentativité des femmes (30 %) aussi bien au niveau du Personnel communal que du Conseil municipal.
2	Ressources financières	Mobilisation des ressources	• Rechercher une expertise locale pour l'élaboration d'un fichier du contribuable de la Commune; • Renforcer les capacités de la recette municipale de la Commune à compenser la réduction de l'impôt libératoire de 50 % faite par l'état ; • Mettre effectivement à contribution, les comités de suivi des impôts locaux ; • Renforcer la collaboration avec les services de la direction des impôts.
3	Patrimoine communal	Gestion et entretien	• Construire une auberge municipale de la Commune de Maroua 3^{ème} ; • Acquérir un camion benne pour la Commune d'arrondissement de Maroua 3^{ème} ; • Rechercher une expertise locale pour l'élaboration d'un tableau d'amortissements de tous les équipements et infrastructures de la Commune d'arrondissement de MAROUA 3^{ème} ; • Recycler le personnel communal en gestion du patrimoine
4	Gestion des relations	Partenariat	• Améliorer la gestion des relations entre la Commune et les sectoriels ; • Instituer des réunions de concertation et coordination des activités communales avec les sectoriels et partenaires au développement.

III.2 Synthèse du DEUC

III.2.1 Synthèse des couches vulnérables

Tableau 16: Données sur les groupes vulnérables de la commune

Village/quartier	Handicapés moteurs	Handicapés visuels	Personnes de 3 ^e âge	Personnes vivant avec le VIH/SIDA (PVVS)	Enfants de la rue et dans la rue	Enfants en conflits avec la loi	Filles mères	Femmes veuves	Total
Espace urbain	30	25	580	15	600	14	265	185	1714
Djolao Garré	2	0	450	0	0	0	25	165	642
Ouro Kari Ibbao	0	1	0	1	0	13	70	86	171
Ouro Lougga	0	0	301	0	0	1	11	23	336
Djiddéo Garré	5	1	668	0	0	0	45	125	844
Ouro Kao Manou	1	1	231	0	1	0	10	23	267
Djarengol Bantadjé	3	0	450	0	0	0	20	23	496
Kongola Garré	3	1	344	0	0	0	25	45	418
Yambaram	0	0	66	0	0	0	13	122	201
Djarengol Alioum	2	5	170	0	5	5	45	90	322
Kodek Garré	1	0	165	0	2	02	30	67	267
Balaza Lawane Garré	3	0	213	0	0	0	16	45	277

Kodek Ouro Ardo	0	1	55	0	2	0	10	12	80
Yaéré Ouro Malloum	1	1	101	0	0	0	30	78	211
Djoulgouf Garré	3	2	220	0	2	7	56	95	385
Ouro Mayo	1	0	165	0	2	02	30	67	265
Balaza Alcali Garré	3	0	213	0	0	0	16	45	277
Ngaba	0	1	55	0	2	0	10	12	80
Guinadji	0	0	66	0	0	0	13	122	201
Kaoudjiga	1	1	231	0	1	0	10	23	267
Karagari	3	0	450	0	0	0	20	23	496
Total	59	40	5 194	16	617	44	770	1476	8217

A la lecture de ce tableau, on se rend compte que les couches vulnérables de l'espace communal de Maroua 3^{ème} sont constituées des Handicapés moteurs, Handicapés visuels, Personnes du 3^e âge, le PVVS, enfants de la rue et dans la rue, les enfants en conflits avec la loi, les filles-mères, et les femmes veuves qu'on retrouve aussi bien dans l'espace urbain que dans les villages.

III.2.2. Besoins des couches vulnérables

En fonction de la catégorie de leur vulnérabilité, ces personnes vulnérables ont des problèmes qui diffèrent les uns des autres. On peut citer ces besoins : les problèmes de mobilité pour certains handicapés, d'accès aux services sociaux de base, d'intégration sociale, etc.

Tableau 17: Problèmes/Difficultés-Besoins/Attentes des couches vulnérables

Couches vulnérables	Activités pratiquées	Rentabilité/ Opportunités	Difficultés/Problèmes	Organisation	Accès aux infrastructures	Besoins/Attentes
Handicapés visuels	Scolarisation Petit commerce	Existence d'une structure d'encadrement (CPFAM) et services du MINAS. Aides ponctuelles des ONG. Peu rentable	- Pauvreté - Difficultés de déplacements - Faible appui de ETAT/MINAS (175.000FCFA/an) - Bâtiment du centre délabré - Insuffisance d'équipements et matériels spécialisés - Insuffisance des moyens financiers pour payer les enseignants - Non prise en compte des besoins réels des handicapés - Absence d'appui de la commune.	Oui	Difficile	- Réfection du CPFAM ; - Equipement du centre en matériels spécialisés (20 cannes blanches, 30 tablettes, 30 coinçons, 100 rames de papiers brailles, 20 lits et 20 matelas d'une place) ; - Appui financier pour le paiement des enseignants ; - Dons de denrées alimentaires ; - Formation de mal voyant en TIC ; - Réduction du coût de la carte nationale d'invalidité ; - Organisation des campagnes de sensibilisations des usagers sur l'utilisation de la canne blanche afin de mieux connaître et maîtriser les signes d'un mal voyant ou handicapé visuel ; - Sensibilisation des chefs d'Agence de voyage pour la réduction à 50% du tarif de transport des handicapés
Handicapés moteurs	Menuiserie Agriculture Cordonnerie Petit commerce	Existence des services du MINAS Existence d'une Association des Handicapés du Diamaré (AHD) Peu rentable	- Mauvaise organisation des handicapés ; - Moyens financiers limités ; - Difficultés d'accès aux financements ; - Absence d'appui aux	Oui	Limité	- Réorganisation des handicapés ; - Appui financier pour mener les AGR ; - Dotation en tricycles et béquilles) - Faciliter l'accès à l'habitat

Couches vulnérables	Activités pratiquées	Rentabilité/ Opportunités	Difficultés/Problèmes	Organisation	Accès aux infrastructures	Besoins/Attentes
			- élèves handicapés ; - Ligne affaire sociale destinée à l'appui aux hôpitaux et aux écoles ; - Difficultés d'accès à l'habitat (rejet de demandes de lotissement pour les handicapés) ; - Difficultés d'accès aux infrastructures et édifices publiques (absence de rampes d'accès) ; - Non respect des normes par les entrepreneurs - Non prise en compte des besoins réels pour handicapés (tricycles, béquilles...)			(lotissement) ; - Faciliter l'accès aux infrastructures et édifices publiques (respect des normes) - Réorienter la ligne affaire sociale aux besoins réels des handicapés (implication des personnes handicapée dans la commission) - Promouvoir le sport pour handicapés.
Personnes de 3 ^{ème} âge	Elevage (caprins, ovins, bovins et volailles) Petit commerce Agriculture Maçons et menuisiers.	Activité d'élevage Rentable Proximité des marchés à bétail Produit et provende disponible Existence des structures d'encadrement (MINEPIA, ACEFA, PACA, HEIFER, PRODEBALT et CARPA).	- Difficultés de déplacements - Problèmes de santé - Faible assistance - Vulnérabilité aux maladies - Non considération sociale.	Non	Pas d'accès	- Encadrement et financement des activités agricoles et élevage - Assistance matérielle - Assistance médicale

Couches vulnérables	Activités pratiquées	Rentabilité/ Opportunités	Difficultés/Problèmes	Organisation	Accès aux infrastructures	Besoins/Attentes
PVVIH	Petit commerce Artisans Elevage Fonctionnaires	Présence des programmes et projets de lutte contre le VIH/SIDA (ALVF, GTR, RESEAC ...) Existence de source de revenu Financement des microprojets.	- Rupture des produits de traitement (antirétroviraux) - Coût élevé de CD4 - Faible suivi des malades - Insuffisance des denrées alimentaires (1^{er} Semestre) - Insuffisance des moyens financiers - Maladies opportunistes - Eloignement des UPEC (Mokolo, Petté, et Tokombéré) et charge viral (Yaoundé) - Stigmatisation et rejet par la société.	Oui	Accès ouvert	- Mettre à disposition des Antirétroviraux. - Réduire le coût de CD4 - Créer les UPEC et centres de contrôle - Améliorer le suivi des malades - Pérennisation des actions antérieures.
(OEV) Enfants de la rue et dans la rue Enfants talibés	Scolarisation Aide commerçant Décharge de marchandise Secrétariat public	Présence des services du MINAS et des structures d'encadrement (APEEFC, APROD et ASSEJA) Peu rentable	- Mal nutrition - Absence d'un cadre fermé - Exposés à divers risques - Absence de formation - Insuffisance d'encadrement - Victimes de maltraitance et d'abus par les adultes - Absence d'habillement - Travaux forcés - Sans abris - Moyens financiers limités - Mendicité	- Oui	- Accès très difficile	- Création d'emploi - Appui financier aux structures d'encadrement - Réfection du centre d'encadrement (APEEFC) - Franche collaboration avec la commune - Mise en place d'une plate forme Commune-OSC d'appui aux couches vulnérables - Mise en place d'un conseil municipal junior

Couches vulnérables	Activités pratiquées	Rentabilité/ Opportunités	Difficultés/Problèmes	Organisation	Accès aux infrastructures	Besoins/Attentes
			- Consommation des drogues			
Enfants en conflits avec la loi	Scolarisation Petit commerce	Existence des services du MINAS et d'une structure d'encadrement (ICE). Peu rentable	- Moyens financiers limités pour le paiement des enseignants (assistants des affaires sociales) - Difficultés de réinsertion socioprofessionnelle (Absence d'équipement dans les ateliers) - Faible encadrement (absence de clôture) - Difficultés d'accès aux financements envoyés par l'Etat.	- Oui	- Accès ouvert	- Prise en charge des enseignants - Equipement des ateliers - Dotation en tables bancs - Construction d'une clôture à ICE - Faciliter l'accès aux financements.

Couches vulnérables	Activités pratiquées	Rentabilité/ Opportunités	Difficultés/Problèmes	Organisation	Accès aux infrastructures	Besoins/Attentes
Filles-mères	Scolarisation Petit commerce Travaux ménagers	Existence d'un centre de promotion de la femme et les structures d'encadrement (ALVF, ALDEPA, et la GIZ à travers le RENATA) Peu rentable.	- Non reconnaissance des enfants par leurs pères - Irresponsabilité des pères géniteurs - Non établissement d'acte de naissance aux enfants - Désœuvrement des filles-mères - Absence d'un cadre (fermé) adéquat pour l'encadrement - Absence de collaboration avec les communes - Application légères des causeries éducatives (faible utilisation des moyens de protection)	- Oui	- Accès ouvert	- Faciliter l'établissement d'acte de naissance de leurs enfants - Reconnaissance des enfants par leurs pères - Prise en charge - Inscription des enfants à l'école - Construction d'un centre adéquat pour l'encadrement des filles mères - Franche collaboration avec la commune.
Femmes veuves	Commerce Travaux ménagers Fonctionnaires	Existence du centre de promotion de la femme et de la famille Existence des structures d'appui (ALVF...)	- Absence de moyens financiers pour le suivi des dossiers de leurs maris. - Difficultés de suivi des dossiers à Yaoundé - Difficultés de succession des biens - Lenteur administrative dans le traitement des dossiers - Analphabète	- Oui	- Accès ouvert	- Faciliter le traitement des dossiers - Suivi des dossiers à Yaoundé - Appui financier aux veuves

III.2.3. Synthèse des corps de métier

Tableau 18: Problèmes/Difficultés-Besoins/Attentes des corps de métier

N°	Corps de métier	Audience		Difficultés rencontrées/Problèmes	Opportunités/Rentabilité	Organisation	Relation	Besoins/ Attentes vis-à-vis de la Commune
		Concernés	Présents					
1	Call-boxeurs	200	25	- Abus de confiance avec les clients ; - Perturbation du réseau téléphonique - Coupures d'électricité fréquentes - Moyens financiers limités - Inorganisation des call-boxeurs	- Existence d'une clientèle - Présence des réseaux MTN, Orange et CAMTEL	- Non	- Bonne	- Appui financier - Organisation des call- boxeurs
2	Chauffeurs	102	21	- Insuffisance de parking - Tracasseries de FMO - Impraticabilité des routes en saison de pluie - Mauvais état des routes - Chômage - Insuffisance des entreprises privées pour recrutement des chauffeurs - Recrutement par affinité - Difficultés d'obtenir le permis de conduire D (transport en commun) - Faible recrutement des chauffeurs dans	- Existence des autos écoles dans la ville - Existence d'agence de voyages (Danay Express, Mokolo Express, Diamaré Express...) - Activité rentable : • 60 000F/mois service personnel • 100 000 F/mois entreprises privées • 150 000F/mois pour les projets et programmes	- Non	- Bonne	- Organisation et structuration des chauffeurs - Réduction des contrôles (police) - Entretien régulier des routes urbaines - Mise en place des panneaux de signalisation - Organisation des campagnes promotionnelles de permis de conduire D

		Audience				Organisation	Relation	
				la fonction publique - Cherté du carburant à la pompe (675 F/litre) - Absence de panneaux de signalisation				
3	Soudeurs	75	15	- Coupure intempestive d'électricité - Insuffisances des moyens financiers - Inorganisation - Cherté du matériel de travail - Absence de parking - Absence d'un espace aménagé pour les soudeurs - Abandon des véhicules par les propriétés.	- Activité rentable - Existence d'un marché pour l'achat du matériel de travail - Présence d'un centre technique (CTM)	- Non	- Bonne	- Construction des ateliers de soudure - Organisation et structuration des soudeurs
4	Cordonniers	25	10	- Inexistence d'une place pour les cordonniers - Inorganisation - Perte de matériels des clients - Abandon des chaussures par les clients - Rareté du matériel de travail	- Existence d'une clientèle - Existence de matière première (peau) - Présence du marché (lieu de ravitaillement)	- Non	- Bonne	- Structuration et construction d'un pavillon des cordonniers au marché - Formation des cordonniers - Appui financier
5	Laveurs automobiles	35	12	- Déorganisation des laveurs - Inexistence des caniveaux d'évacuation des	- Existence d'une clientèle - Existence du réseau d'eau CDE	- Non	- Bonne	- Aménagement d'espaces pour laverie - Structuration des laveurs

		Audience				Organisation	Relation	
				- eaux usées - Coupures d'eau/électricité - Espaces non aménagés - Faible revenu en saison de pluie				
6	Vendeurs de soya	45	21	- Cherté des animaux - Difficultés d'accès au bois de chauffe - Absence d'un lieu aménagé - Moyens financiers limités - Tracasseries du service d'élevage	- Proximité du marché de bétail (comice) - Présence des services de contrôle vétérinaire - Existence d'une clientèle	- Non	- Bonne	- Organisation et structuration des vendeurs de soya - Appui financier - Construction des hangars aménagés - Réduction de contrôle de service vétérinaire
7	Restaurateurs	41	28	- Faible intervention du service d'hygiène et salubrité - Cherté de bois de chauffe - taxes élevées - Absence d'un lieu aménagé pour les restaurateurs - Coupure d'eau de la CDE - Insuffisance de latrines et points d'eau potable	- Approvisionnement dans la ville - Existence des restaurants modernes dans la ville - Existence de plusieurs EMF pour épargne et crédits.	- Non	- Bonne	- Réduction des taxes - Organisation et structuration des restaurateurs - Construction d'un pavillon pour les restaurateurs
8	Tailleurs	50	27	- Travail pénible - Revenus périodiques (pendant les fêtes)	- Existence d'une clientèle lors des fêtes et rentrée scolaire - Proximité du grand marché pour achat	- Oui	- Conflictuelle	- Respect de dates de recouvrement des taxes communales - Construction d'un

		Audience				Organisation	Relation	
				- Non respect des dates de collecte des taxes par les agents de la commune - Inexistence d'un pavillon aménagé pour les tailleurs	des pièces de recharge et matériels de couture			pavillon pour tailleurs
9	Moto-taximen	4000	35	- Tracasseries de FMO ; - Vols et agression - Non-conformité de certains moto-taximen - Cherté du carburant à la pompe (675/litre) - Absence des activités de sensibilisation sur la conduite - Coût élevé et lenteur dans l'obtention du permis de conduire A - Mauvais état des routes - Inondation en saison de pluie - Heure de travail réduit (uniquement en journée)	- Existence d'une clientèle - Présence de carburant frelaté (Zou-zoua) - Existence d'un syndicat de Moto- taxi - Présence de lieux de vente des motos et marché pour l'achat de pièces de recharge - Présence de centres auto- école dans la ville	- Oui	- Bonne	- Réduction des contrôles FMO - Facilitation de l'obtention de permis de conduire A - Réduction du coût de gilet - Réduction des taxes - Réorganisation du secteur (différencier chaque mototaxi par commune)
10	Secrétariat publique	52	22	- Coupure intempestive du courant - Moyens financiers	- Approvisionnement en matériel et équipement de travail au marché central	- Non	- Bonne	- Organisation et structuration - Octroi de crédits ou subvention

		Audience				Organisation	Relation	
				limités - Inorganisation	- Existence d'une clientèle - Existence d'un réseau électrique - Présence des centres de formation en informatique			- Faciliter la formation aux jeunes en informatique
11	Boulangers	62	23	- Coût élevé de la farine - Difficultés de conservation et fabrication - Absence de matériel d'emballage - Coupure d'électricité et d'eau - Inorganisation des boulangers - Difficultés dans la livraison (uniquement en journée)	- Forte demande et clientèle - Approvisionnement sur place (marché central) - Existences de plusieurs boulangeries et pâtisseries	- Non	- Bonne	- Subvention - Organisation et structuration - Formation en pâtisserie
12	Coiffeurs	75	30	- Coupure intempestive d'électricité - Abus de confiance par les clients (femmes) - Inorganisation des coiffeurs - Coût élevé du loyer et matériel de travail	- Existence d'un réseau électrique - Existence d'une clientèle - Ravitaillement en matériel de travail sur place (marché central) - Présence des projets d'appui au secteur (FNE, PIAASI, PAJER-U)	- Non	- Bonne	- Subvention - Organisation et structuration - Aménagement d'un espace réservé aux coiffeurs.
13	Brasseuses de vin local (Bil- Bil)	50	25	- Coût élevé des taxes	- Existence d'une clientèle	- Non	- Conflictuelle	- Aménagement d'un marché

		Audience				Organisation	Relation	
				(2500F/mois) - Problème d'hangar - Problème de monnaie - Coupure d'eau du réseau de la CDE - Absence d'un marché - Faible activité en saison de pluie	- Rentabilité moyenne (5000F/semaine)			- Réduction de taxes
14	Bouchers	90	39	- Cherté des bœufs - Insalubrité dans l'abattoir - Absence de bacs à ordures - Boucherie non aménagée - Absence de financement - Dégradation de l'abattoir - Absence de matériel d'emballage	- Existence des marchés à bétail dans la ville - Existence de service vétérinaire - Existence des abattoirs - Présence d'une importance clientèle /Rentabilité Moyenne	- Non	- Bonne	- Crédit de financement - Financement et prêts - Réhabilitation de l'abattoir - Construction d'une boucherie au marché
15	Commerçants	288	55	- Précarité des hangars au marché - Destruction des hangars par les vents - Exposition aux intempéries - dégradation de la qualité des marchandises, baisse des prix - Absence d'organisation - Recouvrement sans ticket	- Fidélité de la clientèle - Existence de plusieurs EMF et banques - Présence d'un grand marché / Rentabilité moyenne	- Oui	- Bonne	- Construction des hangars en matériaux définitifs - Réduction des taxes communales - Réduction des contrôles des services du commerce - Construction des boutiques - Construction des latrines - Construction des points d'eau

		Audience				Organisation	Relation	
				- Différentiation des prix - Taxes communales très élevées - Tracasserie du service de commerce - Insuffisance de points d'eau, des latrines au marché - Insuffisance des boutiques au marché				
16	Tradi- praticiens	55	22	- Mauvaise organisation - Absence d'appui par la commune - Absence d'un espace aménagé pour les tradi praticiens - Exposition aux intempéries - Faible considération par la commune	- Existence d'une clientèle et rentabilité/2000F par jour	- Oui	- Bonne	- Aménagement d'espace des tradi-praticiens - Appui financier - Renforcement des capacités des tradi-praticiens
17	Barmans	05	03	- Abus de confiance par les clients - Insuffisance des moyens financiers - Difficultés d'accès aux crédits - Troubles par les clients - inorganisation	- existence d'une clientèle et forte consommation - présence d'un dépôt des brasseries dans la commune - livraison facile	- non	- bonne	- installation d'éclairage public (lampadaires)
18	Sérigraphie	25	11	- coût élevé des taxes - cherté du matériel de travail - faible activité en saison de pluie - coût élevé du loyer	- existence d'une clientèle - disponibilité du matériel de travail (marché central) - main d'œuvre de qualité	- non	- bonne	- réduction des taxes - aménagement d'espace pour les sérigraphes, arts plastiques, dessins et Peintres. - Appui financier - Renforcement des

		Audience				Organisation	Relation	
								capacités.
19	Menuisiers	52	24	- Coupure intempestive du courant électrique - Absence d'appui financier - Faible organisation - Cherté du matériel de menuiserie - Etroitesse de l'atelier - Insuffisance des magasins	- Existence d'une clientèle et rentable/3000F par jour - Ravitaillement en matériel et outils de travail sur place (marché central) - Existence des structures d'appui	- Oui	- Bonne	- Construction des ateliers et magasins - Appui financier
20	Décorateurs	11	06	- Ignorance du métier au niveau communal - Cherté des produits de décoration - Absence d'appui - Faible clientèle - Inorganisation	- Proximité du marché central pour se ravitailler en produit - Main d'œuvre de qualité	- Non	- Bonne	- Organisation et structuration - Appui financier - Formation des jeunes en décoration
21	Artisans (Tisserand)	35	16	- Insuffisance d'équipements adéquats - Absence d'un local approprié pour le stockage - Dégradation des doigts - Insuffisance de moyens financiers - Exposition aux intempéries	- Existence d'une clientèle - Disponibilité de la matière première (peau de bêtes) - Main d'œuvre de qualité - Auto gestion	- Oui	- Bonne	- Valorisation du métier au niveau communal - Appui financier - Renforcement des capacités
22	Laitiers	25	12	- Faible clientèle en saison sèche - Mauvaise organisation - Prix de vente non harmonisé - Coupure intempestive	- Existence des projets d'appui dans le domaine - Main d'œuvre de qualité - Disponibilité du lait de vaches - Auto- gestion	- Oui	- Bonne	- Appui financier - Réorganisation du secteur.

		Audience				Organisation	Relation	
				du courant électrique - Faible appui dans le secteur				
23	Exploitants des carrières (sable)	19	10	- Absence d'organisation - Exploitation anarchique - Vente anarchique (différentiation des prix) - Vente non réglementée - Utilisation du matériel rudimentaire (porte tout) - Moyens financiers limités	- Solidarité - Entraide /Faible rentabilité	- Non	- Conflictuelle	- Dotation en matériel adéquat de travail - Appui en structuration - Réglementation des prix - Dotation en matériel de transport
24	Forgerons	55	29	- Insuffisance de matériel de travail - Insuffisance de matière première (ferraille) - Problème de santé (Bronchite, asthme) - Cherté des médicaments	- Existence des projets d'appui dans le domaine / Faible rentabilité	- Oui	- Bonne	- Construction des hangars - Réduire le coût de médicament - Dotation en matériel
25	Mécaniciens	78	41	- Insuffisance de matériel de travail - Cherté de médicaments - Risque de maladies (mal d'articulation, asthme)	- Rentabilité moyenne - Main d'œuvre qualifiée	- Oui	- Conflictuelle	- Formation des jeunes en mécanique - Construction des hangars
26	Vendeur de Secko	45	18	- Feux de brousse - Absence de matériel de transport - Insuffisance de matière première	- Disponibilité de la matière pendant une période de l'année - Formation artisanale et ancestrale	- Non	- Bonne	- Organisation et structuration - Dotation en matériel de transport (porte tout, vélo)

		Audience				Organisation	Relation	
				- Mévente de secko/ conflits avec le MINFOF	- Rentabilité faible			- Réduction du contrôle de service MINFOF
27	Vendeurs d'eau	35	12	- Insuffisance de pousser-pousse, tuyaux et pompes - Insuffisance des points de distribution de l'eau - Irrégularité de paiements par les clients - Manque d'organisation - Coupure intempestive du courant/eau de la CDE	- Présence d'une importante clientèle - Existence du réseau de la CDE	- Non	- Bonne	- Organisation et structuration - Augmentation des points de distribution d'eau
28	Vendeurs de poissons	45	27	- Absence de financement de l'Etat - Inexistence des hangars aménagés par la commune - Absence de moyens de conservations	- Proximité du marché central (lieu d'approvisionnement) et clientèle	- Non	- Bonne	- Construction des hangars - Subvention - Dotation en moyens de conservation
29	Vendeurs de beignets/gâteau x	66	21	- Coût élevé d'huile et farine - Absence d'emballage - Exposition au feu - Inorganisation - Absence d'appui - Rareté et cherté du bois de chauffe - Insuffisance des foyers améliorés	- Proximité du centre de ravitaillement (marché central) - Existence d'une clientèle	- Non	- Bonne	- Appui financier - Réduction du coût de l'huile et de la farine - Organisation et structuration - Dotation en foyers améliorés
30	Vendeurs de légumes et vives frais (bayam salam)	105	41	- Taxe élevé - Inorganisation - Espace non aménagé - Exposition des	- Présence du marché et existence d'une clientèle - Activité rentable - Présence des EMF pour	- Non	- Bonne	- Réduction de taxe - Aménagement de l'espace pour la vente de légumes et vives

		Audience				Organisation	Relation	
				produits par terre - Insalubrité - Insuffisance de point d'eau et latrine - Absence d'appui - Ravitaillement difficile en saison de pluie	épargne			frais - Construction des latrines et points d'eau - Appui financier
31	Vendeurs des habits	90	32	- Coût élevé des taxes - Difficultés de se ravitailler (fermeture des frontières avec le Nigeria) - Mauvaise organisation - Insuffisance des moyens financiers - Coût élevé du ballot - Absence de magasins	- Présence du marché et existence d'une clientèle - Entre -aide et tontine	- Oui	- Bonne	- Réduction des taxes - Réorganisation - Appui financier - Construction des magasins

Tel que le montre ce tableau, il a été identifié dans l'espace urbain communal 31 corps de métier que sont calls boxeurs, chauffeurs, soudeurs, cordonniers, laveurs automobiles, vendeurs de soya, restaurateurs, tailleurs, moto taximen, secrétariat publique, boulangers, coiffeurs, vendeuses de Bil Bil, bouchers, commerçants, tradi praticiens, barmans, sérigraphes, Menuisiers, décorateurs, artisans (tisserand), laitiers, exploitants de carrières de sable, forgerons, mécaniciens, vendeurs de Seko, vendeurs d'eau, vendeurs de poissons fumés, vendeurs de beignets/gâteaux, vendeurs de légumes et vivres frais (bayam salam) et vendeurs des habits. Sur l'ensemble des 31 corps de métiers, on observe une forte domination de trois catégories que sont : les moto-taximen, les commerçants et les tenants de call-box.

III.2.4 Synthèse sur les Changements climatiques

Tableau 19: Matrice des changements climatiques

N°	Secteurs	Tendances	Effets biophysiques	Effets socio économiques	Niveau de risque	Capacité d'adaptation	Solutions envisagées	Villages/zones concernés
1	Agriculture	-variation des cycles de pluies -baisse de la pluviométrie	-savanisation de la végétation -faible production -destruction des cultures -lessivage des sols	-perturbation du calendrier -baisse de rendement -baisse de revenus	Moyen	Bonne	-promouvoir et vulgariser les nouvelles techniques agro foresterie de régénération naturelle assistée (RNA) -promouvoir la culture sous couverture végétale (SCV)	Tous les villages + Espace urbain
2	Elevage	-hausse de température -sécheresse -faible pluviométrie	-assèchement de l'espèce fourragère -amaigrissement du bétail -tarissement des points d'eau -baisse de la nappe phréatique -Surpâturage -rétrécissement des espaces	-baisse de la production animale -baisse de revenus -taux élevé de mortalité -raréfaction des espèces prisées d'herbes	Moyen	Bonne	-transhumance -stockage des résidus des récoltes -réalisation des points d'abreuvement domestique -promouvoir la vulgarisation du fourrage -Promouvoir et vulgariser les nouvelles techniques pastorales : introduction des races améliorées	Tous les villages + Espace urbain
3	Forêt et faune	-dégradation du couvert végétal -hausse de la température -vents violents	-désertification -perte d'espèce floristique -migration de la faune -sols lézardés -érosion et baisse drastique de la fertilité de sols	-raréfaction du bois -disparition des espèces fauniques -manque à gagner pour les populations riveraines	Elevé	Moyen	-vulgariser les techniques d'agro foresterie et régénération naturelles assistée (RNA) -sensibilisation contre la coupe de bois	Tous les villages + Espace urbain

III.2.5. Synthèse sur la petite enfance

Tableau 20: Matrice de captage des données sur la petite enfance

Eléments/Secteur	Etat des lieux de la situation actuelle	Objectifs généraux	Principales activités à mener	Responsables/Partenaires
Enregistrement des naissances	-Existence d'un centre d'état civil au niveau de la commune et de 07 centres spéciaux d'état civil dans les chefs-lieux de cantons (Kongola Djiddéo, Djoala, Said, Kodek, Balaza Lawane, Alcali et Djoulgouf) -Existence de 08 centres de santé dans la commune (CSI Dougoi, Djarengol Kodek, Kongola Djiddéo, Kodek, Biriwo, Balaza Lawane, Balaza Alcali et Djoulgouf) -Enregistrement et déclaration des naissances : -En 2011 : sur 723 naissances enregistrées 630 déclarées soit 87%. -En 2012 : sur 859 naissances enregistrées 736 déclarées soit 85%. -En 2013 : sur 833 naissances enregistrées 752 déclarées soit 90%. -En 2014 : déjà 450 naissances enregistrées 410 déclarées soit 91%. Problèmes rencontrés : - Ignorance des parents et refus de déclarer les naissances. -Absence d'outils informatiques pour sauvegarder les données sur les naissances au niveau des CSI; -Absence de bâtiments abritant les centres spéciaux d'état civil ;	Augmenter sensiblement le taux d'enregistrement de naissance pour le passer à 100% d'ici 2017.	-Sensibiliser les parents sur l'importance des actes -Impliquer les chefs de quartiers/leaders d'opinion et les relais communautaires dans le processus -doter 08 ordinateurs pour sauvegarder les données (dans les 08 CSI de la commune) -construire et équiper 07 centres d'état civil (Kongola Djiddéo, Djoala, Said, Kodek, Balaza Lawane, Alcali et Djoulgouf)	MINATD COMMUNE PLAN CAMEROUN UNICEF DISTRICT DE SANTE DE MAROUA URBAIN

Vaccination	-taux de couverture vaccinale 2014 contre les hépatites B, tétanos et coqueluche chez les enfants de 0 à 5 ans est de 94% -DTc1/polio : 592 enfants vaccinés -DTc3/polio : 536 enfants vaccinés. -Problèmes rencontrés : -Réticence de certains parents sur la vaccinale des enfants. -Enclavement des villages en saison de pluie	Atteindre le taux de couverture vaccinale de 100% d'ici 2017	-Sensibiliser les populations sur l'importance de la vaccination et respect du calendrier (chez les femmes) -Doter de 08 motos AG tout terrain dans les CSI (soit 01 moto par CSI) et 16 vélos aux mobilisateurs sociaux/relais communautaire pour faciliter le déplacement inter-quartier/village.	MINSANTE UNICEF OMS DISTRICT DE SANTE DE MAROUA URBAIN COMMUNE
Nutrition	-340 cas de malnutris identifiés en 2013/2014 chez les enfants de 06 mois à 5 ans. -110 sévères sous Ploumpy Sup -330 modérés sous Ploumpy Nup -problèmes rencontrés : -l'anémie et l'insuffisance des vitamines -retard de croissance -rupture des compléments nutritifs par moment -refus de certains parents à accepter que leur enfant souffre de la malnutrition afin de les mettre sous traitement.	Renforcer la prise en charge des malnutris	- Organisation des séances de sensibilisation auprès des parents -Organisation des séances de formations pratiques sur la connaissance des aliments nutritifs - mettre à la disposition des structures sanitaires des compléments nutritifs en quantité suffisance.	MINSANTE PAM OMS CROIX ROUGE FRANCAISE ET CAMEROUNAISE PLAN-CAMEROUN DISTRICT DE SANTE DE MAROUA URBAIN
Paludisme	-36214 cas du paludisme identifiés en 2013/2014 -problèmes rencontrés : -Mauvaise utilisation de Moustiquaire Imprégnée de Longue Durée d'Année (MILDA) par les populations -Absence de Test de Diagnostic Rapide (TDR) pour le mobilisateur	Réduire le taux de mortalité du paludisme chez les enfants.	-Sensibiliser les populations sur l'utilisation systématique des MILDA -Doter le mobilisateur social/relais communautaire du TDR+ACT pour les cas de paludisme simple chez les enfants de 0 à 5 ans -Sensibiliser des populations sur la propreté autour des maisons.	MINSANTE PNLP OMS PLAN-CAMEROUN DISTRICT DE SANTE DE MAROUA URBAIN

	social/relais communautaire et ACT pour les cas de paludisme simple identifié.			
VIH/SIDA/OEV	-Existence des services des structures d'encadrement publiques et privées (ACAMAS, APEEF, ASSEJA, CENTRE SOCIAL DE MAROUA, etc.) -Problèmes rencontrés -abandon des enfants et leur placement dans les institutions/centres - Moyens financiers limités des parents -Difficultés de réinsertion socioprofessionnelle -Faible encadrement (absence de clôture) -Difficultés d'accès aux financements notamment les structures d'encadrement privées	Faciliter l'encadrement des Orphelins et Enfants Vulnérables	-fournir des appuis scolaires nutritionnels et sanitaires aux OEV -favoriser le partenariat avec les secteurs de la santé de l'éducation, les OSC pour le référencement en prise en charge des enfants vulnérables - construction d'un orphelinat	MINAS COMMUNE ACAMAS APEEF ASSEJA DISTRICT DE SANTE DE MAROUA URBAIN
Eau, hygiène et assainissement	-Existence de 04 forages industriels de la CDE qui alimentent les quartiers de la ville en eau potable. -Existence de 192 points d'eau potable (soit 27 dans la zone urbaine et 165 en zone rurale) Problèmes rencontrés : -insuffisance des points d'eau à une distance raisonnable des ménages -existence des points non fonctionnels -faible niveau de connaissance/utilisation des techniques de potabilisation de l'eau de boisson à domicile -absence de curage des ouvrages d'assainissement existant.	-Faciliter l'accès à l'eau potable dans les communautés -Assainissement du milieu	-Extension du réseau de la CDE dans les quartiers Louggé, Dougoi et Doursoungo -Construction/réhabilitation 63 points d'eau -curage des ouvrages d'assainissement existants (03 Louggéo, 01 Mayel Maire) -Création d'un chenal d'évacuation des eaux (Karal Woya-Louggéo-Ouro Loppé) -formation des communautés à l'utilisation des techniques de potabilisation de l'eau de boisson à domicile et la gestion des points d'eau	CDE COMMUNE ONG MINEE MINSANTE UNICEF ACAMAS

	-insuffisance des latrines publiques.		-construction de 18 latrines publiques répondant aux normes d'hygiène dans les marchés de Dougoi (10), Balaza Alcali (02), marché à bétail de Kongola Djolao (02), Souawo (02) et Guinadji (02).	
Education préscolaire et scolaire	-Existence de 08 écoles maternelles publiques et privées avec un effectif total de 697 élèves -34 élèves sans actes de naissance soit 4,87% -Existence de 35 écoles primaires publiques et privées avec un effectif total de 24162 -6218 élèves sans actes de naissance au primaire soit 25,73%. Problèmes rencontrés : -Refus d'envoyer les enfants à l'école -Insuffisance des structures de garde des enfants -Absence d'acte de naissance -insuffisance des infrastructures et équipements dans les établissements scolaires -insuffisance des enseignants qualifiés dans les établissements scolaires	Faciliter l'accès à l'éducation préscolaire	-Sensibilisation des parents sur l'établissement des actes de naissance -Etablissement de 34 actes de naissances aux enfants sans acte de la maternelle -Doter 35 les écoles en matériels didactiques pour enseignants et les élèves -Etablissement de 6218 actes de naissance des élèves au primaire -Construction des salles de classes et équipements en tables bancs dans les écoles primaires et maternelles -Construction des points d'eau et latrines dans les établissements scolaires	MINEDUB COMMUNE PNDP APEE IAEB UNICEF PAM

II.2.6. Développement de l'Economie Locale

Le développement de l'économie locale de la commune de Maroua 3^e est basé sur les activités économiques suivantes : l'agriculture, l'élevage, l'artisanat, le tourisme et l'offre des services. Ces activités sont réparties dans les trois secteurs : le secteur primaire, le secondaire et le tertiaire :

- **Secteur primaire** : C'est un secteur qui encadre les activités de production et d'extraction. Ce secteur est manifestement caractérisé par les activités agricoles et pastorales périurbaines. Le potentiel agricole est constitué des cultures du mil, sorgho, arachide, niébé, Voandzou, Coton, oignon et des cultures maraichères. L'élevage urbain et périurbain quant à lui concerne particulièrement les espèces bovins, ovins, caprins, porcins, et les volailles.

Les activités d'exploitation forestière restent la coupe de bois de chauffe en zone rurale pour les besoins d'utilisation domestique. On note également l'exploitation artisanale des ressources naturelles comme le sable dans les cours d'eau. Ces activités constituent des sources génératrices des revenus pour la commune, bien qu'elles soient dans la plus part informelles.

- **Secteur secondaire** : Le secteur secondaire concerne les activités de transformation. Ce dernier est caractérisé par la présence de quelques ressources minières telles que les carrières de sable et de gravier. Même si ces ressources constituent de sources de rentrées financières à la commune, il faut toutefois reconnaître que pour l'instant, elles sont exploitées de façon anarchique et non organisée. Par ailleurs, il n'existe pas dans la commune de véritables industries de transformation, encore moins de zone industrielle. Malgré cela, on note l'existence et le développement des activités artisanales liées aux domaines de la forge, de la soudure métallique, et de la menuiserie.

- **Secteur tertiaire** : Le secteur tertiaire regroupe les différents services offerts par les acteurs de l'économie locale. Il est surtout observable au niveau du centre urbain par les différents marchés et caractérisé par : les services de bureautique, le transport des biens et des personnes (agences de voyages, moto taxi), la téléphonie mobile (call box), les salons de coiffure, les chantiers de construction et les activités de l'hôtellerie et du tourisme.

Tableau 21: Synthèse des secteurs créateurs des richesses et d'emplois dans la commune

<u>Secteur</u>	<u>Potentialités et opportunités</u>	<u>Obstacles à lever</u>	<u>Axes stratégiques</u>	<u>Actions à entreprendre</u>	<u>AGR possibles</u>	<u>Emplois probables</u>
Agriculture	- Existence des terres fertiles - Possibilité d'exploiter les cultures à plusieurs cycles de production - Développement du maraîchage - Climat favorable à de nombreuses variétés - Existence des voix d'accès - Proximité des grandes métropoles - Existence des structures d'encadrement des producteurs - Disponibilité de la main d'œuvre - Grand potentiel de consommation	- Difficultés d'accès aux terres arables - Difficultés d'accès aux financements, - Difficultés de conservation - Pertes post récoltes très élevées, - Non maîtrise des circuits de commercialisation	- Améliorer la productivité pour booster la production - Créer de la richesse et des emplois	- Faciliter l'accès à la propriété foncière - Faciliter l'accès aux crédits - Construire les magasins de stockage, - Aménager les bas-fonds - Organiser et structurer les producteurs	- Achat et revente des produits agricoles à l'Etat naturel ou transformés - Exportation des produits dans les autres villes ou dans les pays voisins - Création d'une centrale d'achat et de vente des produits agricoles au niveau de la commune - Développement des services divers dans les bassins de production	- Auto emploi - Emplois temporaires - Emplois permanents - Besoin en main d'œuvre dans les unités de production, de conservation et commercialisation
Elevage	- Diversité du cheptel et des espèces animales - Disponibilité du fourrage	- Insuffisance et pauvreté des pâturages - Difficulté d'accès	- Promouvoir la pratique de l'élevage	- Renforcer les capacités techniques des éleveurs ;	- Construction de chambres froides ; 6 Construction de magasins de	- Auto emploi - Emplois temporaires

	-Disponibilité de l'espace pour la création des marres -Existence des services vétérinaires et zootechniques	- aux terres ; -Faible maîtrise des techniques d'élevage ; -Ravages des épizooties		-Faciliter l'accès aux crédits -Organiser et structurer les éleveurs - Accompagner et appuyer les éleveurs	- stockages des fourrages ; -Création des unités de transformation des produits d'élevage	-Besoin en main d'œuvre dans les unités de production, de conservation et commercialisation
Tourisme	-Existence des sites touristiques -Existence des services techniques du tourisme	-Absence d'une culture du tourisme -Insécurité ambiante -Absence d'un répertoire de sites touristiques -Sites non aménagés	-Développer le potentiel touristique	-Sensibiliser les populations sur l'importance du tourisme - Créer un répertoire des sites touristiques -Aménager les sites touristiques - Former des guides touristiques	-Construction des maisons d'accueil ou d'une auberge municipale - Ouverture des restaurants - Achat et vente des produits artisanaux	-Auto emploi -Emplois temporaires -Besoin en main d'œuvre et ressources humaines

III.3. Principaux problèmes et besoins identifiés et consolidés par secteur

Tableau 22: Problèmes consolidés-besoins et idées de projets dans le secteur Agriculture

N°	Secteur	Problème central	Principales causes	Principaux effets	Besoins et idées de projets
1	Agriculture	Faible productivité agricole	✚ Faible encadrement des producteurs - Insuffisance de subvention aux GICS - Mauvais fonctionnement des GICS/producteurs - Cherté des intrants agricoles ✚ Destruction animale et climatique - Présence des chenilles dévastatrices en début de saison pluvieuse - Perturbation du calendrier agricole ✚ Difficultés d'accès aux terres arables - Surexploitation des parcelles agricoles ✚ Faible mécanisation de la production - Utilisation du matériel rudimentaire - Utilisation des engrais inappropriés aux cultures ✚ Déficit d'infrastructures d'accompagnement - Insuffisance de postes agricoles - Insuffisance des puits maraîchers - Difficultés de conservation des produits maraîchers	- Baisse de la production et du rendement agricole - Faibles revenus familiaux - Absence de financements agricoles - Perturbation du calendrier agricole - Conflits agro-pastoraux - Faible rendement	✚ Renforcement de l'encadrement et de l'opérationnalisation des producteurs - Facilitation de l'obtention des crédits - Renforcement des capacités des GICS - Subvention de 08 grands groupes de producteurs (de Kongola Djiddéo, Kongola Said, Djarengol Alioum, Balaza Lawane, Alcali, Djoulgouf et Kodek) en intrants agricoles ✚ Renforcement des infrastructures d'accompagnement - Création d'un poste agricole à Kongola Said - Multiplication des puits maraîchers

Tableau 23: Problèmes consolidés-besoins et idées de projets dans le secteur Elevage

N°	Secteur	Problème central	Principales causes	Principaux effets	Besoins et idées de projets
2	Elevage	Faible productivité pastorale	✚ Faible encadrement des producteurs - Insuffisance de subvention aux GICS	- Baisse de la production et du	✚ Amélioration de l'encadrement des éleveurs

			- Mauvais fonctionnement des GICS/producteurs - Transhumance massive des bovins vers les yaérés, hors des frontières ✚ Déficit infrastructurel - Insuffisance des puits pastoraux - Difficultés de conservation des produits pastoraux - Absence d'un centre vétérinaire - Absence de bâtiments pour la DAEPIA Maroua 3^{ème} - Insuffisance de parcs vaccinogènes ✚ Faible transformation des produits dérivés de l'élevage - Faible production des asines/équins et volailles - Présence des maladies bactériennes bovines	rendement pastoral - Faibles revenus familiaux - Conflits agro-pastoraux - Prolifération des épizooties et zoonoses - Insuffisance d'aliments pour bétail - Faible taux de vaccination des animaux - pratique de la pisciculture peu développée - Faible production laitière en saison sèche - Diminution du cheptel - Difficultés de traitement et du suivi sanitaire du bétail ; - Découragement des éleveurs - Frein au développement économique	- Renforcement des capacités des GICs sur la production animale - Facilitation de l'obtention des crédits et subventions ✚ Renforcement de l'offre infrastructurelle - Construction d'un bâtiment pour abriter la DAEPIA de Maroua 3^{ème} - Création et construction d'un centre vétérinaire - Construction de 02 parcs vaccinogènes dans l'espace urbain - Construction d'un bain détiqueur à Dousoungo - Création et construction d'un abattoir à Doursoungo et Louggéo - Construction d'un abattoir à Kodek - Construction d'un puits pastoral à Kodek - Construction d'une Jumenterie à Kongola Djolao ✚ Promotion des activités pastorales - Distribution des prix aux meilleurs éleveurs de la commune
--	--	--	--	--	---

Tableau 24: Problèmes consolidés-besoins et idées de projets dans le secteur santé

N°	Secteur	Problème central	Principales causes	Principaux effets	Besoins et idées de projets
3	Santé	Difficultés d'accès aux soins de santé de qualité	✚ Carence en équipements et infrastructures - Insuffisance d'équipements sanitaires (lits, salles d'accouchement...) dans les CSI ✚ Carence de la ressource humaine - Insuffisance du personnel traitant ✚ Difficulté d'accès aux commodités de base - Coupures fréquentes d'électricité - Insuffisance des points d'eau dans les formations sanitaires - Cherté des produits pharmaceutiques (médicaments) - Faible utilisation des MILDA ✚ Enclavement des CSI - Mauvais état des routes	- Faible prise en charge des malades - Difficulté à évacuer les malades - Prolifération des maladies - Mauvaise gestion des déchets - Faible prise en charge des malades - Automédication - Intoxication médicamenteuse - Insécurité des malades - Difficultés d'approvisionnement en eau des patients - Récurrence des cas de maladies endémiques (malnutrition, paludisme)	✚ Renforcement de l'offre infrastructurelle et matérielle - Construction et équipement d'un nouveau bâtiment d'hospitalisation au CSI de Douggoi - Eriger le CSI de Douggoi en Hopital de District de Maroua 3^{ème} - Construction des infrastructures d'accueil dans les CSI - Equipement des formations sanitaires de la commune - Construction et équipement du CSI de Kongola Djiddéo - Création et construction du CSI de Douggoi Sararé - Création et construction du CSI de Doursoungo - Création et construction du CSI de Kongola Said - Création et construction d'un CSI à Yaéré Ouro Malloum ✚ Renforcement de l'offre en ressource humaine - Affectation de 01 Médecin 01 IDE, 02 IB et 04 AS au CSI de Douggoi ✚ Désenclavement des CSI - Aménagement de la route

					menant vers le CSI de Dougoi
--	--	--	--	--	------------------------------

Tableau 25: Problèmes consolidés-besoins et idées de projets dans le secteur Travaux publics

N°	Secteur	Problème central	Principales causes	Principaux effets	Besoins et idées de projets
4	Travaux Publics	Difficulté de circuler sur les routes	✚ Impraticabilité des routes - Faible entretien routier - Mauvais état des routes - Faible intervention de la communauté urbaine dans l'aménagement routier - Inondation des routes en saison des pluies ✚ Insuffisance et mauvais état des ouvrages de franchissement - Absence des canaux d'irrigation	- Dégradation des routes bitumées et en terre - Difficultés à se mouvoir - Dégradation des routes - Forte érosion - Inaccessibilité de certains villages et quartiers en saison de pluie	✚ <u>Aménagement des routes</u> - Projet de bitumage des axes routiers : (Route sali dairou-sous-préfet-mamadi-cimetière doursoungo, Route modibbo mogom-cimetiere doursoungo, Route adama sadjo-mission evangelique, Carrefour enieg-pont sarare, Route adama sadjo-hamadou djaouro madi, Route Carrefour shell-doursoungo, Route place des fêtes -ouro bikordi, Carrefour préfecture – barrière – Kodek, Barrière de pluie-Moulvoudaye-Université de Maroua, Grande mosquée dougoi-deux voies-doursoungo, Carrefour shell (ancien cimetière) résidence ministre moustapha, Deux voies dougoi-doursoungo, Gare routiere-doursoungo, Gare routiere -mayo kaliao, Ouro loppe-minera-residence yaya siddi-karal mayo kaliao, Ouro bikordi-lycee bilingue, Carrefour enieg-residence proviseur, Lycée classique ancien cimetière mayo kaliao, Pont vert carrefour shell-kara

					Woya, Townde Patch (Sabongari)-ouro Koultoumi-OuroNguendedji, Ouro polle, Ouro Koultoumi-chefferie Djiddéo, Ouro polle- chefferie Djolao) - Projet d'aménagement des routes secondaires à recharger avec la latérite compacte : (Goubéo- Ouro Madjeré-route Dougoi Université ; Ouro guiring-Ouro Djarendji- Ouro Kao Manou-route Dougoi ; Zouloum- Ouro Polle-Tanneuo ; Djoungo Ouro Bantadje (route Douggoi Kodek) ; Ndabala-Yambaram- Tchakao-biriwo-Ouro Sear-Domayo-Bagalaf ; Tchaloudi-Yaga ; Kodek- Yaga-Badéo) ✚ Multiplication des ouvrages de franchissement dans la commune
--	--	--	--	--	---

Tableau 26: Problèmes consolidés-besoins et idées de projets dans le secteur Education de base

N°	Secteur	Problème central	Principales causes	Principaux effets	Besoins et idées de projets
5	Education De Base	Difficultés d'accès à une éducation de base de qualité	✚ Déficit infrastructurel - Insuffisance de salles de classe et équipements dans les écoles maternelles et primaires - Existence d'établissements scolaires non clôturés - Absence d'aires de jeux - Ecoles non fonctionnelles ou abritées par d'autres écoles ✚ Faible offre d'encadrement - Insuffisance d'enseignants qualifiés dans toutes les	- Difficultés d'apprentissage des élèves - Mauvais suivi des élèves - Exposition des élèves aux maladies hydriques et du péri-fécal - Accentuation de la déperdition scolaire - Accidents récurrents	✚ Renforcement de l'offre en infrastructures - Construction de salles de classes dans les écoles primaires publiques : - EPA de Douggoi : 07 salles de classe - EPA de Doursoungo IA : 05 salles de classes - EPA de Doursoungo B : 3 salles de classes - EPA de Founangué IA: 5 salles de classes - EPA de Founangé IB : 03 salles de classe - EPB de Founangué I : 4 salles de classe - EP de Douggoi II : 05 salles de classe - EP de Douggoi III : 03 salles de classe - EP de Douggoi Troua : 02 salles de classe - EP de Founangué I : 4 salles de classe

			écoles primaires et maternelles  Difficile accès aux commodités de base - Absence de points d'eau dans certains établissements scolaires - Absence de latrines dans certains établissements scolaires - Carence de table-bancs		- EP de Kongola Djiddéo : 10 salles de classe - EP de TAmbadjam : 02 salles de classe - EP de Kongola Djidéo : 02 salles de classe - EP de Kongola Djolao : 02 salles de classe - EP de Kongola Said : 02 salles de classe - EP de Djarengol Dalil : 02 salles de classe - EP de Yambaram Ouro Kolore : 02 salles de classe - EP de Yambaram Tchakao : 02 salles de classe - EP de Kodek : 02 salles de classe - EP de Kodek Touppéré : 02 salles de classe - EP de Birio : 02 salles de classe - Construction de classes dans les écoles maternelles publiques - Construction des salles de classes à l'école maternelle de : EM de Founangué : 02 salles de classe - EM : Doursoungo : 02 salles de classe - EM de Louggéo : 02 salles de classe - EM d'Ouro Looppé : 02 salles de classe - EM de Douggoi : 02 salles de classe - EM de Kodek : 02 salles de classe - EM de Kongola Djalao : 02 salles de classe - EM de Kongola Djiddéo : 02 salles de classe - Construction d'une clôture à l'EPA de Doursoungo IIA et IIB - Construction d'une clôture à l'EPA de Founangué IIA et IIB - Construction d'une clôture à l'EPB de Founangué II - Construction d'une clôture à l'EP de Dougoi IV et Troua - Construction d'une clôture à l'EP de Founangué II  Amélioration de l'accès aux commodités de base pour les élèves - Equipement des écoles primaires publiques en tables bancs
--	--	--	--	--	--

					- EPA de Douggoi : 268 tables bancs - EPA de Doursoungo IA : 179 tables bancs - EPA de Founangué IA: 248 - EPB de Founangué I : 180 tables bancs - EP de Douggoi II : 93 tables bancs - EP de Douggoi III : 102 tables bancs - EP de Douggoi Troua : 100 tables bancs - EP de Founangué I : 77 tables bancs - Construction d'un point d'eau à l'EM de Bil de Founangué et Louggué - Construction d'une clôture à l'EP de Kongola Djoddéo - Construction d'une latrine à l'EPA de Doursoungo IIA et IIB - Construction d'une latrine à l'EPA Bil de Founangué IIA et IIB - Construction d'une latrine l'EP Bil de Founangué II - Construction d'une latrine à l'EP de Douggoi IV - Construction d'une latrine à l'EP de Troua
--	--	--	--	--	--

Tableau 27: Récapitulatif des besoins dans l'éducation de base

Village/quartier	Etablissement	Statut école	Effectifs et besoins			Salles de classe, équipement et besoins				
		(i)	Elèves	Enseignants	Besoins en enseignants	Nombre de salle	Table - bancs	Réfection salle	Construction	Besoins en table - bancs
					(ii)	(iii)		(ii)	(ii)	(v)
Douggoi	EMA Notre Dame	PRI	157	3	0	4	495	0	0	0
Douggoi	EMA Privée Bilingue la reference	PRI	91	3	0	1	265	1	1	0
Louggué	EMA de Louggué	PUB	78	2	0	4	50	0	0	0
Doursoungo	EMA de Doursoungo	PUB	71	2	0	3	25	1	0	11
Douggoi	EMA d'Application de	PUB	99	2	0	3	25	0	0	25

	Douggoi									
Founangué	EMA d'Application de Douggoi	PUB	87	1	0	4	55	1	0	0
Douggoi	EP d'Application de Douggoi	PUB	1173	13	7	13	332	0	7	255
Doursoungo	EP d'Application de Doursoungo IA	PUB	667	16	0	13	151	9	0	183
Doursoungo	EP d'Application de Doursoungo IB	PUB	576	10	0	6	151	0	4	137
Doursoungo	EP d'application Doursoungo II A	PUB	683	7	4	6	362	4	5	0
Doursoungo	EP d'Application de Doursoungo IIB	PUB	613	9	1	12	150	4	0	157
Lougguéo	EP Lougguéo	PUB	783	10	3	12	362	0	1	30
Founangué	EP d'Application de Founangué IIA	PUB	880	9	6	12	360	0	3	80
Founangué	EP d'Application de Founangué IB	PUB	657	12	0	12	150	2	0	179
Founangué	EP d'Application de Founangué IA	PUB	657	12	0	12	150	2	0	179
Founangué	EP d'Application de Founangué IIB	PUB	664	11	0	7	275	5	4	57
Douggoi	EP bilingue de Founangué I	PUB	540	8	1	6	223	4	3	47
Douggoi	EP bilingue de Founangué II	PUB	244	6	0	6	28	4	0	94
Founangué	EP de Douggoi Troua	PUB	410	4	3	6	223	0	1	0
Founangué	EP de Founangué II A	PUB	390	4	3	6	223	0	1	0
Founangué	EP de Founangué II B	PUB	574	4	6	6	223	0	4	64
Founangué	EP de Founangué II B	PRI	758	4	9	6	256	0	7	123
Douggoi	EP de Founangué IA	PRI	284	13	0	8	105	0	0	37
Douggoi	EPPL Douggoi	PRI	77	12	0	5	20	4	0	19
Douggoi	Institut Bilingue Coranique	PRI	77	12	0	5	20	0	0	19
Founangué	GSB référence	PUB	510	2	7	2	151	0	7	104
Doursoungo	EPC de Founangué Notre dame	PUB	613	10	0	12	150	1	0	157

Founangué	Abdoul-Hakim	PUB	664	11	0	7	275	2	4	57
Douggoi III (Ouro loppe)	Centre d'alphabétisation (CPFAM)	PUB	244	6	0	6	26	1	-2	96
Founangué	Centre d'alphabétisation de la (SAR/SM)	PUB	2006	10	23			3	33	1003
Douggoi	Centre d'alphabétisation de Doursoungo	PUB	0		0			0	0	0
Douggoi	Centre d'alphabétisation du Lycée Technique	PUB	0		0			0	0	0
Douggoi	Centre d'alphabétisation de Biri	PUB	0		0			0	0	0
Douggoi Biri	Centre d'alphabétisation du CAF Douggoi	PUB	0		0			0	0	0
Douggoi	EP de Douggoi I	PUB	2006	10	23	10	420	2	23	583
Douggoi	EP de Douggoi III	PRI	690	8	4	10	420	8	2	0
Douggoi	EP de Douggoi II	PUB	926	1	14	10	420	2	5	43
Douggoi	EP de Douggoi IV	PUB	856	9	5	10	420	0	4	8
Kongola	EM Kongola Djideo	PUB	23	2	0	1	60	1	0	0
Djarengol Kodek	EP Djarengol Kodek II	PUB	595	4	6	6	155	1	4	143
Djarengol Kodek	EP Djarengol Kodek I	PUB	605	6	4	6	155	1	4	148
Kongola (Djolao)	EPPI Garga Bobbore	PUB	690	10	2	10	250	4	2	95
Kongola (djolao)	EP Kongola Djolao	PUB	926	6	9	11	100	2	4	363
Kongola (djolao)	EMA Kongola Djolao	PUB	56	2	0	1	60	1	0	0
Kongola SAID	EP Kongla SAID	PUB	1205	3	17	10	160	4	10	443
Djarengol Alioum	EM kodek	PUB	81	2	0	0	59	0	1	0

Djarengol Alioum	EP kodek	PUB	823	5	9	6	88	2	8	324
Djarengol Alioum	EP Touppoure	PUB	543	6	3	0	60	0	9	212
Yambara-Tchakao	EP Yambara-Tchakao	PUB	161	2	1	3	12	0	0	69
Yambara Djoulgouf	EP Yambara Djoulgouf	PUB	51	2	0	0	0	0	0	26
Djoungouf	EP Djoulgouf	PUB	258	4	0	6	165	4	0	0
Ouro mayo	EP Domayo	PUB	110	2	0	0	25	0	0	30
Balaza Lawane	EP Balaza Lawane	PUB	572	6	4	8	250	2	0	36
Balaza Lawane	EP Balaza Lawane	PUB	195	1	2	1	0	0	0	98
Tchalloudi	EP Tchalloudi	PUB	46	1	0	0	0	0	0	23
Biriwo	EP Biriwo	PUB	274	4	1	6	55	0	0	82
Ouro ardo	EP Wouro ardo	PUB	95	1	1	0	0	0	2	48
Ibba Kaigama	EP Ibba Kaigama	PUB	348	3	3	3	0	1	3	174
Wouro Malloum	EP Yaéré Wouro Malloum	PUB	559	5	4	2	34	0	7	246
Wouro Malloum	EP Yaga Mango	PUB	216	3	1	2	55	0	2	53
Souawo	EP Souawo	PUB	359	2	4	0	0	0	6	180
Guinadji	EP Guinadji	PUB	200	4	0	5	98	2	0	2
Ngaba	EP Ngaba	PUB	184	3	0	0	0	0	3	92
Kaoudjiga	EP Kaoudjiga	PUB	98	2	0	0	0	0	2	49
Hodango	EP Hodango	PUB	117	1	1	0	0	0	2	59
Kalagari	EP Kalagari	PUB	254	4	0	0	0	0	4	127
Kongola	Ecole des parents	EP	57	0	1	0	0	0	1	29
Mayel	Ecole des parents	EP	35	0	1	0	0	0	1	18
Yaéré Ouro Kaigama	Ecole des parents	EP	39	0	1	0	0	0	1	20
Ngaba	Ecole des parents	EP	50	0	1	0	0	0	1	25
Farikou-Ngaba	Ecole des parents	EP	33	0	1	0	0	0	1	17
TOTAL			14336	124	120	127	3521	37	110	3857

Village/quartier	Etablissements	clôture	logt. Enst.	Nb bloc Ad	refect bloc de Ad	salle des profs	atelier et salle spécialisée	machine à écrire	Bibli	Infirm	labo
Douggoi	EMA Notre Dame	0	0	0	0	0	0	0	1	1	0
Douggoi	EMA Privée Bilingue la reference	0	0	0	0	1	0	0	1	1	0
Louguéo	EMA de Louguéo	0	0	0	0	1	1	0	1	1	0
Doursoungo	EMA de Doursoungo	0	0	0	0	1	0	0	1	1	0
Douggoi	EMA d'Application de Douggoi	0	0	0	0	1	0	0	1	1	0
Founangué	EMA d'Application de Douggoi	0	0	0	0	1	1	0	1	1	0
Douggoi	EP d'Application de Douggoi	0	0	0	0	1	0	0	1	1	0
Doursoungo	EP d'Application de Doursoungo IA	0	0	0	0	1	0	0	1	1	0
Doursoungo	EP d'Application de Doursoungo IB	0	0	0	0	1	1	0	1	1	0
Doursoungo	EP d'application Doursoungo II A	0	0	0	0	1	0	0	1	1	0
Doursoungo	EP d'Application de Doursoungo IIB	0	0	0	0	1	0	0	1	1	0
Louguéo	EP Louggueo	1	1	1	1	1	1	0	1	1	0
Founangué	EP d'Application de Founangue IIA	0	0	0	0	1	0	0	1	1	0
Founangué	EP d'Application de Founangue IB	0	0	0	0	1	0	0	1	1	0
Founangué	EP d'Application de Founangue IA	0	0	0	0	1	1	0	1	1	0
Founangué	EP d'Application	0	0	0	0	1	0	0	1	1	0

	de Founangue IIB										
Douggoi	EP bilingue de Founangue I	1	1	1	1	1	1	0	1	1	0
Douggoi	EP bilingue de Founangue II	1	1	1	1	1	1	0	1	1	0
Founangué	EP de Douggoi Troua	1	1	1	1	1	1	0	1	1	0
Founangué	EP de Founangué II A	1	1	1	1	1	1	0	1	1	0
Founangué	EP de Founangué II B	1	1	1	1	1	1	0	1	1	0
Founangué	EP de Founangué II B	1	1	1	1	1	1	0	1	1	0
Douggoi	EP de Founangué IA	1	1	1	1	1	1	0	1	1	0
Douggoi	EPPL Douggoi	1	1	1	1	1	1	0	1	1	0
Douggoi	Institut Bilingue Coranique	1	1	1	1	1	1	0	1	1	0
Founangué	GSB référence	1	1	1	1	1	1	0	1	1	0
Doursoungo	EPC de Founangué Notre dame	1	1	1	1	1	1	0	1	1	0
Founangué	Abdoul-Hakim	1	1	1	1	1	1	0	1	1	0
Douggoi III (Ouro loppe)	Centre d'alphabétisation (CPFAM)	1	1	1	1	1	1	0	1	1	0
Douggoi	EP de Douggoi I	1	1	1	1	1	1	0	1	1	0
Douggoi	EP de Douggoi III	1	1	1	1	1	1	0	1	1	0
Douggoi	EP de Douggoi II	1	1	1	1	1	1	0	1	1	0
Douggoi	EP de Douggoi IV	1	1	1	1	1	1	0	1	1	0
Kongola	EM Kongola Djideo	1	1	1	1	1	1	0	1	1	0
Djarengol Kodek	EP Djarengol Kodek II	1	1	1	1	1	1	0	1	1	0

Djarengol Kodek	EP Djarengol Kodek I	1	1	1	1	1	1	0	1	1	0
Kongola (Djolao)	EPPI Garga Bobbore	1	1	1	1	1	1	0	1	1	0
Kongola (djolao)	EP Kongola Djolao	1	1	1	1	1	1	0	1	1	0
Kongola (djolao)	EMA Kongola Djolao	1	1	1	1	1	1	0	1	1	0
Kongola SAID	EP Kongla SAID	1	1	1	1	1	1	0	1	1	0
Djarengol Alioum	EM kodek	1	1	1	1	1	1	0	1	1	0
Djarengol Alioum	EP kodek	1	1	1	1	1	1	0	1	1	0
Djarengol Alioum	EP Touppoure	1	1	1	1	1	1	0	1	1	0
Yambara-Tchakao	EP Yambara-Tchakao	1	1	1	1	1	1	0	1	1	0
Yambara Djoulgouf	EP Yambara Djoulgouf	1	1	1	1	1	1	0	1	1	0
Djoungouf	EP Djoulgouf	1	1	1	1	1	1	0	1	1	0
Ouro mayo	EP Domayo	1	1	1	1	1	1	0	1	1	0
Balaza Lawane	EP Balaza Lawane	1	1	1	1	1	1	0	1	1	0
Balaza Lawane	EP Balaza Lawane	1	1	1	1	1	1	0	1	1	0
Tchalloudi	EP Tchalloudi	1	1	1	1	1	1	0	1	1	0
Biriwo	EP Biriwo	1	1	1	1	1	1	0	1	1	0
Ouro ardo	EP Wouro ardo	1	1	1	1	1	1	0	1	1	0
Ibba Kaigama	EP Ibba Kaigama	1	1	1	1	1	1	0	1	1	0
Wouro Malloum	EP Yaéré Wouro Malloum	1	1	1	1	1	1	0	1	1	0
Wouro Malloum	EP Yaga Mango	1	1	1	1	1	1	0	1	1	0
Souawo	EP Souawo	1	1	1	1	1	1	0	1	1	0
Guinadji	EP Guinadji	1	1	1	1	1	1	0	1	1	0
Ngaba	EP Ngaba	1	1	1	1	1	1	0	1	1	0
Kaoudjiga	EP Kaoudjiga	1	1	1	1	1	1	0	1	1	0

Hodango	EP Hodango	1	1	1	1	1	1	0	1	1	0
Kalagari	EP Kalagari	1	1	1	1	1	1	0	1	1	0
Kongola	Ecole des parents									1	0
Mayel	Ecole des parents	1	1	1	1	1	1	0	1	1	0
Yaéré Ouro Kaigama	Ecole des parents	1	1	1	1	1	1	0	1	1	0
Ngaba	Ecole des parents	1	1	1	1	1	1	0	1	1	0
Farikou-Ngaba	Ecole des parents	1	1	1	1	1	1	0	1	1	0
Total		54	54	54	54	75	57	0	77	78	0

Tableau 28: Problèmes consolidés-besoins et idées de projets dans le secteur Arts et Culture

N°	Secteur	Problème central	Principales causes	Principaux effets	Besoins et idées de projets
6	Arts et Culture	Difficultés liées à la pratique et réalisation des activités culturelles	 Faible promotion des activités culturelles et de l'art local - Absence de musée d'art - Absence de festival culturel - Absence d'un répertoire d'artistes locaux - Absence d'un foyer communautaire - Absence de salle de cinéma - Absence de sites touristiques aménagés - Absence de bibliothèques	- Enracinement de la culture occidentale - Perte de l'identité culturelle locale - Difficulté de mobiliser les artistes - Faible promotion du cinéma local	 Renforcement de la promotion culturelle locale - Création d'un musée d'art - Création d'un foyer communautaire - Création d'une salle de cinéma - Création d'une bibliothèque municipale - Identification et mise en place d'un répertoire des artistes locaux

Tableau 29: Problèmes consolidés-besoins et idées de projets dans le secteur Promotion de la femme et de la famille

N°	Secteur	Problème central	Principales causes	Principaux effets	Besoins et idées de projets
7	Promotion de la femme	Faible promotion de la femme et de la	 Marginalisation de la femme - Poids de la tradition	- Faible épanouissement des femmes et de la jeune fille	 Lutte contre la marginalisation des

	et de la famille	famille	- Exposition des filles mères à la prostitution et VIH/SIDA ✚ Faible encadrement de la femme - Insuffisance du personnel d'encadrement - Insuffisance d'équipements et matériels au CPF - Difficultés de montage de projet par les associations féminines - Insuffisance des moyens financiers	- Mariages précoces - Faible financement des projets de femmes - Divorces Abusifs - Rejet des filles mères par la société	femmes et de la fille - Renforcement des capacités des femmes en montage des projets et création d'AGR - Organisation des campagnes de sensibilisation contre le mariage précoce et les autres pratiques culturelles néfastes ✚ Renforcement de l'encadrement de la femme et de la famille - Projet de réhabilitation et d'équipement du CPF de Dougoi en matériels d'hôtellerie, restauration, ustensiles de cuisine, ... - Financement des AGR des filles mères
--	-------------------------	---------	--	--	--

Tableau 30: Problèmes consolidés-besoins et idées de projets dans le secteur Affaires Sociales

N°	Secteur	Problème central	Principales causes	Principaux effets	Besoins et idées de projets
8	Affaires Sociales	Difficultés d'accès aux différents services offerts par les Affaires sociales	✚ Délaissement des personnes à besoin spécifique - Faible appui de l'ETAT/MINAS aux personnes handicapées - Insuffisance de l'appui de la commune. - Difficultés d'accès à l'habitat (rejet de demandes de lotissement pour les handicapés) ; - Eloignement des UPEC (Mokolo, Petté,	- Difficulté de déplacement et à communiquer des personnes handicapées - Exposition à la rue des orphelins et enfants abandonnés - Faible épanouissement des personnes vulnérables - Marginalisation des couches	✚ Amélioration du soutien aux personnes à besoins spécifiques - Facilitation d'obtention du lotissement aux handicapés - Organisation des sessions de formation aux petits métiers pour les personnes

		et Tokombéré) et charge virale (Yaoundé) - Stigmatisation et rejet par la société. - Absence de formations pour nécessiteux - Difficultés de réinsertion socioprofessionnelle (Absence d'équipement dans les ateliers) - Difficultés d'accès aux financements envoyés par l'Etat. - Lenteur administrative dans le traitement des dossiers  Faible organisation des personnes à besoins spécifiques - Evolution en rang dispersé ; - Difficultés d'accès aux financements ;  Faiblesse de l'offre infrastructurelle et matérielle - Délabrement des infrastructures existantes - Insuffisance d'équipements et matériels spécialisés  Non respect des normes sociales dans les constructions - Difficultés d'accès aux infrastructures et édifices publics (absence de rampes d'accès) ;	vulnérables (vieillards, handicapés moteurs, aveugles...) - Vulnérabilité aux maladies - Victimes de maltraitance et d'abus - Exposition à divers risques	vulnérables  Promotion de l'organisation des personnes vulnérables - Soutien à la création des pôles de regroupement des personnes vulnérables - Appui aux associations des personnes vulnérables  Amélioration de l'offre infrastructurelle et matérielle - Construction d'un orphelinat à 200 places à Dougoi -Réfection des bâtiments du CPFAM et APEEFC -Equiper des Centres sociaux en matériels - Sensibilisation sur le respect des normes dans la construction des édifices publics
--	--	--	--	--

Tableau 31: Problèmes consolidés-besoins et idées de projets dans le secteur Eau et énergie

N°	Secteur	Problème central	Principales causes	Principaux effets	Besoins et idées de projets
9	Eau	Difficultés d'accès à l'eau potable	 Faiblesse de l'offre en eau - Insuffisance des points d'eau potable - Coupures intempestives d'eau - Insuffisance de l'adduction	-Exploitation abusive des points d'eau existants - Détérioration des points d'eau - Consommation des eaux souillées - Récurrence des	 Renforcement de la capacité d'offre en eau potable - Extension du réseau d'adduction d'eau de la CDE dans les quartiers Doursoungo, Louggéo, Sararé et Douggoi ;Kongola - Traitement des points d'eau existants - Construction des forages à : 01 forage à Kongola

		d'eau - Absence de traitement de points d'eau (puits)	maladies hydriques	Djiddéo Garré, 01 forage à Ouro Kao Manou, 01 forage à Ouro Djarendji, 01 forage à Tchasdeo, 01 forage à Goubéo, 01 forage à Ouro Guiring, 01 forage à Djarengol Dalil, 01 forage à Ouro Bantadje, 01 Forage à Kongola Djolao garré, 01 forage à Touloum, 01 forage à Ouro pollé, 01 forage à Ouro K, 01 forage à Yonkola, 01 forage à Kongola Said garré, 01 forage à Yambaram, 01 forage à Ndabala, 01 forage à Kodek, 01 forage à Hodango, 01 forage à Sirataré, 01 forage à Touppéré, 01 forage à Ouro Kessoum, 01 forage à Madouwa et 01 forage à Balamré.
Energie	Difficultés d'accès à l'énergie électrique permanente	 Faiblesse de la capacité technique - Faible offre énergétique - Mauvais état des poteaux - Mauvaise qualité des câbles électriques - Disfonctionnement des transformateurs - Coupures intempestives du courant électrique ENEO - Faible exploitation des autres énergies (plaques solaires, biogaz etc...)  Cherté de la vie - Coûts élevés aux branchements électriques	- Faible développement des AGR - Inaccessibilité aux abonnements - Cas d'incendie des maisons	 Renforcement des capacités techniques énergétiques - Extension et renforcement des réseaux électriques existants Dougoi, Louggéo, Sararé, sur une distance de 03 Km ; - Kongola Djiddéo (Ouro Kouloumi, Ouro Kao Manou, Gouroré et Ouro Adoum sur une distance de 04 km ; - Kongola Djolao, Kongola Said (Yambaram, Ndabala, et Ouro Kaïgal) sur une distance de 04 km - Axe Kodek-Ibba-Yaéré-Yaga sur une diastance de 05 Km - Installation des poteaux électriques en béton et des câbles de bonne qualité dans tous les villages - Installation des transformateurs de forte capacité - Réduction du coût d'abonnement et de branchement au réseau ENEO  Promotion des sources alternatives d'énergie - Sensibilisation des populations sur les autres sources d'énergie - Montage et soumission des projets sur les énergies renouvelables
Assainissement	Faible	 Faiblesse dans la	- Insalubrité	 Renforcement de la promotion du WaSH

		assainissement de la commune	promotion du WaSH - Insuffisance des latrines publiques - Mauvaise utilisation des latrines dans les ménages - Absence de politique de gestion des eaux usées - Caniveaux défectueux et inexistants à certains endroits - Absence de curages des ouvrages d'assainissement	- Pollutions diverses - Défécation à l'air libre, - - Installation et récurrence des maladies hydriques et du péri fécal - Augmentation de la mortalité infantile	dans la commune - Organisation des campagnes de sensibilisation des populations sur le WaSH - Projet de construction de 05 blocs de 10 latrines publiques au marché de Douggoi - Construction d'un bloc de 02 latrines au marché de Kodek - Construction d'un bloc de 02 latrines au marché à bétail de Kongola Djolao - Projet d'élaboration d'un plan d'assainissement urbain
--	--	------------------------------	---	--	--

Tableau 32: Détails des besoins en eau potable

SITE	ETATS DE BESOINS HYDRAULIQUES			
	Types de points d'eau			
	Forage	Puits	Source	Autres
Doursoungo, Louggéo, Sararé, Douggoi et Kongola				Extension du réseau d'adduction d'eau de la CDE
Kongola Djiddéo Garré	1	0		
01 forage à Ouro Kao Manou	1	1		
01 forage à Ouro Djarendji	1	0		
01 forage à Tchasdeo	1	1		
01 forage à Goubéo	1	0		
01 forage à Ouro Guiring	1	0		
01 forage à Djarengol Dalil	1	2		
01 forage à Ouro Bantadje	1	0		
01 Forage à Kongola Djolao garré	2	0		

01 forage à Touloum	1	0		
01 forage à Ouro pollé	1	0		
01 forage à Ouro Kaou Manou	1	0		
01 forage à Yonkola	2	0		
01 forage à Kongola Said garré	1	0		
01 forage à Yambaram	1	0		
01 forage à Ndabala	1	0		
01 forage à Kodek	1	0		
01 forage à Hodango	2	0		
01 forage à Sirataré	2	0		
01 forage à Touppéré	1	0		
01 forage à Ouro Kessoum	2	0		
01 forage à Madouwa	1	1		
01 forage à Balamré	1	0		

Tableau 33: Problèmes consolidés-besoins et idées de projets dans le secteur Enseignements secondaires

N°	Secteur	Problème central	Principales causes	Principaux effets	Besoins et idées de projets
10	Enseignements secondaires	Difficultés d'accès aux enseignements secondaires	✚ Carence de la ressource humaine - Insuffisance d'enseignants qualifiés ✚ Carence en infrastructures et matériels - Insuffisance de salles de classe - Insuffisance des tables bancs - Insuffisance de matériels didactiques - Effectifs pléthoriques dans	- Mauvais encadrement des élèves - Faible taux de réussite - Faible épanouissement des élèves - Défécation à l'air libre - Difficulté d'approvisionnement des élèves en eau potable - Difficultés d'installation des enseignants - Retard scolaire - Déperdition scolaire - Occupation illicites des sites par les populations	✚ Renforcement de l'offre en personnel enseignant - Affectation d'enseignants qualifiés au lycée technique de Maroua ; - Affectation de 16 enseignants au lycée bilingue soit : 8 pour la section francophone et 08 pour la section anglophone (EPS 04, Mathématiques 04, Anglais 02, français 02, Histoire et géographie 04) ✚ Renforcement des infrastructures - Construction de 10 salles de classe avec rampes d'accès pour handicapés au lycée Bilingue de Maroua

			certaines classes ✚ Environnement indécant - Absence des logements d'astreinte - Absence de clôtures dans certains établissements - Insuffisance des latrines et points d'eau - Absence d'aires de jeux - Absence de points d'eau ✚ Mauvaise volonté parentale - Réticence des parents pour le paiement des frais exigibles et l'APEE	- Abandon des études par les élèves - Mariage précoce	- Construction de 02 blocs de 04 salles de classe équipées en tables bancs au Lycée de Maroua Kongola ; - Construction de 02 blocs de 04 salles de classe équipées en tables bancs au CES de Kodek - Construction de 02 blocs de 04 salles de classe équipées en tables bancs au Lycée de Balaza Alkali - Création et construction d'un CES à Doursoungo - Création et construction d'un CES à Ouro loppé - Création et construction d'un CETIC à Kongola Djiddéo - Création et construction d'un CETIC à Balaza Lawane - Equipement du lycée Bilingue de Maroua en 672 tables bancs - Equipement du centre multi media du Lycée Bilingue; - Equipement en 562 tables bancs au lycée technique de Maroua ; - Construction d'une clôture au lycée technique de Maroua ; - Construction et équipement d'un atelier de froid et climatisation au lycée technique ; - Construction de 04 salles de classe au Lycée Classique et moderne de Maroua ; - Equipement en 565 tables bancs au lycée classique et moderne de Maroua ; ✚ Assainir l'environnement scolaire - Construction de 5 latrines et 02 points d'eau potable au lycée classique et moderne ; - Construction de 03 points d'eau soit 01
--	--	--	--	--	--

					par secteur au Lycée Bilingue - Construction de 08 salles de classes à l'ENIET de Maroua (nouvellement créée et fonctionnelle) ; - Construction d'une clôture à l'ENIEG de Maroua ; 🚦 Education parentale -Organisation des campagnes de sensibilisation des parents sur le rôle des frais d'APEE
--	--	--	--	--	--

Tableau 34: Récapitulatif des besoins dans l'Enseignement Secondaire

Village/quartier	Etablissement	Coordonnées géographiques			Statut école	Effectifs et besoins										
		X	Y	Z		(i)	Elèves	Enseignants	Besoins en enseignants							
Founangué	Lycée Bilingue de Maroua	14,3382	10,6082	397	PUB	3702	25	37								
Founangué	Lycée Classique Moderne de Maroua	14,3397	10,6035	384	PUB	3577	15	45								
Founangué	Lycée Technique de Maroua	14,3413	10,6107	403	PUB	1509	12	13								
Kongola Djideo	Lycée Maroua- Kongola	14,3977	10,6143	375	PUB	1300	18	4								
Balaza Lawane	Lycée Balaza	14,4759	10,6923	359	PUB	850	14	0								
Djarengol Alioum	CES Kodek	14,4142	10,6663	380	PUB	251	4	0								
Douggoi	ENIEG de Maroua	14,3413	10,608	401	PUB	728	30	0								
Douggoi	ENIET de Maroua	14,3413	10,608	401	PUB	540	12	0								
Douggoi	Collège Abou Daoud	14,3413	10,6045	395	PRI	789	10	3								
Douggoi (Barrière)	Collège Zai Bin Sultan	14,365	10,6171	388	PRI	217	11	0								
		Salles de classe, équipement et besoins														
		Nombre de salle	Table - bancs	Réfection salle	Construction	Besoins en table - bancs	point d'eau	latrines	Bac à ordures	reboisement	clôture	logt. Enst.	salle des profs	Bibli	Infirm	labo
Village/ quartier	Etablissements															

Founangué	Lycée Bilingue de Maroua	56	936	0	6	915	0	0	0	0	0	0	1	1	1	0
Founangué	Lycée Classique Moderne de Maroua	46	1224	0	14	565	0	0	0	0	0	0	1	1	1	0
Founangué	Lycée Technique de Maroua	30	428	0	0	327	0	0	0	0	0	0	1	1	1	0
Kongola Djideo	Lycée Maroua-Kongola	16	522	0	6	128	2	4	2	1	1	1	1	1	1	0
Balaza Lawane	Lycée Balaza	10	255	0	4	170	2	2	2	1	1	1	1	1	1	0
Djarengol Alioum	CES Kodek	6	40	0	0	86	2	2	2	1	1	1	1	1	1	0
Douggoi	ENIEG de Maroua	6	250	1	6	114	0	0	0	0	0	0	1	1	1	0
Douggoi	ENIET de Maroua	8	205	1	1	65	0	0	0	0	0	0	1	1	1	0
Douggoi	Collège Abou Daoud	12	206	1	1	189	0	0	0	0	0	0	1	1	1	0
Douggoi (Barrière)	Collège Zai Bin Sultan	9	52	0	0	57	0	0	0	0	0	0	0	1	1	0

Tableau 35: Problèmes consolidés-besoins et idées de projets dans le secteur Emploi et formation professionnelle

N°	Secteur	Problème central	Principales causes	Principaux effets	Besoins et idées de projets
11	Emploi et formation professionnelle	Sous-développement du secteur de l'emploi et de la formation professionnelle	 Faiblesse de l'offre professionnelle - Faible circulation d'informations sur les offres d'emploi - Faible appui aux jeunes du secteur informel - Insuffisance du personnel d'encadrement - Coûts élevés des formations - Faible initiative de l'auto-emploi - Sous équipement du centre de formation professionnel (SAR/SM)	- Faible formation et insertion professionnelle - Difficulté d'accès aux métiers ; - Faible financement des activités des corps de métier - Sous information sur les offres - Chômage	 Renforcement de la promotion de l'emploi et de la formation professionnelle - Formation et subvention des jeunes à l'auto emploi - Projet de construction de 02 ateliers équipés à la SAR/SM de Maroua - Création et construction d'une SAR/SM à Kodek

			 Mauvaise foi des recruteurs - Rémunération en dessous du SMIG - Absence de contrat de service dans certains emplois - Non affiliation du personnel à la CNPS - Non déclaration des structures d'emplois		- Création et construction d'une SAR/SM à Kongola Djiddéo - Création et construction d'une SAR/SM à Kongola Djolao  Promotion de l'emploi pour tous - Sensibilisation des structures de travail sur la divulgation des offres et le code du travail
--	--	--	---	--	--

Tableau 36: Problèmes consolidés-besoins et idées de projets dans le secteur Travail et sécurité Sociale

N°	Secteur	Problème central	Principales causes	Principaux effets	Besoins et idées de projets
12	Travail et sécurité Sociale	Difficulté d'accès à un travail décent et à la sécurité sociale	 Précarité de l'emploi - Non affiliation de tous les travailleurs à la CNPS - Ignorance des textes relatifs à la sécurité sociale - Multiplication des emplois occasionnels, temporaires et saisonniers - Insuffisance des entreprises/sociétés d'emplois sérieux - Absence de mutuelles de santé - Non respect du Smig dans la paye - Absence des congés pour les employés - Absence d'une pension pendant la retraite	- Faible épanouissement des travailleurs. - Licenciements abusifs - Exploitation - Intérêts et droits des travailleurs bafoués - Démissions - Chômage - Misère	 Amélioration des conditions de travail - Sensibilisation des travailleurs sur leurs droits - Projet de création de 07 mutuelles de santé à Kongola Djiddéo, Kongola Djolao, Kongola Said, Djoulgouf, Balaza Lawane, Alcali et Kodek pour garantir la sécurité sociale des emplois occasionnels, temporaires et saisonniers

Tableau 37: Problèmes consolidés-besoins et idées de projets dans le secteur Tourisme et loisirs

N°	Secteur	Problème central	Principales causes	Principaux effets	Besoins et idées de projets
13	Tourisme et loisirs	Faible valorisation du tourisme	 Désintérêt du secteur touristique et des loisirs - Faible valorisation des sites touristiques - Insuffisance des moyens financiers - Faible promotion du tourisme	- Faible fréquentation des sites touristiques - Présence des établissements touristiques insalubres	 Promotion des activités touristiques et de loisirs - Projet d'aménagement d'un

			- Absence d'une ligne budgétaire communale destinée à la promotion du tourisme - Insuffisance des structures d'accueil - Refus de certaines structures à se conformer à la loi - Insécurité rampante dans la région		site touristique sur la chaîne de montagne Mayel Ibbé (N'DAPINIGUEL) - Aménagement d'un site touristique à Djoulgouf - Formation et sensibilisation des populations aux métiers et débouchés du tourisme
--	--	--	--	--	--

Tableau 38: Problèmes consolidés-besoins et idées de projets dans le secteur Forêts et Faune

N°	Secteur	Problème central	Principales causes	Principaux effets	Besoins et idées de projets
14	Forêts et Faune	Destruction de la biodiversité.	🚧 Délaissement dans le secteur des forêts et faune - Absence d'une forêt communautaire/communale - Non-respect de la réglementation en vigueur en matière de forêt et faune - Echec des politiques de reboisement - Octroi illégal des autorisations de coupe de bois - Coupe anarchique du bois de chauffe	- Perte de certaines espèces ligneuses - Déforestation - Rareté et cherté du bois de chauffe - Régression de la pluviométrie	🚧 Promouvoir la conservation des forêts et de la faune - Création de 02 vergers communautaires à Ouro Biri et Kongola Djiddéo - Création d'une forêt communale à Kongola Djolao - Création d'un parc zoologique à Ngaba

Tableau 39: Problèmes consolidés-besoins et idées de projets dans le secteur Environnement et Protection de la Nature

N°	Secteur	Problème central	Principales causes	Principaux effets	Besoins et idées de projets
15	Environnement et Protection de la Nature	Difficultés à protéger l'environnement et la nature	🚧 Faible promotion de la protection environnementale - Absence d'espaces verts aménagés - Absence d'appui aux clubs des amis de la nature	- Dégradation des sols et pollution de l'environnement - Réchauffement climatique - Utilisation anarchique et	🚧 Mise sur pied des politiques de protection de l'environnement et de la nature

			- Perturbation naturelle des écosystèmes - Insalubrité - Insuffisance des latrines publiques - Prolifération des plastiques	- abusive du bois de chauffe - Défécation à l'air libre - Intoxications humaines et animales	- Reboisement du périmètre urbain - Reboisement du site de l'Université à Kongola - Reboisement de la zone de Ngaba
--	--	--	--	--	---

Tableau 40: Problèmes consolidés-besoins et idées de projets dans le secteur Habitat et développement urbain

N°	Secteur	Problème central	Principales causes	Principaux effets	Besoins et idées de projets
16	Habitat et développement urbain	Faible développement de l'espace urbain	 Précarité et faible aménagement urbains - Surpopulation - Dégradation de la voirie urbaine - Présence des marécages en saison de pluie - Inexistence du schéma directeur d'urbanisme - Inexistence des documents actualisés de planification urbaine - Absence d'un plan d'occupation de sol (POS) - Insuffisance et dégradation des axes bitumés - Absence de curage des ouvrages d'assainissement (buses, dalots...) - Absence d'un chenal d'évacuation des eaux (KARA WOYA-LOUGGEO-OURO LOPPE) - Insuffisance d'éclairage public - Absence de logements sociaux - Absence de jardins publics  Désordre urbain - Constructions anarchiques - Occupation abusive des espaces urbains	- Insécurité ; - Développement et construction anarchique de la ville ; - Espaces non embellis ; - Prolifération des maladies hydriques et du péri-fécal - Pollution de l'environnement - Écroulement des maisons sur les rives des mayo et sur les flancs des montagnes	 Renforcement de l'aménagement urbain - Réhabilitation des voies principales et secondaires de : (Station first oil-centre de sante de dougoi, Station first oil-lycee technique, Centre de promotion de la femme et de la famille-barrière, Carrefour Enieg-digue mayel maire, Avenue double voies yaya siddi-doursoungo, Route Kongola Djiddéo-Djolao-route Bogo, Route Goubéo-Guiring-route Bogo, Route Ndabala-Yambaram Tchakao (Kongola Said), Route Kodek-Badeo, Route Kongola Djiddéo-Kongola Djolao-Kongola Said) - Projet de construction des ouvrages de franchissement sur des voies existantes : (03 ponceaux à louggeo) - Projet de construction des ouvrages de drainage des eaux fluviales (01 chenal à Mayel maire) - Création d'un chenal d'évacuation des eaux (karal woya-louggeo-ouro loppe) - Projet d'élaboration d'un Plan d'Occupation des Sols et schéma directeur - Construction de 100 logements sociaux dans la ville de Maroua 3^{eme}

					 Lutte contre le désordre urbain - Délogement des installations non autorisées
--	--	--	--	--	---

Tableau 41: Problèmes consolidés-besoins et idées de projets dans le secteur Domaines, Cadastre et affaires foncières

N°	Secteur	Problème central	Principales causes	Principaux effets	Besoins et idées de projets
17	Domaines, Cadastre et Affaires Foncières	Difficulté d'accès aux services des domaines, du cadastre et des affaires foncières.	 Désordre foncier - Occupation anarchique et illégale des espaces - Accaparement des terres par les chefs traditionnels - Absence d'un Plan d'Occupation du sol (POS)  Difficultés d'accès au titre foncier - Lenteurs administratives - Coût élevé du titre foncier - Ignorance des procédures d'obtention du titre foncier - Faible accès des femmes à la propriété foncière - Absence d'un plan cadastral	- Extension anarchique de la ville - Arrêt des chantiers, risque d'expropriation. - Litiges fonciers - Faible demande du titre foncier - Vente illégale des parcelles de terres	 Lutte contre le désordre foncier - Projet d'élaboration d'un plan cadastral - Projet d'élaboration d'un Plan de Gestion et d'Utilisation des Terres (PUGT)  Facilitation de l'obtention du titre foncier - Organisation des journées de sensibilisation sur les procédures d'obtention des titres fonciers - Plaidoyer pour la réduction de la durée des Procédures d'obtention du titre foncier

Tableau 42: Problèmes consolidés-besoins et idées de projets dans le secteur Recherche scientifique et innovation

N°	Secteur	Problème central	Principales causes	Principaux effets	Besoins et idées de projets
18	Recherche scientifique et	Difficultés d'accès aux produits de la recherche	 Faible valorisation de la recherche scientifique au niveau local - Mauvaise conservation des semences par	- Perte des semences - Utilisation des semences inappropriées	 Renforcement de la promotion de la recherche

	innovation	scientifique et de l'innovation	les producteurs - Mauvaise organisation des producteurs - Faible utilisation des semences améliorées - Faible vulgarisation des produits de la recherche - Ignorance de la recherche traditionnelle	- Baisse de la production et du rendement agricole - Mauvaise exploitation des sols cultivables - Non appropriation de la recherche scientifique - Non valorisation des plantes médicinales	scientifique au niveau local - Projet de renforcement des capacités des producteurs et vulgarisation des produits de la recherche. - Création des 07 points de vente de semences améliorées à Kongola Djiddéo, Djolao, Kongola Said, Balaza Lawane, Alcali, Djoulgouf et Kodek.
--	-------------------	---------------------------------	---	--	--

Tableau 43: Problèmes consolidés-besoins et idées de projets dans le secteur Commerce

N°	Secteur	Problème central	Principales causes	Principaux effets	Besoins et idées de projets
19	Commerce	Ralentissement des activités commerciales	 Faible offre en infrastructures marchandes - Mauvaise organisation des commerçants - Insuffisance des boutiques, hangars et entrepôts - Insuffisance de latrines et points d'eau potable dans les marchés  Niveau d'organisation bas des commerçants - Absence d'un répertoire des commerçants - Réticence des commerçants à se faire identifier - Non homologation des marchandises	- Avarice des produits - Intoxication alimentaire - Abus des clients - Exposition des commerçants aux intempéries - Insalubrité dans les marchés - Etalage des produits à même le sol - Mauvaise conservation des produits - Occupation illicite des espaces - Commerce peu développé et diversifié - Cherté des marchandises	 Relèvement de l'offre infrastructurelle - Construction de 50 hangars et 25 magasins au marché de Douggoi ; - Construction de 100 boutiques au marché de Douggoi ; - Construction de 10 latrines au marché de Douggoi ; - Construction d'un point d'eau potable au marché de Kodek ; - Construction de 04 hangars et 10 boutiques au marché de Kodek ; - Construction d'un bloc de 02 latrines publiques au marché de Kodek ; - Construction d'un hangar au marché de Souawo ; - Construction de 05 points d'eau potable au marché au marché de Douggoi ; - Construction de 04 hangars au marché de Guinadji ; - Construction de 08 hangars au marché

					de Balaza Alcali ; - Construction d'un hangar au marché de Kongola Djolao - Construction d'un bloc de 02 latrines au marché de Kongola Djolao ;  Renforcement de l'organisation des commerçants - Elaboration d'un fichier des commerçants - Organisation des campagnes d'identification des commerçants
--	--	--	--	--	---

Tableau 44: Problèmes consolidés-besoins et idées de projets dans le secteur Jeunesse et Education Civique

N°	Secteur	Problème central	Principales causes	Principaux effets	Besoins et idées de projets
20	Jeunesse et Education Civique	Faible épanouissement des jeunes	 Carence d'infrastructures et d'encadrement des jeunes - Insuffisance des lieux de loisirs - Coût élevé des formations de jeunes - Absence d'un local devant abriter la DAJEC - Méconnaissance des sources de financements des jeunes  Délinquance juvénile - Consommation abusive d'alcool et de stupéfiants - Mauvaise gestion des projets financés pour les jeunes	- Faible encadrement des jeunes - Niveau d'organisation faible des jeunes - Oisiveté - Exode rural - Vol, agressions - Sous scolarisation - Chômage et sous-emploi des jeunes - Déperdition scolaire	 Renforcement des infrastructures d'encadrement des jeunes - Projet de construction d'une DAJEC à Douggoi ; - Création et construction de 07 centres d'alphabétisation fonctionnelles : 01 à Kongola Djiddéo, 01 à Djolao, 01 à Kongola Said, 01 à Balaza Lawane, 01 à Balaza Alcali, 01 à Djoulgouf, 01 à à Kodek - Encadrement des jeunes et subvention de leurs projets  Lutte conte la délinquance juvénile -Sensibilisation des jeunes sur les méfaits de la consommation des stupéfiants

Tableau 45: Problèmes consolidés-besoins et idées de projets dans le secteur Sport et éducation physique

N°	Secteur	Problème central	Principales causes	Principaux effets	Besoins et idées de projets
21	Sport et éducation physique	difficultés liées à la pratique des activités sportives et d'éducation physique	 Carence en infrastructures sportives - Insuffisance d'aires de jeux aménagées - Absence d'un centre de formation multi disciplines  Manque d'intérêt pour le sport - Faible appui de la commune aux activités sportives - Faible appui aux associations sportives	- Récurrence des problèmes de santé (maladies cardio-vasculaires) - Faible encadrement aux couches sociales - Oisiveté des populations - Exode rural - Faible pratique des activités sportives	 Renforcement des infrastructures sportives - Projet de construction d'une DAJEC à Douggoi ; - Création et construction de 07 centres d'alphabétisation fonctionnelles : 01 à Kongola Djiddéo, 01 à Djolao, 01 à Kongola Said, 01 à Balaza Lawane, 01 à Balaza Alcali, 01 à Djoulgouf, 01 à Kodek  Promouvoir l'amour du sport dans la commune - Octroi des subventions aux associations sportives - Encadrement des jeunes et subvention de leurs projets sportifs

Tableau 46: Problèmes consolidés-besoins et idées de projets dans le secteur Petites et Moyennes Entreprises, Économie Sociale et Artisanat

N°	Secteur	Problème central	Principales causes	Principaux effets	Besoins et idées de projets
22	Petites et Moyennes Entreprises, Économie Sociale et Artisanat	Faible promotion de l'économie locale.	 Faible promotion de l'entrepreneuriat et des productions locales - Absence d'initiatives de création de PME - Insuffisance d'appuis financiers aux artisans - Coûts élevés de matières premières - Mauvaise organisation des artisans - fiscalités élevées pour création des PME	- Faible rendement des petits métiers et artisans. - Faible visibilité des artisans - Désistement des promoteurs et artisans locaux	 Renforcement de la promotion de l'entrepreneuriat local - Renforcement des capacités des artisans locaux et subvention des activités artisanales - Appui à la création des PME

			- Insuffisance du personnel d'encadrement - Ignorance des procédures de création d'entreprises		locales - Organisation des sessions de formation sur la création d'entreprises
--	--	--	---	--	---

Tableau 47: Problèmes consolidés-besoins et idées de projets dans le secteur Industries, mines et développement technologique

N°	Secteur	Problème central	Principales causes	Principaux effets	Besoins et idées de projets
23	Industries, mines et développement technologique	Non valorisation des ressources minières	 Exploitation anarchique des ressources minières - Secteur non réglementé - Exploitation anarchique des carrières existantes - Mauvaise organisation des exploitants de carrières - Insuffisance des industries de transformation des ressources minières	- Pollution de l'environnement - Cherté des produits miniers - Prolifération des maladies - Destruction des sites d'exploitation des carrières - Insécurité des exploitants	 Lutte contre l'exploitation anarchique - Subventionner les exploitants miniers locaux - Réglementer l'exploitation de la carrière de sable et de la latérite de Djoulgouf.

Tableau 48: Problèmes consolidés-besoins et idées de projets dans le secteur Transports

N°	Secteur	Problème central	Principales causes	Principaux effets	Besoins et idées de projets
24	Transports	Difficultés liées aux activités de transport urbain	 Faible organisation du secteur des transports - Coûts élevés d'établissements des permis de conduire - Lenteurs administratives dans l'obtention des permis - Insuffisance des taxis dans la ville - Mauvais état des routes - Mauvais fonctionnement des syndicats - Coût élevé du carburant à la pompe (675/litre) - Tracasseries des FMO  Incivisme des usagers - Réticence à l'usage des plaques d'immatriculation CEMAC - Refus de se conformer à la réglementation	- Difficultés à se mouvoir - Cherté du coût du transport - Mauvais stationnement des engins (voitures, moto) - Consommation du carburant frelaté - Récurrence des cas d'accident	 Renforcement du secteur des transports - Projet de création et construction d'un parc automobile - Création d'une fourrière municipale - Organisation des campagnes promotionnelles de permis de conduire - Création d'un cadre de concertation entre moto taximen, FMO et services de transport  Lutte contre l'incivisme des usagers - Sensibilisation des usagers à

			par les Moto taximen - Négligence des mesures de sécurité routière		respecter les consignes de sécurité et à se conformer à la réglementation
--	--	--	---	--	---

Tableau 49: Problèmes consolidés-besoins et idées de projets dans le secteur Postes et télécommunications

N°	Secteur	Problème central	Principales causes	Principaux effets	Besoins et idées de projets
25	Postes et télécommunications	Faible développement des postes et télécommunications	 Faible divulgation des services des postes et télécommunication - Faible fréquentation des services des postes - Perturbations des réseaux - Coût élevé des connexions internet	- Faible appropriation des TIC par les populations ; - Difficultés à communiquer	 Renforcer la vulgarisation des postes et télécommunication - Création des télé-centres communautaires - Projet d'installation de nouveaux piliers de téléphonie mobile (Camtel, Orange, MTN et nexttel) dans les villages

Tableau 50: Problèmes consolidés-besoins et idées de projets dans le secteur Communication

N°	Secteur	Problème central	Principales causes	Principaux effets	Besoins et idées de projets
26	Communication	Faible couverture du réseau de communication	 Carence d'infrastructures de communication - Absence de kiosque à journaux dans l'espace communal - Moyens financiers limités pour former/recycler le personnel des médias - Insuffisance du personnel de médias - Faible rayon de couverture des radios communautaires	- Sous information de la population - Ignorance	 Renforcement des infrastructures de communication - Création des Kiosques à journaux - Augmentation du temps de radiodiffusion en langues locales (Radios Communautaires et CRTV) - Projet d'aménagement d'espaces aux exploitants de call- box

Tableau 51: Problèmes consolidés-besoins et idées de projets dans le secteur Administration territoriale, décentralisation, sécurité et maintien de l'ordre

N°	Secteur	Problème central	Principales causes	Principaux effets	Besoins et idées de projets
27	Administration territoriale, décentralisation, sécurité et maintien de l'ordre	Difficultés d'accès aux services de l'Administration territoriale, décentralisation, sécurité et maintien de l'ordre	 Problème de leadership - Appropriation abusive des terres par les autorités traditionnelles - Difficultés dans la délimitation du territoire/chefferie (limites et superficies)  Insécurité - Insuffisance du personnel de sécurité - Inondation - Tracasseries des FMO	- Litiges fonciers entre chefs traditionnels - Conflits fonciers - Dégâts matériels et perte en vies humaines	 Renforcement de la sécurité des personnes et des biens - Construction de digues de protection contre les inondations à Ouro Biri, dans le canton de Kongola Djiddéo, Kongola Djolao, Kongola Said et Kodek

Tableau 52: Problèmes consolidés-besoins et idées de projets dans le secteur Enseignement supérieur

N°	Secteur	Problème central	Principales causes	Principaux effets	Besoins et idées de projets
28	Enseignement supérieur	Difficultés d'accès à l'enseignement supérieur	 Carence en infrastructures - Insuffisance d'enseignants qualifiés - Insuffisance d'amphithéâtres - Dispersion des sites de cours - Absence des infrastructures sportives - Pauvreté des parents - Insuffisance d'appui aux étudiants	- Difficultés à poursuivre les études supérieures - Baisse de la qualité des enseignements et des résultats académiques - Insécurité des étudiants - Mauvaises conditions d'étude	 Renforcement de l'offre infrastructurelle - Doter l'Université des infrastructures - Construction et équipement d'une cité universitaire - Trouver un site fixe pour les écoles supérieures  Renforcement des ressources humaines - Recruter et affecter les enseignants  Encouragement de l'accès à l'enseignement supérieur - Octroi des bourses au moins par an aux bacheliers dans la commune de Maroua 3^e

Tableau 53: Problèmes consolidés-besoins et idées de projets dans le secteur Gouvernance locale

N°	Secteur	Problème central	Principales causes	Principaux effets	Besoins et idées de projets
29	Gouvernance locale	Difficultés d'accès à une gestion locale de qualité	 Faible implication des populations dans la gestion locale - Mauvaise gouvernance - Réduction de la délégation de pouvoir dans les services  Incivisme des parents - Retard dans la déclaration des naissances - Abandon des actes de naissances	- Non implication des populations dans la gestion locale - Sous information des populations - Sous scolarisation	 Implication des populations à la gestion des affaires locales - Sensibiliser les conseillers à restituer les travaux des sessions des conseils municipaux auprès des communautés  Education des populations - Organiser des séances de distribution des actes de naissances par la commune - Organiser des séances de sensibilisation pour parler de l'importance de l'acte de naissance

CHAPITRE IV : PLANIFICATION STRATEGIQUE

IV.1 Vision et objectifs du PCD

Le Cameroun dans sa volonté d'atteindre l'émergence s'est fait une vision de développement qui repose sur le Document Stratégique pour la Croissance et l'Emploi (DSCE). L'objectif supérieur de cette vision est d'optimiser la Croissance et l'Emploi sur l'étendue du territoire national. Le PCD de Maroua 3^{ème} en tant que document stratégique au niveau local tire ses fondements du DSCE. Dans la même lancée, il entend « *faire de la commune à court, moyen et long terme, un espace économiquement viable dans lequel toutes les populations ont un emploi et s'épanouissent pleinement, et où des changements positifs profonds et pérennes sont observés* ».

L'objectif de ce PCD est donc comme nous l'avons déjà dit de servir de levier à un développement durable au sein de la commune. De manière spécifique, le PCD de Maroua 3^{ème} vise à :

- Donner les grandes lignes du développement de la commune et servir de repère pour toutes les actions de développement ;
- Permettre une meilleure appropriation du développement de la commune par tous les acteurs locaux ;
- Stimuler et soutenir les initiatives locales de développement ;
- Amener les populations locales à participer activement et à suivre toutes les étapes du processus de développement ;
- Redéfinir et réorienter les rapports entre la commune, ses populations et les élites ;
- Rendre fluide la communication et les informations entre toutes les parties prenantes au développement local afin de mieux mesurer les besoins, les enjeux et les intérêts ;
- Fournir aux bailleurs de fonds et partenaires au développement une banque de projets prêts à l'implémentation.

Les objectifs et la vision du PCD de Maroua 3^{ème} ne sauraient être atteints sans la prise en compte des besoins présentés par les populations à la base et des idées de projet nées de ces problèmes. Ainsi, cette vision de développement repose sur la mise en œuvre des différents microprojets prioritaires élaborés ainsi que des axes de renforcement identifiés pour agir sur les problèmes recensés, leurs causes et leurs effets. En bref, il est impérieux que les cadres logiques issus de la consolidation des données des diagnostics soient mis en œuvre afin d'assurer le succès l'aboutissement de ce document.

IV.2. Cadres logiques par secteur

Le cadre logique est un outil important de planification qui permet l'élaboration des projets bien conçus en couvrant les éléments essentiels dans un tableau. Il permet d'établir le lien entre les ressources du projet, son objectif global (but), son objectif spécifique ainsi que les résultats escomptés et les activités y afférents sans oublier les hypothèses pouvant influencer la réussite ou l'échec des interventions.

Les tableaux suivants présentent les cadres logiques permettant la mise en œuvre des projets identifiés dans la phase des diagnostics.

Tableau 54: Cadre logique du secteur de l'Agriculture

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif supérieur (DSCE)	Assurer une production durable en quantité et en qualité dans les filières agricoles	Part de la production agricole dans le PIB	Enquête INS, ECAM	Les appuis divers sont déployés pour soutenir la production dans les filières agricole	Nombre d'appui déployés	▸ Rapports et données d'enquêtes
Objectif global (Objectif de développement)	Améliorer la productivité agricole	▸ Niveau/taux d'accroissement des revenus agricoles ▸ Niveau/taux de réduction des pertes post-récoltes	▸ Rapports du MINADER ▸ Rapports des producteurs agricoles	▸ Les conditions climatiques sont favorables	▸ Hauteur des précipitations ▸ Températures moyennes ▸ Cycle des pluies	▸ Rapports météorologiques
Objectifs spécifiques	OS1 : Faciliter l'accès aux semences améliorées, nouvelles techniques, intrants et crédits à 08 grands groupes de producteurs de la commune	▸ Nombre de groupes de producteurs ayant reçu des intrants, semences et crédits	▸ Rapports du MINADER ▸ Enquêtes de terrain	▸ Les groupes de producteurs bénéficient des appuis des partenaires et sont réceptifs aux nouvelles techniques agricoles	▸ Nombre et types d'appui reçus des partenaires ▸ Types de nouvelles techniques adoptées	▸ Rapports du MINADER
	OS 2 : Organiser les agriculteurs en groupes structurés	▸ Nombre de groupes structurés mis sur pied	▸ Rapports du MINADER	▸ Les agriculteurs acceptent d'être organisés en coopératives	▸ Nombre de coopératives mises sur pied	▸ Rapports du MINADER
	OS3 : Réduire les pertes post-récoltes	▸ Nouveaux taux de pertes post-récoltes	▸ Rapports du MINADER ▸ Rapports des producteurs	▸ Les appuis divers sont déployés pour maîtriser les pertes post-récoltes	▸ Nouvelles infrastructures et techniques de conservation	▸ Rapports du MINADER ▸ Rapports des producteurs

	OS 4 : Développer les infrastructures agricoles	› Nombre d'infrastructures agricoles construites et/ou réhabilitées	› Rapports du MINADER › Rapports des producteurs	› Les appuis divers sont déployés pour la construction ou la réhabilitation des infrastructures	› Nombre d'infrastructures agricoles construites et/ou réhabilitées	› Rapports du MINADER › Rapports des producteurs
Résultats (Axes stratégiques)	1. L'accès aux semences, nouvelles techniques, intrants et crédits est facilité à 08 grands groupes de producteurs	› 21 campagnes de sensibilisation menées › 08 grands groupes de producteurs bénéficiaires › Niveau/taux d'accroissement de la production agricole	› Rapports du MINADER	› Producteurs sont désireux de recevoir des appuis › Les groupes de producteurs sont encadrés	› Nombre de producteurs désireux de recevoir des appuis	› Rapports du MINADER
	2. Les agriculteurs sont organisés en groupes structurés	› 20 Coopératives simplifiées mises sur pied › Nombre de producteurs organisés › Rendements agricoles	› Rapports du MINADER	› Les agriculteurs acceptent d'être organisés en coopératives	› Nombre de Coopératives simplifiées mises sur pied	- Dossiers de création de coopératives déposés à la DDADER - Rapports MINADER
	3. Les pertes post-récoltes sont réduites	› Pourcentage des pertes pré-récoltes › 2500 fiches techniques distribuées	› Rapports du MINADER	› Les producteurs maîtrisent les techniques de conservation et de transformation	› Nombre de groupes formés	› Rapports du MINADER › Rapports des formations

	4. Les infrastructures agricoles sont développées	▸ 100 km de pistes agricoles aménagées ▸ 01 poste agricole construit	▸ Rapports du MINADER	▸ Les pistes agricoles sont aménagées ▸ Des nouveaux postes agricoles sont créés ▸ Les magasins de stockage sont construits	▸ Km de pistes agricoles améliorées ▸ Nombre de postes agricoles construits ▸ Nombre de magasins construits	▸ Rapports du MINADER
Activités						
Pour R1		Pour R2		Pour R3		Pour R4
1.1 Organisation dans la Commune de 21 séances de formation sur les nouvelles techniques agricoles et l'utilisation des semences et intrants, ainsi que le processus de demande de crédits (21 x 200 000 F CFA = 4 200 000 F CFA)		2.1 Organisation de 21 séances de sensibilisation sur l'importance, le processus de mise en place, l'adhésion et le fonctionnement des coopératives agricoles (21 x 100 000 F CFA = 2 100 000 F CFA) 2.2 Facilitation de l'organisation des assemblées générales constitutives de 20 Coopératives agricoles dans la commune (20 x 250 000 F CFA = 5 000 000 F CFA)		3.1 Organisation d'une séance de formation sur les techniques de conservation des produits et de marketing dans les 20 villages et l'espace urbain de la commune (21 x 200 000 F CFA = 4 200 000 F CFA) 3.2 Production et distribution de 2 500 fiches techniques sur le conditionnement des principaux produits agricoles de la commune (2 500 x 500F CFA = 1 250 000 F CFA)		4.1. Aménagement d'au moins 100 Km de pistes agricoles à Balaza Alcali, Balaza Lawane, Kodek, Djoulgouf, Guinadji et Kongola (100 x 1 000 000 F CFA = 100 000 000 F CFA) 4.2 Création et construction de 01 poste agricole à Kongola Saïd (01 x 30 000 000F CFA = 30 000 000 F CFA) 4.3 Création et construction de 01 poste agricole à Balaza Alcali (01 x 30 000 000F CFA = 30 000 000 F CFA) 4.4Construction de 01 forage maraîcher dans chacun des sept cantons de la commune (07 x 10 000 000F CFA = 70 000 000 F CFA) 4.5Construction de 16 magasins de stockage à Kongola djiddeo, Gorore, Kongola Said, Ouro mayo, Tanneuo, Karadjidji, Djarengol dalil,
1.2 Octroi des semences, matériels et intrants à 08 grands groupes de producteurs de la commune (8 x 1 000 000 F CFA = 8 000 000 F CFA)		2.3. Appui à la légalisation de 20 Coopératives agricoles (20 x 50 000F CFA = 1 000 000 F CFA) 2.4. Sensibiliser les organisations paysannes dans les 20 villages et dans l'espace urbain à se regrouper en Coopératives agricoles (21 x 50 000F CFA = 1 050 000 F CFA)				

			Ouro lougga, Ouro kaou ibbao, Matakamré, Karagari 2, Toupperé, Yambaram, Kaoudjiga, Guinadji, Kongola djolao et Balaza Alcali (16 x 12 000 000F CFA = 192 000 000 F CFA
12 200 000 F CFA	9 150 000 F CFA	5 450 000 F CFA	422 000 000 F CFA
Total estimatif			448 800 000 F CFA

Tableau 55: Cadre logique secteur de l’Elevage

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif supérieur (DSCE)	Assurer une production durable en quantité et en qualité dans les filières animales	- Part de la production animale dans le PIB - Part de la production halieutique dans le PIB	▸ Enquête INS, ECAM	Les appuis divers sont déployés pour soutenir les productions animales et halieutiques	Nombre d'appui déployés	▸ Rapports et données d'enquêtes
Objectif global (Objectif de développement)	Améliorer la productivité pastorale et/ou halieutique	▸ Niveau/taux d'accroissement de l'élevage du grand et du petit bétail ▸ Niveau/taux d'accroissement des revenus issus de l'élevage ▸ Niveau/taux d'accroissement de la consommation de viande dans les ménages ▸ Niveau/taux de réduction des animaux en divagation dans les villages	▸ Rapports du MINEPIA ▸ Rapports des éleveurs	▸ Absence d'épizooties	▸ Taux de mortalité dans les élevages	▸ Rapports MINEPIA
Objectifs spécifiques	OS1 : Inciter les populations à pratiquer plus d'élevage	▸ Taux de la population investie dans l'élevage ▸ Nombre des cheptels	▸ Rapports du MINEPIA ▸ Rapports des éleveurs	▸ Les populations sont disposées à pratiquer plus d'élevage ▸ Absence d'épizooties	▸ Taux de la population investie dans l'élevage ▸ Taux de mortalité dans les élevages	▸ Rapports du MINEPIA ▸ Rapports des éleveurs ▸

	OS 2 : Renforcer l'encadrement technique des éleveurs	▸ Nombre d'éleveurs/groupes d'éleveurs ayant reçu des appuis techniques	▸ Rapports du MINEPIA ▸ Rapports des éleveurs ▸	▸ Les appuis divers sont déployés pour renforcer l'encadrement technique et opérationnel des éleveurs	▸ Taux d'éleveurs ayant bénéficié des encadrements techniques	▸ Rapports du MINEPIA ▸ Rapports des éleveurs ▸ Rapports des séances de formation
	OS 3 : Développer les infrastructures d'élevage	▸ Nombre d'infrastructures d'élevage construites et/ou réhabilitées	▸ Rapports du MINEPIA ▸ Rapports des éleveurs ▸	▸ Les appuis divers sont déployés pour la construction ou la réhabilitation des infrastructures	▸ Nombre d'infrastructures d'élevage construites et/ou réhabilitées	▸ Rapports du MINEPIA ▸ Rapports des éleveurs
Résultats (Axes stratégiques)	1. L'intérêt des populations locales pour l'activité d'élevage est accru	▸ Niveau/taux d'accroissement du nombre d'éleveurs ▸ 2500 fiches synthèse distribuées	▸ Rapports du MINEPIA	▸ Les populations ont conscience des avantages des productions animales et du potentiel local dans ce secteur	▸ Taux de la population actif dans les productions animales	▸ Rapports MINEPIA ▸ Rapports et données d'enquêtes
	2. L'encadrement technique des éleveurs dans les activités de la production animale est renforcé	▸ 21 campagnes de sensibilisation menées ▸ 01 plaidoyer mené ▸ Nombre de personnel affecté dans les structures ▸ Nombre de groupes d'éleveurs bénéficiant des appuis des programmes et projets exerçant dans l'élevage	▸ PV de réception des infrastructures construites ▸ Rapports d'activités	▸ Les groupes d'éleveurs sont encadrés (Appuis technique, financier et en intrants)	▸ Nombre de poste agricole fonctionnel dans la commune ▸ Nombre de programmes et projets intervenant dans la commune	▸ Rapport MINEPIA

	3. Les infrastructures d'élevage sont développées	▶ 01 plaidoyer mené ▶ 01 centre vétérinaire créé et construit ▶ 02 parcs vaccino-gènes construits ▶ 01 forage pastoral ▶ 02 abattoirs ▶ 01 centre d'élevage crée	▶ Rapports du MINEPIA	▶ Les aires d'abattage sont aménagées ▶ Des puits pastoraux et parcs vaccino-gènes sont construits	▶ Nombre de tueries et aires d'abattage aménagées ▶ Nombre de puits pastoraux et parcs vaccino-gènes construits	▶ Rapports du MINEPIA ▶
--	---	---	-----------------------	---	--	----------------------------

Activités

Pour R1	Pour R2	Pour R3
1.1 Organisation dans chacun des 20 villages et l'espace urbain de la Commune des séances de sensibilisation sur le potentiel local et les avantages de l'élevage et de la pisciculture (21 x 100 000F CFA = 2 100 000 F CFA)		3.1. Mener des actions de plaidoyer auprès du MINEPIA pour la construction de la DAEPPIA de Maroua III (01 x 250 000F CFA = 250 000 F CFA) 3.2 Création et construction d'un centre vétérinaire à Douggoi (01 x 20 000 000F CFA = 20 000 000 F CFA) 3.3 Création et construction d'un centre d'élevage à Douggoi (01 x 20 000 000F CFA = 20 000 000 F CFA)
1.2 Organisation dans chacun des 20 villages et l'espace urbain de la Commune des campagnes de vulgarisation des cultures fourragères et de la pisciculture (21 x 100 000F CFA = 2 100 000 F CFA)	2.1. Organisation dans chacun des 20 villages et l'espace urbain de la Commune des séances de formation des éleveurs sur les techniques d'élevage et le suivi des bêtes (21 x 200 000F CFA = 4 200 000 F CFA) 2.2. Organiser des réunions de plaidoyer auprès du MINEPIA et des autorités compétentes pour la multiplication des CZV et l'affectation du personnel (01 x 100 000F CFA = 100 000 F CFA)	3.4. Construction de 02 parcs vaccino-gènes dans l'espace urbain de la commune (02 x 10 000 000F CFA = 20 000 000 F CFA) 3.5. Construction d'01 forage pastoral à Kodek, Balaza Alcali et Guinadji (03 x 12 000 000F CFA = 36 000 000 F CFA) 3.6. Construction de 02 aires d'abattage à Doursoungo et Kodek (02 x 10 000 000F CFA = 20 000 000 F CFA)
1.3 Production et distribution de 2 500 fiches synthèse présentant les conditions à remplir pour avoir accès aux appuis des projets dans le secteur de l'élevage (2 500 x 500F CFA = 1 250 000 F CFA)		
5 450 000 F CFA	4 300 000 F CFA	116 250 000 F CFA

Total estimatif	126 000 000 F CFA
-----------------	-------------------

Tableau 56: Cadre logique secteur de la Santé

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif supérieur (DSCE)	Au moins 70% de la population de la commune de Maroua III ont accès à une formation sanitaire à l'horizon 2020	Proportion de districts de santé consolidés ; - Ratio professionnel de santé/population (au moins 1,5 pour 1000 habitants) ; - Proportion de la population desservie par une formation sanitaire fonctionnelle située à une heure de marche (une formation sanitaire à une heure de marche pour au moins 70% de la population) ; - Dépense publique de santé par habitant.	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	Les appuis divers sont déployés pour l'accès des populations à une formation sanitaire	Nombre d'appuis déployés	› Rapports et données d'enquêtes
Objectif global (Objectif de développement)	Promouvoir l'accès aux soins de santé de qualité	Proportion de personnes ayant accès aux services de santé de qualité.	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)	› L'accès aux soins de santé de qualité est promu	› Nombre de personnes ayant accès aux soins de qualité	› Rapports et données d'enquêtes
Objectifs spécifiques	OS1 : Doter les centres de santé en infrastructures et en matériels adéquats	› Nombre de centres de santé dotés en infrastructures et en matériels	› Rapports MINSANTE › Données d'enquêtes	› Les infrastructures sont construites et les matériels mis à la disposition des centres de santé	› Nombre d'infrastructures construites › Nombre et types de matériels mis à la disposition des centres	› Rapports et données d'enquêtes

	OS 2 : Renforcer les centres de santé de la commune en personnels qualifiés	▶ Nombre de personnels affectés dans les centres de santé	▶ Rapports et données d'enquête ▶ Actes d'affectation des personnels	▶ Les personnels sont affectés dans les centres ▶ Les personnels affectés se rendent dans leurs lieux de service	▶ Actes d'affectation des personnels ▶ Certificats de prise de service et de présence effective au poste	▶ Rapports et données d'enquêtes
	OS3 : Créer et construire de nouvelles structures sanitaires	▶ Nombre de nouveaux centres créés et construits	▶ Rapports MINSANTE	▶ Les nouveaux centres de santé sont créés ▶ La création des centres est suivie de leur construction	▶ Décrets de création des nouveaux centres ▶ Sites d'implantation et bâtiments en construction	▶ Rapports et données d'enquêtes
Résultats (Axes stratégiques)	1. Les centres de santé sont dotés en infrastructures et en matériels adéquats	▶ 01 plaidoyer mené ▶ 05 centres de santé équipés	▶ Rapports et données d'enquêtes	▶ Les infrastructures sont construites ▶ Les matériels sont acheminés vers les centres concernés	▶ Nombre d'infrastructures construites ▶ Nombre et types de matériels mis à la disposition des centres	▶ Rapports et données d'enquêtes
	2. Les centres de santé de la commune sont renforcés en personnel qualifié	▶ 01 plaidoyer mené ▶ Nombre de personnel affectés ▶ Nombre de centres de santé dont le personnel a été renforcé	▶ Actes d'affectation ▶ Rapports et données d'enquêtes	▶ Les personnels sont affectés dans les centres ▶ Les personnels affectés se rendent dans leurs lieux de service	▶ Actes d'affectation des personnels ▶ Certificats de prise de service et de présence effective au poste	▶ Rapports et données d'enquêtes

	3. De nouvelles structures sanitaires sont créées et construits	▶ 02 plaidoyers menés ▶ 01 CSI construit	▶ Rapports MINSANTE ▶ Données d'enquêtes	▶ La décision de création et de construction de nouvelles structures sanitaires est prise ▶ Les travaux de construction se déroulent jusqu'à leur terme	▶ Décrets de création des nouveaux centres ▶ Sites d'implantation et bâtiments entièrement construits	▶ Rapports et données d'enquêtes
--	---	---	---	--	--	----------------------------------

Activités

Pour R1	Pour R2	Pour R3
1.1. Organiser des actions de plaidoyer auprès du MINSANTE et des autorités compétentes pour la dotation en matériel de travail et infrastructures aux CSI de Douggoi (un forage, un groupe électrogène), CSI de Djoulgouf (15 lits d'hospitalisation), CSI de Djarengol Alioum (20 lits d'hospitalisation), CSI de Birio (20 lits d'hospitalisation), CSI de Kodek (20 lits d'hospitalisation) (01 x 500 000F CFA = 500 000 F CFA)	2.1 Organiser des actions de plaidoyer auprès du MINSANTE et des autorités compétentes pour l'affectation des personnels dans les formations hospitalières de la commune : CSI de Douggoi (01 médecin, 01 IDE, 02 IB, 04 AS) (01 x 500 000F CFA = 500 000 F CFA)	3.1 Organiser des actions de plaidoyer auprès du MINSANTE et des autorités compétentes pour la création et la construction de nouveaux CSI dans la commune (Douggoi Sarare, Doursoungo, Kongola Saïd, Yaéré-Ouro Malloum, Ngaba) (01 x 500 000F CFA = 500 000 F CFA)

		3.2 Organiser des actions de plaidoyer auprès du MINSANTE pour l'érection du CSI de Douggoi en Hôpital de District (01 x 500 000F CFA = 500 000 F CFA) 3.3 Construction du CSI de Kongola Djidéo (01 x 50 000 000F CFA = 50 000 000 F CFA) 3.4 Construction d'un centre mère et enfant au CSI de Douggoi (01 x 50 000 000F CFA = 50 000 000 F CFA) 3.5 Réhabilitation d'une salle pour installation de la couveuse au CSI de Douggoi (01 x 600 000F CFA = 600 000 F CFA) 3.6 Construction d'une salle d'accouchement au CSI de Djoulgouf (01 x 3 000 000F CFA = 3 000 000 F CFA)
500 000 F CFA	500 000 F CFA	104 600 000 F CFA
Total estimatif		105 600 000 F CFA

Tableau 57: Cadre logique secteur des Travaux publics

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif supérieur (DSCE)	Assurer la pérennité du patrimoine infrastructurel de l'Etat	Niveau de service (indicateur composite) par type d'infrastructures incluant ouvrages et services de gestion	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	Les appuis divers sont déployés pour assurer la pérennité du patrimoine infrastructurel de l'Etat	▸ Nombre et type de patrimoine entretenu	▸ Rapports du MINTP ▸ Rapports d'enquêtes ▸
Objectif global (Objectif de développement)	Améliorer la circulation sur les axes routiers et la voirie urbaine de la commune	▸ Nombre d'axes routiers réfectionnés ▸	▸ Rapports du MINTP ▸ Rapports d'enquêtes ▸ ▸	▸ Les travaux de réfection sont entrepris	▸ Sites des travaux ▸ Nouvel état des routes	▸ Rapports du MINTP ▸ Rapports d'enquêtes ▸
Objectifs spécifiques	OS1 : Aménager la voirie urbaine de Maroua III	▸ Nombre d'axes bitumés ▸ Nombre de km de routes reprofilés	▸ Rapports du MINTP ▸ Rapports d'enquêtes ▸	▸ Les travaux de bitumage et de réfection sont entrepris	▸ Sites des travaux ▸ Nouvel état de la voirie	▸ Rapports du MINTP ▸ Rapports d'enquêtes ▸
	OS 2 : Aménager les voies secondaires	▸ Nombre de voies secondaires reprofilées	▸ Rapports du MINTP ▸ Rapports d'enquêtes ▸ Observation directe	▸ Les travaux de reprofilage des voies secondaires sont entrepris	▸ Sites des travaux ▸ Nouvel état des voies secondaires	▸ Rapports du MINTP ▸ Rapports d'enquêtes ▸
	OS3 : Construire et réhabiliter des ouvrages de franchissement	▸ Nombre d'ouvrages de franchissement construits ou réhabilités	▸ Rapports du MINTP ▸ Rapports d'enquêtes ▸ Observation directe	▸ Les travaux de construction ou de réhabilitation sont entrepris ▸ Les travaux sont menés jusqu'à leur terme	▸ Sites des travaux ▸ Nouveaux ouvrages construits ▸ Etat des ouvrages	▸ Rapports du MINTP ▸ Rapports d'enquêtes ▸ Observation directe
Résultats (Axes stratégiques)	1. La voirie urbaine de Maroua III est aménagée	▸ 37 km de routes bitumés	▸ Rapports du MINTP ▸ Rapports d'enquêtes ▸ Observation directe	▸ Les travaux d'aménagement sont effectués	▸ Nouvel état de la voirie urbaine	▸ Rapports du MINTP ▸ Rapports d'enquêtes ▸ Observation directe
	2. Les voies secondaires sont améliorées	▸ au moins 115 km de routes secondaires reprofilées	▸ Rapports du MINTP ▸ Rapports d'enquêtes ▸ Observation directe	▸ Les travaux ne connaissent aucune perturbation	▸ Etat d'avancement des travaux ▸	▸ Rapports du MINTP ▸ Observation directe

	3. Des ouvrages de franchissement sont construits et/ou réhabilités	‣ 03 ponceaux construits ‣ 01 chenal curé ‣ 03 chenaux construits	‣ Rapports du MINTP ‣ Rapports d'enquêtes ‣ Observation directe	‣ Les travaux ne connaissent aucune perturbation	‣ Etat d'avancement des travaux ‣	‣ Rapports du MINTP ‣ Observation directe
Activités						
Pour R1		Pour R2		Pour R3		
1.1. Bitumage de 17 km de routes dans l'espace urbain (17 km x 5 000 000F CFA = 85 000 000 F CFA)		2.1 Reprofilage des routes secondaires de la commune sur 100km.(Kongola Said- Ouro djodi sur 05 km, Balaza-Tcalloudi yaga sur 10 km, Bantadje-Yolkolde sur 07 km, Kodek-Ouro malloum sur 10 km, Kongola Said-Ouro lougga sur 08 km, Guinadji-Ngaba sur 13 km, Sirataré-Hardi sur 14 km, Karagari-Pette sur 10 km) (100 x 2 000 000F CFA = 200 000 000 F CFA)		3.1 Réhabilitation de 03 ponceaux à Louggeo (03 x 800 000F CFA = 2 400 000 F CFA) 3.2 Curage et approfondissement d'01 chenal à Mayel maire (01 x 400 000F CFA = 400 000 F CFA) 3.3 Construction de 03 chenaux d'évacuation des eaux à Djarengol Allioum, Louggeo et Ouro Mayo (03 x 800 000F CFA = 2 400 000 F CFA)		
85 000 000 F CFA		200 000 000 F CFA		5 200 000 F CFA		
Total estimatif				290 200 000 F CFA		

Tableau 58: Cadre logique secteur de l'Education de base

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Supposition	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif supérieur (DSCE)	Améliorer l'accès équitable de tous les enfants en âge scolaire à l'éducation de base	-Taux d'admission (au moins 50%) -Taux brut de scolarisation (TBS) -Indice de parité (fille/garçon) au moins 5% -Taux de couverture	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	- Les parents inscrivent tous les enfants en âge scolaire - Les enfants se rendent dans les écoles	-Taux d'admission -Taux de scolarisation -	↳ Rapports MINED UB ↳ Rapports d'enquêtes
Objectif global (Objectif de développement)	Améliorer l'accès à une éducation de base de qualité	↳ % d'enfants ayant accès à un établissement scolaire ↳ Nombre d'enseignants par école ↳ Nombre d'élèves par salle de classe.	↳ Rapports MINED UB ↳ Rapports d'enquêtes ↳	↳ Les appuis divers sont déployés pour améliorer l'accès à une éducation de base de qualité	↳ Taux de scolarisation ↳ Taux d'admission ↳ Conditions de scolarisation	↳ Rapports MINED UB ↳ Rapports d'enquêtes
Objectifs spécifiques	OS1 : Faciliter l'accès à l'école des enfants en âge scolaire	- Taux d'admission - Taux de scolarisation	↳ Rapports MINED UB ↳ Rapports d'enquêtes	Les enfants sont inscrits et vont à l'école	- Taux d'admission - Taux de scolarisation	↳ Rapports MINED UB ↳ Rapports d'enquêtes
	OS 2 : Construire des infrastructures scolaires	↳ Nombre d'infrastructures construites ↳ Nombre d'infrastructures réhabilitées ↳	↳ Rapports MINED UB ↳ Rapports d'enquêtes	↳ Les infrastructures sont construites et/ou réhabilitées	↳ Nombre d'infrastructures construites ↳ Nombre d'infrastructures réhabilitées ↳	↳ Rapports MINED UB ↳ Rapports d'enquêtes
	OS3 : Améliorer l'offre en personnels enseignant	↳ Nombre de personnels affectés	↳ Rapports MINED UB ↳ Rapports d'enquêtes	↳ Les enseignants sont affectés ↳ Les enseignants affectés prennent service	↳ Nombre de personnels affectés ↳ Nombre de personnels affectés en service ↳	↳ Rapports MINED UB ↳ Rapports d'enquêtes

Résultats (Axes stratégiques)	1. L'accès à l'école des enfants en âge scolaire est facilité	▶ Au moins 80% d'enfants en âge scolaire scolarisés ▶ 20 campagnes de sensibilisation menées	▶ Rapports MINED UB ▶ Rapports d'enquêtes	▶ Les parents reconnaissent l'importance de l'école	▶ Taux d'inscription des enfants	▶ Rapports MINED UB ▶ Rapports d'enquêtes
	2. Les infrastructures scolaires sont construites	▶ 87 salles de classe construites ▶ 07 blocs de deux latrines construites ▶ 02 plaidoyers menés ▶ Nombre de nouvelles écoles créées et construites ▶ Nombre de tables-bancs	▶ Rapports MINED UB ▶ Rapports d'enquêtes	▶ Les infrastructures sont construites	▶ Nombre de salles de classe construites ▶ Nombre de nouvelles écoles créées et construites ▶ Nombre de tables-bancs écoles ▶	▶ Rapports MINED UB Rapports d'enquêtes
Activités						
Pour R1			Pour R2			

1.1. Organisation dans chacun des 20 villages de la commune et l'espace urbain des campagnes de sensibilisation des communautés sur l'importance de l'école et de l'établissement des actes de naissance (21 x 100 000F CFA = 2 100 000 F CFA) 1.2. Faire un plaidoyer auprès des autorités judiciaires pour multiplier les séances de jugements supplétifs (01 x 250 000F CFA = 250 000 F CFA) —	2.1 Construction de 03 écoles nouvellement créées : – EP Djédjébé, – EP Karagari II, – EP Ibba Modeyel (03 x 90 000 000F CFA = 270 000 000 F CFA) 2.2 Construction de 95 salles de classe dans les écoles maternelles et primaires de la commune : – EPA de Douggoi : 07 – EPA de Doursoungo IA : 05 – EPA de Doursoungo B : 3 – EPA de Founangué IA: 05 – EPA de Founangé IB : 03 – EPB de Founangué I : 04 – EP de Douggoi II : 05 – EP de Douggoi III : 03 – EP de Douggoi Troua : 02 – EP de Founangué I : 04 – EP de Kongola Djiddéo : 10 – EP de TAmbadjam : 02 – EP de Kongola Djidéo : 02 – EP de Kongola Djolao : 02 – EP de Kongola Said : 02 – EP de Djarengol Dalil : 02 – EP de Yambaram Ouro Koloré : 02 – EP de Yambaram Tchakao : 02 – EP de Kodek : 02 – EP de Kodek Touppéré : 02 – EP de Birio : 02 – EP Douggoi IV : 04 – EP de Djoulgouf : 04 – EM de Founangué : 02 – EM : Doursoungo : 02 – EM de Louggéo : 02 – EM d'Ouro Looppé : 02 – EM de Douggoi : 02 – EM de Kodek : 02 – EM de Kongola Djolao : 02 – EM de Kongola Djiddéo : 02 (95 x 9 500 000F CFA = 902 500 000 F CFA) 2.3 Construction de 07 blocs de deux latrines : – 01 à l'EPA de Doursoungo IIA – 01 à l'EPA de Doursoungo et IIB – 01 à l'EPA Bil de Founangué IIA – 01 à l'EPA Bil de Founangué IIB – 01 à l'EP Bil de Founangué II –
--	---

	– 01 à l'EP de Douggoi IV – 01 à l'EP de Troua (07 x 4 000 000F CFA = 28 000 000 F CFA) 2.4. Faire un plaidoyer auprès du MINESEC pour la dotation des écoles en 1247 tables-bancs – EPA de Douggoi : 268 tables bancs – EPA de Doursoungo IA : 179 tables bancs – EPA de Founangué IA: 248 – EPB de Founangué I : 180 tables bancs – EP de Douggoi II : 93 tables bancs – EP de Douggoi III : 102 tables bancs – EP de Douggoi Troua : 100 tables bancs – EP de Founangué I : 77 tables bancs (01 x 250 000F CFA = 250 000 F CFA) 2.5. Faire un plaidoyer auprès du MINESEC et des autorités compétentes pour la création et la construction d'une école publique à Bakoureyi, d'une école maternelle à Balaza Lawane et Balaza Alcali (01 x 250 000F CFA = 250 000 F CFA) 2.6. Construction de forages dans 03 écoles primaires : – EP Djédjébé – EP Karagari – Ep Ibba Modoyel (03 x 8 000 000F CFA = 24 000 000 F CFA) 2.7. Faire un plaidoyer auprès du MINESEC pour la construction de la clôture des écoles de : – EPA de Doursoungo IIA et IIB – EPA de Founangué IIA et IIB – EPB de Founangué II – EP de Douggoi IV et Troua – EP de Founangué II – EP de Kongola Djoddéo (01 x 250 000F CFA = 250 000 F CFA)
2 350 000 F CFA	1 225 250 000 F CFA
Total estimatif	1 227 600 000 F CFA

Tableau 59: Cadre logique secteur des Arts et de la Culture

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif supérieur (DSCE)	Permettre aux populations de satisfaire leurs besoins essentiels, de jouir de leurs droits fondamentaux et d'assumer leurs devoirs	Part du secteur dans le PIB	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	Les appuis divers sont déployés pour permettre aux populations de satisfaire leurs besoins essentiels, jouir de leurs droits fondamentaux et assumer leurs devoirs		›
Objectif global (Objectif de développement)	Promouvoir la pratique des activités culturelles	› Nombre et types d'activités culturelles valorisées et pratiquées ›	› Rapports sectoriels › Observation directe › Rapports d'enquêtes	› Les appuis divers sont déployés pour promouvoir la pratique des activités culturelles	› Budget d'investissement du ministère de la culture › Nombre de partenaires au développement impliqués dans la promotion culturelle	› Rapports sectoriels › Rapports d'enquêtes
Objectifs spécifiques	OS1 : Promouvoir et valoriser l'art et de la culture locale	› Nombre de festivals ou d'activités culturelles organisés › Nombre d'artistes ou groupes d'artistes appuyés › Répertoire du patrimoine culturel	› Rapports sectoriels › Observation directe › Rapports d'enquêtes	› Les appuis divers sont déployés pour la promotion et la valorisation de l'art et de la culture locale	› Nombre de festivals ou d'activités culturelles organisés › Nombre d'artistes ou groupes d'artistes appuyés ›	› Rapports sectoriels › Observation directe › Rapports d'enquêtes
	OS 2 : Développer les infrastructures culturelles dans la commune	› Nombre d'infrastructures construites › Nombre d'infrastructures réaménagées ou équipées	› Rapports sectoriels › Observation directe › Rapports d'enquêtes	› Les infrastructures sont construites et aménagées	› Site des travaux › Bâtiments construits ou aménagés	› Rapports sectoriels › Observation directe › Rapports d'enquêtes

Résultats (Axes stratégiques)	1. L'art et la culture locale sont promus et valorisés	▶ 01 répertoire des artistes locaux ▶ 20 campagnes de sensibilisation menées ▶ Nombre d'artistes appuyés	▶ Rapports sectoriels ▶ Observation directe ▶ Rapports d'enquêtes	▶ Les populations s'intéressent aux activités culturelles	▶ Nombre de personnes impliquées dans les activités culturelles ▶ Nombre d'artistes ou de groupes d'artistes actifs	▶ Rapports sectoriels ▶ Observation directe ▶ Rapports d'enquêtes
	2. Les infrastructures culturelles sont développées dans la commune	▶ 01 foyer culturel construit et équipé ▶ 01 salle de cinéma construite ▶ 01 bibliothèque municipale construite	▶ Rapports sectoriels ▶ Observation directe ▶ Rapports d'enquêtes	▶ Les travaux de construction et d'équipement sont menés à leur terme	▶ Site des travaux ▶ Bâtiments construits ou aménagés ▶ Matériels d'équipement	▶ Rapports sectoriels ▶ Observation directe ▶ Rapports d'enquêtes
Activités						
Pour R1				Pour R2		
1.1. Organisation des campagnes de sensibilisation sur l'importance et la valorisation des arts et de la culture dans chacun des 20 villages de la commune et l'espace urbain (21 x 100 000F CFA = 2 100 000 F CFA) 1.2. Constitution par recensement d'un répertoire des artistes locaux (01 x 1 000 000F CFA = 1 000 000 F CFA)				2.1. Construction d'une salle de cinéma dans la commune de Maroua III (01 x 10 000 000F CFA = 10 000 000 F CFA) 2.2. Construction et équipement d'un foyer culturel dans la commune de Maroua III (01 x 30 000 000F CFA = 30 000 000 F CFA) 2.3. Construction et équipement d'un musée d'arts (01 x 35 000 000F CFA = 35 000 000 F CFA) 2.4. Construction et équipement d'une bibliothèque municipale (01 x 20 000 000F CFA = 20 000 000 F CFA) 2.5. Organiser des descentes de terrain dans chaque village pour inventorier les sites culturels de la commune (21 x 600 000F CFA = 12 600 000 F CFA)		
3 100 000 F CFA				107 600 000 F CFA		
Total estimatif					110 700 000 F CFA	

Tableau 60: Cadre logique secteur de la Promotion de la femme et de la famille

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif supérieur (DSCE)	Promouvoir l'épanouissement de la cellule familiale et la participation communautaire	▸ Nombre de familles ayant reçu une bonne éducation sociale ▸ Niveau de sensibilité genre dans l'éducation familiale	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	▸ Les appuis divers sont déployés pour promouvoir l'épanouissement de la cellule familiale et la participation communautaire	▸ Nombre d'actions orientées vers la femme et la famille ▸ Nombre de familles ayant reçu une bonne éducation sociale ▸ Niveau de sensibilité genre dans l'éducation familiale	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)
Objectif global (Objectif de développement)	Faciliter l'épanouissement de la femme et de la famille	▸ Nombre de femmes sensibilisées ▸ Nombre de femmes formées ▸ Nombre de familles soutenues	▸ Rapports sectoriels ▸ Observation directe ▸ Rapports d'enquêtes	▸ Les femmes acceptent de s'impliquer dans les activités organisées en leur faveur	▸ Nombre de femmes sensibilisées ▸ Nombre de femmes formées	▸ Rapports sectoriels ▸ Rapports d'enquêtes
Objectifs spécifiques	OS1 : Promouvoir et améliorer l'éducation de la jeune fille	▸ Taux de fréquentation scolaire des jeunes filles ▸ Taux de déperdition scolaire des jeunes filles	▸ Rapports sectoriels ▸ Rapports d'enquêtes	▸ Les parents sont réceptifs à l'éducation de la jeune fille ▸ Les jeunes filles ont la volonté de fréquenter	▸ Taux de fréquentation scolaire des jeunes filles ▸ Taux de déperdition scolaire des jeunes filles	▸ Rapports sectoriels ▸ Rapports d'enquêtes

	OS 2 : Accroître la connaissance des populations sur les droits et devoirs des femmes	› Nombre de personnes sensibilisées › Nombre de femmes victimes de violence prises en charge	› Rapports sectoriels › Rapports d'enquête ›	› Les populations acceptent de se faire sensibiliser › Les femmes victimes de violence sont prises en charge	› Nombre de personnes sensibilisées	› Rapports sectoriels › Rapports d'enquête ›
	OS3 : Valoriser le potentiel du leadership féminin	› Nombre de femmes formées › Nombre d'associations féminines appuyées ›	› Rapports sectoriels › Rapports d'enquête ›	› Les femmes s'impliquent dans leur formation › Les associations féminines sont appuyées	› Nombre de femmes formées › Nombre d'associations féminines appuyées ›	› Rapports sectoriels › Rapports d'enquête ›
	OS 4 : Renforcer les infrastructures de promotion de la famille	› Nombre de mariages collectifs organisés › Nombre de personnes vulnérables soutenues ›	› Rapports sectoriels › Observation directe › Rapports d'enquête ›	› Les mariages collectifs sont organisés › Les personnes vulnérables sont soutenues	› Nombre de mariages collectifs organisés › Nombre de personnes vulnérables soutenues	› Rapports sectoriels › Observation directe › Rapports d'enquête ›
Résultats (Axes stratégiques)	1. L'éducation de la jeune fille est promue et améliorée	› Taux de fréquentation scolaire des jeunes filles › Nouveau taux de mariages précoces › 1000 bourses octroyées	› Rapports sectoriels › Rapports d'enquête ›	› La population comprend l'importance de l'éducation de la jeune fille	› Taux de fréquentation scolaire des jeunes filles › Nouveau taux de mariages précoces	› Rapports sectoriels › Rapports d'enquête ›

	2. La connaissance des populations sur les droits et devoirs des femmes est accrue	▸ 21 campagnes de sensibilisation organisées ▸ 01 plaidoyer mené ▸ Nombre de femmes victimes de violence prises en charge	▸ Rapports sectoriels ▸ Rapports d'enquêtes ▸	▸ Les populations acceptent de se faire sensibiliser ▸ Les femmes victimes de violence sont prises en charge	▸ Nombre de personnes sensibilisées	▸ Rapports sectoriels ▸ Rapports d'enquêtes ▸
	3. Le potentiel du leadership féminin est renforcé	▸ 21 campagnes de sensibilisation organisées ▸ 25 d'associations féminines appuyées	▸ Rapports sectoriels ▸ Rapports d'enquêtes ▸	▸ Les femmes s'impliquent dans leur formation ▸ Les associations féminines sont appuyées	▸ Nombre de femmes formées ▸ Nombre d'associations féminines appuyées ▸	▸ Rapports sectoriels ▸ Rapports d'enquêtes ▸
	4. Les infrastructures de promotion de la famille sont renforcées	▸ 01 CPF réhabilité	▸ Rapports sectoriels ▸ Observation directe ▸ Rapports d'enquêtes	▸ Les appuis divers sont déployés pour renforcer les infrastructures de promotion de la famille	▸ Nombre d'infrastructures construites ou réhabilitées	▸ Rapports sectoriels ▸ Observation directe ▸ Rapports d'enquêtes

Activités

Pour R1	Pour R2	Pour R3	Pour R4
1.1. Organisation dans chacun des 20 villages et l'espace urbain de la commune des campagnes de sensibilisation contre le mariage précoce (21 x 100 000F CFA = 2 100 000 F CFA)	2.1 Organisation dans les 20 villages et l'espace urbain des campagnes de sensibilisation sur les droits et devoirs de la femme (21 x 100 000F CFA = 2 100 000 F CFA)	3.1 Organisation dans les 20 villages et l'espace urbain des séances de formation sur le leadership féminin (21 x 200 000F CFA = 4 200 000 F CFA)	4.1. Réhabilitation du CPF de Douggoi (01 x 10 000 000F CFA = 10 000 000 F CFA)
	2.2 Organisation des actions et réunions de		4.2 Equipement des ateliers du CPF de Douggoi

1.2. Organisation dans les 20 villages et l'espace urbain des campagnes de sensibilisation pour l'éducation de la jeune fille (21 x 200 000F CFA = 4 200 000 F CFA)	plaidoyer auprès du MINPROFF et des autorités compétentes pour la prise en charge des victimes des violences faites aux femmes (01 x 250 000F CFA = 250 000 F CFA)	3.2 Construction dans les 20 villages et l'espace urbain des cases de formation des femmes. (21 x 3 000 000F CFA = 63 000 000 F CFA) 3.3 Organisation des actions et réunions de plaidoyer auprès du MINPROFF et des autorités compétentes pour l'affectation des formatrices dans les centres d'écoute (21 x 250 000F CFA = 6 250 000 F CFA) 3.4 Octroi d'appuis financiers à 25 organisations féminines de la commune (25 x 250 000F CFA = 6 250 000 F CFA)	(01 x 10 000 000F CFA = 10 000 000 F CFA)
1.3 Octroi des bourses d'excellence à au moins 1000 jeunes filles scolaires (1000 x 30 000F CFA = 30 000 000 F CFA)			
36 300 000 F CFA	2 350 000 F CFA	79 750 000 F CFA	20 000 000 F CFA
Total estimatif			138 400 000 F CFA

Tableau 61: Cadre logique secteur des Affaires sociales

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif supérieur (DSCE)	Promouvoir la solidarité nationale et résorber les disparités les plus flagrantes entre les femmes et les hommes dans les groupes sociaux afin de préserver la paix sociale	▸ Taux d'implication et de réinsertion de chaque groupe de populations vulnérables ▸ Indice de satisfaction de la réduction des discriminations envers certains groupes vulnérables, marginaux/marginalisés	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	▸ Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les activités principales d la commune	▸ Nombre et types d'activités principales d'appui à la commune	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.) ▸ Rapports sectoriels
Objectif global (Objectif de développement)	Faciliter l'accès aux services sociaux	▸ % des personnes ayant accès aux services sociaux dans la commune	▸ Rapports sectoriels ▸ Rapports de la commune ▸ Rapports d'enquêtes	▸ Les services sociaux sont gratuits	▸ Nombre de personnes ayant accès aux services sociaux	▸ Rapports sectoriels ▸ Rapports de la commune ▸ Rapports d'enquêtes
Objectifs spécifiques	OS1 : Augmenter l'offre en infrastructures sociales dans la commune	▸ Nombre d'infrastructures sociales construites	▸ Rapports sectoriels ▸ Rapports de la commune ▸ Rapports d'enquêtes	▸ Les infrastructures sont construites	▸ Nombre d'infrastructures construites	▸ Rapports sectoriels ▸ Rapports de la commune ▸ Rapports d'enquêtes ▸ Observation directe
	OS 2 : Faciliter l'épanouissement et l'encadrement des personnes vulnérables	▸ Nombre de personnes vulnérables encadrées ▸ Nombre de personnes vulnérables soutenues	▸ Rapports sectoriels ▸ Rapports de la commune ▸ Rapports d'enquêtes	▸ Les appuis divers sont déployés pour faciliter l'épanouissement des personnes vulnérables	▸ Nombre de personnes vulnérables encadrées ▸ Nombre de personnes vulnérables soutenues	▸ Rapports sectoriels ▸ Rapports de la commune ▸ Rapports d'enquêtes

Résultats (Axes stratégiques)	1. L'offre en infrastructures sociales dans la commune est augmentée	▸ 01 orphelinat construit ▸ 01 centre social créé et construit ▸ 02 bâtiments réfectionnés	▸ Rapports sectoriels ▸ Rapports de la commune ▸ Rapports d'enquêtes ▸ Observation directe	▸ Les infrastructures sont construites	▸ Nombre d'infrastructures construites	▸ Rapports sectoriels ▸ Rapports de la commune ▸ Rapports d'enquêtes ▸ Observation directe
	2. L'épanouissement et l'encadrement des personnes vulnérables sont facilités	▸ 01 répertoire des personnes vulnérables dressé ▸ 21 campagnes de sensibilisation organisées ▸ 01 plaidoyer mené	▸ Rapports sectoriels ▸ Rapports de la commune ▸ Rapports d'enquêtes	▸ Les personnes vulnérables sont encadrées et prises en charge	▸ Nombre de personnes vulnérables encadrées ▸ Nombre de personnes vulnérables soutenues	▸ Rapports sectoriels ▸ Rapports de la commune ▸ Rapports d'enquêtes
Activités						
Pour R1			Pour R2			

1.1. Construction d'un orphelinat de 200 places à Douggoi (01 x 20 000 000F CFA = 20 000 000 F CFA) 1.2. Création, construction et équipement d'un centre social dans la commune (01 x 50 000 000F CFA = 50 000 000 F CFA) 1.3. Création d'une crèche ou garderie d'enfants dans la ville de Maroua 3^{ème} (01 x 50 000 000F CFA = 50 000 000 F CFA) 1.4. Réfection des bâtiments du CPF et de l'APEEFC (02 x 10 000 000F CFA = 20 000 000 F CFA)	2.1 Elaboration d'un répertoire des personnes vulnérables et nécessiteuses de la commune (01 x 1 000 000F CFA = 1 000 000 F CFA) 2.2 Organisation dans les 20 villages de la commune et l'espace urbain des campagnes de sensibilisation sur la protection des droits des personnes vulnérables (21 x 200 000F CFA = 4 200 000 F CFA) 2.3 Organisation dans les 20 villages de la commune et l'espace urbain des campagnes de sensibilisation des personnes handicapées sur l'importance de la carte d'invalidité et la nécessité de constituer des associations par type de vulnérabilité (21 x 200 000F CFA = 4 200 000 F CFA) 2.4 Organiser des réunions de plaidoyer auprès du ministère et des autorités compétentes pour faire appliquer les normes des affaires sociales dans la construction des bâtiments publics (01 x 250 000F CFA = 250 000 F CFA) 2.5 Mener des actions de plaidoyer auprès de l'exécutif communal pour la revue à la hausse des aides et autres allocations apportées aux personnes handicapées et vulnérables (01 x 75 000F CFA = 75 000 F CFA)
140 000 000 F CFA	9 725 000 F CFA
Total estimatif	149 725 000 F CFA

Tableau 62: Cadre logique secteur de l'Eau

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif supérieur (DSCE)	Développer les infrastructures hydrauliques	Nombre de ménages ayant accès à l'eau	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	Les appuis divers sont déployés pour développer les infrastructures hydrauliques	Nombre de ménages ayant accès à l'eau	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)
Objectif global (Objectif de développement)	Promouvoir l'accès durable des populations à l'eau potable	▸ Niveau/taux d'accès à l'eau potable	▸ Rapports du MINEE ▸ Rapports des services communaux	▸ Les appuis divers sont déployés pour promouvoir l'accès durable des populations à l'eau potable	▸ Niveau/taux d'accès à l'eau potable	▸ Rapports du MINEE ▸ Rapports des services communaux
Objectifs spécifiques	OS1 : Augmenter l'offre en infrastructures d'eau potable	▸ Nombre de personnes/ménages ayant accès à l'eau - Effectuer les études de faisabilité pour tous les forages à réhabiliter	- Enquête INS (EDS, ECAM, ▸ Rapports du MINEE ▸ Rapports des services communaux	▸ Les infrastructures d'approvisionnement en eau sont construites	▸ Ouvrages réalisés ou réhabilités	▸ Rapports du MINEE ▸ Rapports des services communaux ▸ Observation directe
Résultats (Axes stratégiques)	1. L'offre en infrastructures d'eau potable est augmentée	▸ Réseau de la CDE étendu à au moins 1000 nouvelles familles ▸ 34 forages construits ▸ Au moins 20 forages réhabilités	▸ Rapports du MINEE ▸ Rapport de la CDE ▸ Rapports d'enquête	▸ Les nouveaux branchements de la CDE sont effectués ▸ Les forages sont construits ou réhabilités	▸ Nombre de familles/ménages connectés au réseau ▸ Nombre de forages construits ou réhabilités	▸ Rapports du MINEE ▸ Rapport de la CDE ▸ Rapports d'enquête
Activités						
Pour R1						

1.1. Organiser des réunions de plaidoyer auprès du MINEE et de la CDE pour l'extension du réseau de la CDE à Doursoungo, Louggéo, Sararé, Douggoi et Kongola

(01 250 000 F CFA = 250 000 F CFA)

1.2 Réalisation de 33 forages:

02 forage à Kongola Djiddéo Garré, 02 forage à Ouro Kao Manou, 01 forage à Ouro Djarendji, 02 forage à Tchasdeo, 02 forage à Goubéo, 01 forage à Ouro Guiring, 01 forage à Djarengol Dalil, 01 forage à Ouro Bantadje, 02 Forage à Kongola Djolao garré, 02 forage à Touloum, 01 forage à Ouro pollé, 01 forage à Ouro K, 01 forage à Yonkola, 02 forage à Kongola Said garré, 01 forage à Yambaram, 02 forage à Ndabala, 01 forage à Kodek, 01 forage à Hodango, 01 forage à Sirataré, 02 forage à Touppéré, 01 forage à Ouro Kessoum, 02 forage à Madouwa et 01 forage à Balamré.

(33 x 8 000 000F CFA = 264 000 000 F CFA)

1.3. Organiser des réunions de plaidoyer auprès du MINEE, de la CDE et de CAMWATER pour la réduction du coût du branchement et du m³ d'eau

(01 x 250 000 F CFA = 250 000 F CFA)

1.4 Construction de 02 mini adduction d'eau à Djoulgouf et Balaza Alcali

(02 x 50 000 000F CFA = 100 000 000 F CFA)

364 500 000 F CFA

Total estimatif

364 500 000 F CFA

Tableau 63: Cadre logique secteur de l'Energie

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Supposition s	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif supérieur (DSCE)	Développer les infrastructures énergétiques	Nombre de ménages ayant accès à l'énergie	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	Les appuis divers sont déployés pour développer les infrastructures énergétiques	Nombre de ménages ayant accès à l'énergie	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)
Objectif global (Objectif de développement)	Promouvoir l'accès durable des populations à l'énergie électrique	▸ Niveau/taux d'accès à l'énergie ▸ Niveau/taux de réduction de la fréquence des coupures électriques	▸ Rapports du MINEE ▸ Rapports des services communaux	▸ Les appuis divers sont déployés pour promouvoir l'accès durable des populations à l'énergie électrique	▸ Niveau/taux d'accès à l'énergie électrique	▸ Rapports du MINEE ▸ Rapports des services communaux
Objectifs spécifiques	OS1 : Renforcer l'offre du réseau électrique dans la commune	▸ Nombre de nouvelles infrastructures électriques ▸ Nombre de nouveaux ménages électrifiés ▸ Nombre de villages électrifiés	▸ Rapports du MINEE ▸ Rapports d'ENEO ▸ Rapports des services communaux	▸ Les appuis divers sont déployés pour renforcer l'offre du réseau électrique dans la commune	▸ Nombre de nouvelles infrastructures électriques ▸ Nombre de nouveaux ménages électrifiés ▸ Nombre de villages électrifiés	▸ Rapports du MINEE ▸ Rapports d'ENEO ▸ Rapports des services communaux
Résultats (Axes stratégiques)	1. L'offre du réseau électrique dans la commune est renforcée	▸ 03 plaidoyers menés ▸ Taux de connexion des ménages au réseau électrique ▸ 16 km d'extension électrique	▸ Rapports du MINEE ▸ Rapports d'ENEO ▸ Rapports des services communaux ▸ Rapports d'enquêtes	▸ Les appuis divers sont déployés pour que l'offre du réseau électrique dans la commune soit renforcée	▸ Nombre de poteaux électriques en fer ou en béton armé ▸ Taux de connexion des ménages au réseau électrique ▸ Nombre de km d'extension électrique	▸ Rapports du MINEE ▸ Rapports d'ENEO ▸ Rapports des services communaux ▸ Rapports d'enquêtes
Activités						
Pour R1						

1.1. Organiser des réunions de plaidoyer auprès du MINEE, ENEO et des autorités compétentes pour la réduction du coût de branchement et le prix du kwh

(01 x 250 000 F CFA = 250 000 F CFA)

1.2. Organiser des réunions de plaidoyer auprès du MINEE, ENEO et des autorités compétentes pour la réhabilitation des vieilles infrastructures énergétiques de la commune (poteaux électriques, transformateurs)

(01 250 000 F CFA = 250 000 F CFA)

1.3 Organiser des campagnes de plaidoyer auprès d'ENEO et des autorités compétentes pour la réhabilitation du réseau électrique existant (poteaux, transformateurs, câbles, ...)

(01 100 000 F CFA = 100 000 F CFA)

1.4 Organisation des campagnes de sensibilisation des populations de la commune de Maroua 3^{ème} sur les branchements sociaux prévus pour 2016.

(01 X 250 000 F CFA = 250 000 F CFA)

1.5. Extension du réseau électrique moyenne tension sur une distance de 73 km

- Dougoi, Louggéo, Sararé, sur 03 Km ;
- Kongola Djiddéo (Ouro Kouloumi, Ouro Kao Manou, Gouroré et Ouro Adoum sur 04 km ;
- Kongola Djolao, Kongola Said (Yambaram, Ndabala, et Ouro Kaïgal) sur 04 km
- Axe Kodek-Ibba-Yaéré-Yaga sur une distance de 05 Km
- OuroAdoum- Ouro Bah-OuroBiri-OuroGaldima sur 05Km
- Mouda Foulbé-Mouda Massa-OuroKaïdal-OuroDjoddi sur 03Km
- Tambandjam-OuroBabba-djarengoldalil-Yonkoldé sur 05Km
- OuroArdo-IbbaKaigama sur 3km
- Kodek-YaéréOuroMalloum sur 06 km
- Ouro Mayo-Siratawo-Yambaramdji-Djoungo-Ballam-OuroKatchalla-Tordjo-Merem sur 04 km
- Djoulgoufgarré-OuroKaradjidji-Famaro-Maoundiré-OuroGaldima sur 04km
- Ndabala, OuroKaouYadji, OuroKatchalla, HirnaguéTchakao, OuroBoli et Yambaram sur 06 km
- ZouloumI, II, OuropolléGarré, I et III, et Guizigaré sur 05 km
- Diguir Sali, Molkoré, Ouro-Malwabi, Ouro-Katchalla, Adjit,Dibbiré sur 08 Km
- Abbatchadji I et II, MahelManou, Tchalloudiwaziri sur 03 km
- ouroLouggaTannéo, Yonkola I et II sur 04 Km
- dowlchouf-moufou-Hodango-Mousgoum sur 03 km

(73 x 2 000 000 F CFA = 146 000 000 F CFA)

1.6 Organiser des réunions de plaidoyer auprès du MINEE pour la promotion des sources alternatives d'énergie

(01 x 250 000 F CFA = 250 000 F CFA)

	147 100 000 F CFA
Total estimatif	147 100 000 F CFA

Tableau 64: Cadre logique secteur de l'Assainissement

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Supposition s	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif supérieur (DSCE)	Assainir le cadre de vie des populations	Nombre de ménages ayant accès à l'assainissement	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	Les appuis divers sont déployés pour assainir le cadre de vie des populations	Nombre de ménages ayant accès à l'assainissement	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)
Objectif global (Objectif de développement)	Promouvoir un accès durable des populations de la commune à l'assainissement	Nombre de ménages ayant accès à un système d'assainissement durable	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	Les appuis divers sont déployés pour promouvoir un accès durable des populations à l'assainissement	Nombre de ménages ayant accès à l'assainissement	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)
Objectifs spécifiques	OS1 : Encourager les populations à assainir leurs milieux de vie	Nombre de ménages dont les cadres de vie sont assainis	- Rapports du MINEE - Rapports des services communaux - Rapports d'enquêtes	Les populations acceptent d'assainir leurs milieux de vie	Nombre de ménages dont les cadres de vie sont assainis	- Rapports du MINEE - Rapports des services communaux - Rapports d'enquêtes
	OS 2 : Renforcer les capacités et infrastructures en matière d'assainissement	Nombre d'infrastructures d'assainissement construits	- Rapports du MINEE - Rapports des services communaux - Rapports d'enquêtes	Les infrastructures d'assainissement sont construites	Nombre d'infrastructures d'assainissement construits	- Rapports du MINEE - Rapports des services communaux - Rapports d'enquêtes
Résultats (Axes stratégiques)	1. Les populations sont encouragées à assainir leurs milieux de vie	21 campagnes de sensibilisation organisées	- Rapports du MINEE - Rapports des services communaux - Rapports d'enquêtes	Les populations assainissent leurs milieux de vie	Nombre de ménages dont les cadres de vie sont assainis	- Rapports du MINEE - Rapports des services communaux - Rapports d'enquêtes

	2. Les capacités et infrastructures en matière d'assainissement sont renforcées	▶ 07 blocs de 02 latrines ▶ 02 plaidoyers menés	▶ Rapports du MINEE ▶ Rapports des services communaux ▶ Rapports d'enquêtes	▶ Les infrastructures d'assainissement sont construites	▶ Nombre d'infrastructures d'assainissement construites	▶ Rapports du MINEE ▶ Rapports des services communaux ▶ Rapports d'enquêtes
Activités						
Pour R1			Pour R2			
1.1. Organisation de 21 campagnes de sensibilisation sur l'importance de l'assainissement, l'hygiène et la salubrité dans les 20 villages et l'espace urbain de la commune (21 x 100 000 F CFA = 2 100 000 F CFA) 1.2. Organisation dans chacun des 20 villages de la commune et dans l'espace urbain des campagnes de sensibilisation à la création et à l'utilisation dans les ménages des latrines et fosses sceptiques (21 x 100 000 F CFA = 2 100 000 F CFA)			2.1. Construction de 09 blocs de 02 latrines publiques dans la commune - 05 blocs au marché de Douggoi - 01 bloc au marché de Kodek - 01 bloc au marché à bétail de Kongola Djolao - 01 bloc au marché de Balaza Alcali - 01 bloc au marché de Guinadji (09 x 4 000 000 F CFA = 36 000 000 F CFA) 2.2. Organisation des actions de plaidoyer auprès du MINEE, de la commune et des autorités compétentes pour l'élaboration d'un plan d'assainissement de la commune (01 x 250 000 F CFA = 250 000 F CFA) 2.3. Acquisition d'une citerne pour la collecte des eaux usées (01 x (50 000 000 F CFA = 50 000 000 F CFA)			
4 200 000 F CFA			86 250 000 F CFA			
Total estimatif					90 450 000 F CFA	

Tableau 65: Cadre logique secteur des Enseignements secondaires

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Supposition	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif supérieur (DSCE)	Améliorer l'accès équitable de tous les enfants en âge scolaire aux enseignements secondaires	-Taux d'admission (au moins 50%) -Taux brut de scolarisation (TBS) -Indice de parité (fille/garçon) au moins 5% -Taux de couverture	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	- Les parents inscrivent tous les enfants en âge scolaire - Les enfants se rendent dans les établissements	-Taux d'admission -Taux de scolarisation -	› Rapports MINESEC › Rapports d'enquêtes
Objectif global (Objectif de développement)	Promouvoir l'accès à une éducation secondaire de qualité	› Niveau/taux d'accroissement de la population justifiant d'un niveau d'études secondaires › Niveau/taux d'accroissement des inscriptions dans les lycées et collèges › Niveau/taux de réussite aux examens de passage et officiels	› Rapports du MINESEC › Rapports des services communaux	› Les appuis divers sont déployés pour promouvoir l'accès à une éducation secondaire de qualité	› Niveau/taux d'accroissement de la population justifiant d'un niveau d'études secondaires › Niveau/taux d'accroissement des inscriptions dans les lycées et collèges › Niveau/taux de réussite aux examens de passage et officiels	› Rapports du MINESEC › Rapports des services communaux
Objectifs spécifiques	OS1 : Encourager les parents à envoyer leurs enfants dans les établissements secondaires	› Nombre de parents sensibilisés › Niveau/taux d'accroissement des inscriptions dans les lycées et collèges	› Rapports du MINESEC › Rapports des services communaux › Rapports d'enquêtes	› Les parents laissent leurs enfants accéder au secondaire › Les enfants se rendent au lycée ou collège	› Niveau/taux d'accroissement des inscriptions dans les lycées et collèges › Niveau/taux de réussite aux examens de passage et officiels	› Rapports du MINESEC › Rapports des services communaux › Rapports d'enquêtes

	OS 2 : Améliorer le cadre et la qualité de l'enseignement secondaire	▸ Nombre de plaidoyers menés ▸ Nombre et qualité des enseignants dans le secondaire	▸ Rapports du MINESEC ▸ Rapports des services communaux ▸ Rapports d'enquêtes	▸ Les appuis divers sont déployés pour améliorer le cadre et la qualité de l'enseignement secondaire	▸ Nombre de plaidoyers menés ▸ Nombre et qualité des enseignants dans le secondaire	▸ Rapports du MINESEC ▸ Rapports des services communaux ▸ Rapports d'enquêtes
	OS3 : Accroître le nombre d'infrastructures et d'équipements dans le secteur des enseignements secondaires	▸ Nombre d'infrastructures et d'équipements dans l'enseignement secondaire	▸ Rapports du MINESEC ▸ Rapports des services communaux ▸ Rapports d'enquêtes	▸ Les infrastructures sont construites ▸ Les établissements sont dotés d'équipements	▸ Nombre de nouvelles infrastructures et d'équipements dans les lycées et collèges	▸ Rapports du MINESEC ▸ Rapports des services communaux ▸ Rapports d'enquêtes
Résultats (Axes stratégiques)	1. Les parents sont encouragés à envoyer leurs enfants dans les établissements secondaires	▸ 21 campagnes de sensibilisation organisées ▸ Niveau/taux d'accroissement des inscriptions dans les lycées et collèges	▸ Rapports du MINESEC ▸ Rapports des services communaux ▸ Rapports d'enquêtes	▸ Les enfants se rendent au lycée ou collège	▸ Niveau/taux de réussite aux examens de passage et officiels	▸ Rapports du MINESEC ▸ Rapports des services communaux ▸ Rapports d'enquêtes
	2. Le cadre et la qualité de l'enseignement secondaire sont améliorés	▸ 02 plaidoyers menés ▸ Nombre et qualité des enseignants dans le secondaire	▸ Rapports du MINESEC ▸ Rapports des services communaux ▸ Rapports d'enquêtes	▸ Les appuis divers sont déployés pour améliorer le cadre et la qualité de l'enseignement secondaire	▸ Nombre de plaidoyers menés ▸ Nombre et qualité des enseignants dans le secondaire	▸ Rapports du MINESEC ▸ Rapports des services communaux ▸ Rapports d'enquêtes

	3. Le nombre d'infrastructures et d'équipements dans le secteur des enseignements secondaires a accru	▶ 03 plaidoyers menés ▶ Nombre d'infrastructures et d'équipements dans l'enseignement secondaire	▶ Rapports du MINESEC ▶ Rapports des services communaux ▶ Rapports d'enquêtes ▶ Observations directes	▶ Les infrastructures sont construites ▶ Les établissements sont dotés d'équipements	▶ Nombre de nouvelles infrastructures et d'équipements dans les lycées et collèges ▶ Sites des travaux	▶ Rapports du MINESEC ▶ Rapports des services communaux ▶ Rapports d'enquêtes ▶ Observations directes
Activités						
	Pour R1	Pour R2		Pour R3		
	1.1. Organisation dans chacun des 20 villages et dans l'espace urbain de la commune des campagnes de sensibilisation sur l'importance et les retombées de l'école (21 x 100 000 F CFA = 2 100 000 F CFA)	2.1 Mener des actions de plaidoyer auprès du MINESEC et des autorités compétentes pour l'affectation de 26 enseignants qualifiés dans les établissements secondaires de la commune: 16 enseignants au lycée bilingue de Maroua (EPS 04, Mathématiques 04, Anglais 02, français 02, Histoire géographique 04); 10 enseignants au lycée classique et moderne de Maroua (01 Français, 02 EPS, 01 HGEC, 06 Maths et 01 info); (01 x 250 000 F CFA = 250 000 F CFA)		3.1 Mener des actions de plaidoyer auprès du MINESEC et des autorités compétentes pour la création et la construction de nouveaux établissements secondaires dans la commune (CES de Doursoungo, CES de Ouro Loppé, CETIC de Kongola Djiddéo, CETIC de Balaza Lawane, CETIC de Balaza Alcali, SAR/SM de Balaza Alcali) (01 x 250 000 F CFA = 250 000 F CFA)		
		2.2 Mener des actions de plaidoyer auprès du MINESEC et		3.2 Mener des actions de plaidoyer auprès du MINESEC et des autorités compétentes pour la construction de nouvelles salles de		

1.2. Organisation dans chacun des 20 villages et dans l'espace urbain de la commune des campagnes de sensibilisation pour la scolarisation de la jeune fille (21 x 100 000 F CFA = 2 100 000 F CFA)	des autorités compétentes pour la dotation des établissements secondaires en matériel didactique (01 atelier de froid et climatisation au Lycée Technique de Maroua, 22 ordinateurs dans la salle multimédia du Lycée Bilingue de Maroua) (01 x 250 000 F CFA = 250 000 F CFA)	classe dans les établissements secondaires de la commune : 10 salles de classes avec rampes d'accès pour handicapés au lycée Bilingue de Maroua ; 04 salles de classe au Lycée Classique et moderne de Maroua ; 02 salles de classes au CES de Guinadji ; 04 salles de classe au Lycée de Maroua Kongola ; 04 salles au Lycée de Balaza Alcali. (01 x 250 000 F CFA = 250 000 F CFA) 3.3. Mener des actions de plaidoyer auprès du MINESEC et des autorités compétentes pour la dotation des établissements secondaires en équipements divers : en tables-bancs:(672 tables bancs au lycée Bilingue de Maroua ; 562 tables bancs au lycée technique de Maroua ; 565 tables bancs au lycée classique et moderne de Maroua) ; En matériels de laboratoire au lycée Classique de Maroua. (01 x 250 000 F CFA = 250 000 F CFA)
4 200 000 F CFA	500 000 F CFA	750 000 F CFA
Total estimatif		5 450 000 F CFA

Tableau 66: Cadre logique secteur de l'Emploi et de la formation professionnelle

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif supérieur (DSCE)	Promouvoir des emplois décents durables, accroître l'employabilité de la population active par une formation professionnelle adaptée	Nombre de structures de formation professionnelle créées et fonctionnelles sur l'ensemble du territoire	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	Les appuis divers sont déployés pour promouvoir des emplois décents durables, accroître l'employabilité de la population active par une formation professionnelle adaptée	Nombre de structures de formation professionnelle créées et fonctionnelles sur l'ensemble du territoire	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)
Objectif global (Objectif de développement)	Faciliter l'accès à la formation professionnelle et à l'emploi décent	- Nombre de structures de formation professionnelle - Nombre de personnes ayant accès à une formation professionnelle - Nombre de jeunes ayant un emploi décent - Taux de chômage	- Rapports sectoriels - Rapports des services communautaires - Rapports d'enquêtes	- Les jeunes suivent des formations professionnelles - Les offres d'emplois sont publiées	- Nombre de personnes ayant accès à une formation professionnelle - Nombre de jeunes ayant un emploi décent - Taux de chômage	- Rapports sectoriels - Rapports des services communautaires - Rapports d'enquêtes
Objectifs spécifiques	OS1 : Susciter l'intérêt des jeunes pour la formation professionnelle	Nombre de jeunes sensibilisés	- Rapports sectoriels - Rapports des services communautaires - Rapports d'enquêtes - Rapport des projets de développement	Les jeunes acceptent de s'intéresser aux formations professionnelles	Nombre de jeunes sensibilisés	- Rapports sectoriels - Rapports des services communautaires - Rapports d'enquêtes - Rapport des projets de développement

	OS 2 : Faciliter l'insertion professionnelle des jeunes	▸ Nombre de jeunes ayant accès à un travail décent ▸ Nombre de jeunes ayant été formés sur les mécanismes d'obtention des crédits	▸ Rapports sectoriels ▸ Rapports des services communaux ▸ Rapports d'enquêtes ▸ Rapport des projets de développement	▸ Les offres d'emploi sont publiées et disponibles	▸ Nombre d'offres publiées	▸ Observation directe ▸ Rapports d'enquêtes ▸ Rapport des projets de développement
	OS3 : Doter la commune d'infrastructures de formation professionnelle	▸ Nombre d'infrastructures construites	▸ Rapports sectoriels ▸ Rapports des services communaux ▸ Rapports d'enquêtes	▸ Les infrastructures sont construites	▸ Nombre d'infrastructures construites ▸ Sites des travaux	▸ Observation directe ▸ Rapports d'enquêtes ▸ Rapport des projets de développement
Résultats (Axes stratégiques)	1. Les jeunes s'intéressent aux formations professionnelles	▸ 21 campagnes de sensibilisation organisées	▸ Rapports sectoriels ▸ Rapports des services communaux ▸ Rapports d'enquêtes ▸ Rapport des projets de développement	▸	▸	▸

	2. L'insertion professionnelle des jeunes est facilitée	▸ 01 plaidoyer mené ▸ 21 campagnes de sensibilisation organisées ▸ Taux de jeunes ayant un travail décent ▸ Nombre de jeunes maîtrisant les projets programmes et les mécanismes d'obtention des crédits	▸ Rapports sectoriels ▸ Rapports des services communaux ▸ Rapports d'enquêtes ▸ Rapport des projets de développement	▸ Les appuis divers sont déployés pour l'insertion professionnelle des jeunes	▸ Nombre d'offres publiées ▸ Nombre de jeunes ayant un travail décent ▸ Nombre de jeunes maîtrisant les projets programmes et les mécanismes d'obtention des crédits	▸ Rapports sectoriels ▸ Rapports des services communaux ▸ Rapports d'enquêtes ▸ Rapport des projets de développement
	3. La commune est dotée d'infrastructures de formation professionnelle	▸ 02 plaidoyers menés ▸ 01 centre de formation créé ▸ 03 SAR/SM créées	▸ Rapports sectoriels ▸ Rapports des services communaux ▸ Rapports d'enquêtes	▸ Les infrastructures sont construites	▸ Nombre d'infrastructures construites ▸ Sites des travaux	▸ Observation directe ▸ Rapports d'enquêtes ▸ Rapport des projets de développement
Activités						
Pour R1		Pour R2		Pour R3		
1.1. Organisation dans les 20 villages et l'espace urbain des campagnes de sensibilisation et d'éducation pour susciter l'intérêt des jeunes aux formations professionnelles		2.1 Organisation des caravanes et réunions de plaidoyer auprès du FNE, des projets programme et des employeurs pour une meilleure médiatisation des offres d'emploi		3.1 Organisation des caravanes et réunions de plaidoyer auprès du ministère de l'Emploi et de la formation professionnelle pour la création, la construction et l'équipement au sein de la commune d'un centre de formation professionnel en petits métiers		
(21 x 100 000 F CFA =		(01 x 250 000 F CFA = 250 000 F CFA)		(01 x 250 000 F CFA = 250 000 F		

2 100 000 F CFA)	2.2 Organisation dans les 20 villages et le centre urbain des séances de formation des jeunes les mécanismes d'accès ou d'obtention des financements (21 x 100 000 F CFA = 2 100 000 F CFA)	CFA) 3.2. Organisation des caravanes et réunions de plaidoyer auprès des autorités compétentes pour la création et la construction de 03 SAR/SM dans la commune (Kodek, Kongola Djiddéo, Kongola Djolao) (01 x 250 000 F CFA = 250 000 F
2 100 000 F CFA	2 350 000 F CFA	500 000 F CFA
Total estimatif		4 950 000 F CFA

Tableau 67: Cadre logique secteur du Travail et de la sécurité sociale

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif supérieur (DSCE)	Prémunir les populations des maux, fléaux et risques sociaux et promouvoir la sécurité sociale	▸ Taux d'augmentation du taux de couverture en matière de sécurité sociale ▸ Taux d'accroissement de 90% de la sécurité sociale	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	▸ Les appuis divers sont déployés pour prémunir les populations des maux, fléaux et risques sociaux et promouvoir la sécurité sociale	▸ Taux d'augmentation du taux de couverture en matière de sécurité sociale ▸ Taux d'accroissement de 90% de la sécurité sociale	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)
Objectif global (Objectif de développement)	Promouvoir l'épanouissement des travailleurs et des retraités de la commune	▸ Nombre de travailleurs bénéficiant de la sécurité sociale	▸ Rapports sectoriels ▸ Rapports d'enquête	▸	▸ ▸ ▸	▸
Objectifs spécifiques	OS1 : Faciliter l'accès à tous les travailleurs de la commune aux meilleures conditions de travail	▸ Nombre de syndicats des travailleurs créés	▸ Rapports sectoriels ▸ Rapports d'enquête	▸ Les appuis divers sont déployés pour faciliter l'accès à tous les travailleurs de la commune aux meilleures conditions de travail	▸ Nombre de syndicats des travailleurs créés	▸ Rapports sectoriels ▸ Rapports d'enquête
	OS 2 : Améliorer la sécurité sociale des travailleurs	▸ Nombre de travailleurs sensibilisés ▸ Nombre de travailleurs affiliés à la CNPS	▸ Rapports sectoriels ▸ Rapports d'enquête	▸ Les employeurs affilient leurs employés	▸ Nombre de travailleurs affiliés à la CNPS	▸ Rapports sectoriels ▸ Rapports d'enquête
Résultats (Axes stratégiques)	1. L'accès aux meilleures conditions de travail est facilité à tous les travailleurs de la commune	▸ 002 plaidoyers menés ▸ Nombre de travailleurs syndiqués	▸ Rapports sectoriels ▸ Rapports d'enquête	▸ Les employeurs améliorent les conditions de travail de leurs employés	▸ Nombre de travailleurs syndiqués	▸ Rapports sectoriels ▸ Rapports d'enquête

	2. La sécurité sociale des travailleurs est améliorée	▶ 21 campagnes de sensibilisation organisées ▶ 02 plaidoyers menés ▶ 07 mutuelles de santé créées	▶ Rapports sectoriels ▶ Rapports d'enquête	▶	▶	▶
Activités						
Pour R1			Pour R2			
1.1. Mener des actions de plaidoyer auprès des autorités compétentes pour la création des syndicats de travailleurs dans les différents secteurs (01 x 250 000 F CFA = 250 000 F CFA) 1.2. Mener des actions de plaidoyer auprès des autorités compétentes pour faire appliquer dans tous les secteurs les textes relatifs à la sécurité sociale (01 x 250 000 F CFA = 250 000 F CFA)			2.1 Organisation dans les 20 villages et l'espace urbain de la commune des campagnes de sensibilisation des corps des métiers sur les droits des travailleurs et la législation du travail (21 x 100 000 F CFA = 2 100 000 F CFA) 2.2 Organisation des caravanes et réunions de plaidoyer auprès des autorités compétentes pour la création de 07 mutuelles de santé au sein de la commune (à Kongola Djiddéo, Kongola Saiid, Kongola Djolao, Djoulgouf, Balaza lawane, Balaza alcali et à Kodek) (01 x 250 000 F CFA = 250 000 F CFA) 2.3 Organisation des caravanes et réunions de plaidoyer auprès des autorités compétentes pour l'affiliation de tous les travailleurs à la CNPS (01 x 250 000 F CFA = 250 000 F CFA)			
500 000 F CFA			2 350 000 F CFA			
Total estimatif					2 850 000 F CFA	

Tableau 68: Cadre logique secteur du Tourisme et des loisirs

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources

Objectif supérieur (DSCE)	▸ Développer les produits touristiques camerounais pour faire du Cameroun une destination touristique	▸ Nombre de touristes internationaux par an (au moins 1 000 000) ▸ Nombre de sites touristiques aménagés et normalisés ▸ VA touristique/ VA totale	- Enquête INS (EDS, ECAM, etc.) ▸			
Objectif global (Objectif de développement)	▸ Favoriser le développement du tourisme dans la commune	▸ Niveau de développement des activités touristiques dans la commune ▸	▸ Rapports sectoriels ▸ Rapports d'enquête ▸ Rapport des projets de développement ▸ Rapports des services communaux ▸			
Objectifs spécifiques	OS1 : Valoriser les atouts touristiques de la commune	▸ Nombre des populations qui s'investissent dans les activités touristiques ▸ Nombre d'activités touristiques créées	▸ Rapports d'enquête ▸ Rapport des projets de développement ▸ Rapports des services communaux ▸	▸ Les populations de la commune acceptent de valoriser les atouts touristiques	▸ Nombre des populations qui s'investissent dans les activités touristiques ▸	▸ Rapports d'enquête ▸ Rapport des projets de développement ▸ Rapports des services communaux ▸
	OS 2 : Améliorer les capacités d'accueil et d'attraction de la commune	▸ Nombre d'infrastructures construites	▸ Rapports d'enquête ▸ Rapport des projets de développement ▸ Rapports des services communaux ▸	▸ Les appuis divers sont déployés pour améliorer les capacités d'accueil et d'attraction de la commune	▸ Nombre d'infrastructures construites	▸ Rapports d'enquête ▸ Rapport des projets de développement ▸ Rapports des services communaux ▸

Résultats (Axes stratégiques)	1. Les atouts touristiques de la commune sont valorisés	▶ 21 campagnes de sensibilisation organisées ▶ 01 plaidoyer mené ▶ 01 répertoire des sites touristiques élaboré	▶ Rapports d'enquête ▶ Rapport des projets de développement ▶ Rapports des services communaux	▶ Les populations s'intéressent aux activités touristiques et valorisent les atouts de la commune	▶ Nombre des populations qui s'investissent dans les activités touristiques	▶ Rapports d'enquête ▶ Rapport des projets de développement ▶ Rapports des services communaux
	2. Les capacités d'accueil et d'attraction de la commune sont améliorées	▶ 01 hôtel municipal construit ▶ 01 restaurant municipal construit	▶ Rapports d'enquête ▶ Rapport des projets de développement ▶ Rapports des services communaux ▶	▶ Les appuis divers sont déployés pour améliorer les capacités d'accueil et d'attraction de la commune	▶ Nombre d'infrastructures construites	▶ Rapports d'enquête ▶ Rapport des projets de développement ▶ Rapports des services communaux
Activités						
Pour R1			Pour R2			
1.1. Organisation dans chacun des 20 villages et l'espace urbain de la commune des campagnes de sensibilisation sur les atouts et avantages du tourisme (21 x 100 000 F CFA = 2 100 000 F CFA) 1.2. Elaboration d'un répertoire des sites et atouts touristiques de la commune (01 x 1 000 000 F CFA = 1 000 000 F CFA) 1.3. Aménagement et la viabilisation des sites touristiques (chaîne de montagne de Mayel Ibbé, Djoulgouf) (01 x 5 000 000 F CFA = 5 000 000 F CFA)			2.1 Construction d'un hôtel et d'un restaurant municipal dans la commune de Maroua III (01 x 50 000 000 F CFA = 50 000 000 F CFA) 2.2 Création et construction d'un office communal de tourisme à Maroua III (01 x 20 000 000 F CFA = 20 000 000 F CFA)			
8 100 000 F CFA			70 000 000 F CFA			
Total estimatif					78 100 000 F CFA	

Tableau 69: Cadre logique secteur des Forêts et faune

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif supérieur (DSCE)	Assurer une gestion durable des ressources naturelles		Enquête INS, ECAM			›
Objectif global (Objectif de développement)	Améliorer la gestion des ressources forestières et fauniques de la commune	› Taux d'exploitation des ressources forestières et fauniques ›	Enquête INS, › ECAM › Rapports d'enquête › Rapport du MINFOF	› Les appuis divers sont déployés pour améliorer la gestion des ressources forestières et fauniques de la commune	› Taux d'exploitation des ressources forestières et fauniques ›	Enquête INS, › ECAM › Rapports d'enquête › Rapport du MINFOF
Objectifs spécifiques	OS1 : Diminuer la destruction des ressources forestières et fauniques de la commune	› Taux d'exploitation des ressources forestières et fauniques ›	› Rapports des services communaux › Rapports d'enquête › Rapport du MINFOF	› Les populations cessent la destruction et l'exploitation anarchique des ressources forestières et fauniques	› Taux d'exploitation des ressources forestières et fauniques ›	Enquête INS, › ECAM › Rapports d'enquête › Rapport du MINFOF › Observation directe
	OS 2 : Renforcer les capacités des populations dans la protection des forêts et de la faune	› Nombre de personnes sensibilisées › Nombre de personnes formées	› Rapports des services communaux › Rapports d'enquête › Rapport du MINFOF	› Les populations acceptent de s'impliquer dans la protection des forêts et de la faune	› Nombre de personnes sensibilisées › Nombre de personnes formées	› Rapports des services communaux › Rapports d'enquête › Rapport du MINFOF
Résultats (Axes stratégiques)	1. La destruction des ressources forestières et fauniques de la commune a diminuée	› 21 campagnes de sensibilisation organisées › Taux d'exploitation des ressources forestières et fauniques	› Rapports des services communaux › Rapports d'enquête › Rapport du MINFOF › Observation directe	› Les populations cessent de détruire les ressources forestières et fauniques de la commune	› Taux d'exploitation des ressources forestières et fauniques ›	› Rapports des services communaux › Rapports d'enquête › Rapport du MINFOF › Observation directe

	2. Les capacités des populations dans la protection des forêts et de la faune sont renforcées	▶ 02 vergers communautaires créés ▶ 01 forêt communautaire créée ▶ 21 campagnes de sensibilisation organisées	▶ Rapports des services communaux ▶ Rapports d'enquête ▶ Rapport du MINFOF	▶ Les populations mettent en pratique les enseignements reçus	▶ Nombre de forêts ou d'espèces fauniques protégées	▶ Rapports des services communaux ▶ Rapports d'enquête Rapport du MINFOF
Activités						
Pour R1			Pour R2			
1.1. Organisation dans les 20 villages et l'espace urbain de la commune des campagnes de sensibilisation sur la coupe abusive des arbres et ses conséquences (21 x 100 000 F CFA = 2 100 000 F CFA) 1.2. Organisation dans les 20 villages et l'espace urbain de la commune des campagnes de sensibilisation sur les textes et lois sur la gestion des ressources forestières et fauniques (21 x 100 000 F CFA = 2 100 000 F CFA)			2.1 Création de 02 vergers forestiers communautaires à Ouro Biri et à Kongola Djiddéo (02 x 3 000 000 F CFA = 6 000 000 F CFA) 2.2 Création d'une forêt communautaire à Kongola Djolao (01 x 5 000 000 F CFA = 5 000 000 F CFA) 2.3. Organisation dans les 20 villages et l'espace urbain de la commune des sessions de formation sur la vulgarisation des techniques de régénération forestière (21 x 250 000 F CFA = 5 250 000 F CFA)			
4 200 000 F CFA			16 250 000 F CFA			
Total estimatif					20 450 000 F CFA	

Tableau 70: Cadre logique secteur de l'Environnement et de la protection de la nature

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif supérieur (DSCE)	Assurer une gestion durable des ressources naturelles	› Taux de couverture du monitoring environnemental (100%)	› Enquête INS, ECAM	›	›	›
Objectif global (Objectif de développement)	Limitier la dégradation de l'environnement et des ressources naturelles de la commune	› Degré de dégradation de l'environnement	› Rapports d'études › Rapports du MINEPDE › Rapports des services communaux › Observation directe	› Les appuis divers sont déployés pour limiter la dégradation de l'environnement et des ressources naturelles de la commune	› Degré de dégradation de l'environnement	› Rapports d'études › Rapports du MINEPDE › Rapports des services communaux › Observation directe
Objectifs spécifiques	OS1 : Assainir l'environnement de la commune	› Nombre d'espaces verts créés › Nombre d'unité de traitement d'ordures mises sur pied	› Rapports du MINEPDE › Rapports des services communaux › Observation directe	› Les appuis divers sont déployés pour assainir l'environnement de la commune	› Nombre d'espaces verts créés › Nombre d'unité de traitement d'ordures mises sur pied	› Rapports du MINEPDE › Rapports des services communaux › Observation directe
Résultats (Axes stratégiques)	1. L'environnement de la commune est assaini	› 02 sites reboisés › 21 campagnes de sensibilisation organisées	› Rapports du MINEPDE › Rapports des services communaux › Observation directe	› Les appuis divers sont déployés pour assainir l'environnement de la commune	› Nombre d'espaces verts créés › Nombre d'unité de traitement d'ordures mises sur pied	› Rapports du MINEPDE › Rapports des services communaux › Observation directe
Activités						
Pour R1						

1.1. Organisation dans les 20 villages de la commune et l'espace urbain des campagnes de sensibilisation des populations sur le développement durable et la préservation des ressources naturelles

(21 x 200 000 F CFA = 4 200 000 F CFA)

1.2. Organisation dans les 20 villages de la commune et l'espace urbain des séances de sensibilisation des populations sur l'utilisation des plastiques non biodégradables et leurs effets

(21 x 200 000 F CFA = 4 200 000 F CFA)

1.3. Reboisement du périmètre urbain de Maroua III

(01 x 5 000 000 F CFA = 5 000 000 F CFA)

1.4. Reboisement du site de l'université à Kongola

(01 x 5 000 000 F CFA = 5 000 000 F CFA)

1.5 Création de deux espaces verts dans l'espace urbain de la commune

(2 x 250 000 F CFA = 500 000 F CFA)

1.6. Création d'une pépinière municipale

(01 x 5 000 000 F CFA = 5 000 000 F CFA)

21 900 000 F CFA

Total estimatif

21 900 000 F CFA

Tableau 71: Cadre logique secteur de l'Habitat et du développement urbain

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif supérieur (DSCE)	Assurer le développement harmonieux du cadre de vie dans les villes	▸ Qualité de l'habitat ▸ Degré d'urbanisation ▸ Degré de salubrité	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)		▸	▸
Objectif global (Objectif de développement)	Assurer une urbanisation décente de la commune	▸ Qualité de l'habitat ▸ Degré d'urbanisation ▸ Degré de salubrité	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	▸	▸ ▸ ▸	▸
Objectifs spécifiques	OS 1 : Aménager et assainir l'espace urbain communal	▸ Niveau d'aménagement et d'assainissement de la commune	▸ Rapports du MINDUH ▸ Rapports des services communaux ▸ Observation directe	▸ Les appuis divers sont déployés pour aménager et assainir l'espace urbain communal	▸ Niveau d'aménagement et d'assainissement de la commune	▸ Rapports du MINDUH ▸ Rapports des services communaux ▸ Observation directe
	OS 2 : Améliorer la qualité de l'habitat dans la commune	▸ Nombre de sensibilisations menées ▸ Qualité des habitats	▸ Rapports du MINDUH ▸ Rapports des services communaux ▸ Observation directe	▸ Les populations intègrent les innovations en matière de construction des habitats	▸ Qualité des habitats ▸ Nombre de personnes intégrant les innovations en matière de construction des habitats	▸ Rapports du MINDUH ▸ Rapports des services communaux ▸ Observation directe
Résultats (Axes stratégiques)	1. L'espace urbain communal est aménagé et assaini	▸ 01 schéma directeur et 01 plan d'occupation des sols de la ville élaboré ▸ 100 logements sociaux construits	▸ Rapports du MINDUH ▸ Rapports des services communaux ▸ Observation directe	▸ Les appuis divers sont déployés pour aménager et assainir la ville	▸ 02 jardins publics aménagés ▸ 01 plan directeur de la ville élaboré ▸ Nombre de points d'éclairage public	▸ Rapports du MINDUH ▸ Rapports des services communaux ▸ Observation directe

	2. La qualité de l'habitat dans la commune est améliorée	▶ 21 campagnes de sensibilisation menées ▶ Qualité des habitats	▶ Rapports du MINDUH ▶ Rapports des services communaux ▶ Observation directe	▶ Les habitats décents sont construits dans la commune	▶ Qualité des habitats ▶ Nombre d'habitats décents construits	▶ Rapports du MINDUH ▶ Rapports des services communaux ▶ Observation directe
Activités						
Pour R1			Pour R2			
1.1. Etudes et élaboration d'un plan d'occupation des sols et d'un schéma directeur de la ville (01 x 70 000 000 F CFA = 70 000 000 F CFA) 1.2. Elaboration d'un plan d'urbanisation de la commune (01 x 3 000 000 F CFA = 3 000 000 F CFA) 1.3. Acquisition d'un terrain pour l'implantation des logements sociaux et des équipements marchands dans les encablures de Douggoi, Doursoungo et Kongola (01 x 10 000 000 F CFA = 10 000 000 F CFA) 1.4. Organisation des caravanes et réunions de plaidoyer auprès du ministère et des autorités compétentes pour la construction de 100 logements sociaux dans la commune (01 x 250 000 F CFA = 250 000 F CFA)			2.1 Organisation dans les 20 villages de la commune et dans l'espace urbain des campagnes de sensibilisation sur l'utilisation et la promotion des matériaux locaux pour la construction (21 x 100 000 F CFA = 2 100 000 F CFA) 2.2 Organisation dans les 20 villages de la commune et dans l'espace urbain des campagnes de sensibilisation sur l'hygiène et la salubrité (21 x 100 000 F CFA = 2 100 000 F CFA)			
83 250 000 F CFA			4 200 000 F CFA			
Total estimatif					87 450 000 F CFA	

Tableau 72: Cadre logique secteur des Domaines, du cadastre et des affaires foncières

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Supposition s	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif supérieur (DSCE)	Permettre aux populations de satisfaire leurs besoins essentiels, de jouir de leurs droits fondamentaux et d'assumer leurs devoirs	▸ % de la population sensibilisée sur la sécurité foncière ▸ Nombre de demande de titre foncier initié	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	▸ Les appuis divers sont déployés pour permettre aux populations de satisfaire leurs besoins essentiels, de jouir de leurs droits fondamentaux et d'assumer leurs devoirs	▸ % de la population sensibilisée sur la sécurité foncière ▸ Nombre de demande de titre foncier initié	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)
Objectif global (Objectif de développement)	Permettre un accès aisé au titre foncier et au droit à la propriété dans la commune	▸ % de la population sensibilisée sur la sécurité foncière ▸ Nombre de demande de titre foncier initié	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	▸	▸	▸
Objectifs spécifiques	OS 1 : Faciliter l'obtention des titres fonciers	▸ % de la population ayant obtenu un titre foncier ▸ Nombre de titres fonciers délivrés ▸ Durée d'obtention d'un titre foncier ▸ Dossier de demande du titre foncier	▸ Rapports sectoriels ▸ Rapports d'enquêtes	▸ Les populations décident de titrer leurs terrains	▸ Nombre de parcelles titrées	▸ Rapports sectoriels ▸ Rapports d'enquêtes

Résultats (Axes stratégiques)	1. L'obtention des titres fonciers est facilitée	▶ 01 plan cadastral élaboré ▶ 01 plan d'utilisation des terres élaboré ▶ 21 campagnes de sensibilisati on organisées ▶ 01 plaidoyer fait	▶ Rapports d'enquêtes	▶ La procédure d'obtention du titre foncier est allégée	▶ Délai d'obtention d'un titre foncier ▶ Nombre de parcelles titrées ▶	▶ Rapports sectoriels ▶ Rapports d'enquêtes ▶
Activités						
Pour R1						
1.1. Elaboration du plan cadastral et du plan d'utilisation et de gestion des terres de la commune (01 x 5 000 000 F CFA = 5 000 000 F CFA) 1.2. Organisation dans les 20 villages de la commune et dans l'espace urbain des campagnes de sensibilisation sur les procédures d'obtention des titres fonciers (21 x 100 000 F CFA = 2 100 000 F CFA) 1.3. Organisation des caravanes et réunions de plaidoyer auprès du MINDAF et des autorités compétentes pour l'allègement des procédures et des délais d'obtention des titres fonciers (01 x 250 000 F CFA = 250 000 F CFA)						
						7 350 000 F CFA
Total estimatif						7 350 000 F CFA

Tableau 73: Cadre logique secteur de la Recherche scientifique et de l'innovation

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Supposition s	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif supérieur (DSCE)	Améliorer la recherche dans le secteur de l'industrie, de l'agriculture, de l'élevage et des services	▸ Nombre d'applications des résultats de la recherche ▸ Nombre d'entreprises innovantes créées ▸ % de personnes formées dans les techniques innovantes ▸ Taux d'amélioration de la productivité	▸ Enquête INS (EDS, ECAM)	▸ Les appuis divers sont déployés pour améliorer la recherche dans le secteur de l'industrie, de l'agriculture, de l'élevage et des services	▸ Nombre d'applications des résultats de la recherche ▸ Nombre d'entreprises innovantes créées ▸ % de personnes formées dans les techniques innovantes ▸ Taux d'amélioration de la productivité	▸ Enquête INS (EDS, ECAM)
Objectif global (Objectif de développement)	Faciliter l'accès aux produits de la recherche scientifique et de l'innovation	▸ Nombre d'applications des résultats de la recherche ▸ Taux d'amélioration de la productivité	▸ Rapports du MINRESI ▸ Rapports d'études scientifiques ▸ Rapports d'enquêtes	▸ Les produits de la recherche scientifique et de l'innovation sont mis à la disposition des populations	▸ Nombre de personnes ayant accès aux produits de la recherche scientifique	▸ Rapports du MINRESI ▸ Rapports d'enquêtes
Objectifs spécifiques	OS1 : Vulgariser les produits de la recherche scientifique	▸ Nombre d'applications des résultats de la recherche ▸ Taux d'amélioration de la productivité ▸ % de personnes formées dans les techniques innovantes	▸ Rapports du MINRESI ▸ Rapports d'études scientifiques ▸ Rapports d'enquêtes	▸ Les produits de la recherche scientifique et de l'innovation sont mis à la disposition des populations ▸ Les populations capitalisent les résultats de la recherche scientifique	▸ Nombre d'applications des résultats de la recherche ▸ Nombre de personnes ayant accès aux produits de la recherche scientifique ▸ Taux d'amélioration de la productivité	▸ Rapports du MINRESI ▸ Rapports d'études scientifiques ▸ Rapports d'enquêtes

	OS 2 : Améliorer les techniques de production agropastorale	▸ Nombre de producteurs formés dans les techniques innovantes	▸ Rapports du MINRESI ▸ Rapports d'études scientifiques ▸ Rapports d'enquêtes	▸ Les techniques innovantes sont employées par les producteurs	▸ Taux d'amélioration de la productivité	▸ Rapports sectoriels ▸ Rapports d'études scientifiques ▸ Rapports d'enquêtes
Résultats (Axes stratégiques)	1. Les produits de la recherche scientifique sont vulgarisés	▸ 01 plateforme d'échange créée ▸ 01 plaidoyer fait	▸ Rapports d'enquêtes ▸ Rapports d'activités	▸ Les informations sont échangées sur la plateforme	▸ Nombre de personnes qui accèdent à la plateforme	▸ Rapports d'enquêtes ▸ Rapports d'activités
	2. Les techniques de production agropastorale sont améliorées	▸ 01 plaidoyer mené ▸ 21 campagnes de sensibilisation organisées ▸ 07 points de vente créés ▸ Taux d'amélioration de la productivité	▸ Rapports sectoriels ▸ Rapports d'études scientifiques ▸ Rapports d'enquêtes	▸ Les techniques innovantes sont employées par les producteurs	▸ Taux d'amélioration de la productivité	▸ Rapports sectoriels ▸ Rapports d'études scientifiques ▸ Rapports d'enquêtes
Activités						
Pour R1			Pour R2			

1.1. Création d'une plateforme de diffusion et d'échange d'informations sur les innovations scientifiques (01 x 1 000 000 F CFA = 1 000 000 F CFA) 1.2. Organisation des caravanes et réunions de plaidoyer auprès du MINRESI et des autorités compétentes pour appuyer la recherche sur les plantes médicinales (01 x 250 000 F CFA = 250 000 F CFA)	2.1 Organisation dans les 20 villages de la commune et dans l'espace urbain des sessions de formation des producteurs sur les techniques innovantes (21 x 250 000 F CFA = 5 250 000 F CFA) 2.2 Organisation des caravanes et réunions de plaidoyer auprès des sectoriels compétentes pour la baisse des prix des semences et espèces améliorées (01 x 250 000 F CFA = 250 000 F CFA) 2.3. Création et ravitaillement de 07 points de vente des semences améliorées (à Kongola Djiddéo, Djolao, Kongola Said, Balaza Lawane, Alcali, Djoulgouf et Kodek) (07 x 1 000 000 F CFA = 7 000 000 F CFA)
1 250 000 F CFA	12 500 000 F CFA
Total estimatif	13 750 000 F CFA

Tableau 74: Cadre logique secteur de la Jeunesse et éducation civique

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif supérieur (DSCE)	Augmenter l'offre et la qualité de la formation et de l'encadrement des jeunes	Nombre de jeunes formés et encadrés	Enquête INS (EDS, ECAM)			
Objectif global (Objectif de développement)	Offrir un meilleur encadrement aux jeunes de la commune	Nombre de jeunes formés et encadrés	- Rapports sectoriels - Rapports des projets de développement - Rapports d'enquêtes	Les appuis divers sont déployés pour offrir un meilleur encadrement aux jeunes	Nombre de jeunes formés et encadrés	- Rapports sectoriels - Rapports des projets de développement - Rapports d'enquêtes
Objectifs spécifiques	OS 1 : Faciliter l'insertion des jeunes	Nombre de jeunes qui ont pu avoir une insertion socioprofessionnelle	- Rapports sectoriels - Rapports des projets de développement - Rapports d'enquêtes	Les appuis divers sont déployés pour faciliter l'insertion des jeunes	- Nombre et types d'actions menés envers les jeunes - Nombre de jeunes qui ont pu avoir une insertion socioprofessionnelle	- Rapports sectoriels - Rapports des projets de développement - Rapports d'enquêtes
	OS 2 : Promouvoir l'épanouissement des jeunes	Nombre de jeunes ayant accès à un cadre d'épanouissement	- Rapports sectoriels - Rapports des projets de développement - Rapports d'enquêtes	Les infrastructures de loisirs des jeunes sont construites	- Nombre d'infrastructures construites - Nombre de jeunes ayant accès à un cadre d'épanouissement	- Rapports sectoriels - Rapports des projets de développement - Rapports d'enquêtes
Résultats (Axes stratégiques)	1. L'insertion des jeunes est facilitée	21 sessions de formation 21 campagnes de sensibilisation 01 plaidoyer mené	- Rapports sectoriels - Rapports des projets de développement - Rapports d'enquêtes	Les jeunes s'intéressent et participent aux activités en vue de faciliter leur insertion	- Nombre de jeunes formés - Nombre de jeunes sensibilisés	- Rapports sectoriels - Rapports des projets de développement - Rapports d'enquêtes

	2. L'épanouissement des jeunes est promu	▶ 01 DAJEC créé et construit ▶ 01 centre multifonctionnel construit	▶ Rapports sectoriels ▶ Rapports des projets de développement ▶ Rapports d'enquêtes ▶ Observation directe	▶ Les infrastructures de loisirs des jeunes sont construites ▶ Les jeunes utilisent les infrastructures construites	▶ Nombre d'infrastructures construites ▶ Nombre de jeunes ayant accès à un cadre d'épanouissement	▶ Rapports sectoriels ▶ Rapports des projets de développement ▶ Rapports d'enquêtes
Activités						
Pour R1			Pour R2			
1.1. Organisation dans les 20 villages de la commune et dans l'espace urbain des sessions de formation des jeunes sur les petits métiers et l'entrepreneuriat (21 x 250 000 F CFA = 5 250 000 F CFA) 1.2. Organisation dans les 20 villages de la commune et dans l'espace urbain des campagnes de sensibilisation sur les programmes d'appui et d'aide aux jeunes (21 x 100 000 F CFA = 2 100 000 F CFA) 1.3 Organisation des caravanes et réunions de plaidoyer auprès des autorités compétentes pour l'appui financier aux associations de jeunes de la commune (01 x 250 000 F CFA = 250 000 F CFA)			2.1 Faire un plaidoyer auprès des autorités compétentes pour la création et la construction d'une DAJEC (01 x 250 000 F CFA = 250 000 F CFA) 2.2 Construction et équipement d'un centre multifonctionnel pour les jeunes (01 x 50 000 000 F CFA = 50 000 000 F CFA)			
7 600 000 F CFA			50 250 000 F CFA			
Total estimatif					57 850 000 F CFA	

Tableau 75: Cadre logique secteur des Sports et éducation physique

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif supérieur (DSCE)	Développer les infrastructures sportives pour contribuer à la création d'un espace économique intégré et viable	% de la population ayant accès aux infrastructures sportives	Enquête INS (EDS, ECAM)	Les infrastructures sportives sont construites	Nombre d'infrastructures sportives construites	Enquête INS (EDS, ECAM)
Objectif global (Objectif de développement)	Promouvoir la pratique des activités sportives et physiques	▸ Nombre de personnes pratiquant les activités sportives et physiques	▸ Observation directe ▸ Rapports d'enquêtes	▸ Les espaces sont aménagés pour la pratique du sport	▸ Nombre d'espaces aménagés ▸ Sites des travaux	▸ Observation directe ▸ Rapports d'enquêtes ▸ Rapports sectoriels ▸ Rapports des services communaux
Objectifs spécifiques	OS1 : Développer les infrastructures sportives	▸ Nombre d'infrastructures sportives construites ou aménagées	▸ Observation directe ▸ Rapports d'enquêtes ▸ Rapports sectoriels ▸ Rapports des services communaux	▸ Les appuis divers sont déployés pour développer les infrastructures sportives	▸ Nombre d'infrastructures sportives construites ou aménagées	▸ Observation directe ▸ Rapports d'enquêtes ▸ Rapports sectoriels ▸ Rapports des services communaux
	OS 2 : Soutenir la pratique des activités sportives	▸ Nombre d'appuis apportés	▸ Rapports sectoriels ▸ Rapports des services communaux ▸ Rapports d'enquêtes	▸	▸	▸

Résultats (Axes stratégiques)	1. Les infrastructures sportives sont développées	▸ 02 complexes sportifs construits	▸ Observation directe ▸ Rapports d'enquêtes ▸ Rapports sectoriels ▸ Rapports des services communaux	▸ Les appuis divers sont déployés pour développer les infrastructures sportives	▸ Nombre d'infrastructures sportives construites ou aménagées	▸ Observation directe ▸ Rapports d'enquêtes ▸ Rapports sectoriels ▸ Rapports des services communaux
	2. La pratique des activités sportives est soutenue	▸ 07 associations sportives soutenues ▸ 05 championnats de vacances organisés	▸ Observation directe ▸ Rapports d'enquêtes ▸ Rapports sectoriels ▸ Rapports des services communaux	▸	▸	▸
Activités						
Pour R1				Pour R2		
1.1. Construction et équipement d'un complexe sportif à Louggéo (01 x 300 000 000 F CFA = 200 000 000 F CFA) 1.2. Construction et équipement d'un complexe sportif à Balaza (01 x 50 000 000 F CFA = 200 000 000 F CFA) 1.2. Construction et équipement d'un stade 1.3. municipal à Maroua III (01 x 150 000 000 F CFA = 150 000 000 F CFA)				2.1 Appui aux associations et leagues sportives de chacun des 20 villages de la commune et de l'espace urbain de la commune (20 x 150 000 F CFA = 3 000 000 F CFA) 2.2 Appui à l'animation des championnats inter-villages de vacances dans les sept cantons (07 x 1 000 000 F CFA = 7 000 000 F CFA)		
550 000 000 F CFA				10 000 000 F CFA		
Total estimatif					560 000 000 F CFA	

Tableau 76: Cadre logique secteur des Petites et moyennes entreprises, de l'économie sociale et de l'artisanat

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif supérieur (DSCE)	Améliorer l'environnement des affaires et la compétitivité des entreprises locales	▸ Niveau de compétitivité des entreprises locales	Enquête INS (EDS, ECAM)	▸	▸	▸
Objectif global (Objectif de développement)	Faciliter le développement des petites et moyennes entreprises locales	▸ Nombre de PME locales	▸ Rapports sectoriels ▸ Rapports d'enquêtes	▸ Les appuis divers sont déployés pour faciliter le développement des petites et moyennes entreprises locales	▸ Nombre de PME locales	▸ Rapports sectoriels ▸ Rapports d'enquêtes
Objectifs spécifiques	OS1 : Renforcer les capacités entrepreneuriales des promoteurs locaux	▸ Nombre de promoteurs locaux formés ▸ Nombre de PME appuyées ▸ Nombre d'associations d'artisans soutenues	▸ Rapports sectoriels ▸ Rapports d'enquêtes ▸ Rapports des services communaux	▸ Les appuis divers sont déployés pour renforcer les capacités entrepreneuriales des promoteurs locaux	▸ Nombre de promoteurs locaux formés ▸ Nombre de PME appuyées ▸ Nombre d'associations d'artisans soutenues	▸ Rapports sectoriels ▸ Rapports d'enquêtes ▸ Rapports des services communaux
	OS 2 : Créer les infrastructures artisanales communales	▸ Nombre d'infrastructures artisanales créées	▸ Rapports sectoriels ▸ Rapports d'enquêtes ▸ Rapports des services communaux	▸ Les infrastructures sont réellement créées	▸ Nombre d'infrastructures artisanales créées ▸ Sites des travaux	▸ Rapports sectoriels ▸ Rapports d'enquêtes ▸ Rapports des services communaux ▸ Observation directe
Résultats (Axes stratégiques)	1. Les capacités entrepreneuriales des promoteurs locaux sont renforcées	▸ 21 campagnes de sensibilisation organisées ▸ 10 groupes d'artisans soutenus	▸ Rapports sectoriels ▸ Rapports d'enquêtes ▸ Rapports des services communaux	▸ Les promoteurs locaux mettent en pratique les enseignements reçus	▸ Nombre de PME créées ▸ Nombre de projets montés et soumis ▸ Nombre de financements obtenus	▸ Rapports sectoriels ▸ Rapports d'enquêtes ▸ Rapports des services communaux

	2. Les infrastructures artisanales communales sont créées	▸ 01 village artisanal créé	▸ Rapports sectoriels ▸ Rapports d'enquêtes ▸ Rapports des services communaux ▸ Observation directe	▸	▸	▸
Activités						
Pour R1			Pour R2			
1.1. Organisation dans les 20 villages et l'espace urbain de la commune des sessions de sensibilisation et de formation sur la démarche de création et de gestion des entreprises (21 x 250 000 F CFA = 5 250 000 F CFA) 1.2. Organisation dans les 20 villages et l'espace urbain de la commune des sessions de formation sur le montage des projets et la recherche des financements (21 x 250 000 F CFA = 5 250 000 F CFA) 1.3. Subvention des activités des 10 meilleurs groupes d'artisans de la commune (10 x 250 000 F CFA = 2 500 000 F CFA)			2.1 Création d'un village artisanal communal (01 x 5 000 000 F CFA = 5 000 000 F CFA) 2.2 Création d'un centre de gestion agréé des PME (01 x 10 000 000 F CFA = 10 000 000 F CFA)			
13 000 000 F CFA			15 000 000 F CFA			
Total estimatif					28 000 000 F CFA	

Tableau 77: Cadre logique secteur des Industries, des mines et du développement technologique

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif supérieur (DSCE)	Assurer l'industrialisation à travers la transformation et la valorisation des matières premières locales et la promotion des exportations	Part du secteur dans le PIB	Enquête INS (EDS, ECAM)			
Objectif global (Objectif de développement)	Faciliter le développement des activités minières et industrielles	Niveau d'organisation et de production des exploitants miniers	- Rapports sectoriels - Rapports d'enquêtes - Rapports des services communaux	Les appuis divers sont déployés pour faciliter le développement des activités minières et industrielles	Niveau d'organisation et de production des exploitants miniers	- Rapports sectoriels - Rapports d'enquêtes - Rapports des services communaux
Objectifs spécifiques	OS1 : Vulgariser la réglementation en matière d'exploitation minière	Nombre d'exploitants sensibilisés	- Rapports sectoriels - Rapports d'enquêtes - Rapports des services communaux	Les exploitants miniers s'intéressent à la réglementation	Nombre d'exploitants sensibilisés	- Rapports sectoriels - Rapports d'enquêtes - Rapports des services communaux
	OS 2 : Encadrer les exploitants miniers	Nombre d'exploitants encadrés	- Rapports sectoriels - Rapports d'enquêtes - Rapports des services communaux	Des mesures sont prises pour mieux encadrer les exploitants	Nombre d'exploitants encadrés	- Rapports sectoriels - Rapports d'enquêtes - Rapports des services communaux
Résultats (Axes stratégiques)	1. La réglementation en matière d'exploitation minière est vulgarisée	21 campagnes de sensibilisation organisées	- Rapports d'enquêtes - Rapports des services communaux - Rapports d'activités			

	2. Les exploitants miniers sont encadrés	▶ 01 répertoire des exploitants miniers disponible ▶ 10 exploitants miniers soutenus	▶ Rapports sectoriels ▶ Rapports d'enquêtes ▶ Rapports des services communaux ▶	▶ Les exploitants reçoivent des appuis et s'organisent	▶ Nombre d'appuis ▶ Nombre d'exploitants appuyés ▶ Niveau d'organisation des exploitants miniers	▶ Rapports sectoriels ▶ Rapports d'enquêtes ▶ Rapports des services communaux ▶ Rapports d'activités
Activités						
Pour R1				Pour R2		
1.1. Organisation dans chacun des 20 villages de la commune et l'espace urbain des campagnes de sensibilisation sur la procédure d'obtention du titre d'exploitation des carrières (21 x 100 000 F CFA = 2 100 000 F CFA) 1.2. Organisation dans chacun des 20 villages de la commune et l'espace urbain des sessions de formation sur le montage des projets en vue d'implanter des industries (21 x 100 000 F CFA = 2 100 000 F CFA)				2.1 Elaboration d'un répertoire des exploitants miniers de la commune (01 x 250 000 F CFA = 250 000 F CFA) 2.2 Octroi d'outils modernes aux exploitants miniers agréés auprès de la commune (01 x 5 000 000 F CFA = 5 000 000 F CFA) 2.3 Réaménagement des sites d'exploitation minière de la commune (01 x 10 000 000 F CFA = 10 000 000 F CFA)		
4 200 000 F CFA				15 250 000 F CFA		
Total estimatif					19 450 000 F CFA	

Tableau 78: Cadre logique secteur des Transports

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif supérieur (DSCE)	Développer les infrastructures de transport pour contribuer à la création d'un espace économique intégré et viable	▸ % de la population ayant un accès facile aux infrastructures de transport	Enquête INS (EDS, ECAM) ▸	▸	▸	▸
Objectif global (Objectif de développement)	Faciliter les activités de transport dans la commune	▸ Qualité des transports ▸ Conditions de transport	▸ Observation directe ▸ Rapports sectoriels ▸ Rapports d'enquêtes ▸ Rapports des services communaux	▸ Les appuis divers sont déployés pour faciliter les activités de transport dans la commune	▸ Moyens de transports ▸ Qualité des transports ▸ Conditions de transport	▸ Observation directe ▸ Rapports sectoriels ▸ Rapports d'enquêtes ▸ Rapports des services communaux
Objectifs spécifiques	OS1 : Aménager des espaces de stationnement et de parking	▸ Nombre d'espaces aménagés	▸ Observation directe ▸ Rapports sectoriels ▸ Rapports d'enquêtes ▸ Rapports des services communaux	▸	▸	▸
	OS 2 : Encadrer les transporteurs de la commune	▸ Nombre de transporteurs encadrés	▸ Rapports sectoriels ▸ Rapports d'enquêtes ▸ Rapports des services communaux ▸ Rapports d'activités	▸ Les transporteurs acceptent d'être encadrés	▸ Nombre de transporteurs encadrés	▸ Rapports sectoriels ▸ Rapports d'enquêtes ▸ Rapports des services communaux ▸ Rapports d'activités

Résultats (Axes stratégiques)	1. Des espaces de stationnement et de parking sont aménagés	▸ 01 parc automobile créé et construit	▸ Observation directe ▸ Rapports sectoriels ▸ Rapports d'enquêtes ▸ Rapports des services communaux	▸	▸	▸
	2. Les transporteurs de la commune sont encadrés	▸ 21 campagnes de sensibilisation organisées ▸ 02 campagnes promotionnelles organisées	▸ Rapports sectoriels ▸ Rapports d'enquêtes ▸ Rapports des services communaux ▸ Rapports d'activités	▸ Les transporteurs mettent les enseignements reçus en pratique et décident de mieux s'organiser	▸ Nombre de transporteurs encadrés	▸ Rapports sectoriels ▸ Rapports d'enquêtes ▸ Rapports des services communaux ▸ Rapports d'activités
Activités						
Pour R1			Pour R2			
1.1. Création et construction d'un parc automobile dans la commune (01 x 10 000 000 F CFA = 10 000 000 F CFA)			2.1 Organisation dans les 20 villages et dans l'espace urbain des campagnes de sensibilisation sur la réglementation en matière de transport (21 x 100 000 F CFA = 2 100 000 F CFA) 2.2 Organiser des réunions et actions de plaidoyer auprès du ministère des transports et des auto-écoles pour l'organisation de 02 campagnes annuelles promotionnelles d'établissement des permis de conduire (01 x 250 000 F CFA = 250 000 F CFA) 2.3. Mener des actions de plaidoyer auprès des autorités compétentes pour la création d'un cadre de concertation entre transporteurs-services des transports-forces de maintien de l'ordre (01 x 100 000 F CFA = 100 000 F CFA)			
10 000 000 F CFA			2 450 000 F CFA			
Total estimatif					12 450 000 F CFA	

Tableau 79: Cadre logique secteur des Postes et télécommunication

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif supérieur (DSCE)	Développer les infrastructures de poste et de télécommunication pour contribuer à la création d'un espace économique intégré et viable	% de la population ayant accès à l'information et aux services postaux	Enquête INS (EDS, ECAM)			›
Objectif global (Objectif de développement)	Faciliter l'accès aux services des postes et télécommunication	› Types et nombre de services créés › Nombre de personnes ayant accès aux services des postes et télécommunication	› Rapports sectoriels › Rapports d'enquêtes ›	› Les appuis divers sont déployés pour faciliter l'accès aux services des postes et télécommunication	› Types et nombre de services créés › Nombre de personnes ayant accès aux services des postes et télécommunication	› Rapports sectoriels › Rapports d'enquêtes ›
Objectifs spécifiques	OS1 : Améliorer l'accès et l'utilisation des services des postes et télécommunication	› % de la population ayant accès aux Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication › Taux de couverture des différents réseaux d'information et de télécommunication	› Rapports sectoriels › Rapports d'enquêtes › Rapports des opérateurs de télécommunication	› Les services des postes et télécommunication sont vulgarisés	› Types et qualité de services offerts	› Rapports sectoriels › Rapports d'enquêtes › Rapports des opérateurs de télécommunication

Résultats (Axes stratégiques)	1. L'accès et l'utilisation des services des postes et télécommunication est amélioré	▶ 21 campagnes de sensibilisation ▶ Nombre et types de services offerts ▶ 02 télé centres créés et construits	▶ Rapports sectoriels ▶ Rapports d'enquêtes ▶ Rapports des opérateurs de télécommunication	▶ Les populations se servent des services postaux pour communiquer	▶ % de la population qui utilise les services postaux au quotidien	▶ Rapports sectoriels ▶ Rapports d'enquêtes ▶ Rapports des opérateurs de télécommunication
Activités						
Pour R1						
1.1. Organisation dans les 20 villages et l'espace urbain de la commune des journées de sensibilisation du grand public sur les services et les avantages des postes et télécommunication (21 x 200 000 F CFA = 4 200 000 F CFA) 1.2. Création, construction et équipement de 02 télé centres communautaires polyvalents (02 x 50 000 000 F CFA = 100 000 000 F CFA)						
						104 200 000 F CFA
Total estimatif						104 200 000 F CFA

Tableau 80: Cadre logique secteur de la Communication

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif supérieur (DSCE)	Développer les infrastructures de communication pour contribuer à la création d'un espace économique intégré et viable	% de la population ayant un accès facile à l'information	Enquête INS (EDS, ECAM)			▸
Objectif global (Objectif de développement)	Faciliter l'accès à l'information	% de la population ayant un accès facile à l'information	▸ Rapports sectoriels ▸ Rapports d'enquêtes ▸	▸ Les appuis divers sont déployés pour faciliter l'accès à l'information	% de la population ayant un accès facile à l'information	▸ Rapports sectoriels ▸ Rapports d'enquêtes ▸
Objectifs spécifiques	OS1 : Améliorer la couverture des réseaux de Communication dans la commune	▸ % de la population ayant un accès facile à l'information ▸ Nombre de signaux captés ▸ Nombre de points de vente de la presse	▸ Rapports sectoriels ▸ Rapports d'enquêtes ▸ Rapports des opérateurs de la communication	▸ Les appuis divers sont déployés pour améliorer la couverture des réseaux de Communication dans la commune	▸ % de la population ayant un accès facile à l'information ▸ Nombre de signaux captés ▸ Nombre de points de vente de la presse	▸ Rapports sectoriels ▸ Rapports d'enquêtes ▸ Rapports des opérateurs de la communication
Résultats (Axes stratégiques)	1. La couverture des réseaux de Communication dans la commune est améliorée	▸ 01 radio communautaire créée ▸ Nombre de radio communautaires ▸ 10 kiosques à journaux créés et construits ▸ 01 plaidoyer	▸ Rapports sectoriels ▸ Rapports d'enquêtes ▸ Rapports des opérateurs de la communication	▸ Les populations cherchent à s'informer	▸ % de la population qui écoute la radio et regarde la télé ▸ Taux de vente de la presse écrite	▸ Rapports sectoriels ▸ Rapports d'enquêtes ▸ Rapports des opérateurs de communication
Activités						
Pour R1						

1.1. Création, construction et équipement d'une radio communautaire	
(01 x 10 000 000 F CFA = 10 000 000 F CFA)	
1.4. Création, construction et équipement de 10 kiosques à journaux dans la commune	
(10 x 100 000 F CFA = 1 000 000 F CFA)	
1.5. Implantation des babillards dans les lieux publics de chaque canton de la commune	
(07 x 100 000 F CFA = 700 000 F CFA)	
1.4. Mener des actions de plaidoyer auprès des autorités compétentes et des opérateurs du secteur de l'information et de la communication pour l'extension du réseau et l'augmentation du nombre d'antennes relais dans toute la commune (MTN, ORANGE, CAMTEL, NEXTTEL, CRTV, ...)	
(01 x 250 000 F CFA = 250 000 F CFA)	
11 950 000 F CFA	
Total estimatif	11 950 000 F CFA

Tableau 81: Cadre logique secteur de l'Administration territoriale, décentralisation, sécurité et maintien de l'ordre

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Supposition s	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif supérieur (DSCE)	Promouvoir efficacement le développement économique, social, sanitaire, culturel et sportif des populations	▸ Taux de développement économique, social, sanitaire, culturel et sportif des populations	Enquête INS (EDS, ECAM) ▸	▸ Les appuis divers sont déployés pour promouvoir efficacement le développement économique, social, sanitaire, culturel et sportif des populations	▸ Taux de développement économique, social, sanitaire, culturel et sportif des populations	Enquête INS (EDS, ECAM) ▸
Objectif global (Objectif de développement)	Faciliter l'accès aux services déconcentrés de l'Etat et à la sécurité dans la commune	▸ % de la population ayant accès aux services déconcentrés de l'Etat et à la sécurité dans la commune	▸ Rapports sectoriels ▸ Rapports d'enquêtes ▸ Rapports des autorités de la ville	▸ Les structures déconcentrées de l'Etat offrent leurs services aux populations ▸ La sécurité des populations est assurée	▸ % de la population ayant accès aux services déconcentrés de l'Etat et à la sécurité dans la commune	▸ Rapports sectoriels ▸ Rapports d'enquêtes ▸ Rapports des autorités de la ville
Objectifs spécifiques	OS1 : Améliorer la gestion territoriale, la sécurité et le maintien de l'ordre dans la commune	▸ Nombre de services rendus par les SDE ▸ Niveau de sécurité de la commune ▸ Taux d'agression dans la ville	▸ Rapports sectoriels ▸ Rapports d'enquêtes ▸ Rapports des autorités de la ville ▸	▸ Les appuis divers sont déployés pour améliorer la gestion territoriale, la sécurité et le maintien de l'ordre dans la commune	▸ Nombre de services rendus par les SDE ▸ Niveau de sécurité de la commune ▸ Taux d'agression dans la ville	▸ Rapports sectoriels ▸ Rapports d'enquêtes ▸ Rapports des autorités de la ville ▸

Résultats (Axes stratégiques)	1. La gestion territoriale, la sécurité et le maintien de l'ordre dans la commune sont améliorés	▶ 21 campagnes de sensibilisation organisées ▶ 05 sessions de formation ▶ Taux d'agression dans la ville	▶ Rapports sectoriels ▶ Rapports d'enquêtes ▶ Rapports des autorités de la ville ▶	▶ Les populations saisissent et exploitent les opportunités offertes par la décentralisation	▶ % de la population ayant accès aux services déconcentrés de l'Etat et à la sécurité dans la commune	▶ Rapports sectoriels ▶ Rapports d'enquêtes ▶ Rapports des autorités de la ville
Activités						
Pour R1						
1.1. Création et appuis des comités de vigilance dans les 20 villages de la commune ainsi que dans l'espace urbain (21 x 1 000 000 F CFA = 21 000 000 F CFA) 1.2. Organisation dans les 20 villages de la commune ainsi que dans l'espace urbain des campagnes de sensibilisation sur le rôle et les services offerts par les SDE (21 x 100 000 F CFA = 2 100 000 F CFA) 1.3. Organisation de 01 atelier de formation et de renforcement des capacités sur la décentralisation dans chaque canton de la commune (07 x 300 000 F CFA = 2 100 000 F CFA) 1.4. Organisation dans les 20 villages de la commune ainsi que dans l'espace urbain des campagnes de sensibilisation sur les voies d'accès aux forces de l'ordre et de sécurité (21 x 100 000 F CFA = 2 100 000 F CFA) 1.5. Organisation des réunions de plaidoyer auprès des autorités compétentes pour la construction des digues de protection contre les inondations dans la localité de Ouro Biri, les cantons de Kongola Djiddéo, Kongola Djolao, Kongola Said et Kodek (01 x 250 000 F CFA = 250 000 F CFA)						
						27 550 000 F CFA
Total estimatif						27 550 000 F CFA

Tableau 82: Cadre logique secteur de l'Enseignement supérieur

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Supposition	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif supérieur (DSCE)	Améliorer l'accès équitable de tous les enfants en âge scolaire dans l'enseignement supérieur	▸ % des étudiants dans les universités publiques ▸ Nombre de nouveaux établissements universitaires créés ▸ Indice de parité filles/garçons	Enquête INS (EDS, ECAM)	▸ Les appuis divers sont déployés pour améliorer l'accès équitable de tous les enfants en âge scolaire dans l'enseignement supérieur	▸ % des étudiants dans les universités publiques ▸ Nombre de nouveaux établissements universitaires créés ▸ Indice de parité filles/garçons	Enquête INS (EDS, ECAM)
Objectif global (Objectif de développement)	Faciliter l'accès à l'université des élèves en fin de cycle secondaire de la commune de Maroua III	▸ % d'étudiants issus des établissements secondaires de la commune de Maroua III	▸ Rapports d'enquêtes	▸ Les élèves en fin de cycle secondaire de la commune de Maroua III veulent continuer au supérieur	▸ Nombre de bacheliers préinscrits ▸ Nombre de bacheliers ayant constitué un dossier de concours pour une école supérieure	▸ Rapports du MINESUP ▸ Rapports d'enquêtes
Objectifs spécifiques	OS 1 : Susciter l'intérêt des populations et des élèves de la commune à l'enseignement supérieur	▸ Nombre d'étudiants inscrits	▸ Rapports du MINESUP ▸ Rapports d'enquêtes	▸ Les nouveaux bacheliers s'inscrivent à l'université et dans les écoles supérieures	▸ Liste des inscrits ▸ Notes d'évaluation ▸ Résultats semestriels	▸ Rapports du MINESUP ▸ Rapports d'enquêtes
	OS 2 : Améliorer la qualité de l'enseignement supérieur	▸ Nombre d'enseignants recrutés ▸ Nombre d'infrastructures construites	▸ Rapports du MINESUP ▸ Rapports d'enquêtes	▸ Les appuis divers sont déployés pour améliorer la qualité de l'enseignement supérieur	▸ Nombre d'enseignants recrutés ▸ Nombre d'infrastructures construites	▸ Rapports du MINESUP ▸ Rapports d'enquêtes

Résultats (Axes stratégiques)	1. Les populations et élèves de la commune ont un intérêt accru pour l'enseignement supérieur	▶ 10 journées d'orientation universitaires ▶ 21 campagnes de sensibilisation organisées ▶ 100 bourses d'excellence	▶ Rapports du MINESUP ▶ Rapports d'enquêtes	▶ Les parents encouragent leurs enfants à poursuivre leurs études ▶ Les nouveaux bacheliers s'inscrivent à l'université et dans les écoles supérieures	▶ Liste des inscrits ▶ Notes d'évaluation ▶ Résultats semestriels	▶ Rapports du MINESUP ▶ Rapports d'enquêtes
	▶ La qualité de l'enseignement supérieur est améliorée	▶ Taux de réussite des étudiants ▶ Nombre d'infrastructures d'accueil	▶ Rapports du MINESUP ▶ Rapports d'enquêtes ▶	▶	▶	▶
Activités						
Pour R1				Pour R2		
1.1 Organisation des journées d'orientation universitaires dans 10 établissements secondaires de la commune de Maroua III (10 x 100 000 F CFA = 1 000 000 F CFA) 1.2 Organisation dans les 20 villages de la commune ainsi que dans l'espace urbain des campagnes de sensibilisation sur le bien fondé des études supérieures (21 x 100 000 F CFA = 2 100 000 F CFA) 1.3. Octroi de 100 bourses d'excellence aux meilleurs bacheliers de l'arrondissement de Maroua III (100 x 100 000 F CFA = 10 000 000 F CFA)				2.1 Organisation des réunions de plaidoyer auprès du MINESUP et des autorités compétentes pour le recrutement des enseignants qualifiés (01 x 250 000 F CFA = 250 000 F CFA)		
13 100 000 F CFA				250 000 F CFA		
Total estimatif					13 350 000 F CFA	

Tableau 83: Cadre logique secteur du commerce

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif supérieur (DSCE)	Assurer de manière compétitive la présence des produits camerounais sur les marchés	Part des exportations dans le PIB	Enquête INS (EDS, ECAM)			
Objectif global (Objectif de développement)	Promouvoir et rentabiliser les activités commerciales dans la commune	- Types et nombre d'activités commerciales	- Rapports sectoriels - Rapports d'enquête - Rapport des services communaux	- Les appuis divers sont déployés pour promouvoir et rentabiliser les activités commerciales dans la commune	- Types et nombre d'activités commerciales	- Rapports sectoriels - Rapports d'enquête - Rapport des services communaux
Objectifs spécifiques	OS1 : Augmenter le nombre d'infrastructures marchandes dans la commune	Nombre et types d'infrastructures existantes	- Rapports sectoriels - Rapports d'enquête - Rapport des services communaux	Les appuis divers sont déployés pour augmenter le nombre d'infrastructures marchandes dans la commune	Nombre et types d'infrastructures existantes	- Rapports sectoriels - Rapports d'enquête - Rapport des services communaux
Résultats (Axes stratégiques)	1. Le nombre des infrastructures marchandes de la commune a augmenté	110 boutiques construites 25 magasins construits 18 hangars construits 01 fichier des commerçants élaboré	- Observation directe - Rapports sectoriels - Rapports d'enquête - Rapport des services communaux	Les infrastructures construites sont utilisées et mises à profit par les commerçants	Nombre d'infrastructures construites utilisées	- Observation directe - Rapports d'enquête - Rapport des services communaux
Activités						
Pour R1						

1.1. Elaboration d'un fichier des contribuables de la commune	
(01 x 1 000 000 F CFA = 1 000 000 F CFA)	
1.2. Construction de 25 magasins au marché de Douggoi	
(25 x 5 000 000 F CFA = 125 000 000 F CFA)	
1.3. Construction de 18 hangars (04 au marché de Kodek, 04 au marché de Guinadji, 08 au marché de Balaza Alcali, 01 au marché de Souawo, 01 au marché de Kongola Djolao)	
(18 x 10 000 000 F CFA = 180 000 000 F CFA)	
1.4. Construction de 100 boutiques (30 au marché de Kodek, 30 au marché de Guinadji, 30 au marché de Balaza Alcali, 10 au marché de Douggoi)	
(100 x 5 000 000 F CFA = 500 000 000 F CFA)	
1.5 Construction de 50 comptoirs au marché de Douggoi	
(50 x 50 000 F CFA = 2 500 000 F CFA)	
808 500 000 F CFA	
Total estimatif	808 500 000 F CFA

Tableau 84: Cadre logique Institution communale

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif supérieur (DSCE)	Mobiliser les ressources et les énergies de tous les acteurs locaux au sein et à l'extérieur de la Commune pour un développement économique, social, culturel, sanitaire et sportif de la Commune	› Niveau de développement socio-économique de la commune › Niveau d'épanouissement des populations	› Rapports et données d'enquêtes	Les ressources et énergies de tous les acteurs locaux sont mobilisées	› Niveau de développement socio-économique de la commune	› Rapports et données d'enquêtes
Objectif global (Objectif de développement)	Rendre l'institution communale de Maroua 3 ^{ème} plus performante	› Degré de performance communale	› Rapports et données d'enquêtes	› Les conditions de travail sont favorables	›	›
Objectifs spécifiques	OS1 : Améliorer la gestion des ressources humaines	› Nombre de personnels formés › Nombre de textes sur le profil de carrière › Nombre de femmes incluses dans le Conseil Municipal	› Divers rapports communaux	› L'exécutif municipal met tout en œuvre pour améliorer la gestion des ressources humaines	› Nombre de personnels formés › Nombre de textes sur le profil de carrière › Nombre de femmes incluses dans le Conseil Municipal	› Divers rapports communaux
	OS 2 : Améliorer la mobilisation et la sécurisation des recettes communales	› Fichier des contribuables mis à jour › Niveau d'augmentation des recettes fiscales	› Rapports communaux	› Les efforts et moyens sont mis en jeu pour l'amélioration de la mobilisation et de la sécurisation des recettes communales	› Fichier des contribuables mis à jour › Niveau d'augmentation des recettes fiscales	› Rapports communaux

	OS3 : Contribuer à la mise en place d'un inventaire moderne et adapté du patrimoine communal	> % des Revenus générés par l'auberge municipale dans le compte administratif 2015 > % des revenus générés par le camion benne > Nombre de personnes communales recyclés en gestion du patrimoine	> Rapports communaux	> Les efforts sont fournis pour dresser un inventaire moderne du patrimoine communal	>	>
	OS 4 : Améliorer les relations de la Commune avec tous les sectoriels et partenaires au développement	> Frais de participation des sectoriels affectés au budget communal > 01 réunion/mois de la Commune avec les sectoriels et partenaires au développement	> Rapports des sectoriels > Rapports communaux	> Les sectoriels et la commune participent ensemble à l'amélioration de leurs relations	>	>
Résultats (Axes stratégiques)	1. Les ressources humaines sont mieux gérées	> Nombre de personnels formés > Nombre de textes sur le profil de carrière > Nombre de femmes incluses dans le Conseil Municipal	> Divers rapports communaux	> L'exécutif municipal met tout en œuvre pour améliorer la gestion des ressources humaines	> Nombre de personnels formés > Nombre de textes sur le profil de carrière > Nombre de femmes incluses dans le Conseil Municipal	> Divers rapports communaux

	2. Les ressources financières ont augmenté d'au moins de 50 %	▶ Fichier des contribuables mis à jour ▶ % d'augmentation des recettes fiscales	▶ Rapports communaux	▶ Les efforts et moyens sont mis en jeu pour l'amélioration de la mobilisation et de la sécurisation des recettes communales ▶ Fichier des contribuables mis à jour ▶ Niveau d'augmentation des recettes fiscales	▶ Rapports communaux
	3. Les ressources patrimoniales sont mieux entretenues et gérées	▶ 01 auberge municipale construite ▶ 01 Camion benne acquis ▶ 19 personnels communaux formés sur la gestion du patrimoine communal	▶ Rapports communaux	▶ Les efforts sont fournis pour dresser un inventaire moderne du patrimoine communal ▶	▶
	4. Les relations de la Commune avec les sectoriels et partenaires au développement sont mieux gérées	▶ Nombre de réunions de concertation et coordination des activités communales avec les sectoriels et partenaires au développement	▶ Rapports des sectoriels ▶ Rapports communaux	▶ Les sectoriels et la commune participent ensemble à l'amélioration de leurs relations ▶	▶
Activités					
Pour R1	Pour R2	Pour R3	Pour R4		
1.1 Elaboration et mise en place d'un plan de formation du Personnel communal. (01 x 100 000 F CFA = 100 000 F CFA)	2.1 Recherche d'une expertise locale pour l'élaboration d'un fichier du contribuable de la Commune de Maroua 3 ^{ème} (01 x 50 000 F CFA = 50 000 F CFA)	3.1 Construction d'une auberge municipale à Maroua 3 ^{ème} (01 x 300 000 000 F CFA = 300 000 000 F CFA) 3.2 Acquisition d'un	4.1. Amélioration de la gestion des relations entre l'exécutif communal et les sectoriels (01 x 1 000 000 F CFA = 1 000 000 F CFA)		

	2.2 Organisation des campagnes de sensibilisation des contribuables sur l'importance de payer les impôts (01 x 250 000 F CFA = 250 000 F CFA)	Camion benne à la Commune de Maroua 3 ^{ème} (01 x 60 000 000F CFA = 60 000 000 F CFA) 3.3 Organisation des ateliers de formation du personnel communal sur la gestion du patrimoine (01 x 3 000 000F CFA = 3 000 000 F CFA)	4.2 Organisation des campagnes de sensibilisation de l'exécutif communal et des sectoriels pour l'institution des réunions de concertation et de coordination des activités communales avec les sectoriels et partenaires au développement (01 x 1 000 000F CFA = 1 000 000 F CFA)
1.2. Elaboration des textes sur le profil de carrière du Personnel communal (01 x 100 000 F CFA = 100 000 F CFA) 1.3. Organisation des actions et réunions de plaidoyer pour l'amélioration du taux de représentativité des femmes au niveau du personnel communal que conseil municipal (01 x 100 000 F CFA = 100 000 F CFA)	2.3. Organisation des réunions de sensibilisation avec les services de la direction des impôts pour le renforcement de la collaboration avec la commune (01 x 250 000F CFA = 250 000 F CFA)		
300 000 F CFA	550 000 F CFA	363 000 000 F CFA	2 000 000 F CFA
Total estimatif			365 850 000 F CFA

Tableau 85: Cadre logique petite enfance

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif supérieur (DSCE)	Promouvoir la solidarité nationale et résorber les disparités les plus flagrantes entre les femmes et les hommes dans les groupes sociaux afin de préserver la paix sociale	▸ Taux d'implication et de réinsertion de chaque groupe de populations vulnérables ▸ Indice de satisfaction de la réduction des discriminations envers les enfants	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	▸ Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les activités principales d la commune	▸ Nombre et types d'activités principales d'appui à la commune	- Enquête INS (EDS, ECAM, etc.) ▸ Rapports sectoriels
Objectif global (Objectif de développement)	Promouvoir la protection des droits de l'enfant	▸ Indice de satisfaction de la protection des droits de l'enfant dans la commune	▸ Rapports et données d'enquêtes	▸ Les droits des enfants sont pris en compte	▸ Indice de satisfaction de la protection des droits de l'enfant dans la commune	▸ Rapports et données d'enquêtes
Objectifs spécifiques	OS1 : Augmenter sensiblement le taux d'enregistrement de naissance pour le passer à 100%	▸ Nombre d'enfants enregistrés ▸ Nombre d'outils modernes d'enregistrement	▸ Rapports communaux ▸ Rapports des CSI	▸ Toutes les parties prenantes s'impliquent pour l'enregistrement des naissances	▸ Nombre d'enfants enregistrés ▸ Nombre d'outils modernes d'enregistrement	▸ Rapports communaux ▸ Rapports des CSI
	OS 2 : Atteindre le taux de couverture vaccinale de 100%	▸ Nombre d'enfants vaccinés	▸ Rapports des CSI	▸ Toutes les parties prenantes s'impliquent pour une couverture vaccinale maximale	▸ Nombre d'enfants vaccinés	▸ Rapports des CSI
	OS3 : Renforcer la prise en charge des enfants malnutris	▸ % d'enfants malnutris pris en charge ▸ Quantité de suppléments nutritifs distribuée	▸ Rapports des relais ▸ Rapports des CSI	▸ Les moyens nécessaires sont déployés pour la prise en charge des enfants malnutris ▸ Les parents acceptent la prise en charge des enfants	▸ % d'enfants malnutris pris en charge ▸ Quantité de suppléments nutritifs distribuée	▸ Rapports des relais ▸ Rapports des CSI
	OS 4 : Réduire le taux de mortalité du paludisme chez les enfants	▸ Nombre de cas de paludisme d'enfants traités ▸ Quantités d'antipaludéens mis à disposition	▸ Rapports des relais ▸ Rapports des CSI	▸ Les cas de paludisme simple sont entièrement pris en charge	▸ Nombre de cas de paludisme d'enfants traités ▸ Quantités d'antipaludéens mis à disposition	▸ Rapports des relais ▸ Rapports des CSI

	OS 5 : Faciliter l'encadrement des Orphelins et Enfants Vulnérables	› Nombre de structures d'accueil	› Rapport des affaires sociales	› Tous les moyens sont mis en jeu pour l'encadrement des enfants orphelins	› Nombre de structures d'accueil	› Rapport des affaires sociales
	OS 6 : Faciliter l'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans les communautés	› Nombre de points d'eau construits ou réhabilités › Nombre de latrines construites	› Rapports communaux	› Les populations utilisent à bon escient les ouvrages réalisés	›	›
	OS 7 : Faciliter l'accès à l'éducation préscolaire	› Nombre d'enfant ayant accès au préscolaire › Nombre d'actes de naissance établis	› Rapport des inspections d'éducation de base › Rapports communaux	› Les parents acceptent d'envoyer leurs enfants au préscolaire	› Nombre d'enfant ayant accès au préscolaire › Nombre d'actes de naissance établis	› Rapport des inspections d'éducation de base › Rapports communaux
Résultats (Axes stratégiques)	1. Le taux d'enregistrement de naissances est passé à 100%	› 07 campagnes de sensibilisation menées › 08 CSI dotés d'ordinateurs › 07 centres d'état civil construits et équipés	› Divers rapports communaux	› Les sensibilisations sont positivement accueillies › Les informations sont enregistrées dans les machines › Tous les moyens sont mis en jeu pour construire et équiper les centres	› Nombre d'enfants enregistrés › Nombre d'outils modernes d'enregistrement	› Rapports communaux › Rapports des CSI
	2. Le taux de couverture vaccinale de 100% est atteint	› 07 campagnes de sensibilisation › 08 CSI dotés de motos AG › 16 vélos donnés aux relais communautaires	› Rapports communaux	› Les sensibilisations sont positivement accueillies › Les engins remis sont bien utilisés	› Nombre d'enfants vaccinés	› Rapports des CSI
	3. La prise en charge des enfants malnutris est renforcée	› 07 campagnes de sensibilisation › 07 sessions de formation	› Rapports communaux	› Les sensibilisations sont positivement accueillies › Les leçons apprises sont mises en pratique	› % d'enfants malnutris pris en charge › Quantité de suppléments nutritifs distribuée	› Rapports des relais › Rapports des CSI

	4. Le taux de mortalité du paludisme chez les enfants est réduit	▶ 07 campagnes de sensibilisation ▶ 08 CSI dotés d'antipaludéens	▶ Rapports communaux ▶ Rapports des CSI	▶ Les sensibilisations sont positivement accueillies ▶ Les antipaludéens sont bien utilisés	▶ Nombre de cas de paludisme d'enfants traités ▶ Quantités d'antipaludéens mis à disposition	▶ Rapports des relais ▶ Rapports des CSI
	5. L'encadrement des Orphelins et Enfants Vulnérables est facilité	▶ 07 campagnes de sensibilisation ▶ 01 orphelinat construit	▶ Rapports communaux ▶ Photos du chantier	▶ Les sensibilisations sont positivement accueillies ▶ Tous les moyens sont réunis pour construire l'orphelinat	▶ Nombre de structures d'accueil	▶ Rapport des affaires sociales
	6. L'accès à l'eau potable et à l'assainissement est facilité dans les communautés	▶ 25 points d'eau construits ▶ 38 points d'eau réhabilités	▶ Rapports communaux ▶	▶ Les populations utilisent les points d'eau	▶ Nombre de points d'eau construits ou réhabilités ▶ Nombre de latrines construites	▶ Rapports communaux
	7. L'accès à l'éducation préscolaire est facilité	▶ 07 campagnes de sensibilisation ▶ 6218 actes de naissance établis	▶ Rapports communaux ▶ Rapports des centres d'état civil	▶ Les sensibilisations sont positivement accueillies ▶ Les actes sont établis	▶ Nombre d'enfant ayant accès au préscolaire ▶ Nombre d'actes de naissance établis	▶ Rapport des inspections d'éducation de base ▶ Rapports communaux
Activités						
Pour R1	Pour R2	Pour R3	Pour R4	Pour R5	Pour R6	Pour R7

1.1 Organisation des campagnes de sensibilisation dans les 07 cantons sur l'enregistrement des naissances (07 x 200 000 F = 1 400 000 F CFA)	2.1 Organisation des campagnes de sensibilisation dans les 07 cantons sur l'importance de la vaccination (07 x 200 000 F = 1 400 000 F CFA)	3.1 Organisation des campagnes de sensibilisation dans les 07 cantons sur la malnutrition (07 x 200 000 F = 1 400 000 F CFA)	4.1. Organisation des campagnes de sensibilisation dans les 07 cantons sur la propreté autour des maisons et l'utilisation systématique des MILDA (07 x 200 000 F = 1 400 000 F CFA)	5.1. Organisation des campagnes de sensibilisation dans les 07 cantons sur les droits des enfants vulnérables (07 x 200 000 F = 1 400 000 F CFA)	6.1. Construction de 25 points d'eau (25 x 5 000 000 F CFA = 125 000 000 F CFA)	7.1. Organisation des campagnes de sensibilisation dans les 07 cantons sur l'importance du préscolaire (07 x 200 000 F CFA = 1 400 000 F CFA)
1.2. Acquisition de 08 ordinateurs complets aux CSI de la commune (08 x 200 000 F = 1 600 000 F CFA)	2.2 Acquisition de 08 motos AG aux CSI de la commune (08 x 2 000 000 F = 16 000 000 F CFA)	3.2 Organisation des sessions de formation dans les 07 cantons sur la composition et la préparation des repas d'enfants (07 x 400 000 F = 2 800 000 F CFA)	4.2 Acquisition des TDR+ACT aux relais communautaires (01 x 2 000 000 F CFA = 2 000 000 F CFA)	5.2. Construction d'un orphelinat (01 x 15 000 000 F CFA = 15 000 000 F CFA)	6.2. Réhabilitation de 38 points d'eau (38 x 2 000 000 F CFA = 76 000 000 F CFA)	7.2. Appui à l'établissement de 6218 actes de naissance (01 x 1 000 000 F CFA = 1 000 000 F CFA)
1.3. Construction et équipement de 07 centres d'état civil (07 x 5 000 000 F = 32 000 000 F CFA)	2.3. Acquisition de 16 vélos aux relais communautaires (16 x 50 000 F = 800 000 F CFA)					

35 000 000 F CFA	18 200 000 F CFA	4 200 000 F CFA	3 400 000 F CFA	16 400 000 F CFA	201 000 000 F CFA	2 400 000 F CFA
Total estimatif					280 600 000 F CFA	

Tableau 86: Cadre logique Changements climatiques

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif supérieur (DSCE)	Assurer une gestion durable des ressources naturelles	› Taux de couverture du monitoring environnemental (100%)	› Enquête INS, ECAM	›	›	›
Objectif global (Objectif de développement)	Limitier l'impact des changements climatiques sur l'environnement et des ressources naturelles	› Degré d'influence des changements climatiques sur l'environnement	› Rapports d'études › Rapports du MINEPDED › Rapports des services communaux › Observation directe	› Les appuis divers sont déployés pour limiter l'impact des changements climatiques sur l'environnement et des ressources naturelles	› Degré de dégradation de l'environnement	› Rapports du MINEPDED › Rapports des services communaux › Observation directe
Objectifs spécifiques	OS1 : Développer les mesures d'atténuation des effets biophysiques des changements climatiques	› Nombre de nouvelles techniques mises sur pied › Nombre de sensibilisations et de formations	› Rapports du MINEPDED › Rapports des services communaux › Observation directe	› Les appuis divers sont déployés pour développer les mesures d'atténuation des effets biophysiques des changements climatiques	› Nombre de nouvelles techniques mises sur pied › Nombre de sensibilisations et de formations	› Rapports du MINEPDED › Rapports des services communaux › Observation directe
	OS2 : Lutter contre les actions anthropiques néfastes	› Nombre de personnes sensibilisées › Nombre de contrevenants sanctionnés	› Rapports du MINEPDED › Rapports des services communaux	› Les populations cessent de poser des actions néfastes contre l'environnement	›	›

Résultats (Axes stratégiques)	1. Les mesures d'atténuation des effets biophysiques des changements climatiques sont développées	▶ 07 sessions de formation organisées ▶ 07 campagnes de sensibilisation organisées	▶ Rapports du MINEPDED ▶ Rapports des services communau x ▶ Observation directe	▶ Les appuis divers sont déployés pour développer des mesures d'atténuation des effets biophysiques des changements climatiques sont développées	▶ Degré de dégradation de l'environnement	▶ Rapports du MINEPDED ▶ Rapports des services communau x ▶ Observation directe
	2. Les actions anthropiques néfastes sont combattues	▶ Nombre de personnes sensibilisées ▶ Nombre de contrevenants sanctionnés	▶ Rapports du MINEPDED ▶ Rapports des services communau x	▶ Les sensibilisations sont bien reçues par les populations	▶	▶
Activités						
Pour R1			Pour R2			
1.1. Organisation dans les 07 cantons de la commune des campagnes de sensibilisation des populations sur les effets des changements climatiques (07 x 200 000 F CFA = 1 400 000 F CFA) 1.2. Organisation dans les 07 cantons de la commune des sessions de formation des populations sur les nouvelles techniques d'agroforesterie de régénération naturelle assistée (RNA) et la culture sous couvert végétal (SCV) (07 x 300 000 F CFA = 2 100 000 F CFA) 1.3. Organisation dans les 07 cantons de la commune des campagnes de sensibilisation des populations sur l'importance de la transhumance, du stockage des résidus des récoltes et de la réalisation des points d'abreuvement domestiques (07 x 300 000 F CFA = 2 100 000 F CFA) 1.4. Organisation dans les 07 cantons de la commune des campagnes de vulgarisation des nouvelles techniques pastorales et des races sélectionnées (07 x 300 000 F CFA = 2 100 000 F CFA)			2.1. Organisation dans les 07 cantons de la commune des campagnes de sensibilisation des populations sur les méfaits de la coupe anarchique des arbres (07 x 200 000 F CFA = 1 400 000 F CFA)			
7 700 000 F CFA			1 400 000 F CFA			

III. 3. Coût estimatif du PCD

Le coût estimatif d'exécution du PCD de la commune de Maroua 3^{ème}, conforme aux cadres logiques sectoriels est donné dans le tableau ci-dessous :

Tableau 87: Coût estimatif du PCD

N°	Secteur	Coût prévisionnel
1.	Agriculture et développement rural	448 800 000
2.	Elevage, pêche et industries animales	126 000 000
3.	Habitat et développement urbain	87 450 000
4.	Domaines, cadastre et affaires foncières	7 350 000
5.	Affaires sociales	149 725 000
6.	Jeunesse et éducation civique	57 850 000
7.	Sports et éducation physique	560 000 000
8.	Promotion de la femme et de la famille	138 400 000
9.	Postes et Télécommunications	104 200 000
10.	Forêts et faune	20 450 000
11.	Environnement, protection de la nature et développement durable	21900 000
12.	Communication	11 950 000
13.	Arts et culture	110700 000
14.	Tourisme et loisirs	38 350 000
15.	Emploi et formation professionnelle	4 950 000
16.	Travail et sécurité sociale	2 850 000
17.	Petites et moyennes entreprises, économie sociale et artisanat	28 000 000
18.	Industries, mines et développement technologique	19 450 000
19.	Commerce	808 500 000
20.	Transports	12 450 000
21.	Administration territoriale, sécurité publique et maintien de l'ordre	27 550 000
22.	Enseignements secondaires	5 450 000
23.	Recherche scientifique et innovation	13 750 000
24.	Enseignement supérieur	13 350 000
25.	Travaux publics	290 200 000
26.	Santé publique	104 600 000
27.	Eau, énergie et assainissement	Eau 364 500 000

		Energie	147 100 000
		Assainissement	90 450 000
28.	Education de base		1 227 600 000
29.	Institution communale		365 850 000
30.	Petite enfance		280 600 000
31.	Changements climatiques		9 100 000
TOTAL		5 699 425 000 F CFA	

III.4 Esquisse du Plan d'utilisation et de gestion des terres de l'espace communal

Carte n° 8: Esquisse du plan d'utilisation des terres de la commune



CHAPITRE V. PROGRAMMATION

V.1 Liste des villages classes par ordre de priorités de financement

Tableau 88: Classement des villages par ordre de priorité de financement

Nom des villages	Cantons	Ordre de financement	Observations/Justification
BALAZA ALCALI GARRE	BALAZA ALCALI	1 ^{er}	
BALAZA LAWANE GARRE	BALAZA LAWANE	2 ^{ème}	
KONGOLA SAID GARRE	KONGOLA SAID	3 ^{ème}	
KONGOLA DJIDDEO GARRE	KONGOLA DJIDDEO	4 ^{ème}	
MAROUA 3 (ESPACE URBAIN)	ESPACE URBAIN	5 ^{ème}	
KARAGARI	BALAZA ALCALI	6 ^{ème}	
KODEK GARRE	KODEK	7 ^{ème}	
OURO LOUGGA	KONGOLA DJOLAO	8 ^{ème}	
DJOULGOUF GARRE	DJOULGOUF	9 ^{ème}	
GUINADJI	BALAZA ALCALI	10 ^{ème}	
YAIRE OURO MALLOUM	BALAZA LAWANE	11 ^{ème}	
DJARENGOL BANTADJE	KONGOLA DJIDDEO	12 ^{ème}	
KONGOLA DJOLAO GARRE	KONGOLA DJOLAO	13 ^{ème}	
YAMBARAM	KONGOLA SAID	14 ^{ème}	
DJARENGOL ALIOUM	KODEK	15 ^{ème}	
OURO MAYO	DJOULGOUF	16 ^{ème}	
NGABA	BALAZA ALCALI	17 ^{ème}	
OURO ARDO	BALAZA LAWANE	18 ^{ème}	
OURO KAOU MANOU	KONGOLA DJIDDEO	19 ^{ème}	
OURO KARI IBBAO	KONGOLA DJOLAO	20 ^{ème}	
KAOU DJIGA	BALAZA ALCALI	21 ^{ème}	

V.2 Ressources mobilisables de la commune

Tableau 89: Tableau des ressources mobilisables de la commune et échéances

Source	Nature	Montant Total	Années de mobilisation et montants			Secteur	Observation
			2016	2017	2018		
COMMUNE	Ressources propres	300 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	Tous les secteurs	
PNDP	Subventions	75 000 000	75 000 000	-	-	Socio-économique	
PNDP (HIMO)	Subventions	100 000 000	100 000 000	-	-	Socio-économique	Financement des travaux qui utilisent une forte main d'œuvre locale (marres, périmètres irrigués, pistes communales)
ETAT	BIP	56 673 000	56 673 000	-	-	Education, Economie, Elevage, Travaux publics, Affaires sociales	
TOTAL		531 673 000	331 673 000	100 000 000	100 000 000		

V.3 Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) des projets prioritaires

Tableau 90: Cadre de dépenses à moyen terme : 2016-2017-2018

Projet	Coût Total	Contribution de chaq. partenaire	Source de financement	Lieu d'implantation	Année de Réalisation			Partenaires
					2016	2017	2018	
Etudes pour la construction d'une mini adduction d'eau	2 000 000	2 000 000	PNDP	Balaza Alcali				PNDP, MINEE, COMMUNE
Construction d'une mini adduction d'eau	50 000 000	50 000 000	PNDP	Balaza Alcali				PNDP, MINEE, COMMUNE
Etudes pour construction d'un forage pastoral à motricité humaine équipé de 02 abreuvoirs et 01 motopompe	800 000	800 000	PNDP	Balaza Lawane (Tchalloudi mango)				PNDP, MINEPIA, COMMUNE
Construction d'un forage pastoral à motricité humaine équipé de 02 abreuvoirs et 01 motopompe	10 000 000	10 000 000	PNDP	Balaza Lawane (Tchalloudi mango)				PNDP, MINEPIA, COMMUNE
Etudes pour construction d'un forage pastoral à motricité humaine équipé de 02 abreuvoirs et 01 motopompe	800 000	800 000	PNDP	Kongola Saïd				PNDP, MINEPIA, COMMUNE

Construction d'un forage pastoral à motricité humaine équipé de 02 abreuvoirs et 01 motopompe	10 000 000	10 000 000	PNDP	Kongola Saïd				PNDP, MINEPIA, COMMUNE
Etudes et réhabilitation du CSI de Djiddeo Garre	7 800 000	5 800 000	PNDP	CSI de Djiddeo Garre				PNDP, MINSANTE, COMMUNE
		2 000 000	COMMUNE					
Etudes pour travaux d'assainissement de Douggoi, Doursoungo et Kongola (Carrefour shell-Doursoungo-Kongola)	3 500 000	3 500 000	PNDP (HIMO)	(Carrefour shell-Doursoungo-Kongola)				PNDP, MINH DU, COMMUNE
Travaux d'assainissement de Douggoi, Doursoungo et Kongola (Carrefour shell-Doursoungo-Kongola)	100 000 000	100 000 000	PNDP (HIMO)	(Carrefour shell-Doursoungo-Kongola)				PNDP, MINH DU, COMMUNE
Construction d'un hangar à l'abattoir de Doursoungo	3 000 000	3 000 000	COMMUNE	Doursoungo				MINCOMMERCE, COMMUNE
Réhabilitation de 10 forages dans les sept cantons de la commune	24 500 000	24 500 000	COMMUNE	Commune Maroua 3				MINEE, COMMUNE

Entretien des forages et puits existants	3 000 000	3 000 000	COMMUNE	Commune Maroua 3				MINEE, COMMUNE
Construction d'une salle de classe à EP Karagari 2	8 500 000	8 500 000	COMMUNE	EP Karagari 2				MINEDUB, MINTP, COMMUNE
Construction d'une salle de classe à EP Tchalloudi	8 500 000	8 500 000	COMMUNE	EP Tchalloudi				MINEDUB, MINTP, COMMUNE
Réfection des salles de classe dans les écoles primaires de la commune	32 462 628	32 462 628	COMMUNE	Commune Maroua 3				MINEDUB, MINTP, COMMUNE
Aménagement des voies et réseaux routiers de la commune	30 700 000	30 700 000	COMMUNE	02 voies avenue Minera-coté Yaya Bello Cité Yaya Bello-cimetière Doursoungo Blvd Carrefour moulvoudaye-colonnel Bouba Mana-carrefour Kongola Axe Adama Sadjo-Louggeo Axe place des fêtes-Ouro Bikordi Route Bogo-dispensaire Djarengol kodek Douggoi-Louggeo				PNDP, MINH DU, MINTP, COMMUNE

Equipped des établissements scolaires en 300 tables-banc	9 000 000	9 000 000	COMMUNE	Commune Maroua 3				MINEDUB, COMMUNE
Construction et équipement d'un bloc de 02 salles de classe	19 000 000	19 000 000	COMMUNE	EP Karagari 2				MINEDUB, MINTP, COMMUNE
Acquisition d'un terrain pour le cimetière municipal	25 000 000	25 000 000	COMMUNE	Kodek				MINCAF, COMMUNE
Etudes et extension du réseau électrique moyenne tension à Ouro Louga- Tanneo- Yonkola I et II sur 09 km	54 000 000	54 000 000	COMMUNE	Ouro Louga- Tanneo- Yonkola I et II				MINEE, ENEO, COMMUNE
Etudes et construction d'une mini adduction d'eau à Djoulgouf	50 000 000	50 000 000	COMMUNE	Djoulgouf				MINEE, CDE, COMMUNE
Construction et équipement d'un bloc de 02 salles de classe au CES de Guinadji	19 000 000	19 000 000	COMMUNE	CES de Guinadji				MINESEC, MINTP, COMMUNE
Construction d'un forage à Djarenguel	8 000 000	8 000 000	COMMUNE	Djarenguel				MINEE, COMMUNE
Construction d'un forage à Ouro Babba	8 000 000	8 000 000	COMMUNE	Ouro Babba				MINEE, COMMUNE
Construction et équipement d'un bloc de 02 salles	19 000 000	19 000 000	COMMUNE	EP Kongola Djolao				MINEDUB, MINTP, COMMUNE

de classe à l'EP Kongola Djolao								
Extension du réseau électrique à Yambaram sur 10 km	46 000 000	46 000 000	COMMUNE	Yambaram (Ndabala, OuroKaouYadji, OuroKatchalla, HirnaguéTchakao, OuroBoli et YambaraTchakao)				MINEE, ENEO, COMMUNE
Construction d'un bloc de 02 salles de classe à l'EP Djédjébé	19 000 000	19 000 000	BIP	Djédjébé				MINEDUB, MINTP, COMMUNE
Équipement en 60 tables-banc à l'EP Djédjébé	1 800 000	1 800 000	BIP	Djédjébé				MINEDUB, COMMUNE
Acquisition des équipements et matériels didactiques pour les écoles de la commune	1 165 000	1 165 000	BIP	Commune Maroua 3				MINEDUB, COMMUNE
Équipement en bureau de maître (02 tables et 02 chaises) à l'EP Djédjébé	250 000	250 000	BIP	Djédjébé				MINEDUB, COMMUNE
Équipement en 60 tables-banc au Lycée de Balaza Alcali	1 800 000	1 800 000	BIP	Balaza Alcali				MINEDUB, COMMUNE
Appui dans la lutte contre les emballages plastiques	4 000 000	4 000 000	BIP	Commune Maroua 3				MINEPDED, COMMUNE
Organisation du concours du plus bel élevage	1 000 000	1 000 000	BIP	Commune Maroua 3				MINEPIA, COMMUNE

Entretien routier dans la commune	27 778 000	27 778 000	BIP	Commune Maroua 3				MINTP, COMMUNE
Appui en appareillage aux populations vulnérables de la commune	1 500 000	1 500 000	BIP	Commune Maroua 3				MINAS, COMMUNE

V.4 Cadre sommaire de gestion environnementale du CDMT

V.4.1 Impacts socio-environnementaux potentiels et mesures d'optimisation et d'atténuation des projets à mettre en œuvre dans le CDMT

Tableau 91: Impacts socio-environnementaux potentiels et mesures d'optimisation et d'atténuation des projets à mettre en œuvre dans le CDMT

Type de microprojets	Impacts positifs	Mesures d'optimisation	Impacts négatifs	Mesures d'atténuation
Microprojets hydrauliques : - Etudes et construction d'une mini adduction d'eau à Balaza Alcali - Etudes et construction d'un forage pastoral à motricité humaine équipé de 02 abreuvoirs et 01 motopompe à Balaza Lawane - Etudes et construction d'un forage pastoral à motricité humaine équipé de 02 abreuvoirs et 01 motopompe à Kongala Saïd - Réhabilitation de 10 forages dans les sept cantons de la commune - Entretien des forages et puits existants dans la commune - Etudes et construction d'une mini adduction d'eau à	- Diminution du taux de récurrence des maladies hydriques dans la commune - Offre d'emplois temporaires avec diminution du taux de chômage des jeunes de la commune (HIMO) - Initiation des populations à la gouvernance et la gestion locale à travers les comités de gestion - Renforcement de la dynamique des populations à travers la mobilisation des fonds pour l'entretien	- Sensibilisation des populations sur l'observation des mesures d'hygiène et de salubrité ainsi que la pérennisation des ouvrages - Application de l'approche HIMO dans la recherche de la main d'œuvre - Mise en place et formation des comités de gestion pour chaque ouvrage hydraulique - Recruter le personnel sur une base concurrente et transparente - Recenser de nouveaux cas de besoins	- Pollution du point d'eau par les produits de traitement, phytosanitaires, les latrines et les animaux - Risques de destruction des espèces ligneuses pendant les terrassements - Impacts liés aux choix de site - Risques liés à l'acquisition des terres pour l'implantation du microprojet - Risque de déplacement involontaire des	- Réaliser des études d'impacts socio-environnementaux pour chaque ouvrage à construire - Formation des membres du comité de gestion à l'utilisation et la manipulation des produits de traitement; - Eviter d'implanter les ouvrages dans les zones sensibles (marécages, lieux sacrée, parcs et aires protégées, etc.) - Entamer des négociations avec les propriétaires des sites en leur expliquant le bien fondé du projet pour la communauté - Activer le plan de recasement en cas de besoin - Prévoir des mesures de compensation des personnes affectées par l'implantation du microprojet - Associer les autorités traditionnelles pour l'interdiction des champs et latrines dans les alentours immédiats

Type de microprojets	Impacts positifs	Mesures d'optimisation	Impacts négatifs	Mesures d'atténuation
Djoulgouf - Construction d'un forage à Djarenguel - Construction d'un forage à Ouro Babba	des ouvrages	hydraulique dans les villages	populations	des points d'eau - Construction des barrières de protection, des rigoles d'évacuation des eaux et des puits de récupération - Reboiser les sites en cas de nécessité
Microprojets d'électrification - Etudes et extension du réseau électrique moyenne tension à Ouro Iouga-Tanneo- Yonkola I et II sur 09 km - Extension du réseau électrique à Yambaram (Ndabala, OuroKaouYadji, OuroKatchalla, HirnaguéTchakao, OuroBoli et YambaraTchakao) sur 10 km	- Développement des activités génératrices de revenus - Création d'emplois et absorption du chômage - Augmentation du pouvoir d'achat des populations - Amélioration du cadre et des conditions de vie	- Sensibiliser les populations sur l'importance de la pérennisation des infrastructures - Privilégier l'approche HIMO dans la recherche de la main d'œuvre	- Risques de destruction des espèces ligneuses pendant les terrassements - Risques d'incendies - Risques sur la sécurité des personnes - Risque de destruction des exploitations agricoles et habitats	- Réaliser des études d'impacts socio-environnementaux - Respecter les normes techniques de construction ou installation des infrastructures - Activer le plan de recasement en cas de besoin - Prévoir des mesures de compensation des personnes affectées par l'implantation du microprojet - Sensibiliser les populations bénéficiaires sur les dangers de l'énergie électriques

Type de microprojets	Impacts positifs	Mesures d'optimisation	Impacts négatifs	Mesures d'atténuation
<u>Microprojets routiers :</u> - Etudes et travaux d'assainissement de Douggoi, Doursoungo et Kongola (Carrefour shell-Doursoungo-Kongola) - Aménagement des voies et réseaux routiers de la commune	- Fluidité de la circulation - Facilitation des mouvements des personnes et des biens - Développement économique - Désenclavement des localités et villages	- Mise en place et équipement des comités d'entretien des routes	- Elévation du taux d'accidents de la circulation - Pollution par les poussières et les gaz d'échappement - Perte des espèces ligneuses liée au terrassement des sites	- Installer des plaques de signalisation et de limitation des vitesses - Arroser les sites de travaux avec de l'eau - Prévoir un plan de reboisement aux abords des routes
<u>Microprojets de construction / Batiments :</u> - Etudes et réhabilitation du CSI de Djiddeo Garre - Construction d'un hangar à l'abattoir de Doursoungo - Construction des Construction d'une salle de classe à EP Karagari 2 - Construction d'une salle de classe à EP Tchalloudi - Réfection des salles de classe dans les écoles primaires de la commune - Construction et équipement d'un bloc de 02 salles de classe à EP Karagari 2 - Construction et équipement d'un bloc de 02 salles de classe au CES de Guinadji - Construction et équipement d'un bloc de 02 salles de classe à l'EP Kongola Djolao	- Offre d'emplois avec diminution du taux de chômage des jeunes de la commune (HIMO) - Amélioration des revenus des populations - Amélioration de l'accès aux services sociaux de base - Amélioration des conditions d'éducation et d'enseignement - Facilitation de l'accès aux soins de santé ; - Développement des activités socio-économiques ;	- Privilégier l'approche HIMO dans la recherche de la main d'œuvre - Sensibiliser les populations sur l'importance de la pérennisation et de l'appropriation des infrastructures - Sensibiliser les utilisateurs sur l'entretien des infrastructures - Mettre en place les comités de vigilance	- Risques de destruction des espèces ligneuses pendant les terrassements - Risques de pollution de la nature et de l'atmosphère par des poussières et matériaux de construction, ainsi que des déchets - Risques d'accidents de travail - Risques de marginalisation des populations vulnérables (handicapés) - Risques d'érosion due à l'exploitation des zones d'emprunts/ carrières	- Respect des normes sociales dans la construction des infrastructures (rampes d'accès, ...) couches sociales - Remettre en état les sites et les zones d'emprunt, en respectant les pentes du terrain naturel - Reboiser les sites et les zones affectées ; - Engazonner les zones affectées - Arroser les sites des travaux poussiéreux avec de l'eau

Type de microprojets	Impacts positifs	Mesures d'optimisation	Impacts négatifs	Mesures d'atténuation
- Construction d'un bloc de 02 salles de classe à l'EP Djédjébé			- de graviers ou de sable, et/ou à l'excavation du site du projet	
<u>Microprojets d'équipement :</u> - Equipement des établissements scolaires de la commune en 300 tables-banc - Equipement en 60 tables-banc à l'EP Djédjébé - Acquisition des équipements et matériels didactiques pour les écoles de la commune - Equipement en bureau de maître (02 tables et 02 chaises) à l'EP Djédjébé - Equipement en 60 tables-banc au Lycée de Balaza Alcali - Appui en appareillage aux populations vulnérables de la commune	- Amélioration des conditions d'éducation et d'enseignement - Réduction du taux d'échec dans les établissements - Protection des couches vulnérables	- Sensibiliser les bénéficiaires et utilisateurs sur l'entretien des ouvrages	- Risque de produire des ouvrages, équipements et matériels de mauvaise qualité	- Procéder au contrôle strict des ouvrages, équipements et matériels livrés

Type de microprojets	Impacts positifs	Mesures d'optimisation	Impacts négatifs	Mesures d'atténuation
Microprojets d'élevage : - Organisation du concours du plus bel élevage	- Promotion de la pratique pastorale - Encouragement des éleveurs - Appui financier aux éleveurs	- Multiplier les concours d'élevage - Maximiser les appuis techniques et financiers aux éleveurs	- Risque des conflits de jalousie	- Prévoir des prix pour tous et des lots de consolation

V.4.2 Plan sommaire de gestion de l'environnement du CDMT

Tableau 92: Plan sommaire de gestion de l'environnement du CDMT

Mesures environnementale	Tâches	Acteurs de mise en œuvre	Périodes			Acteurs de suivi	Observations
			2016	2017	2018		
Réaliser les études d'impacts environnementaux avant l'exécution de tout micro projet communal	- Préparation des TDR ; - Approbation des TDR ; - recrutement des consultants ; - Réalisation proprement dite des études	- Mairie (Maître d'ouvrage) - Consultant (Maître d'œuvre)				- DDMINEPED - PNDP - CCD - Conseil municipal	Ces études doivent être conformes à l' ARRETE N° 0070/MINEP du 22 avril 2005 fixant les opérations dont nécessite une Etude d'Impact Environnemental
Utilisation systématique du formulaire d'examen socio environnemental lors du montage de tous les microprojets au niveau de la commune	- Remplissage du formulaire par les bénéficiaires ; - Identification des impacts socio-environnementaux possibles ; - Mesures d'atténuation/ optimisations à envisager	- Bénéficiaires des projets ; - Sectoriels ; - Consultants				- DDMINEPED - PNDP - CCD - Conseil municipal	Chaque formulaire est annexé au dossier projet
Formation du CCD et du Comité de suivi du PCD aux questions environnementales et au cadre de gestion environnementale et sociale du PNDP	- Préparation des TDR - Invitation des participants ; - Tenue de l'atelier	PNDP				- PNDP - Commune (Maire, SG)	

Mesures environnementale	Tâches	Acteurs de mise en œuvre	Périodes			Acteurs de suivi	Observations
			2016	2017	2018		
Inscription dans le budget communal des prévisions pour les compensations des dommages et des personnes déplacées	Inventaires des dommages et des personnes déplacées	Mairie/Conseil municipal				-Mairie -DDMINDCAF	Les frais y afférents sont pris en charge par la Commune pour les projets PNDP et par l'état pour les projets BIP
Suivi du plan de gestion environnementale et sociale des projets retenus	- Extraction des mesures environnementales des projets ; - Elaboration d'un plan de suivi des mesures	- CCD - Comité de suivi du PCD				- DDMINEPED - PNDP - CCD - Conseil municipal	Elaborer un mécanisme de suivi du plan de gestion environnementale
Intégration systématique des rampes d'accès pour handicapés, points d'eau, latrines, dispositifs de traitement des déchets dans les projets de construction	- Suivi-évaluation permanent de l'évolution des microprojets - Contrôles permanents du respect des prescriptions du marché	- Consultants, - Conseil municipal, - Chef Service des Affaires Sociales				- DDMINEPED - PNDP - CCD - MINAS	Les coûts y afférents doivent être intégrés dans les coûts de la conception du microprojet
Activation et formation des comités locaux de gestion des infrastructures aux questions environnementales et au cadre de gestion environnementale et sociale du PNDP	Former les comités sur la maintenance des ouvrages	- Commune - ACD - Prestataire - Comité de suivi				- DDMINEPED - PNDP - Conseil municipal	

V.5 Plan d'Investissement Annuel PIA

Tableau 93: Plan d'Investissement Annuel 2016

Projet	Coût Total	Contribution de chaq. Partenaire	Source de financement	Période de réalisation				Lieu d'implantation	Partenaires
				T1	T2	T3	T4		
Etudes pour la construction d'une mini adduction d'eau	2 000 000	2 000 000	PNDP					Balaza Alcali	PNDP, MINEE, COMMUNE
Construction d'une mini adduction d'eau	50 000 000	50 000 000	PNDP					Balaza Alcali	PNDP, MINEE, COMMUNE
Etudes pour construction d'un forage pastoral à motricité humaine équipé de 02 abreuvoirs et 01 motopompe	800 000	800 000	PNDP					Balaza Lawane (Tchalloudi mango)	PNDP, MINEPIA, COMMUNE
Construction d'un forage pastoral à motricité humaine équipé de 02 abreuvoirs et 01 motopompe	10 000 000	10 000 000	PNDP					Balaza Lawane (Tchalloudi mango)	PNDP, MINEPIA, COMMUNE
Etudes pour construction d'un forage pastoral à motricité humaine équipé de 02 abreuvoirs et 01 motopompe	800 000	800 000	PNDP					Kongola Saïd	PNDP, MINEPIA, COMMUNE
Construction d'un forage pastoral à motricité humaine	10 000 000	10 000 000	PNDP					Kongola Saïd	PNDP, MINEPIA,

équipé de 02 abreuvoirs et 01 motopompe									COMMUNE
Etudes et réhabilitation du CSI de Djiddeo Garre	7 800 000	5 800 000	PNDP					CSI de Djiddeo Garre	PNDP, MINSANTE COMMUNE
		2 000 000	COMMUNE						
Etudes pour travaux d'assainissement de Douggoi, Doursoungo et Kongola (Carrefour shell-Doursoungo-Kongola)	3 500 000	3 500 000	PNDP (HIMO)					(Carrefour shell-Doursoungo-Kongola)	PNDP, MINH DU, COMMUNE
Construction d'un hangar à l'abattoir de Doursoungo	3 000 000	3 000 000	COMMUNE					Doursoungo	MINCOMME RCE, COMMUNE
Réhabilitation de 10 forages dans les sept cantons de la commune	24 500 000	24 500 000	COMMUNE					Commune Maroua 3	MINEE, COMMUNE
Entretien des forages et puits existants	3 000 000	3 000 000	COMMUNE					Commune Maroua 3	MINEE, COMMUNE
Construction d'une salle de classe à EP Karagari 2	8 500 000	8 500 000	COMMUNE					EP Karagari 2	MINEDUB, MINTP, COMMUNE
Construction d'une salle de classe à EP Tchalloudi	8 500 000	8 500 000	COMMUNE					EP Tchalloudi	MINEDUB, MINTP, COMMUNE
Réfection des salles de classe dans les écoles primaires de la commune	32 462 628	32 462 628	COMMUNE					Commune Maroua 3	MINEDUB, MINTP, COMMUNE
Aménagement des voies et réseaux routiers de la commune	30 700 000	30 700 000	COMMUNE					02 voies avenue Minera-coté Yaya Bello	PNDP, MINH DU,
								Cité Yaya Bello-cimetière Doursoungo	MINTP, COMMUNE

								Blvd Carrefour moulvoudaye- colonnel Bouba Mana-carrefour Kongola Axe Adama Sadjo-Louggeo Axe place des fêtes-Ouro Bikordi Route Bogo- dispensaire Djarengol kodek Douggoi- Louggeo	
Equipement des établissements scolaires en 300 tables-banc	9 000 000	9 000 000	COMMUNE					Commune Maroua 3	MINEDUB, COMMUNE
Construction d'un bloc de 02 salles de classe à l'EP Djédjébé	19 000 000	19 000 000	BIP					Djédjébé	MINEDUB, MINTP, COMMUNE
Equipement en 60 tables-banc à l'EP Djédjébé	1 800 000	1 800 000	BIP					Djédjébé	MINEDUB, COMMUNE
Acquisition des équipements et matériels didactiques pour les écoles de la commune	1 165 000	1 165 000	BIP					Commune Maroua 3	MINEDUB, COMMUNE
Equipement en bureau de maître (02 tables et 02 chaises) à l'EP Djédjébé	250 000	250 000	BIP					Djédjébé	MINEDUB, COMMUNE
Equipement en 60 tables-banc au Lycée de Balaza Alcali	1 800 000	1 800 000	BIP					Balaza Alcali	MINEDUB, COMMUNE
Appui dans la lutte contre les emballages plastiques	4 000 000	4 000 000	BIP					Commune Maroua 3	MINEPDED COMMUNE

Organisation du concours du plus bel élevage	1 000 000	1 000 000	BIP					Commune Maroua 3	MINEPIA, COMMUNE
Entretien routier dans la commune	27 778 000	27 778 000	BIP					Commune Maroua 3	MINTP, COMMUNE
Appui en appareillage aux populations vulnérables de la commune	1 500 000	1 500 000	BIP					Commune Maroua 3	MINAS, COMMUNE

V.6 Plan de passation des marchés du PIA

Tableau 94: Plan de passation des marchés du PIA

PROJETS	Etudes de faisabilité	COMES et signature convention	Préparation DAO ou de la DC	Lancement de la Procédure	Période de Soumission	Ouverture /Eval. des offres/ attrib. /notification	Signatures du contrat ou de la Lettre Commande	Enregistrement contrat ou LC	Période d'exécution	Réception provisoire des travaux
	DUREE ESTIMEE EN SEMAINES									
P1 : Etudes pour la construction d'une mini adduction d'eau à Balaza Alcali	2 mois	1mois	1 sem	05 j	3 sem	1 sem	1 sem	1sem	2 mois	1sem
P2 : Construction d'une mini adduction d'eau à Balaza Alcali	/	1mois	1 sem	03 j	3 sem	1 sem	1 sem	1sem	4 mois	1sem
P3 : Etudes pour la construction d'un forage pastoral à	1 mois	1mois	1 sem	03 j	3 sem	1 sem	1 sem	1sem	1 mois	1sem

motricité humaine équipé de 02 abreuvoirs et 01 motopompe Balaza Lawane										
P4 : Construction d'un forage pastoral à motricité humaine équipé de 02 abreuvoirs et 01 motopompe Balaza Lawane		1mois	1 sem	03 j	3 sem	1 sem	1 sem	1sem	02 mois	1sem
P5 : Etudes pour la construction d'un forage pastoral à motricité humaine équipé de 02 abreuvoirs et 01 motopompe à Kongola Saïd		1mois	1 sem	03 j	3 sem	1 sem	1 sem	1sem	1 mois	1sem
P6 : Construction d'un forage pastoral à motricité humaine équipé de 02 abreuvoirs et 01 motopompe à Kongola Saïd		1mois	1 sem	03 j	3 sem	1 sem	1 sem	1sem	02 mois	1sem
P7 : Etudes et réhabilitation du CSI de Djiddeo Garre		1mois	1 sem	03 j	3 sem	1 sem	1 sem	1sem	02 mois	1sem

P8 : Etudes pour les travaux d'assainissement de Douggoi, Doursoungo et Kongola (Carrefour shell-Doursoungo-Kongola)		1mois	1 sem	03 j	3 sem	1 sem	1 sem	1sem	02 mois	1sem
P9 : Construction d'un hangar à l'abattoir de Doursoungo		1mois	1 sem	03 j	3 sem	1 sem	1 sem	1sem	01 mois	1sem
P10 : Réhabilitation de 10 forages dans les sept cantons de la commune		1mois	1 sem	03 j	3 sem	1 sem	1 sem	1sem	05 mois	1sem
P11 : Entretien des forages et puits existants		1mois	1 sem	03 j	3 sem	1 sem	1 sem	1sem	03 mois	1sem
P12 : Construction d'une salle de classe à EP Karagari 2		1mois	1 sem	03 j	3 sem	1 sem	1 sem	1sem	02 mois	1sem
P13 : Construction d'une salle de classe à EP Tchalloudi		1mois	1 sem	03 j	3 sem	1 sem	1 sem	1sem	02 mois	1sem
P14 : Réfection des salles de classe dans les écoles primaires		1mois	1 sem	03 j	3 sem	1 sem	1 sem	1sem	06 mois	1sem

de la commune										
P15 : Aménagement des voies et réseaux routiers de la commune		1mois	1 sem	03 j	3 sem	1 sem	1 sem	1sem	05 mois	1sem
P16 : Equipement des établissements scolaires en 300 tables-banc		1mois	1 sem	03 j	3 sem	1 sem	1 sem	1sem	02 mois	1sem
P17 : Construction d'un bloc de 02 salles de classe à l'EP Djédjébé		1mois	1 sem	03 j	3 sem	1 sem	1 sem	1sem	03 mois	1sem
P18 : Equipement en 60 tables-banc à l'EP Djédjébé		1mois	1 sem	03 j	3 sem	1 sem	1 sem	1sem	01 mois	1sem
P19 : Acquisition des équipements et matériels didactiques pour les écoles de la commune		1mois	1 sem	03 j	3 sem	1 sem	1 sem	1sem	02 mois	1sem
P20 : Equipement en bureau de maître (02 tables et 02 chaises) à l'EP Djédjébé		1mois	1 sem	03 j	3 sem	1 sem	1 sem	1sem	01 mois	1sem
P21 : Equipement en 60 tables-banc au Lycée de Balaza		1mois	1 sem	03 j	3 sem	1 sem	1 sem	1sem	01 mois	1sem

Alcali										
P22 : Appui dans la lutte contre les emballages plastiques		1mois	1 sem	03 j	3 sem	1 sem	1 sem	1sem	02 mois	1sem
P23 : Organisation du concours du plus bel élevage		1mois	1 sem	03 j	3 sem	1 sem	1 sem	1sem	01 sem	1sem
P24 : Entretien routier dans la commune		1mois	1 sem	03 j	3 sem	1 sem	1 sem	1sem	03 mois	1sem
P25 : Appui en appareillage aux populations vulnérables de la commune		1mois	1 sem	03 j	3 sem	1 sem	1 sem	1sem	01 mois	1sem

CHAPITRE VI : MECANISME DE SUIVI-EVALUATION

VI.1 Composition et attributions du comité de suivi-évaluation du PCD

L'implémentation du PCD requiert un travail méticuleux de suivi. Ce travail sera fait par une structure interne à la commune, appelée Comité de suivi évaluation du PCD. Officialisé par un arrêté municipal, ce comité a pour rôle comme son nom l'indique de coordonner, suivre et surtout évaluer le niveau de réalisation des projets programmés dans le PCD.

La composition du Comité de Suivi est modulable en fonction de la spécificité de l'ouvrage à réaliser. Cependant, il y a lieu de préciser que les autorités traditionnelles, les Présidents des Comités de Développement, les membres des Comités de Concertation en leur qualité de mobilisateurs des populations et des ressources sont d'office membres de la sous-commission du Comité de Suivi Evaluation des projets inhérents à leurs Communautés.

En fonction de leur posture de conseillers techniques, les sectoriels sont tous membres du Comité de Suivi Evaluation et leur intégration au sein des sous-commissions sera fonction du projet à mettre en œuvre. Le tableau ci-dessous présente la composition sommaire du Comité de suivi du PCD de Maroua 3^{ème}.

VI.1.1 Composition du comité de suivi-évaluation du PCD

Tableau 95: Composition du Comité de suivi du PCD

N°	Désignation	Noms et Prénoms
Membres Permanents		
01	Président	OUSMANOU
02	Rapporteur	ABBARE
03	Rapporteur Adjoint	BACHIROU MAL ABDOU
04	Membre	GARGA OUSMANOU
05	Membre	AMADOU
06	Membre	OUSMANOU SIDDIKI

VI.1.2 Les attributions du Comité de suivi du PCD

Les rôles et fonctions du comité de suivi du PCD sont les suivantes :

- S'assurer de la conformité des activités avec le calendrier de déroulement, les moyens et responsabilités prévisionnels ;
- Attirer l'attention de l'exécutif communal sur les écarts observés par rapport à l'exécution des actions programmées dans le PCD,
- Jouer le rôle d'interface entre les comités de concertation installés dans les villages et l'exécutif,
- Rendre compte au conseil municipal de la mise en œuvre du PCD

- Produire le rapport d'activités et le soumettre à l'exécutif communal tous les trimestres,
- Suivre au quotidien l'exécution et la mise en œuvre du PIA en veillant à la prise en compte des aspects sociaux environnementaux des projets.
- Elaborer chaque année le PIA avec le conseil municipal
- Actualiser le CDMT après trois (03) ans

Excepté les sectoriels et autres membres automatiques du comité, les autres membres doivent remplir les conditions suivantes :

- Avoir suivi de bout en bout tout le processus de planification locale dans la commune en vue de l'élaboration du PCD
- Etre conseiller municipal ou acteur de développement intervenant sur le territoire de la commune
- Etre disponible
- Savoir lire et écrire.

VI.1.3 Indicateurs de suivi et d'évaluation (par rapport au PIA)

La coordination du suivi de la mise en œuvre du PIA est assurée par le maire de la commune. De façon opérationnelle, le comité communal de suivi-évaluation suit au quotidien la mise en œuvre des actions programmées dans le Plan d'Investissement Annuel et rend compte au maire.

Au niveau de chaque village, le comité de concertation va suivre la mise en œuvre des projets dans la communauté et rendre compte au comité communal de suivi évaluation.

Le comité communal de suivi-évaluation de la mise en œuvre du PCD doit se réunir chaque trimestre pour évaluer le niveau d'atteinte des résultats et de réalisation des activités.

Dans la mise en œuvre, des indicateurs de suivi-évaluation devront être pris en compte pour servir de point de référence afin de s'assurer de l'effectivité des réalisations prévues, les moyens utilisés et les résultats obtenus ainsi que les délais de temps tels que prévus.

Le tableau suivant présente les indicateurs de suivi-évaluation pour chaque secteur dans le cadre de la mise en œuvre du PIA.

Tableau 96: Indicateur de suivi-évaluation du PIA

Secteur	Indicateur Général	Indicateurs secondaires
Hydraulique	– % d'accès à l'eau potable en milieu urbain. – % d'accès à l'eau potable en milieu rural	– Nombre de points d'eau créés et fonctionnels. – Nombre de points d'eau réhabilités. – Nombre comités de gestion mis en place et fonctionnels – Distance du ménage le plus éloigné par rapport au point d'eau – Nombre de campagnes de formation au traitement de l'eau.
Education	Taux de jeunes ayant un accès facile à une éducation de qualité.	– Nombre d'équipements et infrastructures scolaires acquis; – Qualité et quantité du personnel enseignant affecté ; – Ratio Maitre/Elèves. – Taux de réussite scolaire ; – Nombre d'élèves par salle de classe. – Nombre d'équipements et d'infrastructures installées.
Electrification	-Quantité d'énergie générée -Taux des ménages	– Linéaire du réseau de distribution d'électricité fonctionnel. – Nombre de villages connectés

Secteur	Indicateur Général	Indicateurs secondaires
	connectés	
Protection de la nature et de l'environnement	Niveau de dégradation environnemental	– Nombre d'ouvrages d'assainissement. – Nombre de localités nettoyées de déchets plastiques
Elevage	Nombre et qualité des produits de l'élevage sur le marché	– Nombre de concours du plus bel élevage organisé – Nombre d'association/coopératives mises en place
Microprojets routiers :	- Taux de fluidité de la circulation - % de désenclavement des localités et villages	– Nombre de km de routes bitumées – Nombre de km de routes reprofilées – Nombre d'ouvrages d'assainissement construits

VI.1.4 Dispositif, outils et fréquence du reporting

➤ Dispositif

Le dispositif prévu pour le suivi de la mise en œuvre du PCD de Maroua 3^{ème} repose sur la mise en place d'un comité de suivi-évaluation. Celui-ci est tenu de travailler en étroite collaboration avec l'exécutif communal afin d'attirer son attention et l'informer sur le niveau de réalisation des actions planifiées, les écarts observés par rapport aux résultats attendus. Pour rendre ce dispositif efficace, les membres du comité de suivi-évaluation devront suivre un programme de renforcement des capacités pour la maîtrise de leur rôle, afin de faciliter la circulation d'informations entre les communautés, l'exécutif municipal, les prestataires de services et les sectoriels.

➤ Outils et fréquences de suivi

Les outils suivants seront nécessaires pour le suivi des activités :

- Les fiches de suivi et évaluation (elles sont fonctions des activités à mener);
- Le chronogramme de suivi des activités qui est élaboré par la sous-commission conformément à la programmation annuelle des activités à mener;
- Les rapports périodiques d'avancement des activités. Ceux-ci se feront sur la base d'une périodicité définie au préalable les acteurs du suivi-évaluation.

Cependant, les outils de base auxquels il faut faire recours restent les tableaux de planification contenus dans le présent PCD.

VI.1.5 Mécanisme de préparation du PIA et de révision du PCD

Le PIA a une période de validité d'un an et le PCD de cinq ans. Toutefois, le document doit être révisé au bout de trois ans. Le mécanisme de préparation du PIA et de révision du PCD suit un certain nombre d'étapes très importantes dont les plus en vue sont :

➤ Mobilisation des ressources

Le Maire prend contact avec les bailleurs (classiques et autres) de la commune pour avoir le niveau de leurs affectations financières à la commune. En outre, il prospecte de nouvelles sources de revenus pour son institution.

➤ Evaluation de la mise en œuvre du PIA de l'année (n) en cours

- Faire le point sur les activités du PIA(n) réalisées et liquidées ;
- Faire le point sur les activités du PIA(n) en cours de réalisations et dont les fonds sont bloqués et sûres ;
- Faire le point sur les activités du PIA(n) en cours de réalisations et dont les paiements sont reportés ;
- Faire le point sur les activités du PIA (n) non exécutées ;
- Faire le point sur le niveau de prise en compte des aspects socio-environnementaux dans la mise en œuvre des projets de l'année n.

➤ Tenue de l'atelier

- Présentation de l'état d'exécution du PIA de l'année (n) en cours ;
- Présentations des projets du CDMT correspondant à l'année (n+1) suivante ;
- Présentation du cadre sommaire de gestion environnemental du CDMT actualisé ;
- Présentation des priorités éventuelles non contenues dans le PCD ;
- Présentation des ressources sûres de l'année (n+1) ;
- Présentation du projet de PIA de l'année (n+1) ;
- Echanges et débats ;
- Ajustement du projet de PIA sur la base du consensus ;
- Présentation du nouveau PPM ;
- Elaboration de l'année 3 du nouveau CDMT.

➤ Actualisation et validation des documents

- Elaboration d'un nouveau CDMT ;
- Actualisation des Cadres Logiques par secteur ;
- Intégration des nouvelles priorités dans le PCD ;
- Actualisation des données du PCD (Etats par secteurs) ;
- Actualisation du cadre sommaire de gestion environnementale ;
- Validation des documents par le Conseil Municipal.

VI.2 Plan de communication sur la mise en œuvre du PCD

Tableau 97: Plan de communication sur la mise en œuvre du PCD

Objectifs	Activités	Emetteur	Récepteur	Support/ Outils	Coût	Période	Indicateurs
COMMUNICATION INTERNE							
Assurer une bonne circulation de l'information en interne	- Créer des adresses email pour chaque personnel	cellule de communication	Conseiller municipaux	Internet	100 000	1 fois l'an	Compte rendu sur le BP et autres
	Organiser les réunions de coordination des activités	Le maire et tous les chefs de services	Le personnel communal et/ou les Conseillers municipaux	Kits et matériels de réunion	50 000	Tous les mois	Rapports et Compte rendus des réunions
	Réhabiliter et acquérir les tableaux d'affichages	Le maire et tous les chefs de services	Le personnel communal et/ou les Conseillers municipaux et tous les usagers	Babillards	50 000	1 fois l'an	Différentes affiches
	Créer une boîte à suggestions à la commune	Exécutif communal	Acteurs communaux et public	Boîte à suggestions	25 000	1 fois l'an	Rapport de dépouillement des suggestions
COMMUNICATION EXTERNE							
<i>La communication avec les autorités et les sectoriels</i>							
Informers régulièrement les autorités au niveau national, régional et local des activités de la commune	Produire et diffuser les rapports périodiques d'activités	Secrétaire général	-membres du gouvernement -gouverneur - préfet	Rapport périodiques	100 000	Chaque trimestre	Bordereau de transmission

Objectifs	Activités	Emetteur	Récepteur	Support/ Outils	Coût	Période	Indicateurs
			- sectoriels				
La communication avec les populations de la commune							
Sensibiliser les populations sur l'importance de participer aux activités de développement	-organiser les campagnes d'information et de sensibilisation dans les villages	- Maires - Conseillers municipaux	communautés	Fiches et tracts de sensibilisation	800 000	1 fois l'an	Rapports des campagnes
Restituer le plan communal de développement aux populations pour les engager dans la mise en œuvre des actions programmées	Organisation des séances de restitution du PCD au niveau des communautés	-Maire -Conseillers municipaux - CCD	- communautés	Plan communal de développement	800 000	1 fois l'an	Rapport des séances de restitution
Informar les populations sur les activités et réalisations de la commune	Production des émissions radios, magazines TV et publication dans les journaux	Cellule de communication de la commune et exécutif municipal	Grand public	Médias locaux (Radios locales et presses locales, CRTV, et autres)	1 million	Chaque trimestre	Supports audio et vidéo, affiches, dépliants, tracts.
Promouvoir la gouvernance locale	Communiquer sur le budget et le compte administratif de la commune	- Maire - Conseillers municipaux	- communautés - usagers	-Médias locaux -Site internet communal -concertation avec les	200 000	1 fois l'an	Supports audio et vidéo, affiches, dépliants, tracts, mails

Objectifs	Activités	Emetteur	Récepteur	Support/ Outils	Coût	Période	Indicateurs
				communautés -babillard de la commune			
Communication avec la société civile et le secteur privé							
Impliquer la société civile et le secteur privé dans la conduite des actions de développement	Organiser des rencontres avec la société civile et le secteur privé	- Maire	Société civile/secteur privé	Correspondances	1.000.000	2 fois/an	contrats de partenariat signés
Promouvoir la gouvernance locale	Communiquer sur le budget et le compte administratif de la commune	- Maire	Société civile/secteur privé	- Médias locaux - Site internet communal -Concertation avec les OSC et la commune	200 000	2 fois/an	Signature des contrats de partenariat
Constituer une banque de données sur la société civile et le secteur privé	Mettre en place un répertoire et des contacts	Cellule de communication	- Maire	Listes des OCE et OSP	200 000	Chaque année	Répertoire disponible
Informier régulièrement la société civile et le secteur privé sur les activités de la commune	Concevoir et diffuser un rapport d'activités trimestriel	Cellule de communication	Société civile, secteur privé	- Rapport d'activités trimestriel, semestriel et annuel	500 000	Tous les trimestres	Liste de diffusion du rapport

Objectifs	Activités	Emetteur	Récepteur	Support/ Outils	Coût	Période	Indicateurs
				- Site internet			
Communication avec les partenaires techniques et financiers							
Identifier les partenaires	Constituer un répertoire des partenaires et leurs contacts	Cellule de communication	- Maire	Plan communal de développement	50 000	Trimestre	Répertoire disponible
Sensibiliser et impliquer les partenaires sur le processus de développement de la commune	Organiser des séances de travail et créer des cadres de concertation entre la commune et les partenaires	Cellule de communication	- Maire	Séances de travail	1 500 000	Semestre	Compte rendu disponible
Informier régulièrement les partenaires sur l'exécution du plan de développement et des autres activités de la commune	Produire et diffuser les rapports d'activités	-Maire -Conseillers municipaux	Projets et programmes Bailleurs de fonds/ONG	Rapport d'activités	50 000	Mensuel	Rapports diffusés
Communication avec les élites extérieures et la diaspora							
Identifier les élites extérieures et la diaspora de la commune	Constituer un répertoire des fils et filles de la commune vivant hors de l'espace communal et du pays	Cellule de communication	- Maire		50 000	Mensuel	Répertoire disponible
Sensibiliser et impliquer les élites extérieures et les élites de la diaspora dans le processus de développement de la commune	Organiser des campagnes de sensibilisation et d'information auprès des élites extérieures et les acteurs de la diaspora sur le PCD	Cellule de communication	- Maire	Campagne d'information avec plan communal de développement comme	250 000	Tous les trois mois	rapports disponibles

Objectifs	Activités	Emetteur	Récepteur	Support/ Outils	Coût	Période	Indicateurs
				support			
Informers régulièrement les élites extérieures et la diaspora sur l'exécution du plan de développement et des autres activités de la commune	Produire et diffuser les rapports d'activités	- Maire -Conseillers municipaux	Elites extérieures et diaspora	Rapport d'activités transmis par email ou diffusé sur le site internet de la commune	100 000	Tous les mois	Rapports diffusés
LA COMMUNICATION DE MASSE							
Informers le grand public sur les activités de la commune, l'élaboration et la mise en œuvre du plan communal de développement	Organiser des émissions sur les radios communautaires ou régionales	Cellule de communication	Grand public	Médias de masse	100 000	Hebdomadaire	Nombre d'émissions diffusées
	Concevoir, mettre en ligne et actualiser régulièrement le site web de la commune	Cellule de communication	Public national et international	Site internet	100 000	Quotidien	Site en ligne
	Organiser des points de presse	Cellule de communication	Journalistes et hommes de médias	dossiers de presse	500 000	Mensuel	Publication des presses
	Réaliser des reportages et des documentaires sur les activités de la commune	Cellule de communication	Grand public		2000 000	Trimestre	Supports vidéo, audio, affiches, etc.
	Créer et diffuser un journal communal	Cellule de communication	Grand public		500 000	Mensuel	Nombre d'éditions
Actions de plaidoyer							
Rechercher des financements alternatifs pour la mise en œuvre du plan de	Organiser des rencontres avec les sectoriels	maire	MINEPAT et les autres sectoriels	PCD et état de mise en œuvre	2 500 000	Mensuel	Rapports de rencontres

Objectifs	Activités	Emetteur	Récepteur	Support/ Outils	Coût	Période	Indicateurs
développement	Organiser des rencontres avec les bailleurs et des projets ainsi que les programmes	Maire	partenaires	PCD et état de mise en œuvre	1 000 000	Trimestre	Signatures des conventions
	Organiser des rencontres avec les OSC et le secteur privé	Maire	Chefs d'entreprise	PCD et état de mise en œuvre	1 000 000	Trimestre	Signatures des conventions
	Organiser des rencontres avec la diaspora	Maire	Diaspora		5 000 000	Annuel	Signatures des engagements

CONCLUSION

Conformément aux instructions du PNDP, l'élaboration du Plan Communal de Développement de la commune de Maroua 3^{ème} a été un processus participatif du début jusqu'à la fin. Ce processus a donné lieu de réaliser plusieurs activités dont les principales sont : les préparations, la réalisation des diagnostics participatifs, la consolidation des données des différents diagnostics, l'organisation d'un atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation et la mise en place du dispositif de suivi-évaluation.

Pour y parvenir, les données ont tour à tour été collectées et analysées, avec la collaboration et l'implication de tous les acteurs et parties prenantes au processus (les élus, les sectoriels, les populations bénéficiaires, les autorités traditionnelles et religieuses, les opérateurs économiques, les partenaires au développement...).

L'exploitation des données collectées montre que la commune fait face à d'importants défis, quelle devra surmonter pour impulser un développement efficient et améliorer durablement les conditions de vie de ses populations. L'essentiel des besoins tourne autour des infrastructures sociales de base, à savoir hydrauliques, d'éducation, de santé, d'électrification, mais aussi des infrastructures agricoles, routières et d'assainissement. Afin d'être à la hauteur des attentes et relever le défi, la stratégie repose sur la mise en œuvre des microprojets prioritaires et du plan stratégique de renforcement de l'institution communale, issus des différents diagnostics. Il s'agit précisément de huit microprojets prioritaires pour chacun des vingt villages de la commune (05 projets sociaux et 03 projets économiques) et une vingtaine de projets pour l'espace urbain. D'ailleurs, sur la base d'une priorisation stricte, les différents projets identifiés ont permis d'élaborer un Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) étalé sur trois ans, ainsi qu'un Plan d'Investissement Annuel (PIA) valide pour un an. Ces documents seront progressivement évalués et actualisés à mesure que la mise en œuvre des projets se fera concomitamment avec de la mobilisation des ressources.

Enfin, dans le souci de vulgariser ce document stratégique, un plan de communication a été élaboré, pour servir de d'instrument marketing indispensable pour la recherche des moyens et des partenariats à l'échelle nationale et même internationale.

BIBLIOGRAPHIE

- Heywood, I; Cornelius, S; Carver; An introduction to Geographical Information Systems; prentice hall, 1998.
- kfw, ded, GIZ; Elaboration et mise en œuvre d'une stratégie de communication et de marketing communal ; 2010.
- Loi N° 2009/011 du 10 Juillet 2009 portant régime financier des collectivités territoriales décentralisées.
- Loi N° 2009/019 du 25 Décembre 2009 portant fiscalité locale.
- Loi N° 2004/017 du 22 Juillet 2004 portant orientation de la décentralisées.
- Loi N° 2004/018 du 22 Juillet 2004 fixant les règles applicables aux communes.
- Mairie de Maroua 3^{ème} : Budgets et comptes administratifs 2012, 2013, 2014.
- Mairie de Maroua 3^{ème} : Plans de campagne 2013, 2014, 2015, 2016.
- Margerat Y ; Atlas de géographie du Cameroun : les villes et leurs fonctions, centre Orstom du petit Bassam ; 1963 ;
- Minepat ; Recensement Général de la Population et de l'Habitat, 2005.
- Minepat ; Document de Stratégies pour la Croissance et l'Emploi, 2010.
- Minepat ; Cameroun Vision 2035, 2010.
- SNV, ded, GIZ; La gestion du patrimoine communal tome 5, Maroua, 2007.



ANNEXES

Annexe n° 1: Fiches de projets du PIA

FICHE DE PROJET N° 1: Etudes pour la construction d'une mini adduction d'eau à Balaza Alcali

1	Mois	Année	Observations
Date d'établissement		2016	

2	INFORMATIONS SUR LE PROJET
Nom de la commune	Maroua 3 ^{ème}
Département	Diamaré
Région	Extrême-Nord
Titre du projet	Etudes pour la construction d'une mini adduction d'eau à Balaza Alcali

3	FINANCEMENT DU PROJET (sur 01 an)
Projet financé par le PNDP	Montants
	2 000 000
Contribution sur budget communal	
Contribution sur budget de l'État	
Autres co-financements confirmés	
Montant sollicité	
Total	2 000 000

4	OBJECTIFS DU PROJET
Groupes cibles bénéficiaires	Populations de Balaza Alcali
Problèmes à résoudre	Difficultés d'accès à l'eau potable
Objectifs globaux	Permettre aux populations de Balaza Alcali d'avoir accès à l'eau potable
Objectifs spécifiques	- Faciliter l'accès à l'eau - Réduire le taux des maladies hydriques - Améliorer les conditions de vie des populations
Résultats attendus	Etudes de faisabilité et techniques faites
Activités	- Lancement du marché - Passation du marché - Exécution de l'étude - Evaluation - Rapport de l'étude

5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION
Orientations	Description
PCD	
Stratégie sectorielle	
Politique nationale (DSCE)	Développer les infrastructures hydrauliques
Autres à préciser	

6	COMPLEMENTARITE AVEC D'AUTRES INTERVENANTS			
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours	
		Cocher		

FICHE DE PROJET N° 2: Construction d'une mini adduction d'eau à Balaza Alcali

1		Mois	Année	Observations
	Date d'établissement		2016	

2	INFORMATIONS SUR LE PROJET			
	Nom de la commune	Maroua 3 ^{ème}		
	Département	Diamaré		
	Région	Extrême-Nord		
	Titre du projet	Construction d'une mini adduction d'eau à Balaza Alcali		

3	FINANCEMENT DU PROJET (sur 01 an)		
	Projet financé par le PNDP	Montants	50 000 000
	Contribution sur budget communal		
	Contribution sur budget de l'Etat		
	Autres co-financements confirmés		
	Montant sollicité		
	Total		50 000 000

4	OBJECTIFS DU PROJET		
	Groupes cibles bénéficiaires	Populations de Balaza Alcali	
	Problèmes à résoudre	Difficultés d'accès à l'eau potable	
	Objectifs globaux	Permettre aux populations de Balaza Alcali d'avoir accès à l'eau potable	
	Objectifs spécifiques	- Faciliter l'accès à l'eau - Réduire le taux des maladies hydriques - Améliorer les conditions de vie des populations	
	Résultats attendus	Une mini adduction d'eau construite	
	Activités	- Passation du marché - Exécution - Suivi-évaluation - Réception	

5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION		
	Orientations	Description	
	PCD		
	Stratégie sectorielle		
	Politique nationale (DSCE)	Développer les infrastructures hydrauliques	
	Autres à préciser		

6	COMPLEMENTARITE AVEC D'AUTRES INTERVENANTS			
	Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours
			Cocher	

FICHE DE PROJET N°3: Etudes pour la construction d'un forage pastoral à motricité humaine équipé de 02 abreuvoirs et 01 motopompe Balaza Lawane

1	Mois	Année	Observations
Date d'établissement		2016	

2	INFORMATIONS SUR LE PROJET
Nom de la commune	Maroua 3 ^{ème}
Département	Diamaré
Région	Extrême-Nord
Titre du projet	Etudes pour la construction d'un forage pastoral à motricité humaine équipé de 02 abreuvoirs et 01 motopompe Balaza Lawane

3	FINANCEMENT DU PROJET (sur 01 an)
Projet financé par le PNDP	Montants 800 000
Contribution sur budget communal	
Contribution sur budget de l'Etat	
Autres co-financements confirmés	
Montant sollicité	
Total	800 000

4	OBJECTIFS DU PROJET
Groupes cibles bénéficiaires	Populations de Balaza Lawane
Problèmes à résoudre	Difficultés d'accès à l'eau pour les bêtes
Objectifs globaux	Faciliter l'activité pastorale dans la localité
Objectifs spécifiques	- Faciliter l'accès à l'eau pour les bêtes - Booster la production des produits pastoraux - Améliorer les conditions de vie des populations
Résultats attendus	Etudes de faisabilité faites
Activités	- Passation du marché - Exécution des études - Suivi/Evaluation - Rapport de l'étude

5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION
Orientations	Description
PCD	
Stratégie sectorielle	
Politique nationale (DSCE)	Assurer une production durable en quantité et en qualité dans les filières animales
Autres à préciser	

6	COMPLEMENTARITE AVEC D'AUTRES INTERVENANTS				
Titre		Bailleur (s)	Terminé	En cours	
			Cocher		

FICHE DE PROJET N° 4: Construction d'un forage pastoral à motricité humaine équipé de 02 abreuvoirs et 01 motopompe Balaza Lawane

1	Mois	Année	Observations
Date d'établissement		2016	

2	INFORMATIONS SUR LE PROJET
Nom de la commune	Maroua 3 ^{ème}
Département	Diamaré
Région	Extrême-Nord
Titre du projet	Construction d'un forage pastoral à motricité humaine équipé de 02 abreuvoirs et 01 motopompe Balaza Lawane

3	FINANCEMENT DU PROJET (sur 01 an)
Projet financé par le PNDP	Montants 10 000 000
Contribution sur budget communal	
Contribution sur budget de l'Etat	
Autres co-financements confirmés	
Montant sollicité	
Total	10 000 000

4	OBJECTIFS DU PROJET
Groupes cibles bénéficiaires	Populations de Balaza Lawane
Problèmes à résoudre	Difficultés d'accès à l'eau pour les bêtes
Objectifs globaux	Faciliter l'activité pastorale dans la localité
Objectifs spécifiques	- Faciliter l'accès à l'eau pour les bêtes - Booster la production des produits pastoraux - Améliorer les conditions de vie des populations
Résultats attendus	un forage pastoral à motricité humaine équipé de 02 abreuvoirs et 01 motopompe construit
Activités	- Passation du marché - Exécution - Suivi-évaluation - Réception

5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION
Orientations	Description
PCD	
Stratégie sectorielle	
Politique nationale (DSCE)	Assurer une production durable en quantité et en qualité dans les filières animales
Autres à préciser	

6	COMPLEMENTARITE AVEC D'AUTRES INTERVENANTS			
Titre		Bailleur (s)	Terminé	En cours
			Cocher	

FICHE DE PROJET N° 5: Etudes pour la construction d'un forage pastoral à motricité humaine équipé de 02 abreuvoirs et 01 motopompe à Kongola Saïd

1	Mois	Année	Observations
Date d'établissement		2016	

2	INFORMATIONS SUR LE PROJET
Nom de la commune	Maroua 3 ^{ème}
Département	Diamaré
Région	Extrême-Nord
Titre du projet	Etudes pour la construction d'un forage pastoral à motricité humaine équipé de 02 abreuvoirs et 01 motopompe à Kongola Saïd

3	FINANCEMENT DU PROJET (sur 01 an)
Projet financé par le PNDP	Montants 800 000
Contribution sur budget communal	
Contribution sur budget de l'Etat	
Autres co-financements confirmés	
Montant sollicité	
Total	800 000

4	OBJECTIFS DU PROJET
Groupes cibles bénéficiaires	Populations de Kongola Saïd
Problèmes à résoudre	Difficultés d'accès à l'eau pour les bêtes
Objectifs globaux	Faciliter l'activité pastorale dans la localité
Objectifs spécifiques	- Faciliter l'accès à l'eau pour les bêtes - Booster la production des produits pastoraux - Améliorer les conditions de vie des populations
Résultats attendus	Etudes de faisabilité faites
Activités	- Passation du marché - Exécution des études - Suivi/Evaluation - Rapport de l'étude

5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION
Orientations	Description
PCD	
Stratégie sectorielle	
Politique nationale (DSCE)	
Autres à préciser	

6	COMPLEMENTARITE AVEC D'AUTRES INTERVENANTS			
Titre		Bailleur (s)	Terminé	En cours
			Cocher	

FICHE DE PROJET N° 6: Construction d'un forage pastoral à motricité humaine équipé de 02 abreuvoirs et 01 motopompe à Kongola Saïd

1	Mois	Année	Observations
Date d'établissement		2016	

2	INFORMATIONS SUR LE PROJET
Nom de la commune	Maroua 3 ^{ème}
Département	Diamaré
Région	Extrême-Nord
Titre du projet	Construction d'un forage pastoral à motricité humaine équipé de 02 abreuvoirs et 01 motopompe à Kongola Saïd

3	FINANCEMENT DU PROJET (sur 01 an)
Projet financé par le PNDP	Montants 10 000 000
Contribution sur budget communal	
Contribution sur budget de l'Etat	
Autres co-financements confirmés	
Montant sollicité	
Total	10 000 000

4	OBJECTIFS DU PROJET
Groupes cibles bénéficiaires	Populations de Kongola Saïd
Problèmes à résoudre	Difficultés d'accès à l'eau pour les bêtes
Objectifs globaux	Faciliter l'activité pastorale dans la localité
Objectifs spécifiques	- Faciliter l'accès à l'eau pour les bêtes - Booster la production des produits pastoraux - Améliorer les conditions de vie des populations
Résultats attendus	un forage pastoral à motricité humaine équipé de 02 abreuvoirs et 01 motopompe construit
Activités	- Passation du marché - Exécution - Suivi-évaluation - Réception

5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION
Orientations	Description
PCD	
Stratégie sectorielle	
Politique nationale (DSCE)	Assurer une production durable en quantité et en qualité dans les filières animales
Autres à préciser	

6	COMPLEMENTARITE AVEC D'AUTRES INTERVENANTS			
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours	
		Cocher		

FICHE DE PROJET N° 7: Etudes et réhabilitation du CSI de Djiddeo Garre

1	Mois	Année	Observations
Date d'établissement		2016	

2	INFORMATIONS SUR LE PROJET
Nom de la commune	Maroua 3 ^{ème}
Département	Diamaré
Région	Extrême-Nord
Titre du projet	Etudes et réhabilitation du CSI de Djiddeo Garre

3	FINANCEMENT DU PROJET (sur 01 an)
Projet financé par le PNDP	Montants 5 800 000
Contribution sur budget communal	2 000 000
Contribution sur budget de l'Etat	
Autres co-financements confirmés	
Montant sollicité	
Total	7 800 000

4	OBJECTIFS DU PROJET
Groupes cibles bénéficiaires	Populations de Djiddeo Garre et de ses environs
Problèmes à résoudre	Difficultés d'accès aux soins de santé de qualité
Objectifs globaux	Améliorer l'accès aux soins de santé
Objectifs spécifiques	- Réfectionner les infrastructures - Acquisition d'équipements - Améliorer les conditions de vie des populations
Résultats attendus	CSI de Djiddeo Garre réhabilité
Activités	- Etudes techniques et de faisabilité - Passation du marché - Exécution - Suivi-évaluation - Réception

5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION
Orientations	Description
PCD	
Stratégie sectorielle	
Politique nationale (DSCE)	Augmenter le pourcentage de la population qui a accès à une formation sanitaire
Autres à préciser	

6	COMPLEMENTARITE AVEC D'AUTRES INTERVENANTS			
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours	
		Cocher		

FICHE DE PROJET N° 8: Etudes pour les travaux d'assainissement de Douggoi, Doursoungo et Kongola (Carrefour shell-Doursoungo-Kongola)

1	Mois	Année	Observations
Date d'établissement		2016	

2	INFORMATIONS SUR LE PROJET
Nom de la commune	Maroua 3 ^{ème}
Département	Diamaré
Région	Extrême-Nord
Titre du projet	Etudes pour les travaux d'assainissement de Douggoi, Doursoungo et Kongola (Carrefour shell-Doursoungo-Kongola)

3	FINANCEMENT DU PROJET (sur 01 an)
Projet financé par le PNDP	Montants 3 500 000
Contribution sur budget communal	
Contribution sur budget de l'Etat	
Autres co-financements confirmés	
Montant sollicité	
Total	3 500 000

4	OBJECTIFS DU PROJET
Groupes cibles bénéficiaires	Populations de l'espace urbain de Maroua 3 ^{ème}
Problèmes à résoudre	Inondations et insalubrité
Objectifs globaux	Assainir l'espace urbain communal
Objectifs spécifiques	- Construire des ouvrages de canalisation des eaux de pluie - Construire des ouvrages de franchissement - Curer les caniveaux - Améliorer les conditions de vie des populations
Résultats attendus	Etudes techniques et de faisabilité faites
Activités	- Passation du marché - Exécution des études - Suivi-évaluation - Rapport de l'étude

5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION
Orientations	Description
PCD	
Stratégie sectorielle	
Politique nationale (DSCE)	Assainir le cadre de vie des populations
Autres à préciser	

6	COMPLEMENTARITE AVEC D'AUTRES INTERVENANTS		
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours
		Cocher	

FICHE DE PROJET N°9: Construction d'un hangar à l'abattoir de Douroungo

1		Mois	Année	Observations
Date d'établissement			2016	

2	INFORMATIONS SUR LE PROJET			
Nom de la commune	Maroua 3 ^{ème}			
Département	Diamaré			
Région	Extrême-Nord			
Titre du projet	Construction d'un hangar à l'abattoir de Douroungo			

3	FINANCEMENT DU PROJET (sur 01 an)		
Projet financé par la commune			Montants
			3 000 000
Contribution sur budget communal			3 000 000
Contribution sur budget de l'Etat			
Autres co-financements confirmés			
Montant sollicité			
Total			3 000 000

4	OBJECTIFS DU PROJET	
Groupes cibles bénéficiaires	Populations de l'espace urbain de Maroua 3 ^{ème}	
Problèmes à résoudre	Insuffisance d'infrastructures	
Objectifs globaux	Améliorer l'offre en infrastructures à l'abattoir de Douroungo	
Objectifs spécifiques	- Améliorer les conditions de travail des abatteurs - Améliorer les conditions d'hygiène et de salubrité	
Résultats attendus	Un hangar construit	
Activités	- Etudes techniques et de faisabilité - Passation du marché - Exécution - Suivi-évaluation - Réception	

5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION	
Orientations	Description	
PCD		
Stratégie sectorielle		
Politique nationale (DSCE)	Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté	
Autres à préciser		

6	COMPLEMENTARITE AVEC D'AUTRES INTERVENANTS			
Titre		Bailleur (s)	Terminé	En cours
			Cocher	

FICHE DE PROJET N° 10: Réhabilitation de 10 forages dans les sept cantons de la commune

1		Mois	Année	Observations
	Date d'établissement		2016	

2	INFORMATIONS SUR LE PROJET			
	Nom de la commune	Maroua 3 ^{ème}		
	Département	Diamaré		
	Région	Extrême-Nord		
	Titre du projet	Réhabilitation de 10 forages dans les sept cantons de la commune		

3	FINANCEMENT DU PROJET (sur 01 an)		
	Projet financé par la commune	Montants	
	Contribution sur budget communal	24 500 000	
	Contribution sur budget de l'Etat		
	Autres co-financements confirmés		
	Montant sollicité		
	Total	24 500 000	

4	OBJECTIFS DU PROJET		
	Groupes cibles bénéficiaires	Populations de la commune	
	Problèmes à résoudre	Difficultés d'accès à l'eau potable	
	Objectifs globaux	Permettre aux populations de la commune d'avoir accès à l'eau potable	
	Objectifs spécifiques	- Faciliter l'accès à l'eau - Réfectionner les forages en panne - Réduire le taux des maladies hydriques - Améliorer les conditions de vie des populations	
	Résultats attendus	10 forages réhabilités	
	Activités	- Etudes techniques et de faisabilité - Passation du marché - Exécution - Suivi-évaluation - Réception	

5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION		
	Orientations	Description	
	PCD		
	Stratégie sectorielle		
	Politique nationale (DSCE)	Développer les infrastructures hydrauliques	
	Autres à préciser		

6	COMPLEMENTARITE AVEC D'AUTRES INTERVENANTS			
	Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours
			Cocher	

FICHE DE PROJET N° 11: Entretien des forages et puits existants

1	Mois	Année	Observations
Date d'établissement			

2	INFORMATIONS SUR LE PROJET
Nom de la commune	Maroua 3 ^{ème}
Département	Diamaré
Région	Extrême-Nord
Titre du projet	Entretien des forages et puits existants

3	FINANCEMENT DU PROJET (sur 01 an)
Projet financé par la commune	Montants 3 000 000
Contribution sur budget communal	
Contribution sur budget de l'Etat	
Autres co-financements confirmés	
Montant sollicité	3 000 000
Total	

4	OBJECTIFS DU PROJET
Groupes cibles bénéficiaires	Populations de la commune
Problèmes à résoudre	Difficultés d'accès à l'eau potable
Objectifs globaux	Permettre aux populations de la commune d'avoir accès à l'eau potable
Objectifs spécifiques	- Traiter les sources d'eau existantes - Réduire le taux des maladies hydriques - Améliorer les conditions de vie des populations
Résultats attendus	Forages et puits existants entretenus
Activités	- Etudes techniques et de faisabilité - Passation du marché - Exécution - Suivi-évaluation - Réception

5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION
Orientations	Description
PCD	
Stratégie sectorielle	
Politique nationale (DSCE)	Développer les infrastructures hydrauliques
Autres à préciser	

6	COMPLEMENTARITE AVEC D'AUTRES INTERVENANTS			
Titre		Bailleur (s)	Terminé	En cours
			Cocher	

FICHE DE PROJET N° 12: Construction d'une salle de classe à EP Karagari 2

1		Mois	Année	Observations
Date d'établissement			2016	

2	INFORMATIONS SUR LE PROJET			
Nom de la commune	Maroua 3 ^{ème}			
Département	Diamaré			
Région	Extrême-Nord			
Titre du projet	Construction d'une salle de classe à EP Karagari 2			

3	FINANCEMENT DU PROJET (sur 01 an)		
Projet financé par la commune			Montants
Contribution sur budget communal			8 500 000
Contribution sur budget de l'Etat			
Autres co-financements confirmés			
Montant sollicité			
Total			8 500 000

4	OBJECTIFS DU PROJET	
Groupes cibles bénéficiaires	Elèves et corps enseignant de l'EP Karagari 2	
Problèmes à résoudre	Difficultés d'accès à l'éducation de qualité	
Objectifs globaux	Améliorer l'accès à l'éducation	
Objectifs spécifiques	- Améliorer les conditions d'éducation - Améliorer l'offre en infrastructures - Améliorer le taux de réussite scolaire	
Résultats attendus	01 salle de classe construite	
Activités	- Etudes techniques et de faisabilité - Passation du marché - Exécution - Suivi-évaluation - Réception	

5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION	
Orientations	Description	
PCD		
Stratégie sectorielle		
Politique nationale (DSCE)	Améliorer l'accès équitable de tous les enfants en âge scolaire à l'éducation de base	
Autres à préciser		

6	COMPLEMENTARITE AVEC D'AUTRES INTERVENANTS			
Titre		Bailleur (s)	Terminé	En cours
			Cocher	

FICHE DE PROJET N° 13: Construction d'une salle de classe à EP Tchalloudi

1	Mois	Année	Observations
Date d'établissement		2016	

2	INFORMATIONS SUR LE PROJET
Nom de la commune	Maroua 3 ^{ème}
Département	Diamaré
Région	Extrême-Nord
Titre du projet	Construction d'une salle de classe à EP Tchalloudi

3	FINANCEMENT DU PROJET (sur 01 an)
Projet financé par la commune	Montants 8 500 000
Contribution sur budget communal	
Contribution sur budget de l'Etat	
Autres co-financements confirmés	
Montant sollicité	
Total	8 500 000

4	OBJECTIFS DU PROJET
Groupes cibles bénéficiaires	Elèves et corps enseignant de l'EP Tchalloudi
Problèmes à résoudre	Difficultés d'accès à l'éducation de qualité
Objectifs globaux	Améliorer l'accès à l'éducation
Objectifs spécifiques	- Améliorer les conditions d'éducation - Améliorer l'offre en infrastructures - Améliorer le taux de réussite scolaire
Résultats attendus	01 salle de classe construite
Activités	- Etudes techniques et de faisabilité - Passation du marché - Exécution - Suivi-évaluation - Réception

5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION
Orientations	Description
PCD	
Stratégie sectorielle	
Politique nationale (DSCE)	Améliorer l'accès équitable de tous les enfants en âge scolaire à l'éducation de base
Autres à préciser	

6	COMPLEMENTARITE AVEC D'AUTRES INTERVENANTS			
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours	
		Cocher		

FICHE DE PROJET N° 14: Réfection des salles de classe dans les écoles primaires de la commune

1	Mois	Année	Observations
Date d'établissement		2016	

2	INFORMATIONS SUR LE PROJET
Nom de la commune	Maroua 3 ^{ème}
Département	Diamaré
Région	Extrême-Nord
Titre du projet	Réfection des salles de classe dans les écoles primaires de la commune

3	FINANCEMENT DU PROJET (sur 01 an)	
Projet financé par la commune		Montants
Contribution sur budget communal		32 462 628
Contribution sur budget de l'Etat		
Autres co-financements confirmés		
Montant sollicité		
Total		32 462 628

4	OBJECTIFS DU PROJET
Groupes cibles bénéficiaires	Elèves et corps enseignant des écoles de la commune
Problèmes à résoudre	Difficultés d'accès à l'éducation de qualité
Objectifs globaux	Améliorer l'accès à l'éducation
Objectifs spécifiques	- Améliorer les conditions d'éducation - Améliorer l'offre en infrastructures - Améliorer le taux de réussite scolaire
Résultats attendus	Salles de classe réfectionnées
Activités	- Etudes techniques et de faisabilité - Passation du marché - Exécution - Suivi-évaluation - Réception

5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION
Orientations	Description
PCD	
Stratégie sectorielle	
Politique nationale (DSCE)	Améliorer l'accès équitable de tous les enfants en âge scolaire à l'éducation de base
Autres à préciser	

6	COMPLEMENTARITE AVEC D'AUTRES INTERVENANTS		
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours
		Cocher	

FICHE DE PROJET N° 15: Aménagement des voies et réseaux routiers de la commune

1		Mois	Année	Observations
Date d'établissement			2016	

2	INFORMATIONS SUR LE PROJET			
Nom de la commune		Maroua 3 ^{ème}		
Département		Diamaré		
Région		Extrême-Nord		
Titre du projet		Aménagement des voies et réseaux routiers de la commune		

3	FINANCEMENT DU PROJET (sur 01 an)	
Projet financé par la commune		Montants
Contribution sur budget communal		30 700 000
Contribution sur budget de l'Etat		
Autres co-financements confirmés		
Montant sollicité		
Total		30 700 000

4	OBJECTIFS DU PROJET			
Groupes cibles bénéficiaires		Populations de la commune		
Problèmes à résoudre		Enclavement de la commune		
Objectifs globaux		Désenclaver l'espace communal		
Objectifs spécifiques		- Renforcer le réseau routier - Réfectionner les voies usées - Entretenir les voies et routes		
Résultats attendus		Voies et réseaux routiers de la commune aménagés		
Activités		- Etudes techniques et de faisabilité - Passation du marché - Exécution - Suivi-évaluation - Réception		

5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION			
Orientations		Description		
PCD				
Stratégie sectorielle				
Politique nationale (DSCE)		Assurer la pérennité du patrimoine infrastructurel de l'Etat		
Autres à préciser				

6	COMPLEMENTARITE AVEC D'AUTRES INTERVENANTS			
Titre		Bailleur (s)	Terminé	En cours
			Cocher	

FICHE DE PROJET N° 16 Equipement des établissements scolaires en 300 tables-banc

1		Mois	Année	Observations
Date d'établissement			2016	

2	INFORMATIONS SUR LE PROJET			
Nom de la commune		Maroua 3 ^{ème}		
Département		Diamaré		
Région		Extrême-Nord		
Titre du projet		Equipement des établissements scolaires en 300 tables-banc		

3	FINANCEMENT DU PROJET (sur 01 an)		
Projet financé par la commune			Montants
Contribution sur budget communal			9 000 000
Contribution sur budget de l'Etat			
Autres co-financements confirmés			
Montant sollicité			
Total			9 000 000

4	OBJECTIFS DU PROJET	
Groupes cibles bénéficiaires		Elèves et corps enseignant des écoles de la commune
Problèmes à résoudre		Difficultés d'accès à l'éducation de qualité
Objectifs globaux		Améliorer l'accès à l'éducation
Objectifs spécifiques		- Améliorer les conditions d'éducation - Améliorer l'offre en infrastructures - Améliorer le taux de réussite scolaire
Résultats attendus		Etablissements scolaires équipés en 300 tables-banc
Activités		- Etudes techniques - Passation du marché - Exécution - Suivi-évaluation - Réception

5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION	
Orientations		Description
PCD		
Stratégie sectorielle		
Politique nationale (DSCE)		Améliorer l'accès équitable de tous les enfants en âge scolaire à l'éducation de base
Autres à préciser		

6	COMPLEMENTARITE AVEC D'AUTRES INTERVENANTS			
Titre		Bailleur (s)	Terminé	En cours
			Cocher	

FICHE DE PROJET N° 17: Construction d'un bloc de 02 salles de classe à l'EP Djédjébé

1	Mois	Année	Observations
Date d'établissement		2016	

2	INFORMATIONS SUR LE PROJET
Nom de la commune	Maroua 3 ^{ème}
Département	Diamaré
Région	Extrême-Nord
Titre du projet	Construction d'un bloc de 02 salles de classe à l'EP Djédjébé

3	FINANCEMENT DU PROJET (sur 01 an)
Projet financé par le BIP	Montants
Contribution sur budget communal	
Contribution sur budget de l'Etat	19 000 000
Autres co-financements confirmés	
Montant sollicité	
Total	19 000 000

4	OBJECTIFS DU PROJET
Groupes cibles bénéficiaires	Elèves et corps enseignant de l'EP Djédjébé
Problèmes à résoudre	Difficultés d'accès à l'éducation de qualité
Objectifs globaux	Améliorer l'accès à l'éducation
Objectifs spécifiques	- Améliorer les conditions d'éducation - Améliorer l'offre en infrastructures - Améliorer le taux de réussite scolaire
Résultats attendus	02 salles de classe construites à l'EP Djédjébé
Activités	- Etudes techniques et de faisabilité - Passation du marché - Exécution - Suivi-évaluation - Réception

5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION
Orientations	Description
PCD	
Stratégie sectorielle	
Politique nationale (DSCE)	Améliorer l'accès équitable de tous les enfants en âge scolaire à l'éducation de base
Autres à préciser	

6	COMPLEMENTARITE AVEC D'AUTRES INTERVENANTS			
Titre		Bailleur (s)	Terminé	En cours
			Cocher	

FICHE DE PROJET N° 18: Equipement en 60 tables-banc à l'EP Djédjébé

1		Mois	Année	Observations
	Date d'établissement		2016	

2	INFORMATIONS SUR LE PROJET			
	Nom de la commune	Maroua 3 ^{ème}		
	Département	Diamaré		
	Région	Extrême-Nord		
	Titre du projet	Equipement en 60 tables-banc à l'EP Djédjébé		

3	FINANCEMENT DU PROJET (sur 01 an)		
	Projet financé par le BIP	Montants	
	Contribution sur budget communal		
	Contribution sur budget de l'Etat	1 800 000	
	Autres co-financements confirmés		
	Montant sollicité		
	Total	1 800 000	

4	OBJECTIFS DU PROJET		
	Groupes cibles bénéficiaires	Elèves et corps enseignant de l'EP Djédjébé	
	Problèmes à résoudre	Difficultés d'accès à l'éducation de qualité	
	Objectifs globaux	Améliorer l'accès à l'éducation	
	Objectifs spécifiques	- Améliorer les conditions d'éducation - Améliorer l'offre en infrastructures - Améliorer le taux de réussite scolaire	
	Résultats attendus	EP Djédjébé équipée de 60 tables-banc	
	Activités	- Etudes techniques - Passation du marché - Exécution - Suivi-évaluation - Réception	

5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION		
	Orientations	Description	
	PCD		
	Stratégie sectorielle		
	Politique nationale (DSCE)	Améliorer l'accès équitable de tous les enfants en âge scolaire à l'éducation de base	
	Autres à préciser		

6	COMPLEMENTARITE AVEC D'AUTRES INTERVENANTS			
	Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours
			Cocher	

FICHE DE PROJET N° 19: Acquisition des équipements et matériels didactiques pour les écoles de la commune

1		Mois	Année	Observations
	Date d'établissement		2016	

2	INFORMATIONS SUR LE PROJET			
	Nom de la commune	Maroua 3 ^{ème}		
	Département	Diamaré		
	Région	Extrême-Nord		
	Titre du projet	Acquisition des équipements et matériels didactiques pour les écoles de la commune		

3	FINANCEMENT DU PROJET (sur 01 an)			
	Projet financé par le BIP	Montants		
	Contribution sur budget communal			
	Contribution sur budget de l'Etat	1 165 000		
	Autres co-financements confirmés			
	Montant sollicité			
	Total	1 165 000		

4	OBJECTIFS DU PROJET			
	Groupes cibles bénéficiaires	Elèves et corps enseignant des écoles de la commune		
	Problèmes à résoudre	Difficultés d'accès à l'éducation de qualité		
	Objectifs globaux	Améliorer l'accès à l'éducation		
	Objectifs spécifiques	- Améliorer les conditions d'éducation - Améliorer l'offre en infrastructures - Améliorer le taux de réussite scolaire		
	Résultats attendus	Ecoles de la commune pourvus en équipements et matériels didactiques		
	Activités	- Etudes techniques - Passation du marché - Exécution - Suivi-évaluation - Réception		

5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION			
	Orientations	Description		
	PCD			
	Stratégie sectorielle			
	Politique nationale (DSCE)	Améliorer l'accès équitable de tous les enfants en âge scolaire à l'éducation de base		
	Autres à préciser			

6	COMPLEMENTARITE AVEC D'AUTRES INTERVENANTS			
	Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours
			Cocher	

FICHE DE PROJET N° 20: Equipement en bureau de maître (02 tables et 02 chaises) à l'EP Djédjébé

1	Mois	Année	Observations
Date d'établissement		2016	

2	INFORMATIONS SUR LE PROJET
Nom de la commune	Maroua 3 ^{ème}
Département	Diamaré
Région	Extrême-Nord
Titre du projet	Equipement en bureau de maître (02 tables et 02 chaises) à l'EP Djédjébé

3	FINANCEMENT DU PROJET (sur 01 an)	
Projet financé par le BIP		Montants 250 000
Contribution sur budget communal		
Contribution sur budget de l'Etat		
Autres co-financements confirmés		
Montant sollicité		
Total		

4	OBJECTIFS DU PROJET
Groupes cibles bénéficiaires	Corps enseignant de l'EP Djédjébé
Problèmes à résoudre	Difficultés d'accès à l'éducation de qualité
Objectifs globaux	Améliorer l'accès à l'éducation
Objectifs spécifiques	- Améliorer les conditions d'enseignement - Améliorer l'offre en infrastructures - Améliorer le taux de réussite scolaire
Résultats attendus	l'EP Djédjébé est équipée en bureau de maître (02 tables et 02 chaises)
Activités	- Etudes techniques - Passation du marché - Exécution - Suivi-évaluation - Réception

5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION
Orientations	Description
PCD	Le projet entre dans les objectifs poursuivis.
Stratégie sectorielle	
Politique nationale (DSCE)	Améliorer l'accès équitable de tous les enfants en âge scolaire à l'éducation de base
Autres à préciser	

6	COMPLEMENTARITE AVEC D'AUTRES INTERVENANTS			
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours	
		Cocher		

FICHE DE PROJET N° 21: Equipement en 60 tables-banc au Lycée de Balaza Alcali

1	Mois	Année	Observations
Date d'établissement		2016	

2	INFORMATIONS SUR LE PROJET		
Nom de la commune	Maroua 3 ^{ème}		
Département	Diamaré		
Région	Extrême-Nord		
Titre du projet	Equipement en 60 tables-banc au Lycée de Balaza Alcali		

3	FINANCEMENT DU PROJET (sur 01 an)	
Projet financé par le BIP		Montants
Contribution sur budget communal		
Contribution sur budget de l'Etat		1 800 000
Autres co-financements confirmés		
Montant sollicité		
Total		1 800 000

4	OBJECTIFS DU PROJET	
Groupes cibles bénéficiaires	Elèves du Lycée de Balaza Alcali	
Problèmes à résoudre	Difficultés d'accès à l'éducation de qualité	
Objectifs globaux	Améliorer l'accès à l'éducation	
Objectifs spécifiques	- Améliorer les conditions d'éducation - Améliorer l'offre en infrastructures - Améliorer le taux de réussite scolaire	
Résultats attendus	Lycée de Balaza Alcali équipé en 60 tables-banc	
Activités	- Etudes techniques - Passation du marché - Exécution - Suivi-évaluation - Réception	

5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION	
Orientations	Description	
PCD	Le projet entre dans les objectifs poursuivis.	
Stratégie sectorielle		
Politique nationale (DSCE)	Améliorer l'accès équitable de tous les enfants en âge scolaire à l'éducation de base	
Autres à préciser		

6	COMPLEMENTARITE AVEC D'AUTRES INTERVENANTS			
Titre		Bailleur (s)	Terminé	En cours
			Cocher	

FICHE DE PROJET N° 22: Appui dans la lutte contre les emballages plastiques

1	Mois	Année	Observations
Date d'établissement		2016	

2	INFORMATIONS SUR LE PROJET
Nom de la commune	Maroua 3 ^{ème}
Département	Diamaré
Région	Extrême-Nord
Titre du projet	Appui dans la lutte contre les emballages plastiques

3	FINANCEMENT DU PROJET (sur 01 an)
Projet financé par le BIP	Montants
Contribution sur budget communal	
Contribution sur budget de l'Etat	4 000 000
Autres co-financements confirmés	
Montant sollicité	
Total	4 000 000

4	OBJECTIFS DU PROJET
Groupes cibles bénéficiaires	Populations de la commune
Problèmes à résoudre	Pollution de la ville par les déchets plastiques
Objectifs globaux	stopper la propagation des emballages plastiques
Objectifs spécifiques	- Réduire l'utilisation des plastiques - Améliorer l'offre en bacs à ordures - Débarrasser la ville des déchets plastiques
Résultats attendus	
Activités	- Etudes techniques et de faisabilité - Passation du marché - Exécution - Suivi-évaluation - Réception

5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION
Orientations	Description
PCD	
Stratégie sectorielle	
Politique nationale (DSCE)	Assurer une gestion durable de l'environnement
Autres à préciser	

6	COMPLEMENTARITE AVEC D'AUTRES INTERVENANTS			
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours	
		Cocher		

FICHE DE PROJET N° 23: Organisation du concours du plus bel élevage

1	Mois	Année	Observations
Date d'établissement		2016	

2	INFORMATIONS SUR LE PROJET
Nom de la commune	Maroua 3 ^{ème}
Département	Diamaré
Région	Extrême-Nord
Titre du projet	Organisation du concours du plus bel élevage

3	FINANCEMENT DU PROJET (sur 01 an)
Projet financé par le BIP	Montants
Contribution sur budget communal	
Contribution sur budget de l'Etat	1 000 000
Autres co-financements confirmés	
Montant sollicité	
Total	1 000 000

4	OBJECTIFS DU PROJET
Groupes cibles bénéficiaires	Populations de la commune
Problèmes à résoudre	Faible promotion de l'élevage
Objectifs globaux	Renforcer la promotion et la pratique de l'élevage
Objectifs spécifiques	- Encourager les éleveurs - Vulgariser les techniques d'élevage - Améliorer la productivité animale - Améliorer les conditions de vie des populations
Résultats attendus	Concours du plus bel élevage organisé
Activités	- Etudes techniques - Passation du marché - Exécution - Suivi-évaluation - Rapports

5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION
Orientations	Description
PCD	
Stratégie sectorielle	
Politique nationale (DSCE)	Assurer une production durable en quantité et en qualité dans les filières animales
Autres à préciser	

6	COMPLEMENTARITE AVEC D'AUTRES INTERVENANTS			
Titre		Bailleur (s)	Terminé	En cours
			Cocher	

FICHE DE PROJET N° 24: Entretien routier dans la commune

1	Mois	Année	Observations
Date d'établissement		2016	

2	INFORMATIONS SUR LE PROJET
Nom de la commune	Maroua 3 ^{ème}
Département	Diamaré
Région	Extrême-Nord
Titre du projet	Entretien routier dans la commune

3	FINANCEMENT DU PROJET (sur 01 an)
Projet financé par le BIP	Montants
Contribution sur budget communal	
Contribution sur budget de l'Etat	27 778 000
Autres co-financements confirmés	
Montant sollicité	
Total	27 778 000

4	OBJECTIFS DU PROJET
Groupes cibles bénéficiaires	Populations de la commune
Problèmes à résoudre	Enclavement de la commune
Objectifs globaux	Désenclaver l'espace communal
Objectifs spécifiques	- Renforcer le réseau routier - Réfectionner les voies usées - Entretenir les voies et routes
Résultats attendus	Réseau routier de la commune entretenu
Activités	- Etudes techniques et de faisabilité - Passation du marché - Exécution - Suivi-évaluation - Réception

5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION
Orientations	Description
PCD	
Stratégie sectorielle	
Politique nationale (DSCE)	Assurer la pérennité du patrimoine infrastructurel de l'Etat
Autres à préciser	

6	COMPLEMENTARITE AVEC D'AUTRES INTERVENANTS			
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours	
		Cocher		

FICHE DE PROJET N° 25: Appui en appareillage aux populations vulnérables de la commune

1	Mois	Année	Observations
Date d'établissement		2016	

2	INFORMATIONS SUR LE PROJET
Nom de la commune	Maroua 3 ^{ème}
Département	Diamaré
Région	Extrême-Nord
Titre du projet	Appui en appareillage aux populations vulnérables de la commune

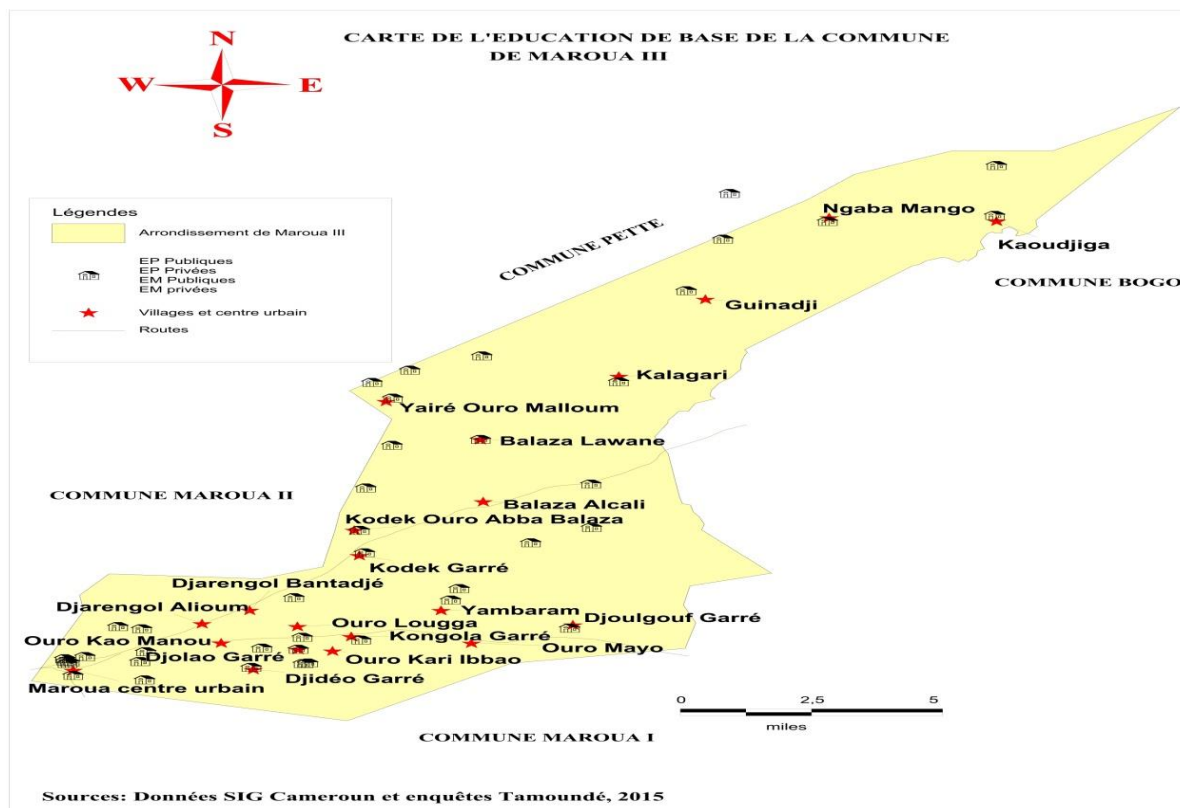
3	FINANCEMENT DU PROJET (sur 01 an)
Projet financé par le BIP	Montants
Contribution sur budget communal	
Contribution sur budget de l'Etat	1 500 000
Autres co-financements confirmés	
Montant sollicité	
Total	1 500 000

4	OBJECTIFS DU PROJET
Groupes cibles bénéficiaires	Populations vulnérables de la commune
Problèmes à résoudre	Difficultés d'accès des populations vulnérables aux équipements adéquats
Objectifs globaux	Améliorer l'accès des populations vulnérables aux appareils spécialisés
Objectifs spécifiques	- Promouvoir les droits des populations vulnérables - Améliorer les conditions de vie des populations vulnérables - Réduire les disparités entre les populations vulnérables et les autres populations
Résultats attendus	Populations vulnérables de la commune appuyées en appareillage
Activités	- Etudes techniques - Passation du marché - Exécution - Suivi-évaluation - Réception

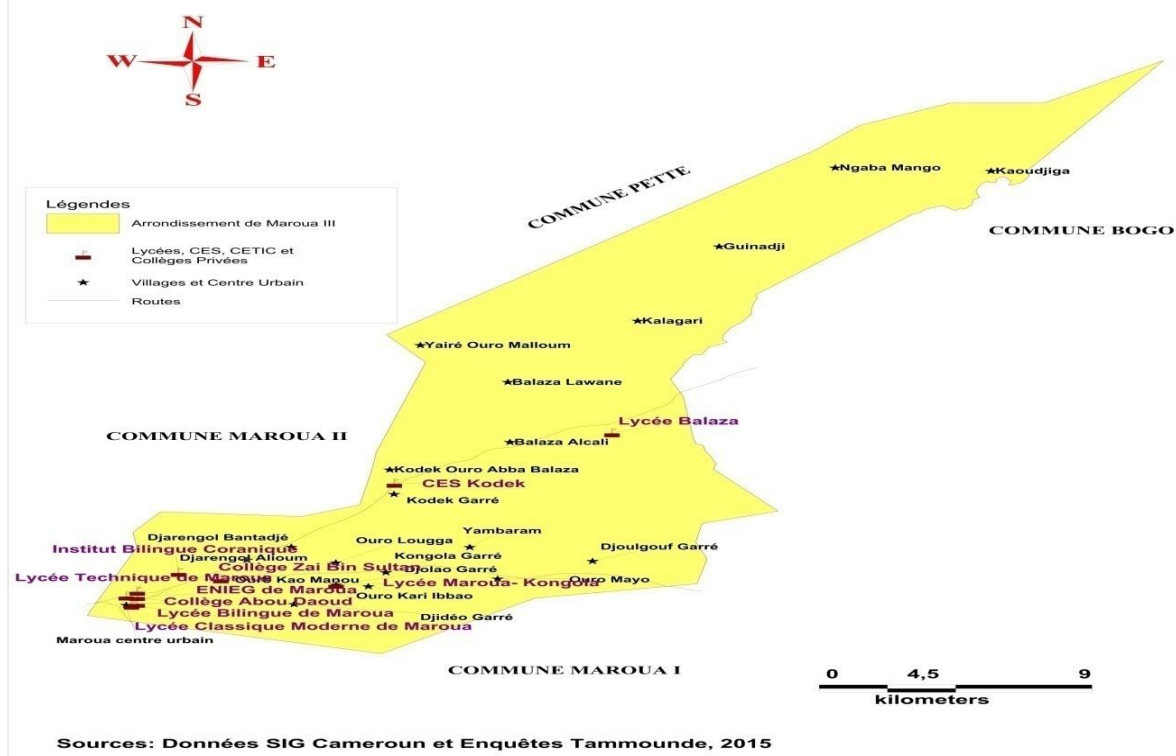
5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION
Orientations	Description
PCD	
Stratégie sectorielle	
Politique nationale (DSCE)	Promouvoir la solidarité nationale et résorber les disparités les plus flagrantes entre les femmes et les hommes dans les groupes sociaux afin de préserver la paix sociale
Autres à préciser	

6	COMPLEMENTARITE AVEC D'AUTRES INTERVENANTS		
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours
		Cocher	

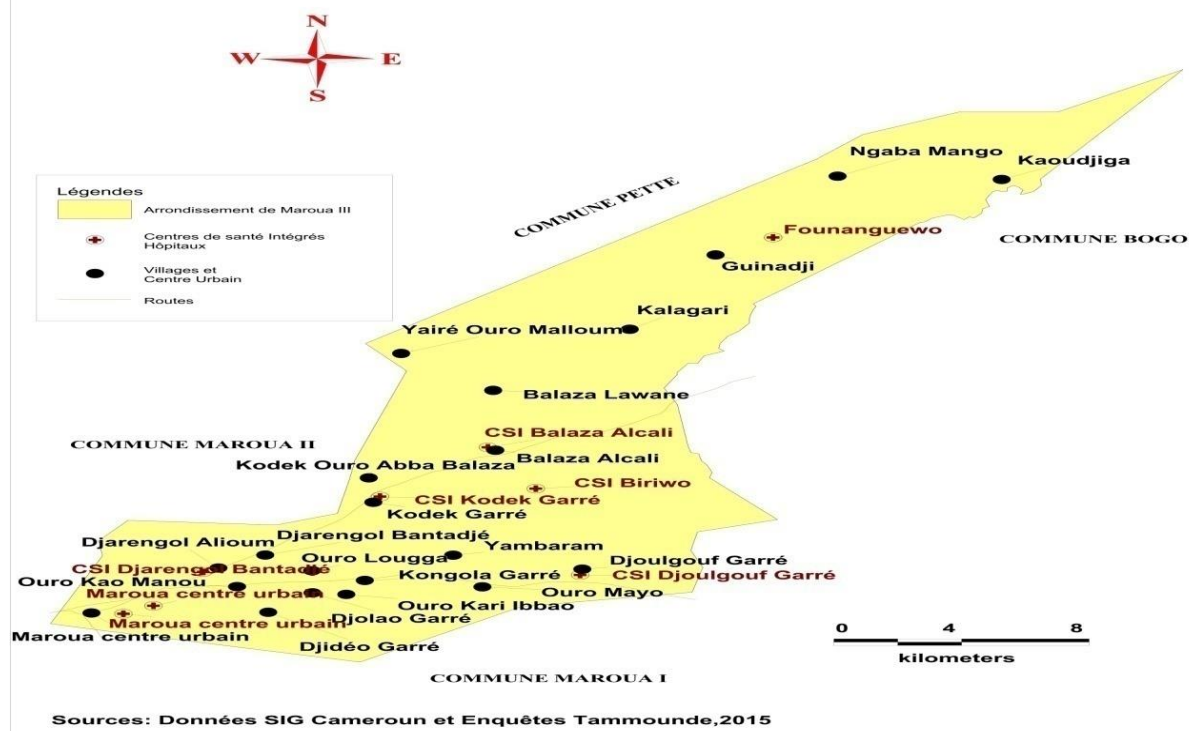
Annexe n° 2: Atlas des cartes thématiques de référence

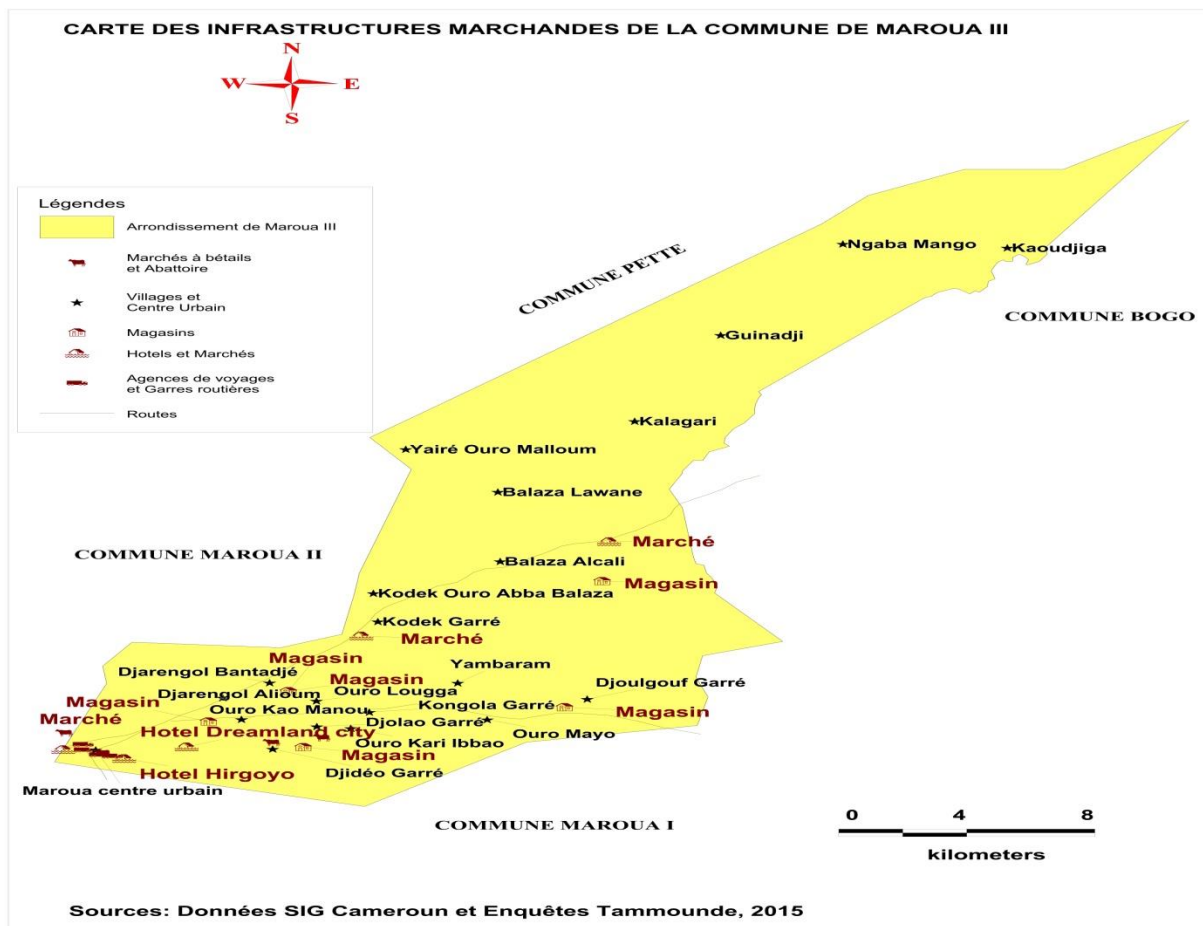
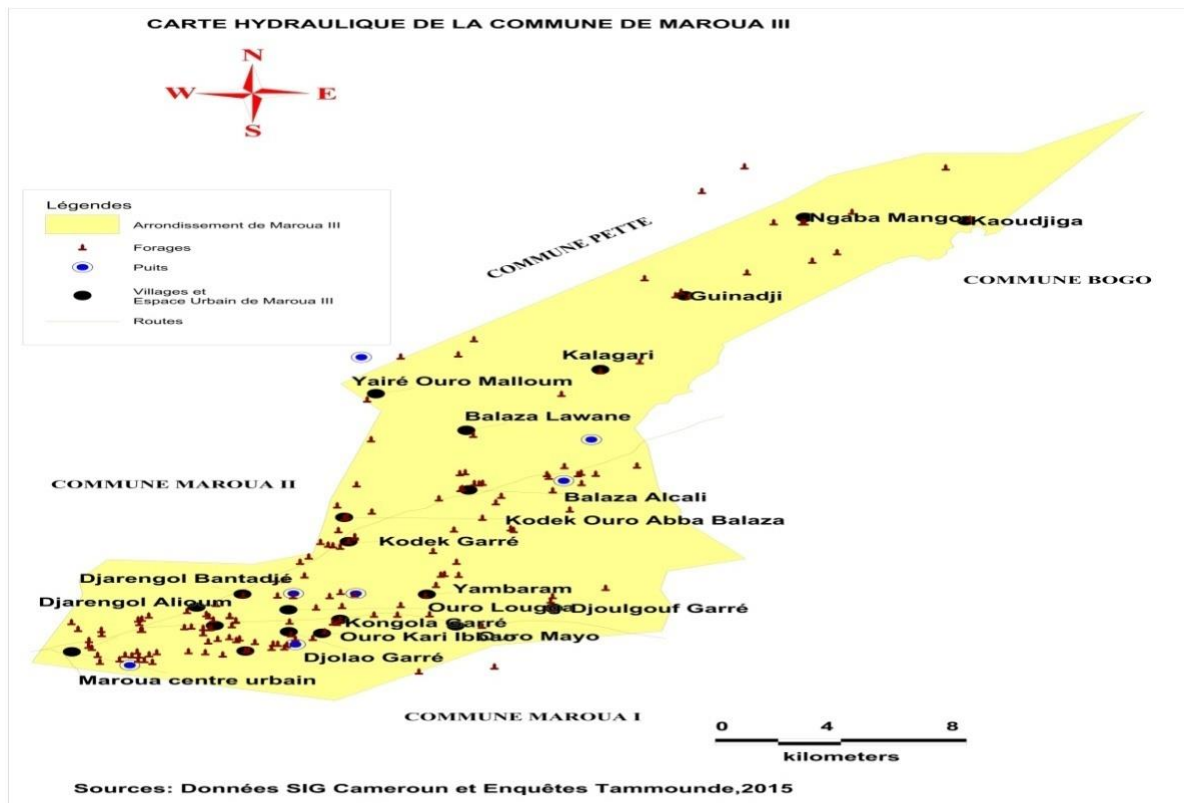


CARTE D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE DE LA COMMUNE DE MAROUA III

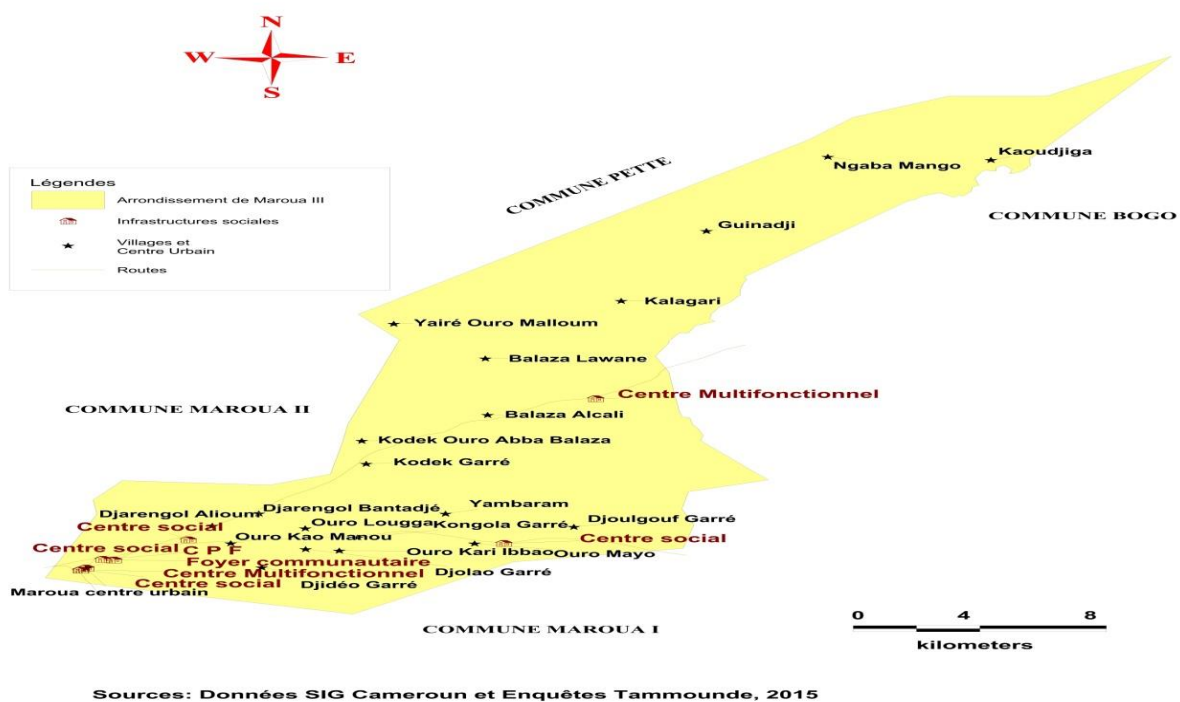


CARTE SANITAIRE DE LA COMMUNE DE MAROUA III





CARTE DES INFRASTRUCTURES SOCIALES DE LA COMMUNE DE MAROUA III



**ATELIER DE RESTITUTION DE LA FORMATION DE MOKOLO
AUX MEMBRES DU COPIL ET ANIMATEURS DE TAMMOUNDE
DU 9 AU 21 JUILLET 2014 - COMMUNE DE MAROUA 3**

FICHE DE PRESENCE

Date : 09 /07/2014

N°	Nom et prénoms	Structure	Fonction	Tél	Signature
1	Mai'ama philomène	Tammoundé	Animatrice	94-98-2818	
2	DAMA MASSA H	Tammoundé	Animatrice	97-70-2835	
3	Beidi Béatrice	Tammoundé	Animatrice	98-57-17-06	
4	Abdoul Hakim	Tammoundé	Animateur	99 57 20 79	
5	Iyer MASSA François	— " —	chef d'équipe stagiaire	97 69 06 42 76 61 93 68	
6	NGOMEGNI SYLVAIN	Tammoundé	Animateur	76 50 42 75	
7	TCHIDEME JEAN-PAUL	Tammoundé	chef d'équipe stagiaire	78 29 78 78 97 10 22 74	
8	OUS MANOU	oumarou	Membre	95 18 71 26	
9	ABOUBA KARZ NDARI	CAM III	Membre	95 19 77 08	
10	Bachirou nal Abdou	CAM III	Membre	95 25 66 98	
11	AISSAOU Bello	CAM III	S. G	99 26 30 22	
12	Ousmanou	Cm 3ra Zone	Copil	99 87 07 02	
13	AROUN Bello	Tammoundé	chef d'équipe	99 24 14 35	
14	wassoué Rakel	Tammoundé	chef d'équipe	99 31 27 04	
15	AHMADOU YAYA	COMMUNE MRA III	stagiaire	99 54 92 33	
16	BOUBAKARY AMADOU BACHIROU	COMMUNE MRA III	stagiaire	96 19 70 68	
17	Ousmanou	CED MRA 3	CED	90 18 11 66	
18	Montapha Bello	C.M. Zone	conseiller Hpal	99 84 17 09	
19	ADAMA LOUNGUÉ	Tammoundé	Président	74 30 85 19	
20					

**ATELIER DE RESTITUTION DE LA FORMATION DE MOKOLO
AUX MEMBRES DU COPIL ET ANIMATEURS DE TAMMOUNDE
DU 9 AU 21 JUILLET 2014 - COMMUNE DE MAROUA 3**

FICHE DE PRESENCE

Date : 10/07/2014

N°	Nom et prénoms	Structure	Fonction	Tél	Signature
1	BOUBAKARY AMADOU BACHIROU	COMMUNE DE MIRA III	stagiaire	96.14.70.08	
2	DAMA MASSAH	tammounde	Animatrice	97-70-28-35	
3	BEIDI Béahica	tammounde	animatrice	98-57-12-06	
4	AHMADOU YAYA	COMMUNE MIRA III	STAGIAIRE	99549233	
5	Mairama philomène	Tammounde	Animatrice	94-98-2818	
6	TCHIDE ME JEAN-PAUL	Tammounde	chef d'équipe	78 29 78 78 97 10 22 74	
7	GREME Ousman	Mira 3	CCF	90284643	
8	ABOUBAKAR NABRI	CAN 3e	CCF	95187708 91434568	
9	OUSMANOU	-4-	COPIL	99770702	
10	OUSMANOU OUMAROU	CAM 3e	CS-	95 18 71 24	
11	Youssef GOMMA FATIMATOU	C'Hannou 3e		99543960	
12	ABDOUL-HAKIM	Animateur	Tammounde	99572079	
13	Wassobe Rakel	chef d'équipe	-11-	99912704	
14	AROUN Bello	chef d'équipe	-11-	99241435	
15	ADAMA LOUNGUE	Tammounde	Président	74 30 85 19	
16	Bachirou Dal Abdou	CAM III	membre	95284698	
17	IYA MASSAI FRANCIS	chef d'équipe TAMMOUNDE	chef d'équipe	97690642 76619368	
18	NGONEGNI Sylvain	TAMMOUNDE	animateur	76504275	
19	MUSTAPHA Bello	C.MIRA 3 ^{ème}	conseiller	99861709	
20					

**ATELIER DE RESTITUTION DE LA FORMATION DE MOKOLO
AUX MEMBRES DU COPIL ET ANIMATEURS DE TAMMOUNDE
DU 9 AU 21 JUILLET 2014 - COMMUNE DE MAROUA 3**

FICHE DE PRESENCE

Date : 11 /07/2014

N°	Nom et prénoms	Structure	Fonction	Tél	Signature
1	BOUBAKARY AMADOU BACHIROU	COMMUNE MIRA III	STAGIAIRE	96.19.76.08	
2	MAIRAMA PHILOME NE	Tammoundé	Animatrice	94-98-28-18	
3	Beidi Béatrice	Tammoundé	Animatrice	98-57-17-06	
4	Abdoul Hakim	Tammoundé	Animateur	99 57 20 79	
5	DAMA MASSAH	Tammoundé	Animatrice	97-70-29-35	
6	AHMADOU YAYA	COMMUNE MIRA III	STAGIAIRE	9954 9233	
7	TCHIDEME JEAN-PAUL	Tammoundé	chef d'équipe	78 29 78 78 97 16 22 74	
8	AROUN Bello	- II -	chef d'équipe	9924 1435	
9	Wassolbi Rakel	- II -	- II -	99812204	
10	OUSMANOU OUMAROU	CA 3e	CS	95 18 77 24	
11	ABOUBAKAR NDARI FOU	CA 013e	CCF	95 18 77 08	
12	Guéme Ousman	CA 013e	CCF	95 18 77 08	
13	NGOMEGAI Sylvain	Tammoundé	Animateur	7650 4275	
14	ADAMA LOUNGUÉ	Tammoundé	Président	74 30 85 19	
15					
16					
17					
18					
19					
20					

**PROCES VERBAL DE SEANCE DE PRISE DE CONTACT
DE L'OAL TAMMOUNDE AVEC LA COMMUNE DE MAROUA 3**

L'an deux mille quatorze et le 03 juillet s'est tenue dans les bureaux de Monsieur le Maire de la Commune de Maroua 3, la séance de prise de contact de l'OAL TAMMOUNDE tel que le prévoit le cahier des charges et la feuille de route des OAL validée à l'atelier de formation des OAL organisé par le PNDP à MOKOLO.

Etaient présents à cette séance:

- M. BOUBAKARI BELLO, Maire de la Commune de Maroua 3 ;
- M. HAMIDOU AHMADOU, 1^{er} Adjoint au Maire de la Commune de Maroua 3 ;
- M. OUSMANOU BABBA GARGA, 2^{ème} Adjoint au Maire de la Commune de Maroua 3 ;
- Mme AISSATOU BELLO, Secrétaire Générale de la Commune de Maroua 3 ;
- M. GUEIME OUSMAN, Cadre Communal de Développement (CCD) de la Commune de Maroua 3 ;
- M. ADAMA LOUNGUE, Président de l'OAL TAMMOUNDE;
- M. AROUM BELLO, Chef d'équipe de planification ;
- M. IYA MASSAI FRANCIS, Chef d'équipe de planification.

Prenant la parole pour présenter à l'assistance, les deux Chefs d'équipe de planification de l'OAL pour l'accompagnement de la Commune de Maroua 3, le Président de l'OAL TAMMOUNDE a fait un bref rappel à Monsieur le Maire et ses collaborateurs présents, des différentes étapes du processus d'actualisation de leur PCD, de la durée de la mission et feuille de route validée à l'atelier de formation des OAL organisé par le PNDP à MOKOLO du 12 au 25 juin 2014. Cette présentation jugée trop technique par Monsieur le Maire a été complétée par le Cadre Communal de Développement (CCD).

Monsieur le Maire prenant la parole à son tour a tout d'abord félicité l'OAL TAMMOUNDE pour la mission qui lui a été confiée par le PNDP et lui rassure de sa franche collaboration et l'implication des membres du COPIL pour que sa Commune obtienne un meilleur Plan Communal de Développement (PCD), document indispensable pour la programmation du Budget d'Investissement Public (BIP) de l'état.

A l'issue de l'intervention de Monsieur le Maire, Le Responsable de l'OAL et le CCD informe l'assistance du fonds de contrepartie que la Commune doit dégager pour le fonctionnement du COPIL, l'organisation des ateliers de lancement et planification/programmation du PCD. Ce fonds estimé à 3 500 000 F CFA par le CCD devra être logé dans le compte conjoint Commune III/PNDP.

Le Président de l'OAL TAMMOUNDE en a profité pour informer Monsieur le Maire, de la restitution de l'atelier de formation des OAL aux membres du COPIL et à l'équipe des animateurs. Une correspondance qui précisera les dates retenues par l'OAL TAMMOUNDE sera envoyée au PNDP et copie à la Commune.

Monsieur le Maire a terminé ses propos en informant à l'assistance de son indisponibilité pendant tout le mois de juillet 2014. Il a néanmoins rassuré l'OAL TAMMOUNDE de la création, attributions et composition du COPIL. L'arrêté municipal y relatif est déjà sur sa table pour signature.

Tel aura été l'essentiel débattu au cours de cette séance de prise de contact de l'OAL TAMMOUNDE avec la Commune de Maroua 3.

Fait à Maroua, le 04 juillet 2014

Les Signataires

Le Président de l'OAL TAMMOUNDE

Le Maire de la Commune de Maroua III



TEL : (+237) 74 30 85 19

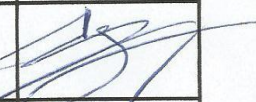
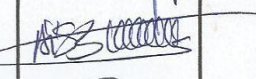
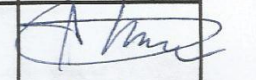
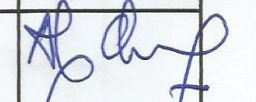
B.P: 122 MAROUA

N° du Contribuable : M060900031593B

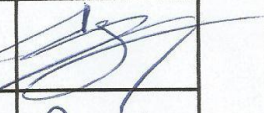
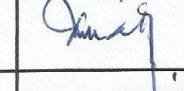
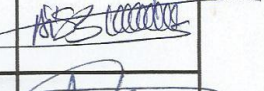
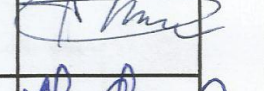
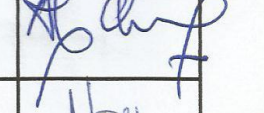
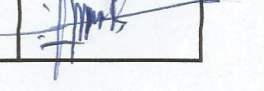
e-mail : tammounde@yahoo.fr

Bello

FEUILLE DE PRESENCE A LA PRISE DE CONTACT DE L'OAL TAMMOUNDE

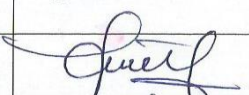
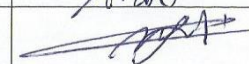
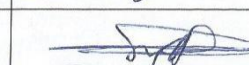
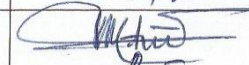
Noms et prénoms	Fonctions	Tél	Signatures
BOUBAKARI BELLO	Maire	99 85 53 15 75 49 49 14	
HAMIDOU AHMADOU	1 ^{er} Adjoint au Maire	99 99 77 44	
OUSMANOU BABBA GARGA	2 ^{ème} Adjoint au Maire, COPIL	77 40 55 74 99 87 07 02	
AISSATOU BELLO	Secrétaire Générale	99 26 30 22	
GUEIME OUSMAN	Cadre Communal de Développement (CCD)	90 28 46 43	
ADAMA LOUNGUE	Responsable de l'OAL Tammounde	97 21 44 31 74 30 85 19	
AROUM BELLO	Chef d'équipe de planification	99 24 14 35 75 21 18 99	
IYA MASSAI FRANCIS	Chef d'équipe de planification	76 61 93 68 97 69 06 42	

FEUILLE DE PRESENCE A LA PRISE DE CONTACT DE L'OAL TAMMOUNDE

Noms et prénoms	Fonctions	Tél	Signatures
BOUBAKARI BELLO	Maire	99 85 53 15 75 49 49 14	
HAMIDOU AHMADOU	1 ^{er} Adjoint au Maire	99 99 77 44	
OUSMANOU BABBA GARGA	2 ^{ème} Adjoint au Maire, COPIL	77 40 55 74 99 87 07 02	
AISSATOU BELLO	Secrétaire Générale	99 26 30 22	
GUEIME OUSMAN	Cadre Communal de Développement (CCD)	90 28 46 43	
ADAMA LOUNGUE	Responsable de l'OAL Tammounde	97 21 44 31 74 30 85 19	
AROUM BELLO	Chef d'équipe de planification	99 24 14 35 75 21 18 99	
IYA MASSAI FRANCIS	Chef d'équipe de planification	76 61 93 68 97 69 06 42	

**RESTITUTION DES RAPPORTS DU DIAGNOSTIC DE L'EESPACE URBAIN COMMUNAL (DEUC) DES
COMMUNES DE MAROUA II ET III**

FICHE DE PRESENCE

N°	Nom et Prénom	Structure	Fonction	Contact	Signature
1	Mamoudou Hamadou	Aff. Soc.	Délégué Optal	96 25 50 03	
2	WABGBOUSSOUN Pierre	DD. Lus. Second	Délégué Optal	689008064	
3	HAMADU KATCHALLA	DD/MINEPAT/DIA	Adjointe	699178203	
4	Dr AEBABE PAUL ARMAND	DD/REMERSEA/DIA	Délégué Optal	694 244 300	
5	Mme Oumateine Safegaton	DD/MINEPAT/DIA	CRAC/DIA	695658980	
6	BOUBA ARIKI	DD/MINDCAF/DIA	Délégué Optal	675 28 04 11	
7	TCHIKOUA TANOUSSA	DD/REMERSEA/DIA	Délégué Optal	699646137	



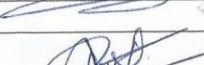
8	MAHAMAT MAMA	MINPREESA	CBA	699514538	Mama
9	Dine ADAMA Anna	MINEDUB	DDER	699849932	7
10	BOUBA ROLAND	MINEE	CSUDDE/AM	674748812	✓ Boub.
10	Zoua Amel	Réfecteur	CSAL	699523700	Zoua
12	SASJO ENOCK	DD/MINHOU/DIA	CSDUHPL/DIA	674994905	Enoch
13	Ousman Djiboune	CAMAROUA 2 ^e	CCD	699249086	Ousman
13	GUEIME Ousman	CAN MAGE	CCD	690284643	Gueime
14	NGOCK Alain E.	CUM-PADDL	Expert National en Développement Rural	672688532	Alain
15	AWAWOUA Justine	TRINTE	CSM Maroua 2	69714466 677202862	Justine
16	AMINOU ZAZOU	MINDCAF	CBC/AMIA	697355074	Aminou
17	SALMANA Amadou Ali	DD Maroua	DD/MLC/AM	686854587	Salmana
18	SILAS NETONGO	DD MINMIDT/AM	Représentant de DD/MINMIDT/AM	679597992	Silas
20	AROUN Bello	Tammounde	chef d'équipe	699241435	Aroun



20	IYA FRANCIS	TAMMOUNDE	Chef de service de l'enseignement 676 61 93 68	676 63 06 42	
21	NDJOCK Jean Bosco	TAMMOUNDE	Coordonnateur de Projets	676 27 15 30	
22	SALIF ADJUM	MYINTOUN	ORC / M. M. B.	676 22 15 30	
23					
24					
25					
26					
27					
28					
29					
30					
31					
32					
33					

**RESTITUTION DU DIAGNOSTIC PARTICIPATIF AU NIVEAU VILLAGE (DPNV) DE LA COMMUNE
DE MAROUA III**

FICHE DE PRESENCE

N°	Nom et Prénom	Structure	Fonction	Contact	Signature
1	OUSMANOU	Cne Ma 3 ^e	Pr Co P12	699870702	
2	ABOUBAKAR NDARISSOU	CAOL 3 ^e	CCF	699476464 680331454	
3	DISTANOU OUMAROU	CAOL 3 ^e	CONSEILLER	695187124	
4	Bachirou D. Abdou	CAH 3 ^e	Conseiller	695206698	
5	Gueimé Guzman	CPM 3 ^e	CCD	6902846103	
6	HAMISSOU ATTMAOON	Com Ma 3 ^e	A 1	699415235	
7	LIKIBY Boulakar	Ma 3 ^e	A 3	689.81.062	

8	A'ISSATOU Bello	CA MRA 3 ^e	Membre SG	699 26 30 22	A'ISSATOU
9	^{jeune} GOMMO FATIMATO	AM K. A MRA 3 ^e	Membre A 4 ^e	699 54 39 80	GOMMO
10	FRANCIS DYA	TAMOUNDE	chef d'équipe de planification	697 69 06 42 / 676 61 33 08	FRANCIS
11	AROUN Bello	—	—	699 29 14 35	AROUN
12	DSIDJA Ceile	TAMOUNDE	Membre de l'équipe	696.13.02.07	DSIDJA
13	LENOTIEU DJUKA biendonné	Tammounde	Membre de l'équipe	695.76.97.98	LENOTIEU
14	MOUSTAFÀ Bello	CA M 3 ^e	Conseiller	699.84.15.09	MOUSTAFÀ
15					
16					
17					
18					
19					

PROCES VERBAL DE LA SEANCE DE RESTITUTION DU DIC PAR L'OAL TAMMOUNDE A LA COMMUNE DE MAROUA 3^{ème}

L'an deux mille quinze et le 13 du mois de Mai, s'est tenue dans la salle de délibérations de la commune de Maroua 3^{ème}, la séance de restitution du Diagnostic de l'Institution Communale ainsi que le prévoit le cahier de charge et la feuille de route des OAL validée lors de l'Atelier de formation des OAL par le PNDP.

Etaient présents à cette séance de travail :

- M. OUSMANOU, A2 au Maire et Président du COPIL ;
- M. ABOUBAKAR NDAFIROU, Cadre Communal Financier ;
- M. OUSMANOU OUMAROU, Conseiller et membre du COPIL;
- M. BACHIROU MAL ABDOU, Conseiller et membre du COPIL;
- M. GUEIME OUSMAN, Cadre Communal de Développement et membre du COPIL;
- M. HAMIDOU AHMADOU, 1^{er} Adjoint au Maire ;
- M. LIKIBY BOUBAKAR, 3^{ème} Adjoint au Maire ;
- Mme. AISSATOU BELLO, Secrétaire Général et Secrétaire du COPIL;
- Mme. GOMNA FADIMATOU, 4^{ème} Adjoint au Maire ;
- M. MOUSTAFA BELLO, Conseiller et membre du COPIL;
- M. IYA FRANCIS, Tammounde ;
- M. AROUN BELLO, Tammounde ;
- M. NDJOCK JEAN BOSCO, Tammounde ;
- M. LEMOTIEU DIEUDONNE, Tammounde;
- Mlle DJIDJA CECILE, Tammounde.

L'agenda de la rencontre a porté sur les points suivants :

- Arrivée et Installation des participants
- Mot de Tammounde
- Mot d'ouverture des travaux par le Président du COPIL
- Début effectif des travaux- Restitution du DIC de Maroua 3^{ème}
- Restitution des microprojets prioritaires par villages
- Approbation du rapport
- Mot de fin des travaux
- Rafranchissement et fin des travaux

Dans son mot d'ouverture, M. OUSMANOU, 2^{ème} Adjoint au Maire de la commune et par ailleurs président du COPIL a tenu à repréciser le contexte ayant prévalu à la production du présent rapport tout en insistant sur son importance pour le développement de la commune.

Le propos liminaire de Monsieur NDJOCK Jean Bosco, Coordonnateur de Tammounde, s'est appesanti sur les enjeux du DIC ainsi que la méthodologie qui devra guider cette séance de travail tout en sollicitant une participation franche et réelle de tous les participants.

La première articulation des travaux est marquée par la présentation du contenu du document par AROUM Bello (Planificateur), à partir de la fiche synthétique jusqu'au Plan de travail en passant par les résultats du diagnostic.

La seconde articulation quant-à elle est marquée par la présentation des microprojets prioritaires par villages.

Chacune des étapes aura connu une participation active et houleuse des participants.

Le Coordonnateur de Tammounde en a profité pour informer le président du COPIL, de l'atelier de planification pressenti pour début Juin. Toutefois, une correspondance qui précisera les modalités sera transmise dès que la date est fixée avec le PNDP.

Prenant la parole à la fin des travaux, le Président du COPIL de la commune en la personne de Monsieur OUSMANOU n'a pas fait économie de mots en ce qui concerne sa satisfaction pour la qualité des échanges d'une part, mais aussi et surtout pour la qualité du travail. Dans la suite de son propos, il souhaite que les travaux de finalisation du PCD s'accélèrent, car sans ce document, les perspectives de développement de la commune sont totalement en arrêt.

C'est ainsi qu'après avoir parcouru l'entièreté des documents, des observations et amendements ont été apportés, afin d'être intégrées dans le rapport final.

Fait à Maroua le 13 Mai 2015

Les signataires

Pour Tammounde


NDJOCK Jean Bosco
COORDONNATEUR
CADRE DE DEVELOPPEMENT


Le Maire de la commune de Maroua 3^{ème}

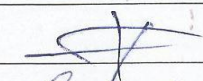
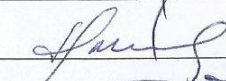
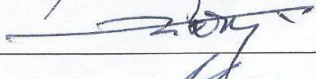
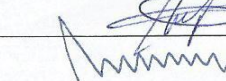
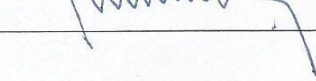

Pour le Maire et Par Délégué
Le 2^e Adjoint
OUSMANOU

TEL : 696 27 15 30
674 79 66 11

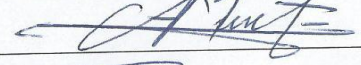
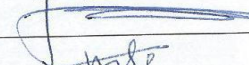
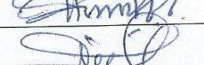
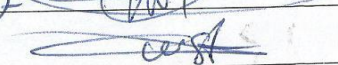
B.P: 508 MAROUA
Récépissé de déclaration n°33/RDA/K22/SAAJP/BAPP

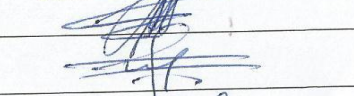
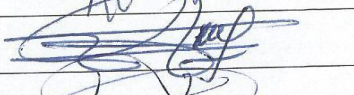
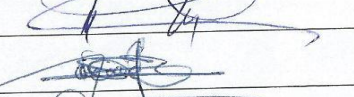
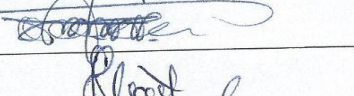
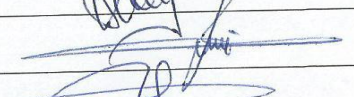
e-mail : tammounde@yahoo.fr

LISTE DE PRESENCE ATELIER DE PLANIFICATION DE MAROUA 3^{ème}
DU 18 AU 21 JANVIER 2016

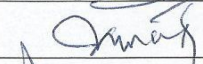
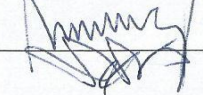
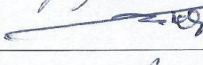
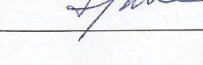
N°:	NOMS ET PRENOMS	FONCTION	CONTACT	SIGNATURE
1	BESSALIA Valere B.	A1	2229 12 78	
2	GARGA Ouedjeuana	conseiller	69986 12 79	
3	Adama Mal Sali	conseiller	69923 74 08	
4	AMINOU ABDOULRAGUI	Conseiller	69528 45 59	
5	Adjil Bouda	Conseiller	69982 69 37	
6	ARMADON ADOUN	Conseiller	6960 89 78	
7	SM BABARAI Amadon	Conseiller	69981 58 99	
8	ABDARE	conseiller	600 78 11 79	

LISTE DE PRESENCE ATELIER DE PLANIFICATION DE MAROUA 3^{ème}

N°:	NOMS ET PRENOMS	FONCTION	CONTACT	SIGNATURE
01	Mme DANSALA	C/SECINISSEV/DDJEC/ DIA	696839519	
02	Mme NINI épouse Louléo	DDJEC/DIA	697153752	
03	HAMDOU TOUNKOUR	DDSEP/DIA	699513371	
04	ABAKAR-MAHARAT	DDHDI/DIA	677344933	
05	BOUBA ABDOU	Rep-DDJEC/DIA	69603906	
06	MAMAT SARIF	Rep-DRMIA/DIA	677821392	
06	ATI ALHADJI	Rep-DDJEC/DIA	697718686	
07	Mme EVINA née MVELEN.	CSMG DD MINMIDT DIAMARE Maroua	675627190	
08	TAMFU ROGER	CBPME MINPMEESA DIAMARE (representant)	670 06 02 03	
09	Mme MAIRATOU	Rep DDPROFF Diamare	699658453	
10	BELLO HASTI ANDRE	Rep DDAS/DIA	651498849	
11	DOGO ALFA MAHARAT	Rep DIS/ICE/MAA	6960447 696100447	
12	WANIE GILBERT	Rep-DDTAL Diamare	676 09 84 67	

N°:	NOMS ET PRENOMS	FONCTION	CONTACT	SIGNATURE
13	HAMZA Monique Laurentine	Rep Del Dep Commerce	699 42 00 42	
14	MESUMBE RENE MESUMBE	Rep Del Dep MINERAI	671443146	
15	ALI DIGUID	DDTOP/DIAMARÉ	679256018	
16	WADALB GUY	APEEP	697461338	
17	HAMADU KAICHALLA	Rep ADMINISTRATION/DIA	699178203	
18	IDAMA Pascal	Rep DRAC/EN	674746564	
19	Dr AZEBABE PAUL ANTOINE	DDPTA / J. A. (237) 696 274 580	694 244 300	
20	ABAH DOMO	R. DDES/MA	699991781	
21	ABDOURAMAN BOUBA	R. Sous-Prefet MABOUA	699398015	
22	TRAPPE Christophe	Chef SdL	69101998	
23	BABARAI AMADOU	Louido de Balaza	699815899	
24	AMADOU ADOM	Louido de Balazadawhe	696068978	
25	ABDOUL KARIM	Rep DCAF / R9	699100764	
26	DAMA PATRICE	ESS D MAROUA	695200668	
27	MATASSA TCHIVET Solange	DDFOP	677670317	

LISTE DE PRESENCE ATELIER DE PLANIFICATION DE MAROUA 3^{ème}
DU 18 AU 21 JANVIER 2016

N°:	NOMS ET PRENOMS	FONCTION	CONTACT	SIGNATURE
02	HAMIDOU ATTADOU	A1 C 03	699415235	
03	OUYMANOU	A2 C 03	699870702	
04	ABBARE	Conseiller Municipal	650781179	
05	Adj. Bouba	Conseiller Municipal	699826937	
06	AMADOU ADOUN	LAWAHEDE BALAZA	696068978	
07	BABARAI" AMADOU	LAMIDO Conseiller	699815899	
8	Amadou	conseiller	699666421	
9	Adama Mal Sali	Conseiller	699237408	
10	Abba Adam	conseiller	699876010	
11	AMINOU ABDOUNBAGU	Conseiller	695284559	
12	GARBA OUSMANOU	— — —	699861229	

[illegible]

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

REGION DE L'EXTREME-NORD

DEPARTEMENT DU DIAMARE

COMMUNE D'ARRONDISSEMENT DE MAROUA III

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

FAR NORTH REGION

DIAMARE DIVISION

SUB-DIVISION COUNCIL OF MAROUA III

ARRETE MUNICIPAL N° 05/AM/CA/MRA III
Portant création, attributions et composition du
Comité de Pilotage chargé d'appuyer le processus de
planification dans la Commune d'Arrondissement de
Maroua 3^e

Le Maire de la Commune d'Arrondissement de Maroua III

- Vu La Constitution ;
Vu La Loi N°2004/017 du 22 Juillet 2004 d'orientation de la décentralisation ;
Vu La Loi N°2004/018 du 22 Juillet 2004 fixant les règles communes applicables aux communes ;
Vu Le Décret N°77/91 du 25 Mars 1977 déterminant les pouvoirs de tutelle sur les communes, syndicats des communes et établissements communaux, ensemble ses modificatifs subséquents ;
Vu Le Décret N°2007/117 du 24 Avril 2007 portant création des communes de Maroua I, II, III ;
Vu Le Décret N°2008/017 du 17 Janvier 2008 portant création de la Communauté Urbaine de Maroua ;
Vu Le Décret N°2012/480 du 22 Octobre 2012 portant nomination de Monsieur EWANGO BUDU Ernest, Administrateur Civil Principal aux fonctions de Préfet du Département du Diamaré ;
Vu Le Décret N°2008/0752 du 24 Avril 2008 portant attributions à déléguer aux Adjoints aux Maires ;
Vu L'Arrêté N°00000221/A/MINATD/DCTD du 05 Novembre 2013 constatant l'élection du Maire et de ses Adjoints à l'issue du scrutin municipal du 30 Septembre 2013 dans la Commune d'Arrondissement de Maroua 3^e, Département du Diamaré, Région de l'Extrême-Nord ;
Vu L'Arrêté N°229/CAB/PM du 07 octobre 2009 du Premier Ministre, Chef du Gouvernement, portant réorganisation du cadre institutionnel d'exécution du Programme National de Développement Participatif (PNDP) ;
Considérant les nécessités de service.

ARRETE :

Article 1^{er} : Création

Est créé dans la Commune d'Arrondissement de Maroua III à la date du 05 juillet 2014, un Comité de pilotage chargé d'appuyer le processus de planification en vue de l'élaboration du plan de développement communal.

Article 2 : Missions

Le Comité de Pilotage a pour missions de :

- définir les orientations et la stratégie d'élaboration du plan de développement ;
- veiller au bon déroulement du processus de planification ;
- s'assurer de la participation effective des populations à tous les stades.

Le Comité de Pilotage travaille en étroite collaboration avec l'OAL (TammoundeSperanza) et rend compte mensuellement au Maire tout au long du processus de planification.

Article 3 : Durée du mandat

Le mandat du Comité de Pilotage prend fin dès l'approbation du Plan Communal de développement par le Préfet.

Article 4 : Composition

Le Comité de Pilotage est composé de :

- Un Président : M. OUSMANOU, 2^e Adjoint au Maire
- Un Rapporteur : GUEIME OUSMAN, cadre de Développement
- Membres :
 - 1 – M. ABOUBAKARY NDARIFOU, Cadre Financier
 - 2 – Mme AÏSSATOU BELLO, Secrétaire Général
 - 3 – M. OUSMANOU OUMAROU, Conseiller Municipal
 - 4 – M. MOUSTAPHA BELLO, Conseiller Municipal
 - 5 – BACHIROU MAL ABDOU, Conseiller Municipal
 - 6 – Mme GOMNA née FATIMATOU, 4^e Adjoint au Maire
 - 7 – ADAMA BOUBA, Conseiller Municipal

Article 5 : Toute personne peut, en raison de ses compétences et sur décision du Président du Comité de Pilotage, être invité à assister aux travaux du Comité, avec voix consultative. Le Président peut aussi inviter tout conseiller municipal en fonction du programme de planification.

Article 6 : Les réunions du Comité de Pilotage se tiennent au moins une fois par mois sur convocation du Président du Comité de Pilotage. Elles sont sanctionnées par un procès verbal et un rapport.

Article 7 : Prise en charge

Les fonctions du Comité de Pilotage sont gratuites, toutefois la Commune prendra toutes les dispositions pour faciliter le bon fonctionnement du Comité et en fonction des moyens disponibles.

Article 4 : Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera./-

Ampliations :

- PREFECTURE/D/MRA
- S/PREFET/MRA3
- INTERESSES
- PNDP
- OAL
- ARCHIVES/CHRONO

Maroua, le 19 AUG 2014

Le Maire,



Boubakari Bello

